

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

2005

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS**

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE.



Québec 

AVRIL 2005

ASSEMBLY MEMORANDUM
REPORT

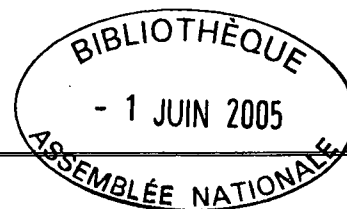
5 MAY 16 -8 53

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

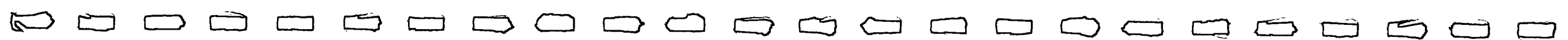
TABLE DES MATIÈRES



Sch A1
C33
2015/06

DL
P. pour.

lecture au
place



Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Table des matières

| NOUVEAU | LIBELLE DE LA QUESTION | PAGE |
|---------|---|------|
| 1 | Pour toutes les sociétés (OBSL) créées par le Ministère ou par un des employés du Ministère ou d'une des sociétés relevant du Ministère dans les deux dernières années : a) date et contexte de création; b) objectifs poursuivis; c) nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV; d) indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin; e) indiquer le budget dévolu. | 13 |
| 2 | Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1 ^{er} mai 2003 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du Ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci. | |
| 3 | Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le Ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats. | |
| 4 | Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2004-2005 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation. | |
| 5 | Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité. | |
| 6 | Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité. | |
| 7 | Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au Ministère en 2004-2005 et comparaison avec les quatre années précédentes. | |
| 8 | Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanent pour 2003-2004 et pour 2004-2005. | |
| 9 | Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le Ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2004-2005. | |
| 10 | Pour tout organisme relevant du Ministère, concernant le bureau de la présidence : a) nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents; b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d) liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents. | |
| 11 | Liste et copie de tous les sondages commandés en 2004-2005, en incluant les coûts. | |
| 12 | Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts. | |
| 13 | La liste des dirigeants de la SQ, la direction dont ils ont la responsabilité et leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations ou bonis reçus. | 15 |
| 14 | La liste des dépenses de la direction "Surveillance du territoire" pour la période 2004-2005 et le budget pour la prochaine année. | |
| 15 | La liste des dépenses de la direction "Administration" pour la période 2004-2005 et le budget pour la prochaine année. | |
| 16 | La liste des dépenses de la direction "Enquêtes criminelles" pour la période 2004-2005 et le budget pour la prochaine année. | |
| 17 | La liste des dépenses de la direction "Développement et affaires institutionnelles" pour la période 2004-2005 et le budget pour la prochaine année. | |
| 18 | La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005, et prévisions pour 2005-2006. | |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Table des matières

| NOUVEAU | LIBELLÉ DE LA QUESTION | PAGE |
|---------|--|------|
| 19 | Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2004. | 15 |
| 20 | L'investissement pour la période 2004-2005 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2005-2006. | |
| 21 | L'investissement pour la période 2004-2005 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2005-2006. | |
| 22 | Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montants facturés à chacune d'elle pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. | 17 |
| 23 | Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2005, répartis par district et par quart de travail. | 21 |
| 24 | Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières. | |
| 25 | La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2005. | |
| 26 | Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2005. | |
| 27 | La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2004-2005. | |
| 28 | Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2004 : a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports; b) sur les routes entretenues par une municipalité. | |
| 29 | Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur son territoire pour l'année 2003. | |
| 30 | Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur le territoire des corps de police municipaux pour l'année 2003. | |
| 31 | La répartition au 31 mars 2004 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget annuel accordé, par lieux d'affectation. | |
| 32 | Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2004-2005. | |
| 33 | La liste des nouveaux officiers et agents de la SQ et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par poste, pour l'année 2004-2005 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation. | |
| 34 | La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2004-2005, ainsi que les augmentations prévues. | |
| 35 | Évaluation des coûts engendrés par les moyens de pression des policiers de la SQ en vue du renouvellement de leur convention collective, par région. Fournir la liste la plus exhaustive des moyens de pressions recensés. | |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Table des matières

| NOUVEAU | LIBELLE DE LA QUESTION | PAGE |
|---------|---|------|
| 36 | La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2004-2005. | 23 |
| 37 | Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2005. | 27 |
| 38 | La répartition de la population carcérale par catégorie de crime (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2005. | 31 |
| 39 | La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire. | 35 |
| 40 | Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005. | 51 |
| 41 | Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2004-2005. | 55 |
| 42 | Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005. | 59 |
| 43 | Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005. | 63 |
| 44 | Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour la période 2004-2005. | 67 |
| 45 | Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005. | 71 |
| 46 | Les effectifs de la Direction des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2004-2005. | 75 |
| 47 | Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005. | 79 |
| 48 | Liste des études et analyses effectuées sur la possibilité, pour les détenus qui en ont les moyens, de contribuer aux frais de leur incarcération. | 83 |
| 49 | La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. | 87 |
| 50 | Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2004, répartis par corps de police municipal. | 93 |
| 51 | La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.). | 97 |
| 52 | La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts. | 103 |
| 53 | Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2004-2005. | 109 |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Table des matières

| NOUVEAU | LIBELLE DE LA QUESTION | PAGE |
|---------|--|------|
| 54 | Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2004-2005. | 113 |
| 55 | Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005. | 117 |
| 56 | Moyens et effectifs utilisés pour contrer la fuite de renseignements confidentiels et/ou soumis à l'interdiction de publication en vertu de l'article 33 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> (L.R.Q. c. A-2.1) par le ministère de la Sécurité publique pour l'ensemble du gouvernement du Québec. Préciser si des enquêtes ont été mises en œuvre en 2004-2005 à propos de prétendues divulgations de documents confidentiels. | 153 |
| 57 | Coûts pour assurer la sécurité lors d'événements tenus au Québec à l'initiative du gouvernement fédéral pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005, ventilés par événement et par organisme gouvernemental. | 157 |
| 58 | Effectifs additionnels embauchés pour la période 2004-2005 par le Service de protection des personnalités pour la protection des ministres et coûts engendrés par ceux-ci. | 161 |
| 59 | Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant la crise survenue à Kanesatake le 12 janvier 2004. | 165 |
| 60 | Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant le renouvellement d'entente tripartite sur les corps policiers autochtones. | 169 |
| 61 | Copie de toute correspondance concernant les Escouades régionales mixtes pour la période 2004-2005. | 173 |
| 62 | Copie des dossiers des policiers autochtones et liste des documents manquants à ces dossiers. | 175 |
| 63 | La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs. | 179 |
| 64 | Dans le cadre de la <i>Loi sur la sécurité civile</i> , liste des MRC avec, pour chacune d'entre elle : a) la date de l'avis du ministre pour le schéma de couverture de risques; b) la date prévue pour le dépôt de schéma de couverture de risques; c) toute demande de prolongation; d) la date du dépôt du schéma de couverture de risques; e) la décision du Ministère pour celles qui ont déposé leur schéma de couverture de risques. | 185 |
| 65 | Dans le cadre de la <i>Loi sur la sécurité civile</i> , subventions accordées aux MRC en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006. | 189 |
| 66 | La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué. | 193 |
| 67 | La liste de tous les services incendie du Québec avec, pour chacun : territoire desservi, superficie du territoire desservi, effectifs (temps plein/temps partiel). | 197 |
| 68 | La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement. | 203 |
| 69 | La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2004-2005. | 207 |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Table des matières

| NOUVEAU | LIBELLÉ DE LA QUESTION | PAGE |
|---------|---|------|
| 70 | La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision. | 211 |
| 71 | Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2004-2005. | 219 |
| 72 | Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2004-2005. | 225 |
| 73 | Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2001, et prévisions pour 2005-2006. | 229 |
| 74 | Montants alloués à l'organisation des Jeux mondiaux policiers pompiers, avec, pour chaque montant : a) le destinataire de la subvention; b) la date à laquelle la subvention est accordée; c) le montant pour chaque subvention; d) l'utilisation prévue. | 233 |
| 75 | Copie des résolutions envoyées par des conseils municipaux concernant les services de la Sûreté du Québec pour la période 2004-2005. | 237 |
| 76 | Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats. | 239 |
| 77 | Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers. | 243 |
| 78 | Liste et copie des études et analyses faites concernant les mesures à mettre en œuvre à propos des jeunes en fugue. Sommes accordées depuis 2001 afin de dresser un portrait de la situation des jeunes fugueurs québécois sur le territoire du Québec et ailleurs dans le monde. | 247 |
| 79 | Liste et copie des études et analyses faites concernant les mesures à mettre en œuvre afin de retracer les criminels évadés ou en liberté illégale. | 251 |
| 80 | État de situation et copie des études et analyses faites concernant le projet Souverains anonymes, de la prison de Bordeaux. Ventilation de l'aide financière gouvernementale fournie à ce projet depuis 2001. | 255 |
| 81 | Statistiques à l'égard des nouvelles mesures mises en place par la <i>Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes</i> , notamment en ce qui a trait aux modifications apportées à la section III du <i>Code de procédure pénale</i> . | 259 |
| 82 | Sommes accordées depuis 2003 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. | 263 |
| 83 | Sommes accordées pour la préparation du <i>Rapport Boisvert</i> sur la protection des collaborateurs de justice. Liste des personnes et des groupes rencontrés par ce comité, fournir les dates. Échéancier prévu pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport. | 267 |
| 84 | Copie des recommandations émises par les coroners, en 2004-2005, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations. | 271 |
| 85 | Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2004-2005. | 371 |
| 86 | La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues. | 375 |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Table des matières

| NOUVEAU | LIBELLÉ DE LA QUESTION | PAGE |
|---------|---|------|
| 87 | L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2004 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport. | 379 |
| 88 | La liste des enquêtes terminées en 2004-2005 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport). | 383 |
| 89 | La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête. | 387 |
| 90 | Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2004-2005. | 393 |
| 91 | Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005. | 409 |
| 92 | La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations et bonis prévus. | 413 |
| 93 | La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2004-2005 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier. | 417 |
| 94 | La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2004-2005 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise. | 421 |
| 95 | Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif. | 425 |
| 96 | Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005. | 429 |
| 97 | La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues. | 433 |
| 98 | Le nombre de dossiers reçus pour la période 2004-2005, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2004-2005. | 437 |
| 99 | Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2004, par catégorie et par origine. | 441 |
| 100 | Le délai moyen pour le traitement d'un dossier. | 445 |
| 101 | Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2004-2005, et prévisions pour 2005-2006. | 449 |
| 102 | La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2004-2005, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat. | 453 |
| 103 | La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2004-2005, (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire). | 521 |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Table des matières

| NOUVEAU | LIBELLE DE LA QUESTION | PAGE |
|---------|---|------|
| 104 | La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2004-2005. | 525 |
| 105 | Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus. | 529 |
| 106 | Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005. | 553 |
| 107 | La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues. | 557 |
| 108 | La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec. | 561 |
| 109 | La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer. | 567 |
| 110 | Les effectifs de la RACJ, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005. | 573 |
| 111 | La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche. | 577 |
| 112 | Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2004-2005. | 581 |
| 113 | Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2004-2005, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation. | 585 |
| 114 | Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2004-2005, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation. | 589 |
| 115 | Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2004-2005. | 593 |
| 116 | Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2004-2005. | 597 |
| 117 | Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2004-2005 ainsi que le résultat de la décision. | 601 |
| 118 | Procès-verbaux des rencontres du comité de direction de la Régie pour 2004-2005. Préciser sujets abordés, compte rendus des discussions, dates et personnes présentes. | 605 |
| 119 | La liste des municipalités ou des villes de moins de 5 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. | 609 |
| 120 | Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elle pour 2004-2005. | 613 |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
Table des matières

| NOUVEAU | LIBELLÉ DE LA QUESTION | PAGE |
|---------|---|------|
| 121 | Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police. | 617 |
| 122 | Liste des municipalités qui ont un corps de police, mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base. | 621 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

LES QUESTIONS 1 À 12 INCLUSIVEMENT DE LA TABLE DES MATIÈRES NE S'APPLIQUENT PAS
DANS LE CADRE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS.

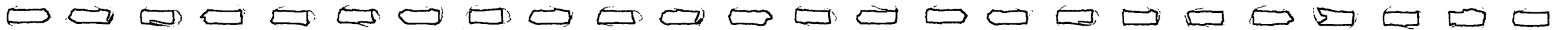


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 13 À 21 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

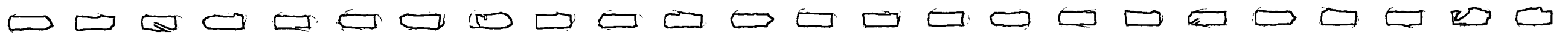
- 13- La liste des dirigeants de la SQ, la direction dont ils ont la responsabilité et leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations ou bonis reçus.
- 14- La liste des dépenses de la direction "Surveillance du territoire" pour la période 2004-2005 et le budget pour la prochaine année.
- 15- La liste des dépenses de la direction "Administration" pour la période 2004-2005 et le budget pour la prochaine année.
- 16- La liste des dépenses de la direction "Enquêtes criminelles" pour la période 2004-2005 et le budget pour la prochaine année.
- 17- La liste des dépenses de la direction "Développement et affaires institutionnelles" pour la période 2004-2005 et le budget pour la prochaine année.
- 18- La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005, et prévisions pour 2005-2006.
- 19- Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2004.
- 20- L'investissement pour la période 2004-2005 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2005-2006.
- 21- L'investissement pour la période 2004-2005 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2005-2006.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

22. Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montants facturés à chacune d'elle pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

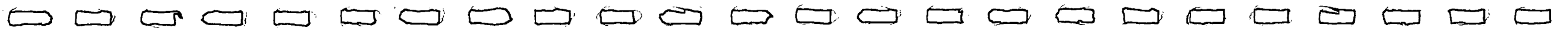


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 22 : Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montants facturés à chacune d'elle pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

La réponse à cette question est la même que celle de la question 55 du présent cahier.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 23 À 35 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

- 23- Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2005, répartis par district et par quart de travail.
- 24- Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.
- 25- La répartition des catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2005..
- 26- Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2005. Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004 : a) sur les routes entretenus par le ministère des transports; b) sur les routes entretenues par une municipalité.
- 27- La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2004-2005.
- 28- Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004 : a) sur les routes entretenus par le ministère des Transports; b) sur les routes entretenues par une municipalité.
- 29- Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur son territoire pour l'année 2003.
- 30- Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur le territoire des corps de police municipaux pour l'année 2003.
- 31- La répartition au 31 mars 2004 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget annuel accordé, par lieux d'affectation.
- 32- Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2004-2005.
- 33- La liste des nouveaux officiers et agents de la SQ et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par poste, pour l'année 2004-2005 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation.
- 34- La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2004-2005, ainsi que les augmentations prévues.
- 35- Évaluation des coûts engendrés par les moyens de pression des policiers de la SQ en vue du renouvellement de leur convention collective, par région. Fournir la liste la plus exhaustive des moyens de pressions recensés.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

36. La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

| Question 36 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2004-2005 ¹ | | | | | | | |
|---|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------------|------------------------------|
| Établissements de détention | Capacité d'accueil ² | Population moyenne quotidienne | Taux d'occupation ³ | | Per diem ⁴ | Dépenses et crédits 2004-2005 (k\$) | |
| | 2004-2005 | 2004-2005 | 2004-2005 | | 2004-2005 | Services correctionnels | Éléments de gestion centrale |
| GROUPE A | | | | | | | |
| Montréal - Prison de Bordeaux | 1 046 | 1 089 | 104% | | 126 \$ | 34 565,0 \$ | 15 373,4 \$ |
| Québec ⁵ | 584 | 604 | 103% | | 158 \$ | 23 067,0 \$ | 11 735,6 \$ |
| Rivière-des-Prairies | 477 | 507 | 106% | | 218 \$ | 25 791,0 \$ | 14 511,5 \$ |
| St-Jérôme | 341 | 371 | 109% | | 164 \$ | 13 885,1 \$ | 8 299,4 \$ |
| GROUPE B | | | | | | | |
| Montréal - Maison Tanguay | 156 | 143 | 92% | | 169 \$ | 6 056,0 \$ | 2 754,4 \$ |
| Sherbrooke | 193 | 198 | 103% | | 150 \$ | 6 940,7 \$ | 3 929,4 \$ |
| Trois-Rivières | 171 | 182 | 106% | | 141 \$ | 6 330,6 \$ | 3 022,6 \$ |
| Hull | 187 | 186 | 99% | | 168 \$ | 6 709,8 \$ | 4 647,2 \$ |
| GROUPE C | | | | | | | |
| Amos et Grand-Nord | 76 | 87 | 114% | | 239 \$ | 5 686,3 \$ | 1 905,2 \$ |
| Baie-Comeau | 83 | 69 | 83% | | 157 \$ | 2 806,4 \$ | 1 114,4 \$ |
| Chicoutimi | 74 | 68 | 92% | | 153 \$ | 2 940,2 \$ | 868,5 \$ |
| Roberval | 52 | 49 | 94% | | 167 \$ | 2 275,4 \$ | 720,1 \$ |
| Sorel | 77 | 81 | 105% | | 178 \$ | 3 897,0 \$ | 1 375,0 \$ |
| GROUPE D | | | | | | | |
| New Carlisle et Havre-Aubert | 86 | 73 | 85% | | 171 \$ | 3 418,8 \$ | 1 144,3 \$ |
| Rimouski | 105 | 104 | 99% | | 155 \$ | 3 687,2 \$ | 2 241,4 \$ |
| Valleyfield | 55 | 58 | 105% | | 126 \$ | 2 139,9 \$ | 528,5 \$ |
| Sept-Iles | 24 | 20 | 83% | | 340 \$ | 1 994,0 \$ | 433,4 \$ |
| Total | 3 787 | 3 889 | 103% | | 160 \$ | 152 190,4 \$ | 74 604,3 \$ |

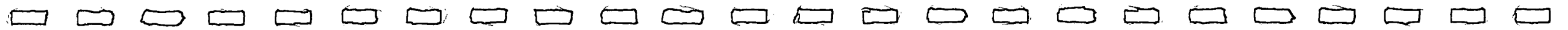
¹ Selon les données disponibles le 1er avril 2005.

² La capacité d'accueil correspond à la capacité opérationnelle moyenne.

³ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité.

⁴ Le calcul du per diem comprend les dépenses relatives à la CSST, aux loyers, aux aménagements, aux immobilisations et aux achats regroupés (télécommunications, véhicules, vêtements, informatique et déménagement)
Per diem = Dép. / Nb de jours-séjours.

⁵ Comprend les secteurs masculin et féminin de l'Établissement de détention de Québec.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

37. Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 37 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement au 31 mars 2005.

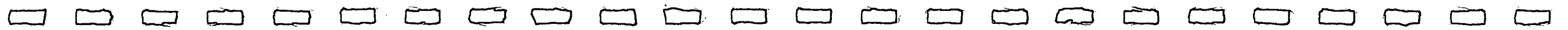
| ÉTABLISSEMENTS | | PLACES OCCUPÉES |
|----------------|-------------------------------|-----------------|
| AMO | AMOS | 89 |
| BCO | BAIE-COMEAU | 80 |
| CHI | CHICOUTIMI | 76 |
| HAV | HAVRE-AUBERT | 0 |
| HUL | HULL | 202 |
| BOR | MONTRÉAL - PRISON DE BORDEAUX | 1120 |
| NEW | NEW CARLISLE | 73 |
| CDF | QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ | 51 |
| CDQ | QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN | 588 |
| RIM | RIMOUSKI | 115 |
| RDP | RIVIÈRE-DES-PRAIRIES | 497 |
| ROB | ROBERVAL | 58 |
| SEP | SEPT-ÎLES | 19 |
| SHE | SHERBROOKE | 209 |
| SOR | SOREL | 89 |
| SJE | ST-JÉRÔME | 390 |
| TAN | MONTRÉAL - MAISON TANGUAY | 161 |
| TRR | TROIS-RIVIÈRES | 197 |
| VLY | VALLEYFIELD | 62 |
| TOTAL | | 4 076 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

38. La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.)
pour chaque centre de détention au 31 mars 2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

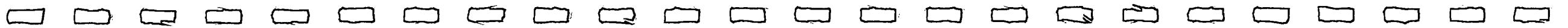
TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 38 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes pour chaque centre de détention au 31 mars 2005.¹

| Répartition des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal - année 2004-2005 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------|------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|----------|------------|------------|--------------|------------|------------|------------|------------|--------------|------------|------------|------------|------------|---------------|
| Sous-classe du délit principal | AMO | BCO | BOI | BOR | CDF | CDQ | CHI | HAV | HUL | NEW | RDP | RIM | ROB | SEP | SHE | SJE | SOR | TAN | TRR | VLY | Total |
| Infractions contre l'État | 6 | 2 | 3 | 32 | 3 | 21 | 6 | 0 | 26 | 1 | 31 | 1 | 2 | 1 | 16 | 15 | 4 | 18 | 13 | 12 | 213 |
| Homicides involontaires | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Tentatives de meurtre | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 5 |
| Infractions sexuelles | 16 | 4 | 2 | 17 | 0 | 36 | 13 | 0 | 7 | 5 | 11 | 7 | 1 | 0 | 22 | 17 | 12 | 1 | 16 | 14 | 201 |
| Voies de fait | 93 | 29 | 29 | 234 | 11 | 131 | 39 | 1 | 58 | 21 | 142 | 50 | 16 | 25 | 64 | 100 | 35 | 45 | 86 | 39 | 1 248 |
| Vols qualifiés | 13 | 5 | 6 | 123 | 5 | 49 | 3 | 0 | 11 | 1 | 84 | 6 | 1 | 1 | 17 | 58 | 12 | 24 | 15 | 13 | 447 |
| Autres infractions contre la personne | 16 | 8 | 4 | 55 | 2 | 49 | 13 | 0 | 11 | 11 | 52 | 19 | 5 | 0 | 21 | 33 | 17 | 6 | 23 | 13 | 358 |
| Introductions par effraction | 34 | 19 | 11 | 184 | 5 | 137 | 32 | 0 | 57 | 10 | 113 | 29 | 16 | 5 | 90 | 118 | 39 | 15 | 55 | 39 | 1 008 |
| Extorsions | 1 | 1 | 1 | 10 | 1 | 10 | 3 | 0 | 1 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 12 | 5 | 0 | 0 | 3 | 4 | 58 |
| Vols simples | 8 | 7 | 33 | 428 | 28 | 115 | 16 | 0 | 90 | 8 | 184 | 17 | 5 | 8 | 72 | 350 | 26 | 107 | 49 | 30 | 1 581 |
| Méfaits, incendies, dommages | 19 | 11 | 3 | 79 | 4 | 38 | 9 | 0 | 20 | 8 | 79 | 9 | 9 | 2 | 21 | 24 | 18 | 18 | 14 | 19 | 404 |
| Recels | 0 | 1 | 8 | 23 | 0 | 21 | 5 | 0 | 14 | 1 | 35 | 3 | 2 | 0 | 15 | 24 | 6 | 3 | 8 | 5 | 174 |
| Autres infractions contre la propriété | 0 | 0 | 2 | 21 | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 9 | 0 | 0 | 0 | 6 | 12 | 3 | 1 | 2 | 3 | 65 |
| Armes à feu | 6 | 2 | 3 | 28 | 0 | 12 | 0 | 0 | 1 | 0 | 18 | 3 | 0 | 0 | 6 | 10 | 1 | 2 | 2 | 3 | 97 |
| Fraudes, corruptions, escroqueries | 4 | 0 | 2 | 14 | 4 | 21 | 2 | 0 | 11 | 2 | 11 | 3 | 1 | 0 | 8 | 10 | 6 | 10 | 10 | 1 | 120 |
| Paris, prostitutions, mœurs | 1 | 0 | 0 | 5 | 4 | 4 | 0 | 0 | 5 | 0 | 4 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 27 | 1 | 1 | 54 |
| Outrages | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Complots, complicités, tentatives | 9 | 2 | 9 | 115 | 5 | 49 | 4 | 0 | 11 | 3 | 57 | 7 | 5 | 1 | 26 | 47 | 10 | 12 | 20 | 7 | 399 |
| Évasions | 10 | 7 | 5 | 110 | 6 | 80 | 11 | 0 | 24 | 5 | 242 | 13 | 5 | 19 | 70 | 55 | 24 | 62 | 39 | 18 | 805 |
| Infractions à la circulation routière (Code criminel) | 57 | 6 | 114 | 126 | 21 | 297 | 44 | 2 | 98 | 44 | 37 | 85 | 42 | 19 | 194 | 156 | 85 | 35 | 98 | 89 | 1 649 |
| Autres délits au Code criminel | 15 | 9 | 25 | 168 | 17 | 85 | 10 | 0 | 47 | 9 | 152 | 18 | 7 | 8 | 68 | 67 | 36 | 144 | 38 | 28 | 951 |
| Stupéfiants | 36 | 20 | 50 | 311 | 13 | 161 | 5 | 0 | 111 | 19 | 148 | 21 | 11 | 12 | 107 | 223 | 42 | 53 | 69 | 94 | 1 506 |
| Aliments et drogues | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 |
| Immigration | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 2 | 4 | 0 | 0 | 21 |
| Assurance-chômage | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Loi sur les Indiens | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Autres infractions aux statuts fédéraux | 0 | 1 | 0 | 3 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 2 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 2 | 0 | 2 | 17 |
| Chasse et pêche | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Conservation de la faune | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| Transport | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 2 | 0 | 8 |
| Main-d'oeuvre | 2 | 0 | 0 | 6 | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 6 | 7 | 0 | 0 | 1 | 0 | 30 |
| Infractions provinciales (boisson et circulation) | 25 | 13 | 0 | 358 | 15 | 80 | 18 | 0 | 147 | 21 | 49 | 6 | 23 | 3 | 70 | 189 | 7 | 38 | 21 | 66 | 1 149 |
| Autres infractions aux lois québécoises | 1 | 1 | 0 | 29 | 0 | 15 | 8 | 0 | 6 | 2 | 5 | 3 | 1 | 0 | 7 | 10 | 2 | 4 | 2 | 0 | 96 |
| Infractions municipales (circulation) | 24 | 0 | 0 | 132 | 9 | 20 | 5 | 0 | 62 | 3 | 12 | 14 | 5 | 7 | 19 | 26 | 27 | 53 | 42 | 32 | 492 |
| Autres infractions aux règlements municipaux | 5 | 0 | 1 | 266 | 24 | 112 | 12 | 0 | 111 | 2 | 31 | 3 | 25 | 23 | 29 | 71 | 20 | 76 | 42 | 8 | 861 |
| Total | 404 | 148 | 311 | 2 888 | 178 | 1 563 | 280 | 3 | 937 | 178 | 1 520 | 320 | 182 | 135 | 973 | 1 631 | 436 | 761 | 671 | 540 | 14 059 |

¹ Ces données ne constituent pas les données officielles pour l'année 2004-2005.

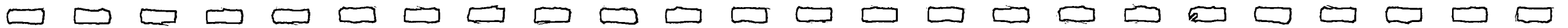
DRF/P-25 (2005-06)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

39. La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Foyer d'accueil & Coordination des foyers Service d'hébergement | Nbre de places | Nbre de jours | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 |
|--|---------------------------|--------------------------|------------------------------|-------------------------------|
| Foyer Jean Bériau | 3,00 | 1095,0 | 33 550,80 \$ | 30,64 \$ |
| Transition pour elles inc. | 0,50 | 183,0 | 5 045,31 \$ | 27,57 \$ |
| Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau | 1,20 | 438,0 | 12 075,66 \$ | 27,57 \$ |
| Hébergement Urgence Lanaudière | 0,50 | 183,0 | 5 045,31 \$ | 27,57 \$ |
| Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield | 2,00 | 730,0 | 20 126,10 \$ | 27,57 \$ |
| Francine Vandal | 4,00 | 1460,0 | 44 734,40 \$ | 30,64 \$ |
| Manoir Gaulin | 0,50 | 183,0 | 5 045,31 \$ | 27,57 \$ |
| France Lemay | 2,00 | 730,0 | 22 367,20 \$ | 30,64 \$ |
| Margot Michel | 2,00 | 730,0 | 22 367,20 \$ | 30,64 \$ |
| Diane Marceau | 4,00 | 1460,0 | 44 734,40 \$ | 30,64 \$ |
| Diane Trépanier | 3,00 | 1095,0 | 33 550,80 \$ | 30,64 \$ |
| Marc Rhéaume | 2,00 | 730,0 | 22 367,20 \$ | 30,64 \$ |
| Expansion-Femmes - Coordination des foyers | 13,00 | 4745,0 | 63 583,00 \$ | 13,40 \$ |
| | | Total | 334 592,69 \$ | |

DRF/P-26 (2005-06)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Centre d'hébergement communautaire (C.H.C.) Service d'hébergement | Nbre de places | Nbre de jours | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 |
|--|---------------------------|--------------------------|------------------------------|-------------------------------|
| Répit du Passant | 0,10 | 45,0 | 2 420,55 \$ | 53,79 \$ |
| Point de rencontre | 2,79 | 1020,0 | 54 865,80 \$ | 53,79 \$ |
| Auberge sous mon toit | 2,40 | 876,0 | 47 120,04 \$ | 53,79 \$ |
| Maison Radisson | 3,26 | 1190,0 | 63 807,80 \$ | 53,62 \$ |
| C.H.C. La Relève | 10,70 | 3919,0 | 210 803,01 \$ | 53,79 \$ |
| | | Total | 379 017,20 \$ | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Centre résidentiel communautaire (C.R.C.) Service d'hébergement | Nbre de places | Nbre de jours | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 |
|--|-----------------------|----------------------|------------------------------|-------------------------------|
| CRC Amos | 13,01 | 4749,0 | 342 972,78 \$ | 72,22 \$ |
| Arc-en-soi | 8,99 | 3281,0 | 248 076,41 \$ | 75,61 \$ |
| Centre d'accueil le Joins-toi - Région de l'Estrie | 5,68 | 2073,0 | 151 204,62 \$ | 72,94 \$ |
| CRC La Traverse - Services d'aide Bruno Dandenault | 12,00 | 4380,0 | 302 307,60 \$ | 69,02 \$ |
| Reno-Vie | 10,00 | 3650,0 | 331 858,00 \$ | 90,92 \$ |
| CRC Curé Labelle | 23,16 | 8453,0 | 590 949,23 \$ | 69,91 \$ |
| Maison Waseskun | 7,48 | 2730,0 | 214 195,80 \$ | 78,46 \$ |
| CRC de Joliette | 14,18 | 5176,0 | 389 131,68 \$ | 75,18 \$ |
| Maison Radisson | 17,38 | 6344,0 | 423 969,52 \$ | 66,83 \$ |
| Centre d'accueil le Joins-toi - Région de la Montérégie | 4,06 | 1482,0 | 108 097,08 \$ | 72,94 \$ |
| Maison St-Laurent - Maison de transition de Montréal | 24,01 | 8764,0 | 609 711,48 \$ | 69,57 \$ |
| Société Élisabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain | 14,39 | 5252,0 | 391 326,52 \$ | 74,51 \$ |
| L'Issue - Transition Centre-Sud | 20,00 | 7300,0 | 522 826,00 \$ | 71,62 \$ |
| Maison Charlemagne | 23,03 | 8406,0 | 583 460,46 \$ | 69,41 \$ |
| Agence sociale spécialisée de l'Outaouais (L'Arche) | 20,48 | 7475,0 | 531 921,00 \$ | 71,16 \$ |
| Expansion-Femmes | 10,00 | 3650,0 | 276 122,50 \$ | 75,65 \$ |
| Maison Painchaud | 13,52 | 4935,0 | 340 169,55 \$ | 68,93 \$ |
| CRC Le Pavillon | 23,08 | 8424,0 | 582 435,36 \$ | 69,14 \$ |
| Réhabilitation Beauce | 20,00 | 7300,0 | 502 897,00 \$ | 68,89 \$ |
| CRC de Roberval | 15,68 | 5723,0 | 411 998,77 \$ | 71,99 \$ |
| | | Total | 7 855 631,36 \$ | |

DRF/P-26 (2005-06)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale | Nbre de places | Nbre de jours | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 |
|--|-----------------------|----------------------|--------------------------|---------------------------|
| Piaule d'amos - Accueil Harvey Bibeau | 0,14 | 50,0 | 1 436,50 \$ | 28,73 \$ |
| Maison Soleil Levant R.N. | 0,14 | 50,0 | 1 436,50 \$ | 28,73 \$ |
| Piaule de Val d'Or | 0,14 | 50,0 | 1 436,50 \$ | 28,73 \$ |
| Manoir du Chemin inc. | 0,05 | 20,0 | 574,60 \$ | 28,73 \$ |
| Maison Compagnon La Sarre | 0,05 | 20,0 | 574,60 \$ | 28,73 \$ |
| Groupe image | 0,05 | 20,0 | 574,60 \$ | 28,73 \$ |
| Maison de l'Espoir | 0,50 | 183,0 | 5 257,59 \$ | 28,73 \$ |
| Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby | 1,00 | 365,0 | 10 486,45 \$ | 28,73 \$ |
| Accueil Blanche Goulet | 1,52 | 555,0 | 15 945,15 \$ | 28,73 \$ |
| Maison à Damas | 0,21 | 78,0 | 2 240,94 \$ | 28,73 \$ |
| Centre Accalmie | 1,24 | 451,0 | 12 957,23 \$ | 28,73 \$ |
| L'Éclaircie | 2,19 | 801,0 | 23 012,73 \$ | 28,73 \$ |
| Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts | 1,11 | 405,0 | 11 635,65 \$ | 28,73 \$ |
| Reine Beauchamp | 2,00 | 730,0 | 20 972,90 \$ | 28,73 \$ |
| Yolande Lalonde | 1,00 | 365,0 | 10 486,45 \$ | 28,73 \$ |
| Résidence Lafleur | 6,00 | 2190,0 | 62 918,70 \$ | 28,73 \$ |
| Foyer Aurel Michaud | 8,00 | 2920,0 | 83 891,60 \$ | 28,73 \$ |
| Maison du Havre | 2,00 | 730,0 | 20 972,90 \$ | 28,73 \$ |
| Le Hamac | 0,50 | 183,0 | 5 257,59 \$ | 28,73 \$ |
| Maison de transition de la Batiscan | 1,50 | 548,0 | 15 744,04 \$ | 28,73 \$ |
| Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay (héberg.) | 3,31 | 1208,0 | 34 705,84 \$ | 28,73 \$ |
| Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay (externe) | 0,38 | 139,0 | 2 493,66 \$ | 17,94 \$ |
| | | Total | 345 012,72 \$ | |

DRF/P-26 (2005-06)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Toxicomanie <i>Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie</i> | Nbre de places | Nbre de jours | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 |
|--|-----------------------|----------------------|------------------------------|-------------------------------|
| L'Arrimage | 2,50 | 913,0 | 26 230,49 \$ | 28,73 \$ |
| Centre régional ADH Le Tremplin | 2,00 | 730,0 | 20 972,90 \$ | 28,73 \$ |
| Auberge du cœur le Transit | 1,50 | 548,0 | 15 744,04 \$ | 28,73 \$ |
| Point de rencontre | 0,25 | 90,0 | 2 585,70 \$ | 28,73 \$ |
| Centre l'Étape - Services d'aide Bruno Dandenault | 2,00 | 730,0 | 14 183,90 \$ | 19,43 \$ |
| Pavillon Chaleurs | 2,52 | 920,0 | 26 431,60 \$ | 28,73 \$ |
| Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes | 20,00 | 7300,0 | 199 947,00 \$ | 27,39 \$ |
| Centre d'accueil le Portage | 10,10 | 3687,0 | 65 038,68 \$ | 17,64 \$ |
| Maison Carignan | 3,00 | 1095,0 | 19 644,30 \$ | 17,94 \$ |
| Maison Jean Lepage | 2,00 | 730,0 | 13 096,20 \$ | 17,94 \$ |
| Maison d'entraide l'Arc-en-ciel | 1,00 | 365,0 | 6 548,10 \$ | 17,94 \$ |
| Maison de Job | 4,00 | 1460,0 | 26 192,40 \$ | 17,94 \$ |
| Maison d'entraide pour toxicomanes Le Rucher | 4,00 | 1460,0 | 26 192,40 \$ | 17,94 \$ |
| Résidence le Portail | 2,00 | 730,0 | 13 096,20 \$ | 17,94 \$ |
| Croisée des chemins | 1,00 | 365,0 | 6 548,10 \$ | 17,94 \$ |
| | | Total | 482 452,01 \$ | |

DRF/P-26 (2005-06)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Surveillance en milieu ouvert | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 | Titre du programme |
|--|------------------------|-----------------------|---|
| CRC Amos | 16 410,40 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers) |
| Arc-en-soi | 32 820,80 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers) |
| L'Arrimage | 32 820,80 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers) |
| Unité Domrémy de Baie-Comeau | 10 256,50 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (10 dossiers) |
| Centre d'accueil le Joins-toi - Estrie | 32 820,80 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers) |
| Reno-Vie | 16 410,40 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers) |
| CRC La Traverse - Services d'aide Bruno Dandenault | 16 410,40 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers) |
| CRC Joliette | 22 564,30 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (22 dossiers) |
| CRC Curé Labelle | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| Maison Radisson | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| Centre d'accueil le Joins-toi - Montérégie | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| Société Elisabeth Fry | 51 282,50 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (50 dossiers) |
| C.R.C. Transition Centre-Sud (Maison l'Issue) | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| Maison Charlemagne | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| Maison St-Laurent | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| Centre de jour l'Espadrille | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| Agence sociale spécialisée de l'Outaouais | 32 820,80 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers) |
| Expansion-Femmes - Surveillance externe | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| Maison Painchaud - Surveillance externe | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| C.R.C. Le Pavillon - Surveillance externe | 85 128,95 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (83 dossiers) |
| Réhabilitation Beauce - Surveillance externe | 65 641,60 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers) |
| C.R.C. de Roberval | 32 820,80 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers) |
| C.H.C. La Relève | 32 820,80 \$ | 2,81 \$ | Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers) |
| Total | 1 071 804,25 \$ | | Total des dossiers : 1045 dossiers |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Achat de programmes | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 | Titre du programme |
|---|----------------------|-----------------------|---|
| CRC Amos - S.A.T.A.S. | 25 000,00 \$ | | Programme d'intervention auprès de conjoints violents - Amos, Val D'Or & Rouyn-Noranda |
| CRC Amos | 15 092,97 \$ | | Accompagnement et escorte des personnes inuites à Amos et Val D'Or |
| CRC Amos - S.A.T.A.S. | 8 785,40 \$ | | Sensibilisation à la violence sous toutes ses formes |
| Makitautik Center | 27 926,00 \$ | | On the land program (enseigner la chasse, la pêche, la survie, etc. ,aux Inuits) |
| Arc-en-soi | 10 000,00 \$ | | Programme d'aide aux agresseurs sexuels |
| C-TA-C | 2 300,00 \$ | | Programme d'intervention de groupe auprès des conjoints violents |
| Arc-en-soi | 8 997,00 \$ | | Soutien à l'éducation |
| Unité Domrémy de Baie-Comeau | 5 400,00 \$ | | Programme "Stratégies" pour faire face aux difficultés, conflits ou crises |
| Centre d'intervention le Rond-Point | 5 400,00 \$ | | Activités de sensibilisation et de réflexion sur les comportements humains |
| L'Âtre | 5 257,59 \$ | | Soutien , accompagnement et aide à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes |
| Le Transit de Sept-Îles | 5 257,59 \$ | | Soutien , accompagnement et aide à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes |
| Unité Domrémy de Baie-Comeau | 11 200,00 \$ | | Programme en délinquance sexuelle |
| Société Élisabeth Fry | 52 250,00 \$ | | Centre de service en justice pénale pour les femmes |
| Civas Estrie | 28 500,00 \$ | | Programme d'intervention auprès d'hommes abuseurs sexuels |
| Centre d'entraide la Boussole inc. | 9 500,00 \$ | | Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme |
| Fondation des œuvres du Père St-Laurent | 23 567,60 \$ | | Médiation victime - personne contrevenante |
| Services d'aide Bruno Dandenault | 33 162,50 \$ | | Appartements supervisés |
| Maison à Damas | 3 000,00 \$ | | Support et accompagnement dans la réinsertion sociale |
| L'Éclaircie | 8 000,00 \$ | | Aide en santé mentale |
| Auberge chez mon père | 90 000,00 \$ | | Soutien et accompagnement des personnes incarcérées (centre de jour) |
| Interface Baie-des-Chaleurs | 16 800,00 \$ | | Consolidation et développement d'un programme d'aide aux hommes aux prises avec des problèmes de violence conjugale |
| Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi | 10 000,00 \$ | | Service de liaison entre Mi'gmagwei Mawiomi Secretariat et la Direction régionale des services correctionnels - Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine |
| Interface Baie-des-Chaleurs | 5 000,00 \$ | | Programme psycho-éducatif favorisant une meilleure compréhension et gestion des émotions |
| Pavillon Chaleurs | 5 000,00 \$ | | Formation sur la rédaction de rapports |
| Centre Accalmie | 12 000,00 \$ | | Diagnostic des besoins de la clientèle correctionnelle bénéficiant des services en ressources communautaires, et ce, dans une perspective de redéfinition de la prestation de services et d'orientation vers un mode d'intervention |
| Sous-total page 1 | 427 396,65 \$ | | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Achat de programmes | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 | Titre du programme |
|--|----------------------|-----------------------|--|
| A.C.C.R.O.C - MRC Antoine Labelle | 8 640,00 \$ | | Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec un problème de violence conjugale - MRC Antoine Labelle |
| A.C.C.R.O.C - St-Jérôme | 6 000,00 \$ | | IDEM - pour la clientèle de St-Jérôme |
| Maison Waseskun | 11 760,00 \$ | | Programme Waseya pour délinquants sexuels autochtones |
| Maison de thérapie l'Entre-temps | 7 875,00 \$ | | Accompagnement de la clientèle correctionnelle féminine |
| Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes (C.R.A.T.) | 21 560,00 \$ | | Conscientisation |
| Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.) | 18 325,00 \$ | | 1er volet - La violence, j'y renonce 2e volet - Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par C.A.H.O. |
| Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.) | 17 715,00 \$ | | Offrir des services professionnels auprès des abuseurs sexuels en groupe ou individuel |
| Centre pour hommes opprimés et colériques inc. (C.H.O.C.) | 17 640,00 \$ | | La violence, j'y renonce |
| Parents unis Laurentides | 13 900,00 \$ | | Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels |
| Parents unis Laurentides | 15 000,00 \$ | | Programme de sensibilisation (pré-traitement) |
| Maison Radisson | 14 155,00 \$ | | Gestion et traitement de la déviance sexuelle (G.T.D.S.) |
| Maison Radisson | 8 835,00 \$ | | Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (P.A.I.C.) |
| Accord Mauricie | 6 650,00 \$ | | Thérapie pour conjoints violents |
| Société Elizabeth Fry | 53 200,00 \$ | | Centre de services en justice pénale pour femmes |
| Après-coup inc. | 7 000,00 \$ | | Programme d'intervention auprès des conjoints violents |
| Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.) | 45 500,00 \$ | | Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus |
| Centre de traitement l'Envolée | 15 000,00 \$ | | Offrir des services d'accompagnement à la clientèle correctionnelle masculine présentant des problèmes de toxicomanie |
| Toxi-Co-Gites | 7 000,00 \$ | | Offrir des services d'accompagnement à la clientèle correctionnelle masculine et féminine présentant des problèmes de toxicomanie |
| Centre sur l'autre rive | 3 000,00 \$ | | Offrir des services d'accompagnement à la clientèle correctionnelle masculine présentant des problèmes de toxicomanie |
| Pavillon l'essence ciel | 3 000,00 \$ | | Offrir des services d'accompagnement à la clientèle correctionnelle masculine présentant des problèmes de toxicomanie |
| Maison de réhabilitation l'Exode | 5 000,00 \$ | | Offrir des services d'accompagnement à la clientèle correctionnelle masculine présentant des problèmes de toxicomanie |
| Sous-total page 2 | 306 755,00 \$ | | |

DRF/P-26 (2005-06)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Achat de programmes | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 | Titre du programme |
|---|----------------------|-----------------------|---|
| Communications accessibles Montréal | 5 000,00 \$ | | Site des souverains anonymes |
| Continuité famille auprès des détenus | 39 800,00 \$ | | Objectif : Maintenir et améliorer la relation existant entre la mère incarcérée et son enfant afin de faciliter la transition du milieu carcéral au milieu naturel lors de la libération conditionnelle |
| Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu ouvert | 32 695,00 \$ | | Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures de s'insérer dans un groupe de socialisation et d'entraide |
| Maison de transition de Mtl (St-Laurent) - action vol. | 3 000,00 \$ | | Objectif : Supporter une partie du salaire de la personne responsable d'Action volontaire St-Laurent qui travaille au niveau de l'implication des bénévoles offrant du support à la clientèle contrevenante |
| Société Élisabeth Fry - EVE | 47 500,00 \$ | | Programme d'entraide vol à l'étalage |
| Société Élisabeth Fry - Tanguay | 20 353,00 \$ | | Programme de services à la Maison Tanguay |
| Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS) | 25 452,23 \$ | | Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus |
| Diogène | 10 000,00 \$ | | Suivi communautaire intensif et accompagnement court terme |
| Centre de jour l'Espadrille - YMCA Mtl - programme | 403 021,00 \$ | | Centre de jour - programme |
| Société Élisabeth Fry - Gestion de la colère | 7 590,00 \$ | | Gestion de la colère |
| Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu fermé | 18 582,00 \$ | | Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures d'initier une démarche thérapeutique par l'entremise de rencontres de groupe ouvert |
| Transition Centre-Sud | 15 000,00 \$ | | Répertoire intégré des ressources |
| Société Élisabeth Fry | 6 500,00 \$ | | Gestion de la colère en milieu ouvert |
| Sous-total page 3 | 634 493,23 \$ | | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

| QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire. | | | |
|---|----------------------|-----------------------|--|
| Achat de programmes | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 | Titre du programme |
| Centre Femmes aux 3-A | 26 000,00 \$ | | Centre de réinsertion sociale |
| Comité des intervenants du réseau correctionnel du Québec (C.I.R.C.Q.) | 2 500,00 \$ | | CIRCQ'ulaire & dîners-rencontres |
| Association des foyers d'accueil | 5 000,00 \$ | | Programme de formation pour les foyers d'accueil et fonds de dépannage |
| Centre d'action bénévole de Québec inc. | 50 000,00 \$ | | Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle contrevenante adulte |
| Expansion-Femmes - Temps d'arrêt | 11 000,00 \$ | | Offrir en externe un programme d'encadrement et de support à la clientèle contrevenante féminine pour des problématiques spécifiques reliées à leurs comportements délinquants |
| Expansion-Femmes - Maintien de la sobriété | 11 000,00 \$ | | Aider les femmes qui ont cessé de consommer ou qui sont en voie de le faire, à maintenir leur sobriété |
| CKRL MF 89,1 inc. | 3 800,00 \$ | | Souverains d'Orsainville : 10 émissions radiophoniques de 60 minutes produites par les personnes incarcérées (EDM, EDQ) |
| Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.) | 57 250,00 \$ | | Suivi communautaire intensif |
| Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.) | 20 000,00 \$ | | Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice |
| C.R.C. le Pavillon | 12 600,00 \$ | | Ateliers toxicomanie |
| Expansion-Femmes - Volte-face | 11 000,00 \$ | | Aider les personnes à comprendre et à cesser leurs comportements compulsifs de vol à l'étalage |
| Au Bercail | 15 000,00 \$ | | Programme de mesures alternatives pour contrevenants (clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale et/ou judiciaires) |
| C.R.C. Le Pavillon | 5 400,00 \$ | | Programme de sensibilisation en violence conjugale |
| Réhabilitation Beauce | 15 000,00 \$ | | Développement de la motivation de la clientèle judiciarisée à s'investir dans les programmes spécialisés en toxicomanie |
| Réhabilitation Beauce | 15 000,00 \$ | | Programme pour les agresseurs sexuels |
| Expansion-Femmes | 15 000,00 \$ | | Programme pour les femmes et les hommes fraudeurs |
| Sous-total page 4 | 275 550,00 \$ | | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

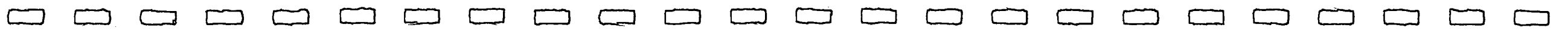
| Achat de programmes | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 | Titre du programme |
|---|----------------------|-----------------------|--|
| Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille | 28 000,00 \$ | | Thérapie pour hommes abuseurs sexuels |
| Société Élizabeth Fry | 71 000,00 \$ | | Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais |
| Portes ouvertes de l'Outaouais | 10 000,00 \$ | | Service d'aide et d'accompagnement aux personnes contrevenantes lors de leur sortie de détention |
| L'Impact rivière Gatineau | 4 500,00 \$ | | Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence |
| Centre Jellinek | 6 000,00 \$ | | Conscientisation aux toxicomanies en milieu fermé |
| Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay | 17 500,00 \$ | | Macadam (Programme d'intervention visant à réduire la judiciarisation de personnes contrevenantes souffrant d'une maladie mentale) |
| Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay | 52 100,00 \$ | | Ressac (Programme d'intervention auprès de personnes contrevenantes souffrant d'une maladie mentale) |
| C.H.C. La Relève | 9 000,00 \$ | | Bacchus - prévention de la récidive |
| C.H.C. La Relève | 5 300,00 \$ | | Transport et encadrement de la clientèle contrevenante toxico/délinquance |
| Le Cran d'arrêt | 5 432,00 \$ | | Prévention / promotion de comportement non violent en milieu carcéral |
| Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay | 4 425,00 \$ | | Sensibilisation et promotion des comportements non violents |
| Sous-total page 5 | 213 257,00 \$ | | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

| Achat de programmes | Contrat 2004-2005 | Per diem 2004-2005 | Titre du programme |
|---|----------------------|-----------------------|--|
| Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.) | 55 000,00 \$ | | Programme général - Secrétariat permanent |
| Conseil des églises pour la justice et la criminologie (C.E.J.C.) | 10 000,00 \$ | | Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale |
| Société de criminologie du Québec (S.C.Q.) | 42 000,00 \$ | | Maintien d'un secrétariat permanent - Programme général - Mission globale |
| Regroupement des organismes de référence du Québec | 40 000,00 \$ | | Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale |
| Regroupement des organismes de référence du Québec | 50 000,00 \$ | | Mise à jour du manuel des normes et procédures du programme des travaux compensatoires |
| Jean-Pierre Guay | 22 500,00 \$ | | Recherche sur l'expertise scientifique sur l'ensemble de la démarche d'évaluation |
| Sous-total page 6 | 219 500,00 \$ | | |
| TOTAL DES ACHATS DE PROGRAMMES | 2 076 951,88 \$ | | |

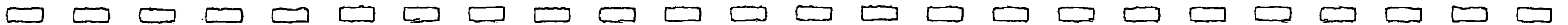


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

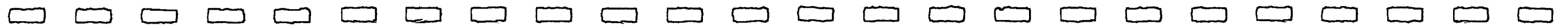
| Achat de programmes | Contrat 2004-2005 | Tarifs 2004-2005 | Titre du programme |
|--|----------------------|---------------------|------------------------|
| Unité Domrémy de Mont-Joli inc. | 84 429,56 \$ | 151,44 \$ | Travaux compensatoires |
| Centre d'action bénévole du Lac inc. | 55 423,40 \$ | 151,44 \$ | Travaux compensatoires |
| Association canadienne de santé mentale | 83 308,00 \$ | 129,14 \$ | Travaux compensatoires |
| Organisation anti-pauvreté de Québec inc. | 203 682,50 \$ | 100,35 \$ | Travaux compensatoires |
| Organisation anti-pauvreté de la Mauricie | 168 947,90 \$ | 129,14 \$ | Travaux compensatoires |
| Services d'aide Bruno Dandenault | 116 389,00 \$ | 129,14 \$ | Travaux compensatoires |
| Y.M.C.A. de Montréal | 299 590,00 \$ | 100,35 \$ | Travaux compensatoires |
| Services d'action communautaire de l'Outaouais | 92 229,00 \$ | 129,14 \$ | Travaux compensatoires |
| Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue | 82 089,56 \$ | 151,44 \$ | Travaux compensatoires |
| Centre de bénévolat de Manicouagan | 26 775,00 \$ | 151,44 \$ | Travaux compensatoires |
| Centre d'action bénévole de Sept-Îles | 27 095,00 \$ | 151,44 \$ | Travaux compensatoires |
| Centre de bénévolat de Laval inc. | 197 147,75 \$ | 100,35 \$ | Travaux compensatoires |
| Centre de bénévolat de la Rive-Sud | 175 034,20 \$ | 129,14 \$ | Travaux compensatoires |
| Total | 1 612 140,87 \$ | | |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

40. Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 40 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005¹

Répartition des admissions des personnes condamnées et des personnes prévenues par centre de détention - année 2003-2004.²

| | | STATUTS DE LA PERSONNE CONTREVENANTE À SON ADMISSION | | |
|----------------|----------------------|--|---------|--------|
| ÉTABLISSEMENTS | | CONDAMNÉ | PRÉVENU | TOTAL |
| AMO | AMOS | 273 | 533 | 806 |
| BCO | BAIE COMEAU | 59 | 289 | 348 |
| CHI | CHICOUTIMI | 172 | 798 | 970 |
| HAV | HAVRE-AUBERT | 1 | 22 | 23 |
| BOI | HENRI-BOURASSA | 209 | 0 | 209 |
| HUL | HULL | 862 | 1486 | 2 348 |
| BOR | MONTREAL | 4364 | 279 | 4 643 |
| NEW | NEW CARLISLE | 19 | 314 | 333 |
| CDF | QUÉBEC (Femmes) | 146 | 389 | 535 |
| CDQ | QUÉBEC (Hommes) | 1194 | 2677 | 3 871 |
| RIM | RIMOUSKI | 169 | 450 | 619 |
| RDP | RIVIÈRE-DES-PRAIRIES | 460 | 9683 | 10 143 |
| ROB | ROBERVAL | 141 | 282 | 423 |
| SEP | SEPT-ÎLES | 95 | 425 | 520 |
| SHE | SHERBROOKE | 734 | 2151 | 2 885 |
| SOR | SOREL | 380 | 889 | 1 269 |
| SJE | ST-JÉRÔME | 1110 | 4379 | 5 489 |
| TAN | TANGUAY | 748 | 1171 | 1 919 |
| TRR | TROIS-RIVIÈRES | 417 | 1510 | 1 927 |
| VLY | VALLEYFIELD | 386 | 877 | 1 263 |
| TOTAL | | 11 939 | 28 604 | 40 543 |

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple suite à une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions. Ces cas représentent environ 14% des admissions.

² Les données de l'année 2003-2004 sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 40 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005¹

Répartition des admissions des personnes condamnées et des personnes prévenues par centre de détention - année 2004-2005.²

| ÉTABLISSEMENTS | | STATUTS DE LA PERSONNE CONTREVENANTE À SON ADMISSION | | |
|----------------|----------------------|--|---------|--------|
| | | CONDAMNÉ | PRÉVENU | TOTAL |
| AMO | AMOS | 255 | 572 | 827 |
| BCO | BAIE COMEAU | 60 | 342 | 402 |
| CHI | CHICOUTIMI | 151 | 845 | 996 |
| HAV | HAVRE-AUBERT | 4 | 25 | 29 |
| BOI | HENRI-BOURASSA | 172 | 1 | 173 |
| HUL | HULL | 777 | 1542 | 2 319 |
| BOR | MONTREAL | 2918 | 284 | 3 202 |
| NEW | NEW CARLISLE | 34 | 432 | 466 |
| CDF | QUÉBEC (Femmes) | 124 | 273 | 397 |
| CDQ | QUÉBEC (Hommes) | 1059 | 2617 | 3 676 |
| RIM | RIMOUSKI | 188 | 493 | 681 |
| RDP | RIVIÈRE-DES-PRAIRIES | 554 | 9602 | 10 156 |
| ROB | ROBERVAL | 118 | 259 | 377 |
| SEP | SEPT-ÎLES | 93 | 425 | 518 |
| SHE | SHERBROOKE | 594 | 2141 | 2 735 |
| SOR | SOREL | 325 | 905 | 1 230 |
| SJE | ST-JÉRÔME | 1065 | 4764 | 5 829 |
| TAN | TANGUAY | 639 | 1291 | 1 930 |
| TRR | TROIS-RIVIÈRES | 347 | 1411 | 1 758 |
| VLY | VALLEYFIELD | 351 | 867 | 1 218 |
| TOTAL | | 9 828 | 29 091 | 38 919 |

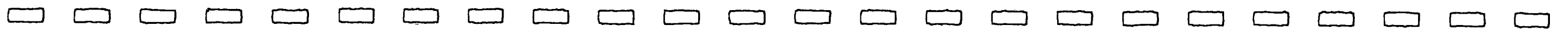
¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple suite à une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions. Ces cas représentent environ 14% des admissions.

² Les données de l'année 2004-2005 ne sont pas officielles. Les données finales seront compilées en mai 2005.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

41. Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 41 : Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2004-2005¹.

| C/R | Établissements de détention Cat. Corps | Dépenses salariales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------|--|------------------------------|--------|--------------------|-----------------------------------|--------|---------------|----------------------------------|--------|---------------|-------------------------------|--------|--------------------------------|--------|--------------------|--------------------------------------|--------|---------------|------------------------|--------|--------------------|
| | | Cadres [cat. 08] [630] | | | Prof. [cat. 03] [100 à 199] | | | PBTA [cat. 04] [200 à 299] | | | ASC [cat. 05] [307] | | | | | Ouvriers [cat. 07] [400 à 499] | | | Total | | |
| | | Effectifs ¹ | | Masse salariale | Effectifs ¹ | | salarial e | Effectifs ¹ | | salarial e | Effectifs ASC-TC ¹ | | Effectifs ASC-TPR ¹ | | Masse salariale | Effectifs ¹ | | salarial e | Effectifs ¹ | | Masse salariale |
| | | Hommes | Femmes | k\$ | Hommes | Femmes | k\$ | Hommes | Femmes | k\$ | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | k\$ | Hommes | Femmes | k\$ | Hommes | Femmes | k\$ |
| 3131 | Sherbrooke | 10 | 1 | 717,8 | | 1 | 51,4 | | | 0,0 | 44 | 23 | 18 | 13 | 4 204,3 | 7 | 3 | 303,2 | 79 | 41 | 5 276,7 |
| 3141 | Sorel | 5 | | 318,4 | | | 0,0 | | | 0,0 | 20 | 4 | 15 | 14 | 2 466,9 | 5 | 4 | 225,4 | 45 | 22 | 3 010,7 |
| 3142 | Valleyfield | 3 | 2 | 309,5 | | | 0,0 | | | 0,0 | 7 | 9 | 9 | 3 | 1 259,0 | 3 | 3 | 179,5 | 22 | 17 | 1 748,0 |
| 3151 | Trois-Rivières | 12 | | 729,8 | | 2 | 47,5 | | | 0,0 | 39 | 14 | 17 | 14 | 3 809,2 | 4 | 3 | 263,0 | 72 | 33 | 4 849,5 |
| 3211 | Hull | 9 | 1 | 650,9 | 1 | | 56,0 | | | 0,0 | 47 | 17 | 23 | 21 | 4 349,7 | 7 | 5 | 341,5 | 87 | 44 | 5 398,1 |
| 3221 | St-Jérôme | 17 | 8 | 1 553,7 | 2 | 2 | 234,2 | 3 | 11 | 542,4 | 75 | 42 | 36 | 22 | 8 165,4 | 8 | 5 | 422,8 | 141 | 90 | 10 918,5 |
| 3251 | Amos | 4 | 1 | 306,7 | | | 0,0 | | | 0,0 | 18 | 11 | 14 | 12 | 2 745,3 | 2 | 3 | 169,1 | 38 | 27 | 3 221,1 |
| 3313 | Rivière-des-Prairies | 34 | 13 | 2 680,5 | | 8 | 316,5 | 8 | 29 | 1 234,4 | 167 | 66 | 70 | 56 | 16 399,6 | 23 | 6 | 1 055,5 | 302 | 178 | 21 686,5 |
| 3327 | Montréal - Maison Tanguay | 2 | 7 | 537,5 | | 2 | 62,5 | | 2 | 65,4 | 10 | 39 | 6 | 24 | 3 479,7 | 7 | 0 | 281,2 | 25 | 74 | 4 426,3 |
| 3350 | Montréal - Prison de Bordeaux | 32 | 16 | 3 231,7 | 7 | 14 | 709,0 | 6 | 67 | 1 993,8 | 168 | 92 | 113 | 90 | 21 186,7 | 26 | 4 | 1 028,3 | 352 | 283 | 28 149,5 |
| 3511 | Québec | 21 | 18 | 2 537,7 | 5 | 2 | 410,7 | 3 | 25 | 1 024,9 | 141 | 80 | 60 | 57 | 14 346,1 | 20 | 4 | 853,9 | 250 | 186 | 19 173,3 |
| 3521 | Chicoutimi | 4 | 1 | 328,8 | | | 0,0 | | | 0,0 | 18 | 6 | 10 | 9 | 1 856,1 | 4 | 0 | 143,7 | 36 | 16 | 2 328,6 |
| 3522 | Roberval | 4 | | 282,3 | | | 0,0 | | | 0,0 | 12 | 8 | 6 | 8 | 1 328,2 | 2 | 2 | 125,0 | 24 | 18 | 1 735,5 |
| 3531 | Rimouski | 4 | | 315,2 | | | 0,0 | | | 0,0 | 24 | 7 | 9 | 8 | 2 257,0 | 3 | 2 | 198,6 | 40 | 17 | 2 770,8 |
| 3551 | Baie-Comeau | 3 | 2 | 205,6 | | | 0,0 | | | 0,0 | 15 | 8 | 7 | 12 | 1 693,2 | 1 | 4 | 163,6 | 26 | 26 | 2 062,4 |
| 3552 | Sept-Îles | 3 | 2 | 325,0 | | | 0,0 | | | 0,0 | 8 | 7 | 1 | 6 | 1 179,4 | | | 0,9 | 12 | 15 | 1 505,3 |
| 3561 | New Carlisle & Havre-Aubert | 5 | | 339,9 | | 1 | 53,1 | | | 0,0 | 18 | 12 | 8 | 10 | 1 821,2 | 2 | 6 | 169,6 | 33 | 29 | 2 383,8 |
| Sous-total | | 172 | 72 | | 15 | 32 | | 20 | 134 | | 831 | 445 | 422 | 379 | | 124 | 54 | | | | |
| Total | | 244 | | 15 371,0 | 47 | | 1 842,0 | 154 | | 4 860,9 | 1 276 | | 801 | | 80 807,6 | 178 | | 4 953,7 | 2 700 | | 105 759,7 |

¹ Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 22 mars 2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

42. Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 42 : Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.

Répartition des octrois ¹ d'absences temporaires par centre de détention - année 2003-2004 ²

| ÉTABLISSEMENTS | CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE | | | TOTAL |
|---------------------------|---------------------------------|--------------|---------------------|---------------|
| | HUMANITAIRE | MEDICAL | REINSERTION SOCIALE | |
| AMOS | 178 | 89 | 153 | 420 |
| BAIE-COMEAU | 74 | 96 | 19 | 189 |
| CENT. HENRI BOURASSA | 653 | 4 | 369 | 1 026 |
| CHICOUTIMI | 100 | 57 | 109 | 266 |
| MONTREAL-BORDEAUX | 442 | 29 | 2336 | 2 807 |
| QUEBEC - SECTEUR FÉMININ | 14 | 4 | 127 | 145 |
| QUEBEC - SECTEUR MASCULIN | 287 | 17 | 1073 | 1 377 |
| HAVRE-AUBERT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| HULL | 163 | 267 | 626 | 1 056 |
| MONTRÉAL-MAISON TANGUAY | 62 | 251 | 398 | 711 |
| NEW CARLISLE | 389 | 107 | 117 | 613 |
| RIMOUSKI | 78 | 141 | 57 | 276 |
| RIVIÈRE-DES-PRAIRIES | 7 | 233 | 209 | 449 |
| ROBERVAL | 64 | 25 | 80 | 169 |
| SEPT-ILES | 112 | 40 | 2 | 154 |
| SHERBROOKE | 383 | 375 | 427 | 1 185 |
| SOREL | 86 | 125 | 221 | 432 |
| ST-JÉRÔME | 299 | 342 | 892 | 1 533 |
| TROIS-RIVIÈRES | 225 | 160 | 202 | 587 |
| VALLEYFIELD | 164 | 36 | 290 | 490 |
| TOTAL | 3 780 | 2 398 | 7 707 | 13 885 |

¹ Un octroi d'absence temporaire correspond à une demande d'absence, excluant les renouvellements.

² Les données pour l'année 2003-2004 sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 42 : Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.

Répartition des octrois ¹ d'absences temporaires par centre de détention - année 2004-2005 ²

| ÉTABLISSEMENTS | CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE | | | TOTAL |
|-------------------------|---------------------------------|--------------|---------------------|---------------|
| | HUMANITAIRE | MEDICAL | REINSERTION SOCIALE | |
| AMOS | 156 | 51 | 133 | 340 |
| BAIE-COMEAU | 72 | 37 | 12 | 121 |
| CENT. HENRI BOURASSA | 720 | 3 | 392 | 1 115 |
| CHICOUTIMI | 93 | 56 | 85 | 234 |
| MONTREAL-BORDEAUX | 497 | 26 | 1292 | 1 815 |
| QUEBEC-SECTEUR FEMININ | 13 | 5 | 124 | 142 |
| QUEBEC-SECTEUR MASCULIN | 305 | 16 | 832 | 1 153 |
| HAVRE-AUBERT | 0 | 0 | 2 | 2 |
| HULL | 155 | 307 | 452 | 914 |
| MAISON TANGUAY | 65 | 267 | 321 | 653 |
| NEW CARLISLE | 326 | 113 | 103 | 542 |
| RIMOUSKI | 70 | 150 | 45 | 265 |
| RIVIERE-DES-PRAIRIES | 11 | 176 | 165 | 352 |
| ROBERVAL | 35 | 37 | 57 | 129 |
| SEPT-ILES | 131 | 42 | 7 | 180 |
| SHERBROOKE | 402 | 346 | 231 | 979 |
| SOREL | 82 | 31 | 92 | 205 |
| ST-JERÔME | 237 | 491 | 832 | 1 560 |
| TROIS-RIVIÈRES | 239 | 128 | 151 | 518 |
| VALLEYFIELD | 150 | 74 | 265 | 489 |
| TOTAL | 3 759 | 2 356 | 5 593 | 11 708 |

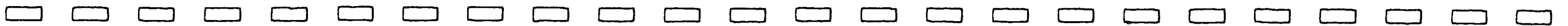
¹ Un octroi d'absence temporaire correspond à une demande d'absence, excluant les renouvellements.

² Les données pour l'année 2004-2005 ne sont pas officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

43. Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 43 : Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.

Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention - année 2003-2004 ¹

| ÉTABLISSEMENTS | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 45 jours | 46 à 60 jours | Total |
|-------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Amos | 97,9% | 1,6% | 0,3% | 0,2% | 100,0% |
| Baie-Comeau | 87,7% | 9,9% | 2,0% | 0,3% | 100,0% |
| Chicoutimi | 85,2% | 10,1% | 4,7% | 0,0% | 100,0% |
| Havre-Aubert | ---- | ---- | ---- | ---- | 0,0% |
| Hull | 92,1% | 6,3% | 1,4% | 0,3% | 100,0% |
| Montréal - Prison de Bordeaux | 98,0% | 2,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| New Carlisle | 93,4% | 2,5% | 1,8% | 2,3% | 100,0% |
| Québec - secteur féminin | 56,7% | 14,6% | 16,3% | 12,4% | 100,0% |
| Québec - secteur masculin | 68,2% | 15,8% | 10,7% | 5,3% | 100,0% |
| Rimouski | 72,8% | 13,0% | 12,4% | 1,9% | 100,0% |
| Rivière-des-Prairies | 86,9% | 9,7% | 2,4% | 1,1% | 100,0% |
| Roberval | 90,3% | 7,6% | 1,4% | 0,7% | 100,0% |
| Sept-Îles | 97,9% | 1,9% | 0,0% | 0,2% | 100,0% |
| Sherbrooke | 89,5% | 5,2% | 3,4% | 1,9% | 100,0% |
| Sorel | 78,9% | 7,9% | 8,5% | 4,7% | 100,0% |
| St-Jérôme | 95,0% | 4,6% | 0,2% | 0,2% | 100,0% |
| Montréal - Maison Tanguay | 81,6% | 15,2% | 2,4% | 0,8% | 100,0% |
| Trois-Rivières | 83,6% | 12,1% | 2,9% | 1,4% | 100,0% |
| Valleyfield | 94,9% | 4,8% | 0,4% | 0,0% | 100,0% |
| TOTAL | 91,1% | 5,7% | 2,2% | 1,1% | 100,0% |

¹ Les données pour la période 2003-2004 sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 43 : Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.

Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention - année 2004-2005 ¹

| ÉTABLISSEMENTS | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 45 jours | 46 à 60 jours | Total |
|-------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Amos | 95,5% | 4,5% | 0,0% | 0,1% | 100,0% |
| Baie-Comeau | 82,8% | 12,3% | 1,5% | 3,4% | 100,0% |
| Chicoutimi | 83,9% | 11,2% | 4,8% | 0,0% | 100,0% |
| Havre-Aubert | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 100,0% |
| Hull | 93,6% | 5,7% | 0,7% | 0,1% | 100,0% |
| Montréal - Prison de Bordeaux | 98,5% | 1,1% | 0,2% | 0,2% | 100,0% |
| New Carlisle | 93,4% | 2,4% | 2,6% | 1,6% | 100,0% |
| Québec - secteur féminin | 52,2% | 20,2% | 15,7% | 11,8% | 100,0% |
| Québec - secteur masculin | 66,1% | 20,8% | 9,5% | 3,7% | 100,0% |
| Rimouski | 73,5% | 9,6% | 14,3% | 2,6% | 100,0% |
| Rivière-des-Prairies | 85,6% | 12,5% | 0,9% | 1,1% | 100,0% |
| Roberval | 89,6% | 8,6% | 1,8% | 0,0% | 100,0% |
| Sept-Îles | 99,0% | 0,6% | 0,4% | 0,0% | 100,0% |
| Sherbrooke | 90,5% | 4,7% | 3,4% | 1,3% | 100,0% |
| Sorel | 97,9% | 1,9% | 0,2% | 0,0% | 100,0% |
| St-Jérôme | 96,5% | 3,3% | 0,2% | 0,0% | 100,0% |
| Montréal - Maison Tanguay | 84,8% | 14,3% | 0,9% | 0,0% | 100,0% |
| Trois-Rivières | 85,9% | 11,1% | 1,9% | 1,0% | 100,0% |
| Valleyfield | 96,2% | 3,3% | 0,5% | 0,0% | 100,0% |
| | | | | | |
| TOTAL | 92,5% | 5,1% | 1,7% | 0,7% | 100,0% |

¹ Les données pour la période 2004-2005 ne sont pas officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

44. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

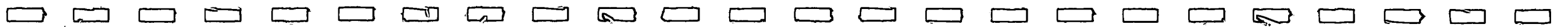
| Question 44 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour la période 2004-2005. | | |
|--|--------------------------|----------------------------------|
| Établissement de détention | Total | |
| | Nombre d'heures estimées | Coûts estimés (En milliers \$) |
| Sherbrooke | 13 863 | 366,5 \$ |
| Sorel | 8 544 | 228,1 \$ |
| Valleyfield | 7 185 | 102,1 \$ |
| Trois-Rivières | 8 550 | 233,9 \$ |
| Hull | 6 827 | 156,0 \$ |
| St-Jérôme | 19 334 | 645,4 \$ |
| Amos | 15 303 | 537,9 \$ |
| Rivière-des-Prairies | 29 511 | 958,8 \$ |
| Montréal - Maison Tanguay | 11 943 | 294,5 \$ |
| Montréal - Prison de Bordeaux | 81 391 | 2 163,9 \$ |
| Québec | 44 667 | 671,2 \$ |
| Chicoutimi | 4 283 | 174,2 \$ |
| Roberval | 4 044 | 99,5 \$ |
| Rimouski | 3 645 | 203,2 \$ |
| Baie-Comeau | 4 154 | 100,7 \$ |
| Sept-Iles | 3 841 | 92,2 \$ |
| New Carlisle et Havre-Aubert | 7 114 | 109,3 \$ |
| Total | 274 199 | 7 137,4 \$ |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

45. Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 45 : Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.

Année 2003-2004¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes.

| Régions correctionnelles | Milieu ouvert | | | | | | | | Milieu fermé | | | | TOTAL | |
|--------------------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|
| | Rapports présentenciels | | Rapports spécifiques | | Évaluations sommaires | | Évaluations approfondies | | Évaluations sommaires | | Évaluations approfondies | | TOTAL | |
| | Nombre | Heures ² | Nombre | Heures ³ | Nombre | Heures ⁴ | Nombre | Heures ⁵ | Nombre | Heures ⁴ | Nombre | Heures ⁵ | Nombre | Heures |
| Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec | 134 | 1 474 | 36 | 144 | 12 | 12 | 105 | 945 | 107 | 107 | 118 | 1 062 | 512 | 3 744 |
| Outaouais | 217 | 2 387 | 93 | 372 | 24 | 24 | 22 | 198 | 16 | 16 | 195 | 1 755 | 567 | 4 752 |
| Laval, Laurentides, Lanaudière | 665 | 7 315 | 28 | 112 | 27 | 27 | 274 | 2 466 | 431 | 431 | 369 | 3 321 | 1 794 | 13 672 |
| Montréal | 944 | 10 384 | 3 | 12 | 7 | 7 | 331 | 2 979 | 717 | 717 | 1 007 | 9 063 | 3 009 | 23 162 |
| Montréal | 629 | 6 919 | 56 | 224 | 13 | 13 | 112 | 1 008 | 157 | 157 | 152 | 1 368 | 1 119 | 9 689 |
| Estrie | 261 | 2 871 | 41 | 164 | 0 | 0 | 8 | 72 | 71 | 71 | 174 | 1 566 | 555 | 4 744 |
| Mauricie/Centre du Québec | 303 | 3 333 | 60 | 240 | 9 | 9 | 0 | 0 | 5 | 5 | 241 | 2 169 | 618 | 5 756 |
| Capitale nationale et Chaudière | | | | | | | | | | | | | | |
| Appalaches | 561 | 6 171 | 99 | 396 | 22 | 22 | 1 | 9 | 880 | 880 | 456 | 4 104 | 2 019 | 11 582 |
| Saguenay/Lac St-Jean | 260 | 2 860 | 18 | 72 | 11 | 11 | 0 | 0 | 226 | 226 | 135 | 1 215 | 650 | 4 384 |
| Bas St-Laurent | 105 | 1 155 | 1 | 4 | 5 | 5 | 2 | 18 | 157 | 157 | 80 | 720 | 350 | 2 059 |
| Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine | 63 | 693 | 1 | 4 | 6 | 6 | 1 | 9 | 19 | 19 | 74 | 666 | 164 | 1 397 |
| Côte-Nord | 77 | 847 | 17 | 68 | 32 | 32 | 36 | 324 | 136 | 136 | 52 | 468 | 350 | 1 875 |
| TOTAL | 4 219 | 46 409 | 453 | 1 812 | 168 | 168 | 892 | 8 028 | 2 922 | 2 922 | 3 053 | 27 477 | 11 707 | 86 816 |

¹ Les données de 2003-2004 ont été révisées en fonction des mises à jour touchant les évaluations correctionnelles

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 45 : Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.

Année 2004-2005¹

Répartition des rapports présententiels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes.

| Régions correctionnelles | Milieu ouvert | | | | | | | | Milieu fermé | | | | TOTAL | |
|--------------------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------|--------|
| | Rapports présentenciels | | Rapports spécifiques | | Évaluations sommaires | | Évaluations approfondies | | Évaluations sommaires | | Évaluations approfondies | | | |
| | Nombre | Heures ² | Nombre | Heures ³ | Nombre | Heures ⁴ | Nombre | Heures ⁵ | Nombre | Heures ⁴ | Nombre | Heures ⁵ | Nombre | Heures |
| Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec | 156 | 1 716 | 23 | 92 | 16 | 16 | 45 | 405 | 67 | 67 | 121 | 1 089 | 428 | 3 385 |
| Outaouais | 233 | 2 563 | 73 | 292 | 18 | 18 | 5 | 45 | 6 | 6 | 160 | 1 440 | 495 | 4 364 |
| Laval, Laurentides, Lanaudière | 645 | 7 095 | 20 | 80 | 12 | 12 | 146 | 1 314 | 384 | 384 | 399 | 3 591 | 1 606 | 12 476 |
| Montréal | 1 094 | 12 034 | 4 | 16 | 22 | 22 | 189 | 1 701 | 931 | 931 | 896 | 8 064 | 3 136 | 22 768 |
| Montréal | 629 | 6 919 | 64 | 256 | 11 | 11 | 3 | 27 | 91 | 91 | 174 | 1 566 | 972 | 8 870 |
| Estrie | 251 | 2 761 | 47 | 188 | 1 | 1 | 1 | 9 | 199 | 199 | 181 | 1 629 | 680 | 4 787 |
| Mauricie/Centre du Québec | 276 | 3 036 | 39 | 156 | 2 | 2 | 14 | 126 | 2 | 2 | 180 | 1 620 | 513 | 4 942 |
| Capitale nationale et Chaudière | | | | | | | | | | | | | | |
| Appalaches | 522 | 5 742 | 92 | 368 | 27 | 27 | 0 | 0 | 354 | 354 | 491 | 4 419 | 1 486 | 10 910 |
| Saguenay/Lac St-Jean | 269 | 2 959 | 8 | 32 | 12 | 12 | 0 | 0 | 146 | 146 | 113 | 1 017 | 548 | 4 166 |
| Bas St-Laurent | 116 | 1 276 | 3 | 12 | 5 | 5 | 0 | 0 | 131 | 131 | 96 | 864 | 351 | 2 288 |
| Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine | 64 | 704 | 1 | 4 | 6 | 6 | 1 | 9 | 1 | 1 | 71 | 639 | 144 | 1 363 |
| Côte-Nord | 109 | 1 199 | 37 | 148 | 25 | 25 | 36 | 324 | 65 | 65 | 50 | 450 | 322 | 2 211 |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 4 364 | 48 004 | 411 | 1 644 | 157 | 157 | 440 | 3 960 | 2 377 | 2 377 | 2 932 | 26 388 | 10 681 | 82 530 |

¹ Les données pour l'année 2004-2005 ne sont pas officielles.

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présententiel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

46. Les effectifs de la Direction des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 46 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2004-2005 ¹.

| | Cadres | Professionnels | PBTA | ASC Temps complet & partiel | Ouvriers | Total (k\$) |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------|
| Exercice 2004-2005 : | | | | | | |
| ETC autorisés : | 303,0 | 442,0 | 324,0 | 1 900,5 | 141,5 | 3 111,0 |
| Dépenses probables 2004-2005 (k\$) : | | | | | | |
| Dépenses excluant CSST : | 19 003,0 \$ | 20 604,8 \$ | 10 715,9 \$ | 100 717,0 \$ | 5 924,8 \$ | 156 965,5 \$ |
| Plus : CSST ² | | | | | | 4 432,8 \$ |
| Dépenses probables totales 2004-2005 : | 19 003,0 \$ | 20 604,8 \$ | 10 715,9 \$ | 100 717,0 \$ | 5 924,8 \$ | 161 398,3 \$ |

¹ En date du 31 janvier 2005.

² Ce montant tient compte des remboursements prévus de CSST (1 295,0 k\$).

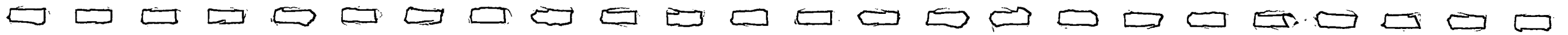




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

47. Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 47 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005.

| Année budgétaire | Surveillance en probation | Surveillance en libération conditionnelle | Surveillance en sursis | Surveillance en travaux communautaires |
|------------------------|------------------------------|--|---------------------------|---|
| 2003-2004 | 8839 | 550 | 3495 | 2370 |
| 2004-2005 ¹ | 8948 | 528 | 3564 | 2518 |

¹ Les données pour l'année 2004-2005 ne sont pas officielles.

DRF/ P-34 (2005-06)

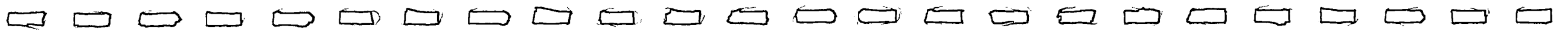




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

48. Liste des études et analyses effectuées sur la possibilité, pour les détenus qui en ont les moyens, de contribuer aux frais de leur incarcération.

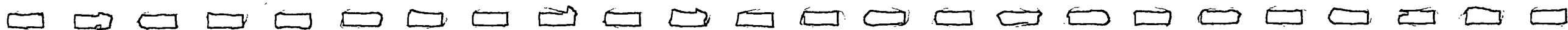


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 48 : Liste des études et analyses effectuées sur la possibilité, pour les détenus qui en ont les moyens, de contribuer aux frais de leur incarcération.

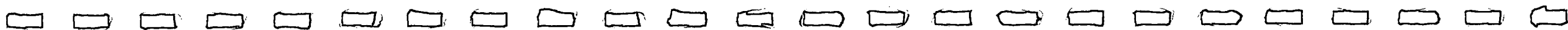
Aucune étude ou analyse n'a été réalisée sur la possibilité, pour les détenus qui en ont les moyens, de contribuer aux frais de leur incarcération.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

49. La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

| Question 49. La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. | | | | | |
|--|-----------------------------------|-------------------------|--|--|--|
| LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 mars 2005) | | | | | |
| A. Corps de police municipaux à desserte unique | | | | | |
| Corps de police | Population Décret 1173-2004 | Niveau de service | | | |

| | | | | | |
|-----------------------|-----------|---|--|--|--|
| Blainville | 40 655 | 2 | | | |
| Bromont | 5 300 | 1 | | | |
| Carignan | 6 258 | 2 | | | |
| Chambly | 21 063 | 2 | | | |
| Gatineau | 238 981 | 3 | | | |
| Laval | 359 707 | 3 | | | |
| Lévis | 126 396 | 2 | | | |
| Longueuil | 383 149 | 3 | | | |
| Mascouche | 31 210 | 2 | | | |
| Montréal | 1 871 774 | 5 | | | |
| Mont-Tremblant | 8 735 | 1 | | | |
| Québec | 523 629 | 4 | | | |
| Rivière-du-Loup | 18 374 | 1 | | | |
| Saint-Basile-le-Grand | 13 722 | 2 | | | |
| Saint-Eustache | 41 635 | 2 | | | |
| Saint-Georges | 28 946 | 1 | | | |
| Saint-Jean-sur-Riche | 83 900 | 1 | | | |
| Saint-Jérôme | 62 684 | 1 | | | |
| Sainte-Adèle | 9 997 | 1 | | | |
| Sainte-Marie | 11 598 | 1 | | | |
| Sherbrooke | 145 224 | 2 | | | |
| Thetford Mines | 26 403 | 1 | | | |
| Trois-Rivières | 125 086 | 2 | | | |
| Varenes | 20 439 | 2 | | | |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 49 La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 mars 2005)

B - Corps de police municipaux à desserte multiple 16

| Corps de police | Population desservie | Niveau de services | Municipalités desservies | Population Décret 1173-2004 |
|---------------------------------|----------------------|--------------------|---|--|
| Châteauguay | 68 917 | 2 | Beauharnois Châteauguay Léry Mercier Saint-Isidore | 11 746 42 389 2 356 9 963 2 463 |
| Granby | 57 617 | 1 | Granby canton Granby | 11 729 45 888 |
| L'Assomption | 19 524 | 2 | L'Assomption Saint-Sulpice | 16 180 3 344 |
| Memphrémagog (régie) | 29 425 | 1 | Austin (membre de la régie) Magog (membre de la régie) Orford (membre de la régie) Sainte-Catherine-de-Hatley (membre de la régie) | 1 300 23 105 2 956 2 064 |
| Mirabel | 49 440 | 2 | Mirabel Saint-Colomban Sainte-Sophie | 30 546 8 707 10 187 |
| MRC Les Collines-de-l'Outaouais | 37 952 | 2 | Cantley Chealsea L'Ange-Gardien La Pêche Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts | 6 653 6 654 3 967 6 575 726 4 833 8 544 |
| Région de Deux-Montagnes | 38 251 | 2 | Deux-Montagnes Pointe-Calumet Saint-Joseph-du-Lac Sainte-Marthe-sur-le-Lac | 17 614 5 889 5 163 9 585 |
| Région de Joliette (régie) | 56 291 | 1 | Crabtree (membre de la régie) Joliette (membre de la régie) Notre-Dame-de-Lourdes (membre de la régie) Notre-Dame-des-Prairies (membre de la régie) Saint-Ambroise-de-Kildare (membre de la régie) Saint-Charles-Borromée (membre de la régie) Saint-Paul (membre de la régie) Saint-Pierre (membre de la régie) Saint-Thomas (membre de la régie) Sainte-Mélanie (membre de la régie) | 3 381 18 435 2 273 7 712 3 440 11 322 3 760 310 2 999 2 659 |
| Région de Roussillon (régie) | 88 140 | 2 | Candiac (membre de la régie) Delson (membre de la régie) La Prairie Saint-Constant (membre de la régie) Sainte-Catherine (membre de la régie) Saint-Mathieu Saint-Philippe | 13 837 7 226 20 227 24 165 16 536 1 982 4 167 |
| Région de Vallée-du-Richelieu | 46 790 | 2 | Beloeil (membre de la régie) Mc Masterville (membre de la régie) Mont-Saint-Hilaire (membre de la régie) Oterburn Park (membre de la régie) | 19 182 4 201 15 092 8 315 |
| Repentigny | 80 284 | 2 | Charlemagne Repentigny | 5 799 74 485 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

| Question 49 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. | | | | |
|---|----------------------|--------------------|--------------------------|-----------------------------|
| LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 mars 2005) | | | | |
| B1. Corps de police municipaux à desserte multiple | | | | |
| 16 | | | | |
| Corps de police | Population desservie | Niveau de services | Municipalités desservies | Population Décret 1473-2004 |

| | | | | |
|-------------------------------|---------|---|--|--|
| Rivière-du-Nord (régie) | 11 489 | 1 | Piedmont (membre de la régie) Saint-Hippolyte (membre de la régie) Sainte-Anne-des-Lacs (membre de la régie) | 2 216 6 543 2 730 |
| Saguenay | 148 265 | 2 | Larouche Saguenay | 1 068 147 197 |
| Sainte-Julie | 46 926 | 2 | Calixa-Lavallé Contrecoeur Saint-Amable Sainte-Julie Verchères | 504 5 425 7 646 28 458 4 893 |
| Terrebonne | 107 570 | 2 | Bois-des-Filion Sainte-Anne-des-Plaines Terrebonne | 8 093 13 517 85 960 |
| Thérèse-de-Blainville (régie) | 76 668 | 2 | Boisbriand (membre de la régie) Lorraine (membre de la régie) Rosemère (membre de la régie) Sainte-Thérèse (membre de la régie) | 27 284 9 966 14 193 25 225 |

Notes

Au cours de l'exercice 2004-2005

- Il y a eu regroupement des corps policiers suivants: Boisbriand, Lorraine, Rosemère et Sainte-Thérèse pour former la régie Thérèse-de-Blainville. Cette régie regroupe les municipalités suivantes: Boisbriand, Lorraine, Rosemère et Sainte-Thérèse pour une population globale de 76 668.

- La municipalité de Prévost ne fait plus partie de la Régie Rivière-du-Nord, elle est protégée par la Sûreté du Québec.

- Le corps de police municipal de Saguenay protège par entente la municipalité de Larouche.

Au cours de l'exercice 2005-2006

- Il y aura regroupement des corps policiers suivants: Carignan, Chambly, Saint-Basile-le-Grand, Sainte-Julie, Régie Vallée-du-Richelieu et Varennes, pour former la régie Richelieu—Saint-Laurent. Cette régie regroupera les municipalités suivantes: Carignan, Chambly, Saint-Basile-le-Grand, Calixa-Lavallé, Contrecoeur, Saint-Amable, Sainte-Julie, Verchères, Beloeil, McMasterville, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Varennes ainsi que les municipalités de Richelieu, Saint-Mathias-sur-Richelieu, Saint-Mathieu-de-Beloeil et Saint-Jean-Baptiste pour une population globale de 169 948 habitants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

50. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2004, répartis par corps de police municipal.

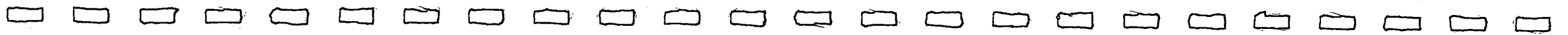


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

| Question 50. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2004, répartis par corps de police municipal | | | | |
|---|-----------------|-------------|-------------------------|--|
| Corps de police | Au 31 mars 2003 | | | |
| | Total policier | Total civil | Total policier et civil | |
| Blainville | 38 | 25 | 63 | |
| Boisbriand | 24 | 11 | 35 | |
| Bromont | 14 | 5 | 19 | |
| Carignan | 7 | 1 | 8 | |
| Chambly | 24 | 16 | 40 | |
| Châteauguay | 75 | 28 | 103 | |
| Gatineau | 301 | 71 | 372 | |
| Granby | 68 | 22 | 90 | |
| L'Assomption | 26 | 12 | 38 | |
| Laval | 470 | 209 | 679 | |
| Lévis | 114 | 86 | 200 | |
| Longueuil | 573 | 313 | 886 | |
| Lorraine | 7 | 5 | 12 | |
| Mascouche | 40 | 21 | 61 | |
| Memphrémagog (régie) | 38 | 9 | 47 | |
| Mirabel | 47 | 21 | 68 | |
| Montréal | 4 155 | 1 265 | 5 420 | |
| Mont-Tremblant | 28 | 9 | 37 | |
| MRC des Collines-de-l'Outaouais | 45 | 135 | 180 | |
| Québec | 720 | 162 | 882 | |
| Région de Deux-Montagnes | 48 | 12 | 60 | |
| Région de Joliette (régie) | 56 | 10 | 66 | |
| Région de Roussillon (régie) | 90 | 23 | 113 | |
| Région de Vallée-du-Richelieu | 48 | 11 | 59 | |
| Repentigny | 78 | 47 | 125 | |
| Rivière-du-Loup | 25 | 13 | 38 | |
| Rivière-du-Nord (régie) | 22 | 8 | 30 | |
| Rosemère | 20 | 8 | 28 | |
| Saguenay | 177 | 115 | 292 | |
| Saint-Basile-le-Grand | 11 | 6 | 17 | |
| Sainte-Adèle | 15 | 8 | 23 | |
| Sainte-Julie | 52 | 23 | 75 | |
| Sainte-Marie | 12 | 7 | 19 | |
| Sainte-Thérèse | 40 | 23 | 63 | |
| Saint-Eustache | 53 | 32 | 85 | |
| Saint-Georges | 28 | 13 | 41 | |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 87 | 36 | 123 | |
| Saint-Jérôme | 71 | 18 | 89 | |
| Sherbrooke | 187 | 20 | 207 | |
| Terrebonne | 116 | 53 | 169 | |
| Thetford Mines | 29 | 12 | 41 | |
| Trois-Rivières | 169 | 90 | 259 | |
| Varennes | 17 | 18 | 35 | |
| Au Québec | 8 265 | 3 032 | 11 297 | |

1. Les données de 2004 ne sont pas encore disponibles.
2. En 2003, 3 corps de police ont été abolis et les effectifs ont été intégrés à la Sûreté du Québec. Il s'agit des corps de police suivants : Des Rivières, Rouyn-Noranda et Sainte-Agathe-des-Monts.
3. Le corps de police de Mercier, a quant à lui été intégré à celui de Châteauguay.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

51. La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.).



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
(Coût pour l'exercice 2003 du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police).

| Corps de police municipal ^{2,3} | Coût du corps de police | | | | | | | |
|--|-------------------------|----------------------------|----------------------------|---|-----------------------------------|--------------------|----------------------|---|
| | Rémunération | Cotisations de l'employeur | Transport et communication | Services professionnels, techniques et autres | Location, entretien et réparation | Biens non durables | Frais de financement | Contribution à des organismes et autres objets ⁴ |
| Blainville | 3 081 888 | 808 244 | 37 308 | 284 533 | 263 322 | 240 375 | 3 406 | 32 494 |
| Boisbriand | 2 178 437 | 467 027 | 20 083 | 67 493 | 79 476 | 89 351 | 47 644 | 22 068 |
| Bromont | 865 663 | 160 560 | 20 583 | 42 649 | 39 074 | 90 844 | 0 | 7 407 |
| Carignan | 612 676 | 105 054 | 14 273 | 40 540 | 60 022 | 61 244 | 0 | 70 316 |
| Chambly | 2 033 068 | 492 226 | 21 633 | 36 919 | 86 968 | 103 148 | 0 | 24 736 |
| Châteauguay | 5 395 861 | 1 330 692 | 21 020 | 310 504 | 16 671 | 186 912 | 0 | 0 |
| Gatineau | 25 577 699 | 6 499 408 | 549 208 | 476 745 | 642 230 | 873 843 | 1 406 | 1 814 529 |
| Granby | 5 539 038 | 1 575 040 | 56 023 | 256 147 | 372 568 | 244 950 | 0 | 54 097 |
| L'Assomption | 1 693 219 | 327 187 | 21 199 | 73 508 | 186 127 | 135 114 | 26 868 | 12 000 |
| Laval | 43 765 084 | 10 275 749 | 566 018 | 2 180 509 | 2 357 067 | 2 323 458 | 374 523 | 1 544 084 |
| Lévis | 11 022 488 | 2 095 489 | 507 514 | 902 536 | 776 274 | 796 647 | 103 763 | 158 273 |
| Longueuil | 46 077 545 | 13 930 674 | 204 805 | 628 860 | 620 223 | 2 630 570 | 196 403 | 360 580 |
| Lorraine | 759 742 | 261 845 | 5 942 | 80 922 | 20 445 | 52 206 | 12 407 | 105 887 |
| Mascouche | 3 514 340 | 691 759 | 20 571 | 30 499 | 136 750 | 203 305 | 0 | 42 518 |
| Memphrémagog (régie) | 3 413 026 | 636 335 | 55 721 | 394 161 | 384 486 | 184 559 | 818 | 45 016 |
| Mirabel | 4 215 653 | 1 146 491 | 63 157 | 243 235 | 301 547 | 305 804 | 14 218 | 36 473 |
| Montréal | 342 453 800 | 33 097 900 | 4 935 100 | 7 729 200 | 16 860 000 | 12 052 900 | 14 998 800 | 3 233 600 |
| Mont-Tremblant | 2 100 060 | 390 456 | 44 522 | 63 580 | 434 586 | 196 608 | 0 | 13 578 |
| MRC des Collines-de-l'Outaouais | 3 783 531 | 735 619 | 50 923 | 243 922 | 356 783 | 349 895 | 147 163 | 34 173 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

| Question 51 : La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.). (Coût pour l'exercice 2003 ¹ du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police) | | | | | | | | |
|--|-------------------------|----------------------------|----------------------------|---|-----------------------------------|--------------------|----------------------|---|
| | Coût du corps de police | | | | | | | |
| Corps de police municipal ^{2,3} | Rémunération | Cotisations de l'employeur | Transport et communication | Services professionnels, techniques et autres | Location, entretien et réparation | Biens non durables | Frais de financement | Contribution à des organismes et autres objets ⁴ |
| Québec | 59 594 391 | 13 817 930 | 289 487 | 609 293 | 11 382 921 | 1 785 858 | 716 243 | 673 191 |
| Région de Deux-Montagnes | 3 957 145 | 845 939 | 78 197 | 251 749 | 145 299 | 247 347 | 132 511 | 33 068 |
| Région de Joliette (régie) | 3 833 175 | 786 271 | 56 951 | 327 212 | 384 165 | 270 086 | 3 401 | 96 377 |
| Région de Roussillon (régie) | 7 612 754 | 1 644 864 | 116 205 | 255 377 | 487 349 | 452 648 | 3 425 | 99 775 |
| Région de Vallée-du-Richelieu | 4 577 492 | 1 006 630 | 61 527 | 180 982 | 575 833 | 213 235 | 0 | 35 328 |
| Repentigny | 7 369 586 | 1 444 573 | 129 151 | 341 325 | 595 899 | 368 220 | 22 998 | 127 952 |
| Rivière-du-Loup | 2 143 894 | 502 037 | 20 649 | 75 847 | 58 886 | 114 608 | 0 | 18 347 |
| Rivière-du-Nord (régie) | 1 838 768 | 346 591 | 22 591 | 240 617 | 146 678 | 134 884 | 46 769 | 21 249 |
| Rosemère | 1 632 941 | 362 796 | 26 241 | 100 298 | 67 221 | 131 881 | 0 | 107 747 |
| Saguenay | 14 594 336 | 4 708 388 | 187 053 | 217 238 | 2 831 544 | 429 734 | 7 352 | 79 956 |
| Saint-Basile-le-Grand | 1 024 527 | 216 036 | 47 482 | 8 846 | 72 303 | 84 906 | 0 | 15 319 |
| Sainte-Adèle | 1 880 320 | 333 089 | 24 291 | 89 475 | 60 010 | 81 965 | 1 032 | 14 782 |
| Sainte-Julie | 4 436 032 | 1 110 405 | 71 171 | 436 226 | 178 203 | 339 639 | 28 518 | 39 391 |
| Sainte-Marie | 873 512 | 168 939 | 47 878 | 59 020 | 55 131 | 60 740 | 0 | 8 753 |
| Sainte-Thérèse | 3 031 976 | 509 417 | 49 187 | 34 995 | 73 830 | 183 381 | 26 700 | 148 516 |
| Saint-Eustache | 4 287 528 | 936 396 | 72 209 | 80 245 | 122 424 | 229 475 | 7 188 | 35 935 |
| Saint-Georges | 2 508 190 | 496 232 | 93 981 | 100 015 | 190 652 | 110 627 | 7 908 | 19 845 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 7 921 347 | 2 686 180 | 199 427 | 139 825 | 626 897 | 992 895 | 0 | 60 820 |
| Saint-Jérôme | 6 889 209 | 1 315 243 | 80 082 | 81 719 | 248 448 | 358 194 | 84 734 | 48 512 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

**Question 51 : La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.).
(Coût pour l'exercice 2003 du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police).**

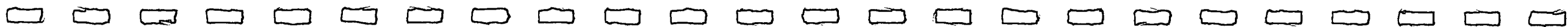
| Corps de police municipal ^{2,3} | Coût du corps de police | | | | | | | |
|--|-------------------------|----------------------------|----------------------------|---|-----------------------------------|--------------------|----------------------|---|
| | Rémunération | Cotisations de l'employeur | Transport et communication | Services professionnels, techniques et autres | Location, entretien et réparation | Biens non durables | Frais de financement | Contribution à des organismes et autres objets ⁴ |
| Sherbrooke | 13 314 815 | 3 407 439 | 142 617 | 388 969 | 611 255 | 584 041 | 0 | 138 304 |
| Terrebonne | 9 188 709 | 1 685 601 | 311 433 | 304 126 | 511 701 | 712 693 | 273 299 | 75 909 |
| Thetford Mines | 2 304 199 | 670 267 | 16 807 | 45 730 | 77 839 | 144 360 | 0 | 31 673 |
| Trois-Rivières | 10 336 925 | 2 323 508 | 170 752 | 810 866 | 192 186 | 1 054 753 | 77 701 | 216 660 |
| Varennnes | 1 878 408 | 363 423 | 12 356 | 570 823 | 112 577 | 100 883 | 0 | 15 387 |
| 43 | 685 112 997 | 116 715 949 | 9 543 328 | 19 837 280 | 43 803 870 | 30 308 786 | 17 367 198 | 9 774 625 |
| | 73,5 | 12,5 | 1,0 | 2,1 | 4,7 | 3,3 | 1,9 | 1,0 |

1. Les données de 2004 ne sont pas encore disponibles.

2. En 2003, 3 corps de police ont été abolis et les effectifs ont été intégrés à la Sûreté du Québec. Il s'agit des corps de police suivants : Des Riverains, Rouyn-Noranda et Sainte-Agathe-des-Monts.

3. Le corps de police de Mercier, a quant à lui été intégré à celui de Châteauguay.

4. *Contribution à des organismes* : comprend les contributions à des organismes municipaux, gouvernementaux (par exemple, l'immatriculation des véhicules, les droits de licence de communication et de télécommunication, la contribution à certains organismes comme l'École nationale de police du Québec) et à d'autres organismes. On doit exclure les achats de biens et de services qui doivent être représentés sous la rubrique "Services professionnels, techniques et autres". *Autres objets* : comprend les créances douteuses ou irrécouvrables en plus de tous les autres objets que l'on ne peut classer ailleurs." Source : Questionnaire transmis aux municipalités.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

52. La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 52 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

| Nation | Communauté | Statut | Décret | Nombre de policiers | Population Desservie ¹ | Coût annuel ² | District couvert ³ |
|------------|--------------------------|---------|-------------|---------------------|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| Abénaquis | Odanak | Service | (282-2004) | 2 | 301 | 115 200 \$ | 17 |
| Abénaquis | Wôlinak | Service | (2800-2004) | 1 | 67 | 84 000 \$ | 17 |
| Algonquins | Eagle Village | Corps | (294-2000) | 3 | 266 | 130 752 \$ | 08 |
| Algonquins | Kitigan Zibi | Corps | (641-2004) | 8 | 1 461 | 345 600 \$ | 07 |
| Algonquins | Lac Barrière | Service | (643-2004) | 4 | 481 | 172 800 \$ | 07 |
| Algonquins | Lac Simon | Service | (928-99) | 4 | 1 144 | 191 040 \$ | 08 |
| Algonquins | Longue-Pointe (Winneway) | Service | Projet | 3 | 342 | 195 840 \$ | 08 |
| Algonquins | Abitibiwinni (Pikogan) | Corps | (262-2005) | 3 | 547 | 143 040 \$ | 08 |
| Algonquins | Timiskaming | Corps | (260-2005) | 5 | 557 | 206 400 \$ | 08 |
| Atikamekw | Manawan | Corps | (639-2004) | 9 | 1 869 | 432 000 \$ | 04 |
| Atikamekw | Obedjiwan | Service | (281-2004) | 13 | 1 858 | 720 000 \$ | 04 |
| Atikamekw | Wemotaci | Service | (257-2005) | 6 | 1 157 | 336 000 \$ | 04 |

¹ Le site Internet du Secrétariat des affaires autochtones a été consulté afin de trouver la population desservie.

² Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel.

³ Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 52 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

| Nation | Communauté | Statut | Décret | Nombre de policiers | Population Desservie ¹ | Coût annuel ² | District couvert ³ |
|--------------|--------------|---------|-------------|---------------------|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| Cris | Baie-James | Corps | (263-2005) | 65 | 12 883 | 3 635 927 \$ | 10 |
| Wendat-Huron | Wendake | Corps | (640-2004) | 7 | 1 277 | 350 400 \$ | 03 |
| Inuit | Kativik | Corps | (214-2004) | 54 | 9288 | 4 101 778 \$ | 10 |
| Micmac | Gesgapegiag | Service | (258-2005) | 4 | 534 | 182 400 \$ | 11 |
| Micmac | Listuguj | Corps | (1148-2004) | 12 | 1 879 | 555 492 \$ | 11 |
| Mohawk | Akwesasne | Corps | (498-2003) | 24 | 4 781 | 300 000 \$ | 16 |
| Mohawk | Kahnawake | Corps | (259-2005) | 26 | 7 7255 | 1 472 000 \$ | 16 |
| Mohawk | Kanesatake | Corps | (221-2004) | 12 | 1 355 | 624 000 \$ | 15 |
| Montagnais | Betsiamites | Corps | (638-2004) | 10 | 2 647 | 432 000 \$ | 09 |
| Montagnais | Essipit | Corps | (261-2005) | 3 | 175 | 141 360 \$ | 09 |
| Montagnais | Unamen Shipu | Service | (648-2004) | 4 | 910 | 255 729 \$ | 09 |
| Montagnais | Mashteuiatsh | Corps | (642-2004) | 10 | 2014 | 485 760 \$ | 02 |

¹ Le site Internet du Secrétariat des affaires autochtones a été consulté afin de trouver la population desservie.

² Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel.

³ Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 52 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

| Nation | Communauté | Statut | Décret | Nombre de policiers | Population Desservie ¹ | Coût annuel ² | District couvert ³ |
|------------|---------------------------|---------|-------------|---------------------|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| Montagnais | Matimekush-Lac-John | Service | (645-2004) | 3 | 712 | 219 847 \$ | 09 |
| Montagnais | Ekuanitshit (Mingan) | Service | (644-2004) | 2 | 478 | 139 365 \$ | 09 |
| Montagnais | Natashquan | Service | (929-99) | 3 | 833 | 202 560 \$ | 09 |
| Montagnais | Pakua Shipi | Service | (646-2004) | 2 | 272 | 165 885 \$ | 09 |
| Montagnais | Uashat Mak Mani-Utenam | Corps | (647-2004) | 14 | 2 719 | 672 000 \$ | 09 |
| Naskapis | Kawawachikamach | Corps | (CT-201534) | 3 | 775 | 285 081 \$ | 09 |

¹ Le site Internet du Secrétariat des affaires autochtones a été consulté afin de trouver la population desservie.

² Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel.

³ Le district couvert correspond à la région administrative.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

53. Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité- protection - 01.04

Question 53: Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogues, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2004-2005.

| Type de corps policiers | Code criminel | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------------------------|---------------------------|----------------------------|------------|---------------------------------|---------------------------|----------------------------|------------|--|---------------------------|----------------------------|------------|--|---------------------------|----------------------------|------------|---------|---------------------------|----------------------------|------------|---|---------------------------|----------------------------|------------|--|---------------------------|----------------------------|------------|-----------------------------------|---------------------------|----------------------------|------------|
| | Infractions contre la personne | | | | Infractions contre la propriété | | | | Autres infractions (sauf conduite de véhicules) | | | | Infractions - Conduite de véhicules | | | | Total | | | | Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants | | | | Infractions aux autres lois fédérales | | | | Infractions aux lois provinciales | | | |
| | Nombre | Infractions classées | | | Nombre | Infractions classées | | | Nombre | Infractions classées | | | Nombre | Infractions classées | | | Nombre | Infractions classées | | | Nombre | Infractions classées | | | Nombre | Infractions classées | | | Nombre | Infractions classées | | |
| | | Par mise en accusation | Sans mise en accusation | % classées | | Par mise en accusation | Sans mise en accusation | % classées | | Par mise en accusation | Sans mise en accusation | % classées | | Par mise en accusation | Sans mise en accusation | % classées | | Par mise en accusation | Sans mise en accusation | % classées | | Par mise en accusation | Sans mise en accusation | % classées | | Par mise en accusation | Sans mise en accusation | % classées | | Par mise en accusation | Sans mise en accusation | % classées |
| Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et Kativik | 73 688 | 36 428 | 19 119 | 75,4 | 297 619 | 29 771 | 16 437 | 15,5 | 35 535 | 21 545 | 5 099 | 75,0 | 28 972 | 18 863 | 1 667 | 70,9 | 435 814 | 106 607 | 42 322 | 34,2 | 17 434 | 9 332 | 3 727 | 74,9 | 481 | 331 | 52 | 79,6 | 3 327 | 1 910 | 630 | 76,3 |

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2 extraites le 1er avril 2004 et recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et la police régionale Kativik (Kativik est à part en raison de son statut particulier, et ce, en vertu de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1).





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

54. Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2004-2005

Disparus et disparus localisés

Sûreté du Québec

| | |
|---------------------------|--------------------|
| | <u>2004</u> |
| Disparus | 46 |
| Disparus localisés | <u>4311</u> |
| Total | <u>4357</u> |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p.18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population 2004 | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------|
| Abercorn | 321 | 31 051 322 | 55 892 \$ |
| Abitibi | 271 | 7 104 810 | 12 789 \$ |
| Abitibi-Ouest | 105 | 929 200 | 1 673 \$ |
| Acton Vale | 7 453 | 277 917 351 | 670 453 \$ |
| Adstock | 2458 | 136 052 504 | 244 895 \$ |
| Aganish | 330 | 5 358 739 | 9 646 \$ |
| Albanel | 2 461 | 61 924 559 | 111 464 \$ |
| Albertville | 340 | 7 402 497 | 13 324 \$ |
| Alleyr-et-Cawood | 174 | 19 697 970 | 35 456 \$ |
| Alma | 30 579 | 1 419 797 775 | 4 192 265 \$ |
| Amherst | 1 263 | 91 338 927 | 164 410 \$ |
| Amos | 12 968 | 507 543 245 | 1 522 630 \$ |
| Amqui | 6 468 | 216 606 153 | 649 818 \$ |
| Ange-Gardien | 2 041 | 146 948 491 | 264 507 \$ |
| Angliers | 326 | 11 110 700 | 19 999 \$ |
| Antoine-Labelle | 10 | 23 826 102 | 42 887 \$ |
| Armagh | 1 600 | 45 423 914 | 81 763 \$ |
| Arundel | 553 | 37 755 654 | 67 960 \$ |
| Asbestos | 6 671 | 351 281 721 | 1 022 009 \$ |
| Ascot Corner | 2 447 | 82 677 217 | 148 819 \$ |
| Aston-Jonction | 418 | 17 289 996 | 31 122 \$ |
| Auclair | 528 | 13 582 251 | 24 448 \$ |
| Audet | 736 | 28 170 510 | 50 707 \$ |
| Aumond | 657 | 27 245 155 | 49 041 \$ |
| Authier | 346 | 4 990 913 | 8 984 \$ |
| Authier-Nord | 322 | 5 357 874 | 9 644 \$ |
| Avignon | - | 171 028 | 308 \$ |
| Ayer's Cliff | 1 126 | 60 342 044 | 108 616 \$ |
| Baie-Comeau | 23 207 | 1 305 348 958 | 3 916 047 \$ |
| Baie-des-Sables | 659 | 16 677 603 | 30 020 \$ |
| Baie-du-Febvre | 1 150 | 66 921 032 | 120 458 \$ |
| Baie-James | 1 949 | 255 772 484 | 460 390 \$ |
| Baie-Johan-Beetz | 88 | 2 331 381 | 4 196 \$ |
| Baie-Sainte-Catherine | 275 | 9 964 950 | 17 937 \$ |
| Baie-Saint-Paul | 7 387 | 327 720 296 | 470 914 \$ |
| Baie-Trinité | 608 | 22 100 613 | 39 781 \$ |
| Barkmere | 43 | 18 366 600 | 33 060 \$ |
| Barnston-Ouest | 609 | 43 095 926 | 77 573 \$ |
| Barrute | 2 051 | 51 541 615 | 92 775 \$ |
| Batiscan | 913 | 36 929 869 | 66 474 \$ |
| Béarn | 926 | 25 666 436 | 46 200 \$ |
| Beauceville | 6 433 | 232 433 482 | 425 995 \$ |
| Beaulac-Garthy | 836 | 53 161 648 | 95 691 \$ |
| Beaumont | 2 232 | 112 085 301 | 201 754 \$ |
| Beaupré | 2 831 | 229 892 928 | 413 807 \$ |
| Bécancour | 11 338 | 810 561 743 | 2 431 685 \$ |
| Bedford | 2 684 | 103 215 940 | 185 789 \$ |
| Bedford | 824 | 39 576 308 | 71 237 \$ |
| Bégin | 948 | 21 837 703 | 39 308 \$ |
| Belcourt | 272 | 4 686 100 | 8 435 \$ |
| Belleterre | 375 | 8 698 849 | 15 658 \$ |
| Berry | 501 | 12 353 935 | 22 237 \$ |
| Berthier-sur-Mer | 1 326 | 67 285 392 | 121 114 \$ |
| Berthierville | 4 014 | 151 944 367 | 367 705 \$ |
| Béthanie | 342 | 19 973 281 | 35 952 \$ |
| Biencourt | 618 | 14 036 161 | 25 265 \$ |
| Blanc-Sablon | 1 236 | 41 438 688 | 74 590 \$ |
| Blue Sea | 582 | 58 885 053 | 105 993 \$ |
| Boileau | 235 | 26 394 677 | 47 510 \$ |
| Boischatel | 4 480 | 165 331 898 | 426 556 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|-------------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Bois-Franc | 434 | 23 496 145 | 42 293 \$ |
| Bolton-Est | 694 | 60 958 640 | 109 726 \$ |
| Bolton-Ouest | 718 | 83 391 988 | 150 106 \$ |
| Bonaventure | 2 780 | 95 009 546 | 171 017 \$ |
| Bonaventure | - | 2 215 262 | 3 987 \$ |
| Bonne-Espérance | 865 | 13 314 539 | 23 966 \$ |
| Bonsecours | 562 | 30 281 049 | 54 506 \$ |
| Bouchette | 692 | 48 460 988 | 87 230 \$ |
| Bowman | 577 | 36 530 568 | 65 755 \$ |
| Brébeuf | 840 | 34 461 020 | 62 030 \$ |
| Brigham | 2 305 | 106 530 380 | 191 755 \$ |
| Bristol | 1 058 | 68 984 985 | 124 173 \$ |
| Brome | 281 | 17 375 295 | 31 276 \$ |
| Brownsburg-Chatham | 6 920 | 244 468 669 | 548 881 \$ |
| Bryson | 712 | 18 496 203 | 33 293 \$ |
| Bury | 1 210 | 57 270 896 | 103 088 \$ |
| Cabano | 3 247 | 111 266 648 | 220 308 \$ |
| Campbell's Bay | 771 | 23 800 580 | 42 841 \$ |
| Cap-Chat | 2 895 | 64 224 734 | 113 091 \$ |
| Caplan | 2 028 | 51 967 960 | 93 542 \$ |
| Cap-Saint-Ignace | 3 223 | 113 245 528 | 224 226 \$ |
| Cap-Santé | 2 567 | 97 343 110 | 175 218 \$ |
| Carleton-Saint-Omer | 4 045 | 137 722 385 | 247 900 \$ |
| Cascapédia-Saint-Jules | 701 | 20 838 366 | 37 509 \$ |
| Causapscale | 2 596 | 64 472 390 | 116 050 \$ |
| Cayamant | 725 | 52 957 443 | 95 323 \$ |
| Chambord | 1 720 | 91 434 771 | 164 583 \$ |
| Champlain | 1 646 | 73 702 388 | 132 664 \$ |
| Champneuf | 158 | 4 370 977 | 7 868 \$ |
| Chandler | 8 359 | 238 574 714 | 461 871 \$ |
| Chapais | 1 844 | 31 115 056 | 56 007 \$ |
| Charlevoix | - | 7 754 448 | 13 958 \$ |
| Charlevoix-Est | 187 | 22 086 211 | 39 755 \$ |
| Charrette | 939 | 31 497 528 | 56 696 \$ |
| Chartierville | 382 | 25 067 385 | 45 121 \$ |
| Château-Richer | 3 478 | 120 824 899 | 254 941 \$ |
| Chazel | 348 | 6 373 853 | 11 473 \$ |
| Chénéville | 758 | 27 076 335 | 48 737 \$ |
| Chertsey | 4 289 | 209 549 773 | 525 618 \$ |
| Chester-Est | 371 | 17 674 900 | 31 815 \$ |
| Chesterville | 818 | 41 202 819 | 74 165 \$ |
| Chibougamau | 7 960 | 254 614 641 | 763 844 \$ |
| Chichester | 377 | 15 917 853 | 28 652 \$ |
| Chute-aux-Outardes | 1 961 | 44 403 810 | 79 927 \$ |
| Chute-Saint-Philippe | 847 | 43 900 627 | 79 021 \$ |
| Clarendon | 1 365 | 77 798 937 | 140 038 \$ |
| Clermont | 3 091 | 142 702 092 | 262 572 \$ |
| Clermont | 564 | 11 043 093 | 19 878 \$ |
| Clerval | 355 | 10 593 770 | 19 069 \$ |
| Cleveland | 1 543 | 61 141 615 | 110 055 \$ |
| Cloridorme | 913 | 17 159 138 | 30 886 \$ |
| Coaticook | 9 191 | 405 046 058 | 1 033 062 \$ |
| Colombier | 905 | 17 415 236 | 31 347 \$ |
| Compton | 2 994 | 176 066 562 | 316 920 \$ |
| Cookshire-Eaton | 6 007 | 265 609 295 | 482 782 \$ |
| Coteau-du-Lac | 5 882 | 253 157 067 | 759 471 \$ |
| Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent | 1 181 | 27 487 272 | 49 477 \$ |
| Courcelles | 1 015 | 37 997 095 | 68 395 \$ |
| Cowansville | 12 342 | 466 777 503 | 1 400 333 \$ |
| Danville | 4 288 | 124 252 686 | 223 655 \$ |
| Daveluyville | 978 | 30 379 371 | 54 683 \$ |
| Dégelis | 3 349 | 106 063 834 | 217 431 \$ |
| Déleage | 2 114 | 56 295 078 | 101 331 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p.18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2004 |
|--------------------------------|------------|-------------------|--------------|
| | 2004 | uniformisée 2002 | |
| Denholm | 522 | 40 882 073 | 73 588 \$ |
| Desbiens | 1 148 | 27 343 552 | 49 218 \$ |
| Deschailions-sur-Saint-Laurent | 1 042 | 43 068 156 | 77 523 \$ |
| Deschambault-Grondines | 2 066 | 270 926 361 | 487 667 \$ |
| Disraeli | 2 710 | 72 346 987 | 130 225 \$ |
| Disraeli | 1 018 | 44 602 521 | 80 285 \$ |
| Dixville | 752 | 39 784 134 | 71 611 \$ |
| Dolbeau-Mistassini | 15 076 | 535 941 538 | 1 607 825 \$ |
| Donncona | 5 622 | 273 717 999 | 821 154 \$ |
| Dosquet | 879 | 25 231 666 | 45 417 \$ |
| Drummondville | 47 803 | 1 895 912 724 | 5 687 738 \$ |
| Dudswell | 1 714 | 87 904 022 | 158 227 \$ |
| Duhamel | 362 | 66 248 200 | 119 247 \$ |
| Duhamel-Ouest | 786 | 39 783 900 | 71 611 \$ |
| Dundee | 392 | 29 522 930 | 53 141 \$ |
| Dunham | 3 299 | 193 504 139 | 383 138 \$ |
| Duparquet | 706 | 20 911 975 | 37 642 \$ |
| Dupuy | 1 018 | 20 666 262 | 37 199 \$ |
| Durham-Sud | 1 052 | 39 475 156 | 71 055 \$ |
| East Angus | 3 667 | 105 488 703 | 235 240 \$ |
| East Broughton | 2 364 | 58 347 071 | 105 025 \$ |
| East Farnham | 543 | 22 174 698 | 39 914 \$ |
| East Hereford | 327 | 25 191 493 | 45 345 \$ |
| Eastman | 1 421 | 129 057 662 | 232 304 \$ |
| Egan-Sud | 554 | 21 422 400 | 38 560 \$ |
| Elgin | 460 | 22 918 491 | 41 253 \$ |
| Entrelacs | 831 | 71 434 259 | 128 582 \$ |
| Escuminac | 616 | 17 607 712 | 31 694 \$ |
| Esprit-Saint | 443 | 8 915 499 | 16 048 \$ |
| Farnham | 7 955 | 302 964 714 | 809 152 \$ |
| Fassett | 469 | 19 862 664 | 35 753 \$ |
| Ferland-et-Boilleau | 623 | 18 868 779 | 33 964 \$ |
| Ferme-Neuve | 3 031 | 103 794 158 | 167 739 \$ |
| Fermont | 2 747 | 216 182 185 | 389 128 \$ |
| Forestville | 3 721 | 107 565 989 | 245 250 \$ |
| Fort-Coulonge | 1 689 | 34 171 775 | 61 509 \$ |
| Forterville | 723 | 23 505 505 | 42 310 \$ |
| Fossambault-sur-le-Lac | 1 103 | 86 774 900 | 156 195 \$ |
| Frampton | 1 326 | 61 327 568 | 110 390 \$ |
| Franklin | 1 617 | 80 728 599 | 145 311 \$ |
| Franquelin | 390 | 9 909 796 | 17 838 \$ |
| Freighsburg | 1 104 | 88 207 009 | 158 773 \$ |
| Frontenac | 1 560 | 86 716 151 | 156 089 \$ |
| Fugèreville | 343 | 11 370 251 | 20 466 \$ |
| Gallichan | 484 | 9 917 813 | 17 852 \$ |
| Gaspé | 15 126 | 459 778 244 | 1 379 335 \$ |
| Girardville | 1 293 | 33 693 019 | 60 647 \$ |
| Godbout | 336 | 11 603 213 | 20 886 \$ |
| Godmanchester | 1 529 | 71 653 882 | 128 977 \$ |
| Gore | 1 328 | 96 636 661 | 173 946 \$ |
| Grand-Calumet | 733 | 29 404 792 | 52 929 \$ |
| Grande-Rivière | 3 556 | 86 721 053 | 188 185 \$ |
| Grandes-Piles | 381 | 22 321 909 | 40 179 \$ |
| Grande-Vallée | 1 321 | 31 812 078 | 57 262 \$ |
| Grand-Métis | 282 | 10 909 800 | 19 638 \$ |
| Grand-Remous | 1 262 | 45 283 196 | 81 510 \$ |
| Grand-Saint-Esprit | 511 | 21 911 670 | 39 441 \$ |
| Grandville-sur-le Rouge | 2 704 | 140 875 127 | 253 575 \$ |
| Grenville | 1 363 | 50 548 515 | 90 987 \$ |
| Gros-Mécatina | 582 | 14 659 534 | 26 387 \$ |
| Grosses-Roches | 460 | 9 589 573 | 17 261 \$ |
| Guérin | 321 | 9 167 478 | 16 501 \$ |
| Ham-Nord | 963 | 36 993 736 | 66 589 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Hampton | 169 | 9 911 043 | 17 840 \$ |
| Harrington | 795 | 88 344 207 | 159 020 \$ |
| Halley | 716 | 64 908 974 | 116 836 \$ |
| Halley | 1 554 | 106 186 056 | 191 135 \$ |
| Havelock | 815 | 45 249 372 | 81 449 \$ |
| Havre-Saint-Pierre | 3 301 | 138 273 086 | 283 460 \$ |
| Hébertville | 2 427 | 77 450 420 | 139 411 \$ |
| Hébertville-Station | 1 321 | 30 353 319 | 54 636 \$ |
| Hemmingford | 719 | 28 019 508 | 50 435 \$ |
| Henryville | 1 697 | 115 172 600 | 207 311 \$ |
| Hérouxville | 1 511 | 89 398 938 | 160 918 \$ |
| Hinchinbrooke | 1 317 | 35 620 111 | 64 116 \$ |
| Honfleur | 2 423 | 95 347 350 | 171 625 \$ |
| Hope | 861 | 46 466 978 | 83 641 \$ |
| Hope Town | 755 | 15 647 157 | 28 165 \$ |
| Howick | 341 | 10 046 083 | 18 083 \$ |
| Huberdeau | 591 | 18 414 332 | 33 146 \$ |
| Hudson | 952 | 33 310 905 | 59 960 \$ |
| Huntingdon | 4 960 | 435 577 004 | 1 197 837 \$ |
| Inverness | 2 716 | 85 489 617 | 153 881 \$ |
| Irlande | 855 | 46 951 651 | 84 513 \$ |
| Kamouraska | 941 | 38 247 993 | 68 846 \$ |
| Kamouraska | 704 | 35 374 474 | 63 674 \$ |
| Kazabazua | - | 2 054 994 | 3 699 \$ |
| Kiamika | 781 | 56 098 945 | 100 978 \$ |
| Kingsbury | 726 | 34 759 748 | 62 568 \$ |
| Kingsley Falls | 142 | 3 842 415 | 6 916 \$ |
| Kinnear's Mills | 2 030 | 124 242 185 | 223 636 \$ |
| Kipawa | 361 | 20 859 126 | 37 546 \$ |
| La Conception | 567 | 28 030 631 | 50 455 \$ |
| La Corne | 1 112 | 92 612 688 | 166 703 \$ |
| La Côte-de-Beaupré | 638 | 18 006 174 | 32 411 \$ |
| La Côte-de-Gaspé | - | 41 211 547 | 74 181 \$ |
| La Doré | - | 2 191 599 | 3 945 \$ |
| La Durantaye | 1 561 | 42 522 308 | 76 540 \$ |
| La Guadeloupe | 744 | 27 927 151 | 50 269 \$ |
| La Haute-Côte-Nord | 1 710 | 55 613 252 | 100 104 \$ |
| La Haute-Gaspésie | 3 | 19 546 934 | 35 184 \$ |
| La Jacques-Cartier | - | 9 564 970 | 17 217 \$ |
| La Malbaie | - | 2 070 691 | 3 727 \$ |
| La Martre | 9 334 | 401 725 313 | 959 923 \$ |
| La Matapédia | 274 | 3 081 122 | 5 546 \$ |
| La Minerve | 24 | 35 549 218 | 63 989 \$ |
| La Mitis | 1 126 | 111 223 706 | 200 203 \$ |
| La Morandière | - | 10 004 608 | 18 008 \$ |
| La Motte | 290 | 5 218 919 | 9 394 \$ |
| La Patrie | 436 | 12 324 917 | 22 185 \$ |
| La Pocatière | 788 | 44 687 462 | 80 437 \$ |
| La Présentation | 4 513 | 211 844 325 | 555 032 \$ |
| La Rédemption | 1 882 | 122 969 310 | 221 345 \$ |
| La Reine | 550 | 9 934 767 | 17 883 \$ |
| La Sarre | 404 | 5 330 870 | 9 596 \$ |
| La Trinité-des-Monts | 7 718 | 279 886 965 | 839 661 \$ |
| La Tuque | 285 | 7 295 243 | 13 131 \$ |
| La Vallée-de-la-Gatineau | 13 094 | 469 787 316 | 1 345 786 \$ |
| La Visitation-de-l'Île-Dupas | - | 10 806 642 | 19 452 \$ |
| La Visitation-de-Yamaska | 584 | 23 473 065 | 42 252 \$ |
| Labelle | 408 | 27 346 356 | 49 223 \$ |
| Labrecque | 2 318 | 118 519 108 | 213 334 \$ |
| Lac Beauport | 1 276 | 30 786 535 | 55 416 \$ |
| Lac Brome | 5 781 | 291 026 394 | 873 079 \$ |
| Lac Delage | 5 562 | 469 143 034 | 1 407 429 \$ |
| | 466 | 24 979 393 | 44 963 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

123

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005. (Vol. p.18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|-------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Lac Saint-Joseph | 189 | 70 663 500 | 127 194 \$ |
| Lac-au-Saumon | 1 567 | 40 619 808 | 73 116 \$ |
| Lac-aux-Sables | 1 354 | 63 776 280 | 114 797 \$ |
| Lac-Bouchette | 1 380 | 48 239 059 | 86 830 \$ |
| Lac-des-Aigles | 652 | 14 810 048 | 26 658 \$ |
| Lac-des-Écorces | 2 730 | 92 248 065 | 166 047 \$ |
| Lac-des-Plages | 392 | 42 210 740 | 75 979 \$ |
| Lac-des-Seize-Îles | 239 | 29 125 110 | 52 425 \$ |
| Lac-Drolet | 1 213 | 52 489 175 | 94 481 \$ |
| Lac-du-Cerf | 419 | 30 828 154 | 55 491 \$ |
| Lac-Élichemin | 3 947 | 153 072 049 | 275 529 \$ |
| Lac-Frontière | 175 | 6 359 200 | 11 447 \$ |
| Lachute | 12 016 | 441 640 217 | 1 324 921 \$ |
| Lacolle | 2 422 | 116 372 293 | 209 470 \$ |
| Lac-Poulin | 93 | 19 660 816 | 35 389 \$ |
| Lac-Saguay | 402 | 23 611 300 | 42 500 \$ |
| Lac-Sainte-Marie | 493 | 90 804 102 | 163 447 \$ |
| Lac-Saint-Jean-Est | - | 4 091 472 | 7 365 \$ |
| Lac-Saint-Paul | 433 | 20 746 992 | 37 345 \$ |
| Lac-Sergeant | 258 | 27 511 155 | 49 520 \$ |
| Lac-Simon | 704 | 105 414 582 | 189 746 \$ |
| Lac-Supérieur | 1 444 | 145 244 461 | 261 440 \$ |
| Laforce | 482 | 3 421 597 | 6 159 \$ |
| Lamarche | 521 | 11 637 713 | 20 948 \$ |
| Lambton | 1 561 | 101 626 436 | 182 928 \$ |
| La-Mégantic | 6 029 | 296 971 340 | 890 914 \$ |
| Landrienne | 1 076 | 26 259 426 | 47 267 \$ |
| L'Ange-Gardien | 2 924 | 102 629 531 | 184 733 \$ |
| Lanoraie | 3 961 | 163 656 058 | 294 580 \$ |
| L'Anse-Saint-Jean | 1 184 | 34 578 213 | 62 241 \$ |
| Lanther | 678 | 76 164 522 | 137 096 \$ |
| Larouche | 1 049 | 36 097 203 | 64 975 \$ |
| L'Ascension | 814 | 40 427 661 | 72 770 \$ |
| L'Ascension-de-Notre-Seigneur | 1 954 | 54 917 304 | 98 851 \$ |
| L'Ascension-de-Patapédia | 227 | 4 970 212 | 8 946 \$ |
| Latulipe-et-Gaboury | 355 | 10 562 142 | 19 012 \$ |
| Launay | 258 | 8 414 390 | 15 146 \$ |
| Laurier-Station | 2 406 | 102 096 113 | 183 773 \$ |
| Laurerville | 1 558 | 58 449 757 | 105 210 \$ |
| Lavatrie | 11 674 | 377 837 247 | 1 082 957 \$ |
| L'Avenir | 1 310 | 49 050 927 | 88 292 \$ |
| Laverlochère | 750 | 23 812 745 | 42 863 \$ |
| Lawrenceville | 642 | 21 693 756 | 39 049 \$ |
| Le Bic | 2 902 | 97 594 081 | 175 669 \$ |
| Le Domaine-du-Roy | - | 31 397 490 | 56 515 \$ |
| Le Fjord-du-Saguenay | 2 | 183 222 657 | 329 801 \$ |
| Le Haut-Saint-Maurice | 262 | 119 623 248 | 215 322 \$ |
| Le Rocher-Percé | - | 283 836 | 511 \$ |
| Lebel-sur-Quévillon | 3 270 | 174 140 398 | 344 798 \$ |
| Ledercville | 604 | 23 613 102 | 42 504 \$ |
| Lefebvre | 844 | 22 717 400 | 40 891 \$ |
| Lejeune | 395 | 10 203 228 | 18 366 \$ |
| Lemieux | 353 | 12 396 355 | 22 313 \$ |
| L'Épiphanie | 4 296 | 109 057 073 | 273 733 \$ |
| L'Épiphanie | 2 993 | 117 128 993 | 210 832 \$ |
| Les Basques | - | 265 851 | 479 \$ |
| Les Bergeronnes | 701 | 25 437 793 | 45 788 \$ |
| Les Cédres | 5 425 | 242 944 090 | 728 832 \$ |
| Les Coteaux | 3 177 | 107 124 458 | 204 608 \$ |
| Les Éboulements | 1 266 | 76 445 118 | 137 601 \$ |
| Les Escoumins | 2 101 | 65 106 063 | 117 191 \$ |
| Les Hauteurs | 590 | 13 482 623 | 24 269 \$ |
| Les Îles-de-la-Madeleine | 13 019 | 383 605 772 | 693 977 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|--------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Les Méchins | 1 211 | 36 890 635 | 66 403 \$ |
| Leslie-Clapham-et-Huddersfield | 884 | 58 492 438 | 105 286 \$ |
| L'Île-Cadieux | 129 | 25 241 695 | 45 435 \$ |
| L'Île-d'Anticosti | 277 | 17 921 451 | 32 259 \$ |
| L'Île-Perrot | 9 685 | 339 253 976 | 1 017 762 \$ |
| Lingwick | 422 | 31 381 199 | 56 486 \$ |
| L'Isle-aux-Allumettes | 1 392 | 91 571 235 | 164 828 \$ |
| L'Isle-aux-Coudres | 1 352 | 67 088 726 | 120 760 \$ |
| L'Islet | 3 874 | 133 548 947 | 240 388 \$ |
| L'Isle-Verte | 1 513 | 50 076 559 | 90 138 \$ |
| Litchfield | 516 | 68 991 872 | 124 185 \$ |
| Lochaber | 466 | 21 371 412 | 38 469 \$ |
| Lochaber-Partie-Ouest | 467 | 29 616 929 | 53 310 \$ |
| Longue-Pointe-de-Mingan | 505 | 11 787 501 | 21 218 \$ |
| Longue-Rive | 1 388 | 25 984 043 | 46 771 \$ |
| Lorrainville | 1 428 | 44 165 688 | 79 498 \$ |
| Lotbinière | 907 | 39 488 808 | 71 080 \$ |
| Louiseville | 7 773 | 280 344 024 | 841 032 \$ |
| Low | 872 | 63 724 452 | 114 704 \$ |
| Lyster | 1 657 | 66 605 137 | 119 889 \$ |
| Macamic | 2 831 | 71 488 485 | 128 679 \$ |
| Maddington | 463 | 10 654 187 | 19 178 \$ |
| Malartic | 3 644 | 88 776 860 | 197 972 \$ |
| Mandeville | 2 016 | 90 150 566 | 162 271 \$ |
| Manicouagan | 43 | 47 355 586 | 85 240 \$ |
| Maniwaki | 4 097 | 147 512 112 | 356 979 \$ |
| Manseau | 918 | 30 835 373 | 55 504 \$ |
| Mansfield-et-Pontefract | 2 114 | 83 417 974 | 150 152 \$ |
| Maria | 2 502 | 91 213 027 | 164 183 \$ |
| Maria-Chapdelaine | 205 | 43 511 600 | 78 321 \$ |
| Maricourt | 518 | 22 559 360 | 40 607 \$ |
| Mariville | 7 286 | 312 515 419 | 703 910 \$ |
| Marsoui | 374 | 6 410 644 | 11 539 \$ |
| Marston | 641 | 31 651 100 | 56 972 \$ |
| Martinville | 472 | 20 118 857 | 36 214 \$ |
| Maskinongé | 2 222 | 83 532 229 | 150 358 \$ |
| Massueville | 569 | 14 429 332 | 25 973 \$ |
| Matagami | 1 957 | 53 974 592 | 97 154 \$ |
| Matane | 14 978 | 554 019 746 | 1 519 371 \$ |
| Matane | - | 1 505 300 | 2 710 \$ |
| Matapédia | 741 | 28 840 103 | 51 912 \$ |
| Matawinie | 98 | 21 748 589 | 39 147 \$ |
| Mayo | 450 | 29 357 700 | 52 844 \$ |
| Mékinac | 3 | 21 205 300 | 38 170 \$ |
| Melbourne | 996 | 56 426 792 | 101 568 \$ |
| Messines | 1 563 | 81 527 199 | 146 749 \$ |
| Métabetchouan--Lac-à-la-Croix | 4 161 | 146 886 629 | 287 277 \$ |
| Métis-sur-Mer | 627 | 35 597 866 | 64 076 \$ |
| Milian | 334 | 16 080 966 | 28 946 \$ |
| Mille-Isles | 1 256 | 72 147 790 | 129 866 \$ |
| Moffet | 234 | 6 175 987 | 11 117 \$ |
| Montcalm | 555 | 46 108 816 | 82 996 \$ |
| Mont-Carmel | 1 246 | 37 859 172 | 68 147 \$ |
| Monteref-Lytton | 716 | 22 734 589 | 40 922 \$ |
| Montbello | 1 066 | 56 737 517 | 102 128 \$ |
| Mont-Joli | 6 650 | 229 914 675 | 664 010 \$ |
| Mont-Laurier | 13 775 | 527 008 923 | 1 536 616 \$ |
| Montmagny | 11 821 | 443 893 808 | 1 331 681 \$ |
| Montpellier | 756 | 45 331 883 | 81 597 \$ |
| Mont-Saint-Grégoire | 3 104 | 153 312 426 | 287 210 \$ |
| Mont-Saint-Michel | 639 | 25 181 206 | 45 326 \$ |
| Mont-Saint-Pierre | 230 | 5 106 165 | 9 191 \$ |
| Morin-Heights | 2 727 | 244 142 753 | 439 457 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p.18).

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|--------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Mulgrave-et-Derry | 243 | 38 839 700 | 69 911 \$ |
| Murdochville | 1 000 | 33 162 736 | 59 693 \$ |
| N.-D.-de-Bon-Secours-Pite-Nord | 298 | 30 915 813 | 55 648 \$ |
| N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun | 816 | 30 532 788 | 54 959 \$ |
| Namur | 551 | 19 010 103 | 34 218 \$ |
| Nantes | 1 468 | 48 415 512 | 87 148 \$ |
| Napierville | 3 184 | 115 814 180 | 221 205 \$ |
| Natashquan | 367 | 8 625 302 | 15 526 \$ |
| N.-Dame-Auxiliatrice-Buckland | 816 | 28 945 267 | 52 101 \$ |
| Nédélec | 435 | 10 786 135 | 19 415 \$ |
| Neuveille | 3 436 | 144 763 782 | 260 608 \$ |
| New Carlisle | 1 405 | 42 913 068 | 77 244 \$ |
| New Richmond | 3 753 | 165 471 333 | 377 275 \$ |
| Nicolet | 7 971 | 306 157 700 | 701 897 \$ |
| Norminque | 2 155 | 134 575 777 | 242 236 \$ |
| Norbertville | 278 | 8 676 478 | 15 618 \$ |
| Normandin | 3 513 | 120 226 631 | 260 892 \$ |
| Normétal | 1 036 | 14 501 702 | 26 103 \$ |
| North Hatley | 754 | 71 883 149 | 129 390 \$ |
| Notre-Dame-de-Ham | 414 | 11 523 928 | 20 743 \$ |
| Notre-Dame-de-la-Merci | 791 | 74 830 942 | 134 696 \$ |
| Notre-Dame-de-la-Paix | 713 | 28 640 428 | 51 553 \$ |
| Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | 8 964 | 440 439 430 | 1 321 318 \$ |
| Notre-Dame-de-Lorette | 218 | 4 721 912 | 8 499 \$ |
| Notre-Dame-de-Lourdes | 737 | 24 637 846 | 44 348 \$ |
| Notre-Dame-de-Montauban | 817 | 35 847 975 | 64 526 \$ |
| Notre-Dame-de-Pontmain | 616 | 36 733 416 | 66 120 \$ |
| Notre-Dame-des-Bois | 784 | 35 377 154 | 63 679 \$ |
| Notre-Dame-des-Monts | 840 | 18 193 354 | 32 748 \$ |
| Notre-Dame-des-Neiges | 1 264 | 55 678 472 | 100 221 \$ |
| Notre-Dame-des-Plns | 1 047 | 37 733 337 | 67 920 \$ |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 45 | 6 388 590 | 11 499 \$ |
| Notre-Dame-de-Stanbridge | 744 | 52 582 596 | 94 649 \$ |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | 1 447 | 45 112 195 | 81 202 \$ |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | 984 | 45 906 026 | 82 631 \$ |
| Notre-Dame-du-Lac | 2 160 | 75 682 382 | 136 228 \$ |
| Notre-Dame-du-Laus | 1 422 | 97 863 625 | 176 155 \$ |
| Notre-Dame-du-Mont-Carmel | 5 201 | 144 547 464 | 420 633 \$ |
| Notre-Dame-du-Nord | 1 121 | 36 446 415 | 65 604 \$ |
| Notre-Dame-du-Portage | 1 196 | 75 897 988 | 136 616 \$ |
| Notre-Dame-du-Rosaire | 406 | 16 420 164 | 29 556 \$ |
| Nouvelle | 1 983 | 56 489 061 | 101 680 \$ |
| Noyan | 1 116 | 66 618 930 | 119 914 \$ |
| Ogden | 754 | 75 853 114 | 136 536 \$ |
| Oka | 4 460 | 162 088 700 | 299 896 \$ |
| Ornstown | 3 687 | 150 122 477 | 270 220 \$ |
| Packington | 580 | 19 573 941 | 35 233 \$ |
| Padoue | 295 | 6 009 917 | 10 818 \$ |
| Palmarolle | 1 509 | 37 101 832 | 66 783 \$ |
| Papineauville | 2 199 | 98 194 970 | 176 751 \$ |
| Paristville | 536 | 23 636 266 | 42 545 \$ |
| Paspébiac | 3 355 | 96 616 323 | 173 909 \$ |
| Percé | 3 609 | 102 748 399 | 229 129 \$ |
| Pérbonka | 567 | 38 327 212 | 68 989 \$ |
| Petite-Rivière-Saint-François | 732 | 43 413 404 | 78 144 \$ |
| Petite-Vallée | 205 | 4 536 400 | 8 166 \$ |
| Petit-Saguenay | 847 | 17 841 787 | 32 115 \$ |
| Pierreville | 2 414 | 89 520 001 | 161 136 \$ |
| Pincourt | 10 384 | 362 542 341 | 1 087 627 \$ |
| Piopolis | 337 | 30 645 600 | 55 162 \$ |
| Plaisance | 1 154 | 31 367 616 | 56 462 \$ |
| Plessisville | 6 757 | 211 827 605 | 635 483 \$ |
| Plessisville | 2 717 | 93 560 675 | 168 409 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p.18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|----------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Pohénégamook | 3 098 | 92 356 989 | 169 937 \$ |
| Pointe-à-la-Croix | 1 533 | 39 510 391 | 71 119 \$ |
| Pointe-aux-Outardes | 1 423 | 71 359 833 | 128 448 \$ |
| Pointe-des-Cascades | 952 | 33 390 500 | 60 103 \$ |
| Pointe-Fortune | 470 | 19 513 400 | 35 124 \$ |
| Pointe-Lebel | 1 956 | 72 394 540 | 130 310 \$ |
| Pontiac | - | 7 031 404 | 12 657 \$ |
| Pont-Rouge | 7 497 | 228 021 568 | 459 842 \$ |
| Portage-du-Fort | 248 | 6 875 246 | 12 375 \$ |
| Port-Cartier | 7 025 | 388 781 124 | 1 151 088 \$ |
| Port-Daniel-Gascons | 2 664 | 56 059 919 | 100 908 \$ |
| Portneuf | 3 181 | 109 547 810 | 204 688 \$ |
| Portneuf | - | 11 817 705 | 21 272 \$ |
| Potton | 1 790 | 17 514 319 | 31 526 \$ |
| Pouliaries | 736 | 213 724 594 | 384 704 \$ |
| Preissac | 700 | 13 822 997 | 24 881 \$ |
| Price | 1 820 | 61 321 908 | 110 379 \$ |
| Princeville | 5 762 | 34 152 131 | 61 474 \$ |
| Racine | 1 171 | 199 957 986 | 455 274 \$ |
| Ragueneau | 1 598 | 70 123 478 | 126 222 \$ |
| Rapide-Danseur | 281 | 40 382 002 | 72 688 \$ |
| Rapides-des-Joachims | 202 | 6 740 586 | 12 133 \$ |
| Rawdon | 9 028 | 6 927 934 | 12 470 \$ |
| Rémigny | 376 | 331 759 637 | 810 555 \$ |
| Richelieu | 5 289 | 9 176 256 | 16 517 \$ |
| Richmond | 3 419 | 216 885 350 | 448 239 \$ |
| Rigaud | 6 319 | 101 514 120 | 182 725 \$ |
| Rimouski | 42 324 | 331 617 704 | 616 560 \$ |
| Ripon | 1 317 | 1 667 901 252 | 4 721 695 \$ |
| Ristigouche-Partie-Sud-Est | 170 | 58 661 789 | 105 591 \$ |
| Rivière-à-Claude | 164 | 5 133 980 | 9 241 \$ |
| Rivière-à-Pierre | 687 | 3 417 936 | 6 152 \$ |
| Rivière-au-Tonnerre | 407 | 35 355 337 | 63 640 \$ |
| Rivière-Beaudette | 1 550 | 8 928 393 | 16 071 \$ |
| Rivière-Bleue | 1 480 | 78 089 165 | 140 560 \$ |
| Rivière-Éternité | 563 | 37 356 022 | 67 241 \$ |
| Rivière-Héva | 1 179 | 13 256 595 | 23 862 \$ |
| Rivière-Ouelle | 1 187 | 33 889 850 | 61 002 \$ |
| Rivière-Rouge | 5 580 | 49 606 476 | 89 292 \$ |
| Rivière-Saint-Jean | 281 | 270 342 780 | 486 617 \$ |
| Roberval | 11 013 | 5 009 778 | 9 018 \$ |
| Rochebaucourt | 216 | 375 683 519 | 1 127 051 \$ |
| Roquemauve | 461 | 2 908 720 | 5 236 \$ |
| Rougemont | 2 641 | 9 028 704 | 16 252 \$ |
| Rouyn-Noranda | 39 844 | 143 339 788 | 258 012 \$ |
| Rouyn-Noranda | 7 | 1 682 154 630 | 4 672 218 \$ |
| Roxton | 1 066 | 1 505 600 | 2 710 \$ |
| Roxton Falls | 1 335 | 59 262 900 | 106 673 \$ |
| Roxton Pond | 3 586 | 41 317 667 | 74 372 \$ |
| Sacré-Coeur | 2 079 | 163 251 514 | 322 057 \$ |
| Sacré-Coeur-de-Jésus | 560 | 57 149 377 | 102 869 \$ |
| Saint-Adalbert | 693 | 25 168 089 | 45 303 \$ |
| Saint-Adelme | 530 | 20 038 950 | 36 070 \$ |
| Saint-Adelphe | 973 | 12 005 447 | 21 610 \$ |
| Saint-Adolphe-d'Howard | 2 673 | 37 059 857 | 66 708 \$ |
| Saint-Adrien | 530 | 291 535 006 | 524 763 \$ |
| Saint-Adrien-d'Irlande | 413 | 17 241 199 | 31 034 \$ |
| Saint-Agapit | 2 942 | 17 151 897 | 30 873 \$ |
| Saint-Aimé | 536 | 94 443 102 | 169 998 \$ |
| Saint-Aimé-des-Lacs | 996 | 52 194 430 | 93 950 \$ |
| Saint-Alban | 1 159 | 39 491 130 | 71 084 \$ |
| Saint-Albert | 1 523 | 41 818 684 | 75 274 \$ |
| Saint-Alexandre | 2 484 | 51 538 880 | 92 770 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

127

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|-------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Saint-Alexandre-de-Kamouraska | 1 862 | 117 745 469 | 211 942 \$ |
| Saint-Alexandre-des-Lacs | 318 | 62 549 058 | 112 588 \$ |
| Saint-Alexis | 568 | 5 691 349 | 10 244 \$ |
| Saint-Alexis | 799 | 18 950 423 | 34 111 \$ |
| Saint-Alexis-de-Matapédia | 650 | 44 912 142 | 80 842 \$ |
| Saint-Alexis-des-Monts | 2 997 | 15 024 184 | 27 044 \$ |
| Saint-Alfred | 428 | 122 107 745 | 219 794 \$ |
| Saint-Alphonse | 783 | 18 656 495 | 33 582 \$ |
| Saint-Alphonse | 2 860 | 20 732 792 | 37 319 \$ |
| Saint-Alphonse-Rodriguez | 2 807 | 136 686 095 | 246 035 \$ |
| Saint-Ambroise | 3 518 | 135 086 931 | 243 156 \$ |
| Saint-Anaclet-de-Lessard | 2 627 | 87 425 817 | 189 714 \$ |
| Saint-André | 662 | 80 359 662 | 144 647 \$ |
| Saint-André-Avellin | 3 511 | 21 163 972 | 38 095 \$ |
| Saint-André-d'Argenteuil | 2 994 | 120 211 865 | 237 145 \$ |
| Saint-André-de-Restigouche | 214 | 131 206 408 | 236 172 \$ |
| Saint-André-du-Lac-Saint-Jean | 551 | 5 563 851 | 10 015 \$ |
| Saint-Anicet | 2 680 | 13 171 138 | 23 708 \$ |
| Saint-Anselme | 3 298 | 163 334 793 | 294 003 \$ |
| Saint-Antoine/Île-aux-Grues | 159 | 149 796 202 | 269 508 \$ |
| Saint-Antoine-de-Tilly | 1 442 | 14 981 816 | 26 967 \$ |
| Saint-Antoine-sur-Richelieu | 1 549 | 83 011 838 | 149 421 \$ |
| Saint-Antonin | 3 502 | 87 700 700 | 157 861 \$ |
| Saint-Apollinaire | 4 050 | 109 116 181 | 236 782 \$ |
| Saint-Armand | 1 278 | 155 495 205 | 376 298 \$ |
| Saint-Arsène | 1 180 | 92 985 739 | 167 374 \$ |
| Saint-Athanase | 330 | 38 670 571 | 69 607 \$ |
| Saint-Aubert | 1 398 | 8 255 343 | 14 860 \$ |
| Saint-Augustin | 420 | 65 083 887 | 117 151 \$ |
| Saint-Augustin | 856 | 13 214 674 | 23 786 \$ |
| Saint-Augustin-de-Woburn | 721 | 15 848 276 | 28 527 \$ |
| Saint-Barnabé | 1 263 | 36 584 566 | 65 852 \$ |
| Saint-Barnabé-Sud | 889 | 39 792 065 | 71 626 \$ |
| Saint-Barthélemy | 2 022 | 69 769 644 | 125 585 \$ |
| Saint-Basile | 2 620 | 77 203 409 | 138 966 \$ |
| Saint-Benjamin | 872 | 98 300 264 | 176 940 \$ |
| Saint-Benoît-Labre | 1 625 | 30 798 859 | 55 438 \$ |
| Saint-Bernard | 2 056 | 69 912 788 | 125 843 \$ |
| Saint-Bernard-de-Lacolle | 1 559 | 118 776 375 | 213 797 \$ |
| Saint-Bernard-de-Michaudville | 573 | 113 171 334 | 203 708 \$ |
| Saint-Blaise-sur-Richelieu | 2 009 | 42 485 182 | 76 473 \$ |
| Saint-Bonaventure | 1 017 | 108 138 182 | 194 649 \$ |
| Saint-Boniface-de-Shawinigan | 4 056 | 46 294 236 | 83 330 \$ |
| Saint-Bruno | 2 402 | 132 637 635 | 320 983 \$ |
| Saint-Bruno-de-Guigues | 1 116 | 69 640 717 | 125 353 \$ |
| Saint-Bruno-de-Kamouraska | 566 | 41 644 507 | 74 960 \$ |
| Saint-Calixte | 5 148 | 18 511 150 | 33 320 \$ |
| Saint-Camille | 457 | 156 827 937 | 446 960 \$ |
| Saint-Camille-de-Leillis | 925 | 21 224 284 | 38 204 \$ |
| Saint-Casimir | 1 575 | 27 800 700 | 50 041 \$ |
| Saint-Célestin | 760 | 49 985 237 | 89 973 \$ |
| Saint-Célestin | 665 | 23 331 686 | 41 997 \$ |
| Saint-Césaire | 4 949 | 40 146 008 | 72 263 \$ |
| Saint-Charles-de-Bellechasse | 2 273 | 218 765 644 | 398 287 \$ |
| Saint-Charles-de-Bourget | 696 | 92 459 022 | 166 426 \$ |
| Saint-Charles-de-Drummond | 6 106 | 17 905 115 | 32 229 \$ |
| Saint-Charles-Garnier | 334 | 217 506 654 | 652 520 \$ |
| Saint-Charles-sur-Richelieu | 1 781 | 5 484 635 | 9 872 \$ |
| Saint-Christophe-d'Arthabaska | 2 555 | 112 847 775 | 203 126 \$ |
| Saint-Chrysostome | 2 663 | 92 117 535 | 165 812 \$ |
| Saint-Claude | 1 080 | 101 995 635 | 183 592 \$ |
| Saint-Clément | 544 | 41 098 990 | 73 978 \$ |
| Saint-Cléophas | 405 | 12 028 782 | 21 652 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005. (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|--|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Saint-Cléophas-de-Brandon | 298 | 8 874 360 | 15 974 \$ |
| Saint-Clet | 1 633 | 9 652 360 | 17 374 \$ |
| Saint-Côme | 1 998 | 76 722 232 | 138 100 \$ |
| Saint-Côme-Linière | 3 303 | 97 394 480 | 175 310 \$ |
| Saint-Cuthbert | 1 909 | 100 432 278 | 195 682 \$ |
| Saint-Cyprien | 1 229 | 84 546 400 | 152 184 \$ |
| Saint-Cyprien | 611 | 38 767 240 | 69 781 \$ |
| Saint-Cyrille-de-Lessard | 793 | 19 397 735 | 34 916 \$ |
| Saint-Cyrille-de-Wendover | 3 937 | 28 597 785 | 51 476 \$ |
| Saint-Damase | 453 | 118 631 245 | 282 342 \$ |
| Saint-Damase | 2 540 | 11 928 100 | 21 471 \$ |
| Saint-Damase-de-L'Islet | 619 | 163 572 538 | 294 431 \$ |
| Saint-Damien | 2 015 | 21 695 122 | 39 051 \$ |
| Saint-Damien-de-Buckland | 2 174 | 95 899 006 | 172 618 \$ |
| Saint-David | 890 | 84 495 946 | 152 093 \$ |
| Saint-David-de-Falardeau | 2 414 | 79 081 276 | 142 346 \$ |
| Saint-Denis | 483 | 195 310 953 | 351 560 \$ |
| Saint-Denis-de-Brompton | 2 717 | 26 536 353 | 47 765 \$ |
| Saint-Denis-sur-Richelieu | 2 242 | 146 541 996 | 263 776 \$ |
| Saint-Didace | 625 | 132 739 935 | 238 932 \$ |
| Saint-Dominique | 2 249 | 39 029 215 | 70 253 \$ |
| Saint-Dominique-du-Rosaire | 499 | 117 366 684 | 211 260 \$ |
| Saint-Donat | 850 | 10 543 483 | 18 978 \$ |
| Saint-Donat | 3 562 | 26 727 289 | 48 109 \$ |
| Sainte-Agathe-de-Lothbinière | 1 263 | 387 256 023 | 840 346 \$ |
| Sainte-Agathe-des-Monts | 9 569 | 51 438 760 | 92 590 \$ |
| Sainte-Angèle-de-Mérici | 1 069 | 681 675 118 | 1 612 523 \$ |
| Sainte-Angèle-de-Monnoir | 1 474 | 25 398 790 | 45 718 \$ |
| Sainte-Angèle-de-Prémont | 626 | 68 380 264 | 123 084 \$ |
| Sainte-Anne-de-Beaupré | 2 781 | 20 217 681 | 36 392 \$ |
| Sainte-Anne-de-la-Pérade | 2 182 | 114 279 596 | 205 703 \$ |
| Sainte-Anne-de-la-Pocatière | 1 887 | 79 895 219 | 143 811 \$ |
| Sainte-Anne-de-la-Rochelle | 650 | 61 258 426 | 110 265 \$ |
| Sainte-Anne-de-Portneuf | 911 | 28 391 652 | 51 105 \$ |
| Sainte-Anne-de-Sabrevois | 1 950 | 91 626 460 | 164 928 \$ |
| Sainte-Anne-de-Sorel | 2 758 | 96 957 014 | 174 523 \$ |
| Sainte-Anne-du-Lac | 591 | 26 668 928 | 48 004 \$ |
| Sainte-Anne-du-Sault | 1 367 | 39 931 300 | 71 876 \$ |
| Sainte-Apolline-de-Patton | 652 | 22 693 244 | 40 848 \$ |
| Sainte-Aurèle | 946 | 38 529 159 | 69 352 \$ |
| Sainte-Barbe | 1 380 | 78 474 979 | 141 255 \$ |
| Sainte-Béatrix | 1 650 | 72 058 705 | 129 706 \$ |
| Sainte-Brigide-d'Iberville | 1 269 | 95 076 920 | 171 138 \$ |
| Sainte-Brigitte-de-Laval | 3 511 | 108 895 649 | 236 304 \$ |
| Sainte-Brigitte-des-Saults | 764 | 33 086 951 | 59 557 \$ |
| Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier | 4 920 | 174 366 815 | 479 509 \$ |
| Sainte-Cécile-de-Lévrard | 434 | 16 469 092 | 29 644 \$ |
| Sainte-Cécile-de-Milton | 1 977 | 81 619 381 | 146 915 \$ |
| Sainte-Cécile-de-Whitton | 885 | 41 125 468 | 74 026 \$ |
| Sainte-Christine | 742 | 36 151 738 | 65 073 \$ |
| Sainte-Christine-d'Auvergne | 340 | 26 561 700 | 47 811 \$ |
| Sainte-Claire | 3 195 | 142 592 009 | 272 351 \$ |
| Sainte-Clotilde-de-Beauce | 576 | 28 727 921 | 51 710 \$ |
| Sainte-Clotilde-de-Châteauguay | 1 608 | 83 130 135 | 149 634 \$ |
| Sainte-Clotilde-de-Horton | 1 592 | 49 234 378 | 88 417 \$ |
| Sainte-Croix | 2 404 | 118 287 435 | 212 917 \$ |
| Saint-Edmond | 510 | 10 831 232 | 19 496 \$ |
| Saint-Edmond-de-Grantham | 623 | 23 945 996 | 43 103 \$ |
| Saint-Édouard | 1 181 | 71 535 539 | 128 764 \$ |
| Saint-Édouard-de-Fabre | 690 | 24 972 997 | 44 951 \$ |
| Saint-Édouard-de-Lothbinière | 1 304 | 49 816 376 | 89 669 \$ |
| Saint-Édouard-de-Maskinongé | 743 | 21 206 810 | 38 172 \$ |
| Sainte-Edwidge-de-Clifton | 532 | 38 676 486 | 69 618 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

129

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p.18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2004 |
|--------------------------------|------------|-------------------|--------------|
| | 2004 | uniformisée 2002 | |
| Sainte-Élisabeth | 1 508 | 69 438 016 | 124 988 \$ |
| Sainte-Élisabeth-de-Varwick | 401 | 18 783 071 | 33 810 \$ |
| Sainte-Émérie-de-l'Énergie | 1 534 | 61 293 679 | 110 329 \$ |
| Sainte-Eulalie | 890 | 43 237 369 | 77 827 \$ |
| Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud | 357 | 9 741 046 | 17 534 \$ |
| Sainte-Famille | 879 | 56 813 442 | 102 264 \$ |
| Sainte-Félicité | 1 248 | 27 643 464 | 49 758 \$ |
| Sainte-Félicité | 444 | 10 313 035 | 18 563 \$ |
| Sainte-Flavie | 940 | 33 357 775 | 60 044 \$ |
| Sainte-Florence | 486 | 10 412 383 | 18 742 \$ |
| Sainte-Françoise | 455 | 13 706 000 | 24 671 \$ |
| Sainte-Françoise | 497 | 22 051 907 | 39 693 \$ |
| Sainte-Geneviève-de-Batiscan | 1 115 | 45 856 164 | 82 541 \$ |
| Sainte-Geneviève-de-Berthier | 2 438 | 96 373 577 | 173 472 \$ |
| Sainte-Germaine-Boulé | 1 001 | 20 536 673 | 36 966 \$ |
| Sainte-Grtrude-Manneville | 797 | 15 695 138 | 28 251 \$ |
| Sainte-Hedwidge | 849 | 22 099 156 | 39 778 \$ |
| Sainte-Hélène | 951 | 24 623 251 | 44 322 \$ |
| Sainte-Hélène-de-Bagot | 1 566 | 90 064 968 | 162 117 \$ |
| Sainte-Hélène-de-Mancebourg | 386 | 7 820 443 | 14 077 \$ |
| Sainte-Hénédine | 1 171 | 55 707 587 | 100 274 \$ |
| Sainte-Irène | 336 | 10 459 313 | 18 827 \$ |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | 347 | 9 032 928 | 16 259 \$ |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | 1 124 | 27 829 423 | 50 093 \$ |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | 7 314 | 232 079 130 | 696 237 \$ |
| Sainte-Julienne | 1 872 | 68 702 867 | 123 665 \$ |
| Sainte-Justine | 918 | 71 749 955 | 129 150 \$ |
| Sainte-Justine-de-Newton | 1 584 | 73 368 570 | 132 063 \$ |
| Saint-Éloi | 336 | 10 861 967 | 19 552 \$ |
| Sainte-Louise | 746 | 23 074 173 | 41 534 \$ |
| Saint-Elphège | 296 | 24 044 200 | 43 280 \$ |
| Sainte-Lucie-de-Beaugard | 343 | 8 872 640 | 15 971 \$ |
| Sainte-Lucie-des-Laurentides | 938 | 58 899 170 | 106 019 \$ |
| Saint-Elzéar | 510 | 13 647 409 | 24 565 \$ |
| Saint-Elzéar | 1 829 | 84 527 463 | 152 149 \$ |
| Saint-Elzéar-de-Témiscouata | 324 | 9 063 680 | 16 315 \$ |
| Sainte-Madeleine | 2 110 | 66 857 187 | 120 343 \$ |
| Sainte-Marcelline-de-Kildare | 1 305 | 57 451 416 | 103 413 \$ |
| Sainte-Marguerite | 242 | 4 058 819 | 7 306 \$ |
| Sainte-Marguerite | 1 041 | 56 929 140 | 102 472 \$ |
| Sainte-Marguerite--Estérel | 2 463 | 268 702 516 | 483 665 \$ |
| Sainte-Marie-de-Blandford | 498 | 19 669 599 | 35 405 \$ |
| Sainte-Marie-Madeleine | 2 587 | 131 451 840 | 236 613 \$ |
| Sainte-Marie-Salomé | 1 189 | 43 054 509 | 77 498 \$ |
| Sainte-Marthe | 1 078 | 83 389 897 | 150 102 \$ |
| Sainte-Martine | 3 776 | 185 327 021 | 333 587 \$ |
| Saint-Émile-de-Suffolk | 562 | 21 507 108 | 38 713 \$ |
| Sainte-Monique | 595 | 31 540 057 | 56 772 \$ |
| Sainte-Monique | 929 | 37 591 980 | 67 666 \$ |
| Sainte-Paule | 212 | 11 228 728 | 20 212 \$ |
| Sainte-Perpétue | 1 994 | 51 550 047 | 92 790 \$ |
| Sainte-Perpétue | 1 006 | 65 993 795 | 118 789 \$ |
| Sainte-Pétronille | 1 071 | 72 473 154 | 130 452 \$ |
| Saint-Éphrem-de-Beauce | 2 639 | 94 898 085 | 170 817 \$ |
| Saint-Épiphanie | 914 | 21 891 157 | 39 404 \$ |
| Sainte-Praxède | 343 | 27 300 876 | 49 142 \$ |
| Sainte-Rita | 393 | 10 307 409 | 18 553 \$ |
| Sainte-Rose-de-Watford | 773 | 29 549 110 | 53 188 \$ |
| Sainte-Rose-du-Nord | 409 | 16 553 835 | 29 797 \$ |
| Sainte-Sabine | 417 | 12 694 710 | 22 850 \$ |
| Sainte-Sabine | 1 093 | 58 043 640 | 104 479 \$ |
| Sainte-Séraphine | 433 | 21 783 840 | 39 211 \$ |
| Sainte-Sophie-de-Lévrard | 826 | 32 072 197 | 57 730 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|--------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Sainte-Sophie-d'Halifax | 635 | 28 912 158 | 52 042 \$ |
| Saint-Esprit | 1 900 | 110 310 477 | 198 559 \$ |
| Sainte-Thècle | 2 504 | 86 590 735 | 155 863 \$ |
| Sainte-Thérèse-de-Gaspé | 1 189 | 25 857 360 | 46 543 \$ |
| Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau | 376 | 29 471 814 | 53 049 \$ |
| Saint-Étienne-de-Beauharrois | 762 | 50 369 810 | 90 666 \$ |
| Saint-Étienne-de-Bolton | 494 | 42 327 010 | 76 189 \$ |
| Saint-Étienne-des-Grès | 3 935 | 110 446 488 | 262 863 \$ |
| Saint-Eugène | 1 134 | 49 067 242 | 88 321 \$ |
| Saint-Eugène-d'Argentenay | 617 | 13 129 962 | 23 634 \$ |
| Saint-Eugène-de-Guigues | 456 | 16 074 863 | 28 935 \$ |
| Saint-Eugène-de-Ladrière | 483 | 18 559 584 | 33 407 \$ |
| Sainte-Ursule | 1 482 | 50 346 020 | 90 623 \$ |
| Saint-Eusèbe | 628 | 16 972 734 | 30 551 \$ |
| Saint-Évariste-de-Forsyth | 596 | 29 237 705 | 52 628 \$ |
| Sainte-Victoire-de-Sorel | 2 336 | 97 628 628 | 175 732 \$ |
| Saint-Fabien | 1 857 | 60 113 774 | 108 205 \$ |
| Saint-Fabien-de-Parinet | 1 053 | 27 290 649 | 49 123 \$ |
| Saint-Faustin-Lac-Carré | 2 935 | 201 923 072 | 363 462 \$ |
| Saint-Félicien | 10 674 | 452 764 686 | 1 358 294 \$ |
| Saint-Félix-de-Dalquier | 953 | 21 894 849 | 39 411 \$ |
| Saint-Félix-de-Kingsey | 1 557 | 57 557 164 | 103 603 \$ |
| Saint-Félix-de-Valois | 5 618 | 207 276 149 | 446 038 \$ |
| Saint-Félix-d'Otis | 825 | 34 400 357 | 61 921 \$ |
| Saint-Ferdinand | 2 488 | 108 659 975 | 195 588 \$ |
| Saint-Ferréol-les-Neiges | 2 098 | 168 391 500 | 303 105 \$ |
| Saint-Flavien | 1 512 | 50 009 915 | 90 018 \$ |
| Saint-Fortunat | 319 | 12 188 923 | 21 940 \$ |
| Saint-François | 503 | 40 182 510 | 72 329 \$ |
| Saint-François/Rivière-du-Sud | 1 599 | 74 273 326 | 133 692 \$ |
| Saint-François-d'Assise | 803 | 15 956 294 | 28 721 \$ |
| Saint-François-de-Sales | 754 | 19 267 471 | 34 681 \$ |
| Saint-François-du-Lac | 1 994 | 73 672 185 | 132 610 \$ |
| Saint-François-Xavier-Brompton | 2 035 | 66 437 816 | 119 588 \$ |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | 289 | 8 325 113 | 14 985 \$ |
| Saint-Frédéric | 1 112 | 38 845 446 | 69 922 \$ |
| Saint-Fulgence | 2 035 | 58 114 089 | 104 605 \$ |
| Saint-Gabriel | 2 779 | 83 017 282 | 149 431 \$ |
| Saint-Gabriel-de-Brandon | 2 594 | 120 038 383 | 216 069 \$ |
| Saint-Gabriel-de-Rimouski | 1 259 | 29 594 962 | 53 271 \$ |
| Saint-Gabriel-de-Valcartier | 2 383 | 91 516 140 | 164 729 \$ |
| Saint-Gabriel-Lalemant | 848 | 18 135 258 | 32 643 \$ |
| Saint-Gédéon | 1 938 | 76 536 853 | 137 766 \$ |
| Saint-Gédéon-de-Beauce | 2 431 | 76 364 758 | 137 457 \$ |
| Saint-Georges-de-Cacouna | 1 124 | 43 582 468 | 78 448 \$ |
| Saint-Georges-de-Cacouna | 694 | 41 248 845 | 74 248 \$ |
| Saint-Georges-de-Clarenceville | 1 096 | 77 965 801 | 140 338 \$ |
| Saint-Georges-de-Windsor | 920 | 36 410 319 | 65 539 \$ |
| Saint-Gérard-Majella | 260 | 26 136 528 | 47 046 \$ |
| Saint-Germain | 304 | 9 969 232 | 17 945 \$ |
| Saint-Germain-de-Grantham | 3 736 | 141 164 898 | 264 846 \$ |
| Saint-Gervais | 1 957 | 93 110 473 | 167 599 \$ |
| Saint-Gilbert | 291 | 9 643 887 | 17 359 \$ |
| Saint-Gilles | 1 848 | 69 654 151 | 125 377 \$ |
| Saint-Godfroi | 366 | 11 599 819 | 20 880 \$ |
| Saint-Guillaume | 1 585 | 103 513 373 | 186 324 \$ |
| Saint-Guy | 103 | 4 608 400 | 8 295 \$ |
| Saint-Henri | 3 885 | 191 253 539 | 445 621 \$ |
| Saint-Henri-de-Tailion | 777 | 31 942 087 | 57 496 \$ |
| Saint-Herménégilde | 637 | 53 724 336 | 96 704 \$ |
| Saint-Hilaire-de-Dorset | 107 | 20 682 741 | 37 229 \$ |
| Saint-Hilarion | 1 149 | 39 013 763 | 70 225 \$ |
| Saint-Honoré | 4 784 | 132 585 158 | 298 931 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

131

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|----------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Saint-Honoré-de-Shenley | 1 663 | 62 546 798 | 112 584 \$ |
| Saint-Honoré-de-Témiscouata | 807 | 21 355 123 | 38 439 \$ |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 1 309 | 53 205 674 | 95 770 \$ |
| Saint-Hugues | 1 312 | 87 690 927 | 157 844 \$ |
| Saint-Hyacinthe | 51 402 | 2 302 205 317 | 6 475 505 \$ |
| Saint-Ignace-de-Loyola | 1 909 | 64 827 685 | 116 690 \$ |
| Saint-Ignace-de-Stanbridge | 718 | 51 334 476 | 92 402 \$ |
| Saint-Irénée | 683 | 43 879 310 | 78 983 \$ |
| Saint-Isidore | 2 762 | 115 831 480 | 208 497 \$ |
| Saint-Isidore-de-Clifton | 805 | 43 976 399 | 79 158 \$ |
| Saint-Jacques | 3 794 | 154 982 524 | 278 967 \$ |
| Saint-Jacques/Wolfestown | 183 | 9 353 821 | 16 837 \$ |
| Saint-Jacques-de-Leeds | 769 | 32 015 251 | 57 627 \$ |
| Saint-Jacques-le-Mineur | 1 586 | 88 325 404 | 158 986 \$ |
| Saint-Janvier-de-Joly | 919 | 28 731 007 | 51 716 \$ |
| Saint-Jean | 881 | 86 475 267 | 155 655 \$ |
| Saint-Jean-de-Brébeuf | 371 | 20 045 571 | 36 082 \$ |
| Saint-Jean-de-Cherbourg | 206 | 3 207 306 | 5 773 \$ |
| Saint-Jean-de-Dieu | 1 757 | 39 170 382 | 70 507 \$ |
| Saint-Jean-de-la-Lande | 280 | 10 964 451 | 19 736 \$ |
| Saint-Jean-de-Matha | 3 702 | 169 713 292 | 386 946 \$ |
| Saint-Jean-Port-Joli | 3 425 | 133 727 326 | 282 165 \$ |
| Saint-Joachim | 1 480 | 51 087 228 | 91 957 \$ |
| Saint-Joachim-de-Courval | 688 | 26 438 132 | 47 589 \$ |
| Saint-Joachim-de-Shefford | 1 172 | 60 513 980 | 108 925 \$ |
| Saint-Joseph-de-Beauce | 4 543 | 179 023 044 | 350 669 \$ |
| Saint-Joseph-de-Coleraine | 1627 | 86 778 319 | 156 201 \$ |
| Saint-Joseph-de-Ham-Sud | 238 | 13 281 850 | 23 907 \$ |
| Saint-Joseph-de-Kamouraska | 411 | 13 258 054 | 23 864 \$ |
| Saint-Joseph-de-Lepage | 573 | 15 680 900 | 28 226 \$ |
| Saint-Joseph-des-Érables | 469 | 22 628 300 | 40 731 \$ |
| Saint-Joseph-de-Sorel | 1 814 | 104 775 117 | 188 595 \$ |
| Saint-Jude | 1 128 | 64 661 499 | 116 391 \$ |
| Saint-Jules | 549 | 25 361 518 | 45 651 \$ |
| Saint-Julien | 404 | 14 256 846 | 25 662 \$ |
| Saint-Just-de-Bretenières | 823 | 25 972 241 | 46 750 \$ |
| Saint-Juste-du-Lac | 672 | 17 513 658 | 31 525 \$ |
| Saint-Justin | 1 087 | 49 388 392 | 88 899 \$ |
| Saint-Lambert | 241 | 2 957 388 | 5 323 \$ |
| Saint-Lambert-de-Lauzon | 5 076 | 178 404 526 | 497 749 \$ |
| Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans | 1 634 | 117 733 079 | 211 920 \$ |
| Saint-Lazare | 13 788 | 780 697 345 | 2 342 092 \$ |
| Saint-Lazare-de-Bellechasse | 1 182 | 48 017 390 | 86 431 \$ |
| Saint-Léandre | 392 | 11 140 214 | 20 052 \$ |
| Saint-Léonard-d'Aston | 2 237 | 89 410 204 | 160 938 \$ |
| Saint-Léonard-de-Portneuf | 1 017 | 43 884 355 | 78 992 \$ |
| Saint-Léon-de-Standon | 1 278 | 44 672 043 | 80 410 \$ |
| Saint-Léon-le-Grand | 1 151 | 22 643 087 | 40 758 \$ |
| Saint-Léon-le-Grand | 982 | 41 793 177 | 75 228 \$ |
| Saint-Liboire | 2 907 | 133 090 354 | 239 563 \$ |
| Saint-Liguori | 1 845 | 82 290 421 | 148 123 \$ |
| Saint-Lin-Laurentides | 12 676 | 405 219 740 | 1 090 750 \$ |
| Saint-Louis | 774 | 33 752 627 | 60 755 \$ |
| Saint-Louis-de-Blandford | 885 | 30 840 229 | 55 512 \$ |
| Saint-Louis-de-Gonzague | 436 | 16 574 655 | 29 834 \$ |
| Saint-Louis-de-Gonzague | 1 369 | 91 955 647 | 165 520 \$ |
| Saint-Louis-du-Hal Hal | 1 437 | 37 414 607 | 67 346 \$ |
| Saint-Luc-de-Bellechasse | 488 | 19 376 328 | 34 877 \$ |
| Saint-Luc-de-Vincennes | 616 | 20 891 600 | 37 605 \$ |
| Saint-Luce | 2 908 | 100 057 537 | 180 104 \$ |
| Saint-Lucien | 1 313 | 50 002 382 | 90 004 \$ |
| Saint-Ludger | 1 208 | 49 037 485 | 88 267 \$ |
| Saint-Ludger-de-Milot | 766 | 20 029 720 | 36 053 \$ |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population 2004 | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|---------------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------|
| Saint-Magloire | 686 | 27 069 002 | 48 724 \$ |
| Saint-Majorique-de-Grantham | 989 | 38 635 726 | 69 544 \$ |
| Saint-Malachie | 1 364 | 55 553 272 | 99 996 \$ |
| Saint-Malo | 534 | 34 251 399 | 61 653 \$ |
| Saint-Marc-de-Figuery | 634 | 19 415 182 | 34 947 \$ |
| Saint-Marc-des-Carrières | 2 877 | 107 040 850 | 192 674 \$ |
| Saint-Marc-du-Lac-Long | 468 | 14 149 455 | 25 469 \$ |
| Saint-Marcel | 538 | 15 849 506 | 28 529 \$ |
| Saint-Marcel-de-Richelieu | 620 | 41 738 383 | 75 129 \$ |
| Saint-Marcellin | 350 | 15 385 920 | 27 695 \$ |
| Saint-Marc-sur-Richelieu | 1 983 | 107 687 791 | 193 838 \$ |
| Saint-Martin | 2 618 | 79 187 305 | 142 537 \$ |
| Saint-Mathieu-de-Rioux | 618 | 25 223 685 | 45 403 \$ |
| Saint-Mathieu-d'Harricana | 733 | 21 234 835 | 38 223 \$ |
| Saint-Mathieu-du-Parc | 1 292 | 79 105 925 | 142 391 \$ |
| Saint-Maurice | 2 334 | 73 404 472 | 132 128 \$ |
| Saint-Maxime-du-Mont-Louis | 1 328 | 24 213 660 | 43 585 \$ |
| Saint-Médard | 295 | 5 270 121 | 9 486 \$ |
| Saint-Michel | 2 602 | 117 932 575 | 212 279 \$ |
| Saint-Michel-de-Bellechasse | 1 651 | 91 981 013 | 165 566 \$ |
| Saint-Michel-des-Saints | 2 445 | 148 354 855 | 267 039 \$ |
| Saint-Michel-du-Squatec | 1 320 | 36 489 863 | 65 682 \$ |
| Saint-Modeste | 886 | 35 657 454 | 64 183 \$ |
| Saint-Moise | 627 | 14 971 390 | 26 949 \$ |
| Saint-Narcisse | 1 852 | 55 967 671 | 100 742 \$ |
| Saint-Narcisse-de-Beaurivage | 1 021 | 63 012 974 | 113 423 \$ |
| Saint-Narcisse-de-Rimouski | 1 013 | 31 055 649 | 55 900 \$ |
| Saint-Nazaire | 2 048 | 47 654 600 | 85 778 \$ |
| Saint-Nazaire-d'Acton | 910 | 48 025 961 | 86 447 \$ |
| Saint-Nazaire-de-Dorchester | 421 | 13 599 408 | 24 479 \$ |
| Saint-Nérée | 822 | 25 006 785 | 45 012 \$ |
| Saint-Nicéphore | 10 283 | 309 770 913 | 929 313 \$ |
| Saint-Noël | 502 | 9 151 035 | 16 472 \$ |
| Saint-Norbert | 1 082 | 41 522 793 | 74 741 \$ |
| Saint-Norbert-d'Arthabaska | 891 | 42 080 135 | 75 744 \$ |
| Saint-Octave-de-Métis | 515 | 13 243 114 | 23 838 \$ |
| Saint-Odilon-de-Cranbourne | 1 453 | 53 877 662 | 96 980 \$ |
| Saint-Omer | 377 | 10 528 542 | 18 951 \$ |
| Saint-Onésime-d'Ixworth | 634 | 17 295 016 | 31 131 \$ |
| Saint-Ours | 1 663 | 84 836 597 | 152 706 \$ |
| Saint-Pacôme | 1 719 | 45 572 331 | 82 030 \$ |
| Saint-Pamphile | 2 858 | 85 537 474 | 153 967 \$ |
| Saint-Pascal | 3 700 | 131 556 878 | 236 634 \$ |
| Saint-Patrice-de-Beaurivage | 1 136 | 60 564 321 | 109 016 \$ |
| Saint-Patrice-de-Sherrington | 1 969 | 116 773 545 | 210 192 \$ |
| Saint-Paul-d'Abbotsford | 2 953 | 135 614 272 | 244 106 \$ |
| Saint-Paul-de-la-Croix | 387 | 8 972 755 | 16 151 \$ |
| Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix | 1 969 | 93 511 781 | 168 321 \$ |
| Saint-Paul-de-Montminy | 854 | 33 007 926 | 59 414 \$ |
| Saint-Paulin | 1 585 | 60 429 115 | 108 772 \$ |
| Saint-Philémon | 870 | 29 879 359 | 53 783 \$ |
| Saint-Philibert | 371 | 14 883 764 | 26 791 \$ |
| Saint-Philippe-de-Néri | 975 | 25 888 605 | 46 599 \$ |
| Saint-Pie | 5 147 | 243 261 695 | 453 797 \$ |
| Saint-Pie-de-Guire | 440 | 24 223 572 | 43 602 \$ |
| Saint-Pierre/Rivière-du-Sud | 916 | 39 474 825 | 71 055 \$ |
| Saint-Pierre-Baptiste | 511 | 24 586 853 | 44 256 \$ |
| Saint-Pierre-de-Broughton | 844 | 42 831 739 | 77 097 \$ |
| Saint-Pierre-de-Lamy | 131 | 5 498 618 | 9 898 \$ |
| Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans | 1 874 | 89 898 734 | 161 818 \$ |
| Saint-Pierre-les-Becquets | 1 264 | 51 826 958 | 93 289 \$ |
| Saint-Placide | 1 578 | 75 989 766 | 136 782 \$ |
| Saint-Polycarpe | 1 652 | 108 603 474 | 195 486 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

331

Question 56 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2004 |
|---------------------------|------------|-------------------|--------------|
| | 2004 | uniformisée 2002 | |
| Saint-Prime | 2 721 | 94 988 120 | 170 979 \$ |
| Saint-Prosper | 3 830 | 106 151 707 | 247 333 \$ |
| Saint-Prosper | 529 | 28 166 400 | 50 700 \$ |
| Saint-Raphaël | 2 270 | 79 072 885 | 142 331 \$ |
| Saint-Raymond | 9 107 | 339 482 303 | 694 510 \$ |
| Saint-Rémi | 5 961 | 254 365 920 | 763 098 \$ |
| Saint-Rémi-de-Tingwick | 465 | 20 686 820 | 37 236 \$ |
| Saint-René | 591 | 16 360 413 | 29 449 \$ |
| Saint-René-de-Matane | 1 097 | 21 020 327 | 37 837 \$ |
| Saint-Robert | 1 800 | 64 360 729 | 115 849 \$ |
| Saint-Robert-Bellarmin | 719 | 26 106 993 | 46 993 \$ |
| Saint-Roch-de-l'Achigan | 4 242 | 187 384 618 | 470 335 \$ |
| Saint-Roch-de-Mékinac | 318 | 19 841 247 | 35 714 \$ |
| Saint-Roch-de-Richeleu | 1 832 | 64 212 634 | 115 583 \$ |
| Saint-Roch-des-Aulnaies | 998 | 38 222 408 | 68 800 \$ |
| Saint-Roch-Ouest | 316 | 29 189 136 | 52 540 \$ |
| Saint-Romain | 701 | 37 146 502 | 66 864 \$ |
| Saint-Rosaire | 803 | 38 236 704 | 68 826 \$ |
| Saint-Samuel | 716 | 20 248 697 | 36 448 \$ |
| Saints-Anges | 1 012 | 50 826 514 | 91 488 \$ |
| Saint-Sauveur | 8 470 | 763 721 064 | 1 885 559 \$ |
| Saint-Sébastien | 822 | 36 861 291 | 66 350 \$ |
| Saint-Sébastien | 806 | 72 316 047 | 130 169 \$ |
| Saint-Sévère | 329 | 13 754 208 | 24 758 \$ |
| Saint-Séverin | 275 | 15 647 355 | 28 165 \$ |
| Saint-Séverin | 939 | 32 055 824 | 57 700 \$ |
| Saint-Siméon | 1 227 | 29 087 777 | 52 358 \$ |
| Saint-Siméon | 1 470 | 50 050 302 | 90 091 \$ |
| Saint-Simon | 454 | 16 984 572 | 30 572 \$ |
| Saint-Simon | 1 141 | 81 129 045 | 146 032 \$ |
| Saint-Simon-les-Mines | 450 | 17 597 829 | 31 676 \$ |
| Saint-Sixte | 449 | 17 449 311 | 31 409 \$ |
| Saints-Martyrs-Canadiens | 215 | 32 137 339 | 57 847 \$ |
| Saint-Stanislas | 1 101 | 38 665 911 | 69 599 \$ |
| Saint-Stanislas | 340 | 7 751 376 | 13 952 \$ |
| Saint-Stanislas-de-Kostka | 1 677 | 90 196 743 | 162 354 \$ |
| Saint-Sylvestre | 830 | 38 623 612 | 69 523 \$ |
| Saint-Sylvestre | 971 | 57 757 363 | 103 963 \$ |
| Saint-Sylvestre | 765 | 48 329 097 | 86 992 \$ |
| Saint-Tharcisius | 527 | 10 212 082 | 18 382 \$ |
| Saint-Théodore-d'Acton | 1 584 | 66 311 844 | 119 361 \$ |
| Saint-Théophile | 787 | 40 847 061 | 73 525 \$ |
| Saint-Thomas-Didyme | 796 | 23 414 367 | 42 146 \$ |
| Saint-Thurbe | 305 | 11 343 600 | 20 418 \$ |
| Saint-Tite | 3 902 | 147 421 729 | 265 359 \$ |
| Saint-Tite-des-Caps | 1 439 | 53 515 567 | 96 328 \$ |
| Saint-Ubalde | 1 463 | 69 853 805 | 125 737 \$ |
| Saint-Ulric | 1 653 | 45 666 368 | 82 199 \$ |
| Saint-Urbain | 1 481 | 49 050 307 | 88 291 \$ |
| Saint-Urbain-Premier | 1 179 | 68 415 171 | 123 147 \$ |
| Saint-Valentin | 479 | 35 668 500 | 64 203 \$ |
| Saint-Valère | 1 351 | 44 908 706 | 80 836 \$ |
| Saint-Valérien | 873 | 26 988 940 | 48 580 \$ |
| Saint-Valérien-de-Milton | 1 843 | 96 204 406 | 173 168 \$ |
| Saint-Vallier | 1 067 | 49 010 182 | 88 218 \$ |
| Saint-Venant-de-Paquette | 134 | 11 168 178 | 20 103 \$ |
| Saint-Vianney | 529 | 11 567 117 | 20 821 \$ |
| Saint-Victor | 2 467 | 108 751 059 | 195 752 \$ |
| Saint-Wenceslas | 1 144 | 52 855 245 | 95 139 \$ |
| Saint-Zacharie | 2 106 | 65 020 962 | 117 038 \$ |
| Saint-Zénon | 1 237 | 70 283 117 | 126 510 \$ |
| Saint-Zénon-du-Lac-Humqui | 421 | 10 466 876 | 18 840 \$ |
| Saint-Zéphirin-de-Courval | 821 | 57 670 956 | 103 808 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18).

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004.

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2002 | Facture 2004 |
|----------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2004 | | |
| Saint-Zotique | 4 327 | 183 307 201 | 465 600 \$ |
| Salaberry-de-Valleyfield | 39 829 | 1 539 116 950 | 4 564 436 \$ |
| Sayabec | 1 997 | 60 517 275 | 108 931 \$ |
| Schefferville | 238 | 3 142 070 | 5 656 \$ |
| Scotstown | 647 | 11 919 254 | 21 455 \$ |
| Scott | 1 740 | 67 552 127 | 121 594 \$ |
| Senneterre | 3 287 | 103 261 887 | 204 459 \$ |
| Senneterre | 1 201 | 33 550 000 | 60 390 \$ |
| Sept-Îles | 25 541 | 1 248 794 009 | 3 687 414 \$ |
| Sept-Rivières | 109 | 5 970 624 | 10 747 \$ |
| Shannon | 3 870 | 71 650 640 | 166 946 \$ |
| Shawinigan | 52 268 | 1 813 918 589 | 5 120 420 \$ |
| Shawville | 1 610 | 73 902 484 | 133 024 \$ |
| Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff | 123 | 20 940 535 | 37 693 \$ |
| Shefford | 5 271 | 246 688 283 | 717 863 \$ |
| Shigawake | 375 | 8 005 454 | 14 410 \$ |
| Sorel-Tracy | 34 562 | 1 205 255 130 | 3 615 765 \$ |
| Stanbridge East | 903 | 39 178 304 | 70 521 \$ |
| Stanbridge Station | 362 | 25 612 994 | 46 103 \$ |
| Stanstead | 3 101 | 89 966 067 | 152 084 \$ |
| Stanstead | 1 083 | 176 827 199 | 318 289 \$ |
| Stanstead-Est | 665 | 51 997 050 | 93 595 \$ |
| St-Cyprien-de-Napierville | 1 359 | 102 914 200 | 185 246 \$ |
| St-Anne-des-Monts-Tourelle | 6 959 | 184 443 248 | 523 771 \$ |
| St-Madeleine-Riv.-Madeleine | 410 | 10 424 800 | 18 765 \$ |
| St-Jean-Baptiste | 2 738 | 141 579 635 | 254 843 \$ |
| St-Mathias-sur-le-Richelieu | 4 266 | 192 115 968 | 482 211 \$ |
| St-Mathieu-de-Beloeil | 2 329 | 158 200 100 | 284 760 \$ |
| Stoke | 2 632 | 100 548 977 | 180 988 \$ |
| Stonham-et-Tewkesbury | 5 522 | 271 601 050 | 814 803 \$ |
| Stormoway | 614 | 28 218 994 | 50 794 \$ |
| St-Pierre-Véronne-à-Pike-River | 591 | 49 223 865 | 88 603 \$ |
| Stratford | 893 | 76 656 659 | 137 982 \$ |
| Stukely-Sud | 1 039 | 41 089 967 | 73 962 \$ |
| Sutton | 3 582 | 349 344 554 | 628 820 \$ |
| Tadoussac | 883 | 56 546 449 | 101 784 \$ |
| Taschereau | 1 069 | 17 001 420 | 30 603 \$ |
| Témiscaming | 2 894 | 167 968 095 | 302 343 \$ |
| Témiscamingue | 91 | 29 432 624 | 52 979 \$ |
| Terrasse-Vaudreuil | 2 094 | 80 699 759 | 145 260 \$ |
| Thorne | 419 | 44 715 240 | 80 487 \$ |
| Thurso | 2 493 | 113 633 143 | 204 540 \$ |
| Tingwick | 1 400 | 58 763 899 | 105 775 \$ |
| Tourville | 693 | 14 649 322 | 26 369 \$ |
| Trécesson | 1 187 | 38 678 418 | 69 621 \$ |
| Très-Saint-Rédempteur | 605 | 29 701 942 | 53 463 \$ |
| Très-Saint-Sacrement | 1 264 | 71 985 235 | 129 573 \$ |
| Tring-Jonction | 1 371 | 43 116 208 | 77 609 \$ |
| Trois-Pistoles | 3 606 | 103 554 808 | 230 927 \$ |
| Trois-Rives | 492 | 35 004 632 | 63 008 \$ |
| Ulverton | 387 | 17 443 602 | 31 398 \$ |
| Upton | 2 006 | 83 607 163 | 150 493 \$ |
| Val-Alain | 966 | 27 086 703 | 48 756 \$ |
| Val-Brillant | 1 002 | 25 798 681 | 46 438 \$ |
| Valcourt | 2 446 | 99 187 271 | 178 537 \$ |
| Valcourt | 990 | 49 984 900 | 89 973 \$ |
| Val-David | 3 968 | 195 918 956 | 466 287 \$ |
| Val-des-Bois | 758 | 48 734 369 | 87 722 \$ |
| Val-des-Lacs | 701 | 58 656 222 | 105 581 \$ |
| Val-d'Or | 31 707 | 1 239 179 038 | 3 419 800 \$ |
| Val-Joli | 1 588 | 64 817 568 | 116 672 \$ |
| Vallée-de-l'Or | 364 | 8 621 415 | 15 519 \$ |
| Vallée-Jonction | 1 907 | 62 879 827 | 113 184 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

135

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005 (voir p. 18)

| Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004. | | | |
|--|------------|-------------------|----------------|
| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2004 |
| | 2004 | uniformisée 2002 | |
| Val-Morin | 2 314 | 157 391 577 | 283 305 \$ |
| Val-Racine | 121 | 10 028 405 | 18 051 \$ |
| Val-Saint-Gilles | 171 | 2 554 968 | 4 599 \$ |
| Vaudreuil-Dorion | 21 176 | 990 905 409 | 2 972 716 \$ |
| Vaudreuil-sur-le-Lac | 900 | 54 706 365 | 98 471 \$ |
| Venise-en-Québec | 1 300 | 82 724 300 | 148 904 \$ |
| Victoriaville | 39 579 | 1 436 176 196 | 4 308 529 \$ |
| Ville-Marie | 2 821 | 112 428 443 | 202 371 \$ |
| Villeroy | 524 | 17 322 680 | 31 181 \$ |
| Waltham | 422 | 18 808 840 | 33 856 \$ |
| Warden | 341 | 9 540 066 | 17 172 \$ |
| Warwick | 4 862 | 200 405 833 | 360 730 \$ |
| Waterloo | 4 140 | 132 914 292 | 328 298 \$ |
| Waterville | 1 952 | 82 886 928 | 149 196 \$ |
| Weedon | 2 681 | 104 378 633 | 187 882 \$ |
| Wentworth | 454 | 74 109 457 | 133 397 \$ |
| Wentworth-Nord | 1 170 | 138 129 668 | 248 633 \$ |
| Westbury | 966 | 40 966 560 | 73 740 \$ |
| Wickham | 2 573 | 94 713 689 | 170 485 \$ |
| Windsor | 5 424 | 277 937 395 | 749 130 \$ |
| Wotton | 1 571 | 54 293 474 | 97 728 \$ |
| Wright-Graceland-Northfield | 2 338 | 162 584 527 | 292 652 \$ |
| Yamachiche | 2 645 | 121 439 329 | 218 591 \$ |
| Yamaska | 1 715 | 63 790 465 | 114 823 \$ |
| | 2 251 267 | 96 140 658 502 | 218 909 281 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

| Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005 | | | |
|--|--------------------|---------------------------------------|--------------|
| Nom de la municipalité | Population 2005 | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
| Abercorn | 319 | 30 689 254 | 55 241 \$ |
| Abitibi | 222 | 7 427 232 | 13 369 \$ |
| Abitibi-Ouest | 107 | 939 199 | 1 691 \$ |
| Acton Vale | 7 506 | 281 062 722 | 677 361 \$ |
| Adstock | 2 471 | 132 061 385 | 237 710 \$ |
| Aguanish | 322 | 5 250 552 | 9 451 \$ |
| Albanel | 2 437 | 63 415 375 | 114 148 \$ |
| Albertville | 333 | 7 201 273 | 12 962 \$ |
| Alleyn-et-Cawood | 164 | 21 285 790 | 38 314 \$ |
| Alma | 30 450 | 1 503 950 773 | 4 436 655 \$ |
| Amherst | 1 273 | 93 086 294 | 167 555 \$ |
| Amos | 12 846 | 495 127 425 | 1 485 382 \$ |
| Amqui | 6 395 | 226 641 570 | 679 925 \$ |
| Ange-Gardien | 2 032 | 162 266 159 | 292 079 \$ |
| Angliers | 333 | 11 339 658 | 20 411 \$ |
| Antoine-Labelle | - | 24 778 758 | 44 602 \$ |
| Armagh | 1 619 | 51 358 988 | 92 446 \$ |
| Arundel | 547 | 39 918 646 | 71 854 \$ |
| Asbestos | 6 645 | 299 779 400 | 872 358 \$ |
| Ascot Corner | 2 437 | 94 270 100 | 169 686 \$ |
| Aston-Jonction | 415 | 17 349 613 | 31 229 \$ |
| Auclair | 517 | 15 504 108 | 27 907 \$ |
| Audet | 714 | 30 058 470 | 54 105 \$ |
| Aumond | 663 | 27 518 997 | 49 534 \$ |
| Authier | 364 | 5 046 096 | 9 083 \$ |
| Authier-Nord | 321 | 5 140 050 | 9 252 \$ |
| Avignon | - | 174 317 | 314 \$ |
| Ayer's Cliff | 1 165 | 64 305 654 | 115 750 \$ |
| Baie-Comreau | 23 001 | 1 214 044 496 | 3 642 133 \$ |
| Baie-des-Sables | 656 | 17 457 822 | 31 424 \$ |
| Baie-du-Febvre | 1 110 | 69 799 653 | 125 639 \$ |
| Baie-James | 1 928 | 259 900 976 | 467 822 \$ |
| Baie-Johan-Beetz | 84 | 2 486 777 | 4 476 \$ |
| Baie-Sainte-Catherine | 272 | 11 481 823 | 20 667 \$ |
| Baie-Saint-Paul | 7 418 | 357 539 084 | 654 297 \$ |
| Baie-Trinité | 605 | 20 335 117 | 36 603 \$ |
| Barkmere | 43 | 19 184 772 | 34 533 \$ |
| Barnston-Ouest | 601 | 43 868 475 | 78 963 \$ |
| Barrabte | 2 008 | 52 989 119 | 95 380 \$ |
| Batiscan | 954 | 40 896 993 | 73 615 \$ |
| Béarn | 890 | 26 074 403 | 46 934 \$ |
| Beauceville | 6 470 | 236 848 447 | 433 433 \$ |
| Beaulac-Garthyby | 873 | 59 037 781 | 106 268 \$ |
| Beaumont | 2 264 | 113 328 143 | 203 991 \$ |
| Beaupré | 2 889 | 234 867 329 | 422 761 \$ |
| Bécancour | 11 384 | 806 904 488 | 2 420 713 \$ |
| Bedford | 2 639 | 107 597 659 | 193 676 \$ |
| Bedford | 804 | 38 401 300 | 69 122 \$ |
| Bégin | 918 | 23 218 063 | 41 793 \$ |
| Belcourt | 270 | 4 709 717 | 8 477 \$ |
| Belleterre | 372 | 8 442 032 | 15 196 \$ |
| Berry | 512 | 13 618 653 | 24 514 \$ |
| Berthier-sur-Mer | 1 319 | 69 321 872 | 124 779 \$ |
| Berthierville | 3 979 | 156 855 238 | 373 315 \$ |
| Bethanie | 337 | 20 560 800 | 37 009 \$ |
| Biencourt | 601 | 15 367 510 | 27 662 \$ |
| Blanc-Sablon | 1 281 | 39 998 897 | 71 998 \$ |
| Blue Sea | 560 | 63 328 523 | 113 991 \$ |
| Boileau | 237 | 28 787 500 | 51 818 \$ |
| Boischatel | 4 586 | 171 034 099 | 448 109 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

137

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|-------------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2005 | | |
| Bois-Franc | 430 | 23 033 326 | 41 460 \$ |
| Bolton-Est | 713 | 65 904 651 | 118 628 \$ |
| Bolton-Ouest | 731 | 84 677 492 | 152 419 \$ |
| Bonaventure | 2 842 | 101 519 846 | 182 736 \$ |
| Bonaventure | - | 2 070 566 | 3 727 \$ |
| Bonne-Espérance | 854 | 13 726 664 | 24 708 \$ |
| Bonsecours | 548 | 30 960 787 | 55 729 \$ |
| Bouchette | 706 | 49 856 257 | 89 741 \$ |
| Bowman | 582 | 37 994 000 | 68 389 \$ |
| Brébeuf | 854 | 36 449 900 | 65 610 \$ |
| Brigham | 2 322 | 109 711 133 | 197 480 \$ |
| Bristol | 1 072 | 75 446 852 | 135 804 \$ |
| Brome | 267 | 16 822 055 | 30 280 \$ |
| Brownsburg-Chatham | 6 934 | 262 957 411 | 591 654 \$ |
| Bryson | 719 | 18 788 429 | 33 819 \$ |
| Bury | 1 203 | 63 516 214 | 114 329 \$ |
| Cabano | 3 237 | 116 000 825 | 229 682 \$ |
| Campbell's Bay | 768 | 23 695 958 | 42 653 \$ |
| Cap-Chat | 2 821 | 66 495 731 | 119 692 \$ |
| Caplan | 2 021 | 52 215 043 | 93 987 \$ |
| Cap-Saint-Ignace | 3 176 | 118 599 456 | 226 525 \$ |
| Cap-Santé | 2 571 | 98 400 368 | 177 121 \$ |
| Carleton-Saint-Omer | 4 070 | 142 043 737 | 255 679 \$ |
| Cascapédia-Saint-Jules | 725 | 21 857 105 | 39 343 \$ |
| Causapscal | 2 545 | 67 744 054 | 121 939 \$ |
| Cayamant | 710 | 55 014 898 | 99 027 \$ |
| Chambord | 1 689 | 95 457 451 | 171 823 \$ |
| Champlain | 1 609 | 74 163 384 | 133 494 \$ |
| Champneuf | 153 | 4 330 953 | 7 796 \$ |
| Chandler | 8 312 | 240 189 008 | 465 967 \$ |
| Chapais | 1 821 | 29 915 290 | 53 848 \$ |
| Charlevoix | 1 | 8 480 000 | 15 264 \$ |
| Charlevoix-Est | 210 | 22 480 350 | 40 465 \$ |
| Charrette | 950 | 32 687 966 | 58 838 \$ |
| Chartierville | 373 | 27 651 520 | 49 773 \$ |
| Château-Richer | 3 504 | 116 707 385 | 253 255 \$ |
| Chazel | 332 | 6 917 734 | 12 452 \$ |
| Chénévillie | 768 | 27 287 474 | 49 117 \$ |
| Chertsey | 4 404 | 224 863 938 | 580 149 \$ |
| Chester-Est | 383 | 17 455 564 | 31 420 \$ |
| Chesterville | 830 | 40 575 750 | 73 036 \$ |
| Chibougamau | 7 904 | 261 364 914 | 784 095 \$ |
| Chichester | 378 | 15 619 096 | 28 114 \$ |
| Chute-aux-Outardes | 1 934 | 43 638 611 | 78 549 \$ |
| Chute-Saint-Philippe | 842 | 41 751 320 | 75 152 \$ |
| Clarendon | 1 346 | 76 058 128 | 136 905 \$ |
| Clermont | 3 097 | 149 239 428 | 274 601 \$ |
| Clermont | 564 | 11 079 996 | 19 944 \$ |
| Clerval | 338 | 10 987 088 | 19 777 \$ |
| Cleveland | 1 572 | 60 518 117 | 108 933 \$ |
| Cloridorme | 894 | 16 431 590 | 29 577 \$ |
| Coaticook | 9 187 | 426 679 336 | 1 088 032 \$ |
| Colombier | 885 | 17 667 059 | 31 801 \$ |
| Compton | 3 012 | 185 838 531 | 341 943 \$ |
| Cookshire-Eaton | 5 968 | 281 922 848 | 513 100 \$ |
| Coteau-du-Lac | 6 105 | 264 830 634 | 794 492 \$ |
| Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent | 1 161 | 30 476 863 | 54 858 \$ |
| Courcelles | 1 003 | 38 225 556 | 68 806 \$ |
| Cowansville | 12 323 | 476 825 074 | 1 430 475 \$ |
| Danville | 4 229 | 141 973 500 | 255 552 \$ |
| Daveluyville | 966 | 30 548 402 | 54 987 \$ |
| Dégelis | 3 278 | 105 843 091 | 209 569 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2005 |
|-------------------------------|------------|-------------------|--------------|
| | 2005 | uniformisée 2003 | |
| Déleage | 1 982 | 59 622 736 | 107 321 \$ |
| Denholm | 534 | 40 944 087 | 73 699 \$ |
| Desbiens | 1 116 | 29 605 683 | 53 290 \$ |
| Deschailons-sur-Saint-Laurent | 1 036 | 43 997 565 | 79 196 \$ |
| Deschambault-Grondines | 2 080 | 261 324 313 | 470 384 \$ |
| Disraeli | 2 699 | 71 785 968 | 129 215 \$ |
| Disraeli | 1 020 | 51 496 524 | 92 694 \$ |
| Dixville | 746 | 42 436 345 | 76 385 \$ |
| Dolbeau-Mistassini | 14 802 | 554 992 910 | 1 664 979 \$ |
| Donncona | 5 647 | 274 400 071 | 823 200 \$ |
| Dosquet | 882 | 31 426 124 | 56 567 \$ |
| Drummondville | 64 880 | 2 549 132 874 | 7 621 907 \$ |
| Dudswell | 1 697 | 87 081 539 | 156 747 \$ |
| Duhamel | 363 | 69 619 554 | 125 315 \$ |
| Duhamel-Ouest | 816 | 41 622 834 | 74 921 \$ |
| Dundee | 398 | 29 329 441 | 52 793 \$ |
| Dunham | 3 312 | 200 611 913 | 411 254 \$ |
| Duparquet | 677 | 21 766 970 | 39 181 \$ |
| Dupuy | 1 003 | 20 682 724 | 37 229 \$ |
| Durham-Sud | 1 081 | 39 977 330 | 71 959 \$ |
| East Angus | 3 658 | 104 935 340 | 234 006 \$ |
| East Broughton | 2 380 | 58 004 234 | 104 408 \$ |
| East Farnham | 535 | 22 056 800 | 39 702 \$ |
| East Hereford | 318 | 25 199 038 | 45 358 \$ |
| Eastman | 1 453 | 138 908 535 | 250 035 \$ |
| Egan-Sud | 539 | 21 670 257 | 39 006 \$ |
| Elgin | 457 | 32 382 634 | 58 289 \$ |
| Entrelacs | 829 | 75 857 734 | 136 544 \$ |
| Escuminac | 614 | 19 916 871 | 35 850 \$ |
| Esprit-Saint | 436 | 9 356 991 | 16 843 \$ |
| Farnham | 7 946 | 314 021 370 | 838 437 \$ |
| Fasset | 454 | 20 096 000 | 36 173 \$ |
| Ferland-et-Boilleau | 614 | 20 604 325 | 37 088 \$ |
| Ferme-Neuve | 3 054 | 107 711 752 | 174 493 \$ |
| Fermont | 2 536 | 213 983 509 | 385 170 \$ |
| Forestville | 3 620 | 109 799 442 | 244 853 \$ |
| Fort-Coulonge | 1 669 | 34 419 813 | 61 956 \$ |
| Forterville | 700 | 24 302 110 | 43 744 \$ |
| Fossambault-sur-le-Lac | 1 113 | 91 218 416 | 164 193 \$ |
| Frampton | 1 342 | 68 063 281 | 122 514 \$ |
| Franklin | 1 615 | 98 233 239 | 176 820 \$ |
| Franquejin | 377 | 8 831 882 | 15 897 \$ |
| Freilighsburg | 1 112 | 92 838 167 | 167 109 \$ |
| Frontenac | 1 538 | 88 358 913 | 159 046 \$ |
| Fugèreville | 328 | 11 585 956 | 20 855 \$ |
| Gallichan | 473 | 9 941 025 | 17 894 \$ |
| Gaspé | 14 979 | 500 121 173 | 1 500 364 \$ |
| Girardville | 1 264 | 38 352 878 | 69 035 \$ |
| Godbout | 334 | 11 489 619 | 20 681 \$ |
| Godmanchester | 1 525 | 77 483 521 | 139 470 \$ |
| Gore | 1 333 | 112 073 493 | 201 732 \$ |
| Grand-Calumet | 703 | 29 743 500 | 53 538 \$ |
| Grande-Rivière | 3 469 | 88 133 182 | 185 961 \$ |
| Grandes-Piles | 384 | 21 334 080 | 38 401 \$ |
| Grande-Vallée | 1 285 | 32 376 754 | 58 278 \$ |
| Grand-Métis | 279 | 10 638 600 | 19 149 \$ |
| Grand-Remous | 1 244 | 46 171 834 | 83 109 \$ |
| Grand-Saint-Esprit | 498 | 21 684 253 | 39 032 \$ |
| Grandville-sur-le Rouge | 2 682 | 142 457 057 | 256 423 \$ |
| Grenville | 1 343 | 49 499 930 | 89 100 \$ |
| Gros-Mécatina | 564 | 14 633 959 | 26 341 \$ |
| Grosses-Roches | 443 | 9 894 792 | 17 811 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

63
11

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2005 | | |
| Guérin | 312 | 9 705 834 | 17 471 \$ |
| Ham-Nord | 948 | 38 786 644 | 69 816 \$ |
| Hampden | 167 | 12 481 020 | 22 466 \$ |
| Harrington | 787 | 90 300 684 | 162 541 \$ |
| Hatley | 715 | 69 084 857 | 124 353 \$ |
| Hatley | 1 595 | 116 361 360 | 209 450 \$ |
| Havelock | 820 | 53 207 800 | 95 774 \$ |
| Havre-Saint-Pierre | 3 312 | 147 564 200 | 302 507 \$ |
| Hébertville | 2 405 | 83 725 692 | 150 706 \$ |
| Hébertville-Station | 1 288 | 28 688 005 | 51 638 \$ |
| Hemmingford | 735 | 30 457 117 | 54 823 \$ |
| Hemmingford | 1 730 | 118 336 320 | 213 005 \$ |
| Henryville | 1 522 | 87 390 049 | 157 302 \$ |
| Hérouxville | 1 323 | 38 540 129 | 69 372 \$ |
| Hinchinbrooke | 2 406 | 101 820 249 | 183 276 \$ |
| Honfleur | 851 | 45 951 681 | 82 713 \$ |
| Hope | 755 | 15 925 342 | 28 666 \$ |
| Hope Town | 330 | 9 549 887 | 17 190 \$ |
| Howick | 589 | 19 347 664 | 34 826 \$ |
| Huberdeau | 937 | 33 299 868 | 59 940 \$ |
| Hudson | 5 036 | 530 393 880 | 1 479 799 \$ |
| Huntingdon | 2 726 | 82 766 892 | 148 980 \$ |
| Inverness | 859 | 48 494 056 | 87 289 \$ |
| Irlande | 942 | 41 800 320 | 75 241 \$ |
| Kamouraska | 716 | 38 953 872 | 70 117 \$ |
| Kamouraska | 10 | 1 716 876 | 3 090 \$ |
| Kazabazua | 797 | 57 518 989 | 103 534 \$ |
| Kiamika | 761 | 33 803 483 | 60 846 \$ |
| Kingsbury | 144 | 4 121 920 | 7 419 \$ |
| Kingsley Falls | 1 970 | 125 479 918 | 225 864 \$ |
| Kinear's Mills | 359 | 22 466 912 | 40 440 \$ |
| Kipawa | 581 | 28 250 811 | 50 851 \$ |
| La Conception | 1 090 | 93 840 600 | 168 913 \$ |
| La Corne | 630 | 18 313 260 | 32 964 \$ |
| La Côte-de-Beaupré | - | 41 694 752 | 75 051 \$ |
| La Côte-de-Gaspé | - | 2 232 552 | 4 019 \$ |
| La Doré | 1 553 | 46 019 182 | 82 835 \$ |
| La Durantaye | 760 | 29 098 004 | 52 376 \$ |
| La Gadeloupe | 1 737 | 57 132 780 | 102 839 \$ |
| La Haute-Côte-Nord | 1 | 20 178 048 | 36 320 \$ |
| La Haute-Gaspésie | 224 | 8 835 200 | 15 903 \$ |
| La Jacques-Cartier | - | 2 131 003 | 3 836 \$ |
| La Malbaie | 9 245 | 410 611 827 | 981 362 \$ |
| La Martre | 261 | 3 434 196 | 6 182 \$ |
| La Matapédia | 30 | 38 247 238 | 68 845 \$ |
| La Minerve | 1 148 | 117 709 108 | 211 876 \$ |
| La Mitis | - | 7 914 480 | 14 246 \$ |
| La Morandière | 277 | 5 275 512 | 9 496 \$ |
| La Motte | 439 | 13 141 610 | 23 655 \$ |
| La Patrie | 781 | 43 770 266 | 78 786 \$ |
| La Pocatière | 4 468 | 223 012 377 | 575 372 \$ |
| La Présentation | 1 892 | 133 223 156 | 239 802 \$ |
| La Rédemption | 538 | 11 195 337 | 20 152 \$ |
| La Reine | 396 | 5 357 364 | 9 643 \$ |
| La Sarre | 7 426 | 264 237 026 | 792 711 \$ |
| La Trinité-des-Monts | 286 | 8 440 335 | 15 193 \$ |
| La Tuque | 12 897 | 594 189 879 | 1 598 371 \$ |
| La Vallée-de-la-Gatineau | 2 | 11 613 990 | 20 905 \$ |
| La Visitation-de-l'Île-Dupas | 592 | 25 372 100 | 45 670 \$ |
| La Visitation-de-Yamaska | 391 | 28 422 680 | 51 161 \$ |
| Labelle | 2 395 | 124 673 736 | 224 413 \$ |
| Labrecque | 1 276 | 34 558 122 | 62 205 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2005 |
|-------------------------------|------------|-------------------|--------------|
| | 2005 | uniformisée 2003 | |
| Lac Beauport | 6 010 | 311 677 471 | 935 032 \$ |
| Lac Brome | 5 578 | 522 873 590 | 1 568 621 \$ |
| Lac Delage | 478 | 25 159 148 | 45 286 \$ |
| Lac Saint-Joseph | 194 | 77 296 751 | 139 134 \$ |
| Lac-au-Saumon | 1 569 | 40 996 438 | 73 794 \$ |
| Lac-aux-Sables | 1 344 | 68 034 854 | 122 463 \$ |
| Lac-Bouchette | 1 360 | 46 770 518 | 84 187 \$ |
| Lac-des-Aigles | 648 | 16 429 156 | 29 572 \$ |
| Lac-des-Écorces | 2 739 | 92 428 213 | 166 371 \$ |
| Lac-des-Plages | 405 | 41 186 088 | 74 135 \$ |
| Lac-des-Seize-Îles | 233 | 31 239 836 | 56 232 \$ |
| Lac-Drolet | 1 189 | 56 091 749 | 100 965 \$ |
| Lac-du-Cerf | 439 | 32 894 400 | 59 210 \$ |
| Lac-Etchemin | 3 987 | 156 511 151 | 281 720 \$ |
| Lac-Frontière | 165 | 6 669 559 | 12 005 \$ |
| Lachute | 11 628 | 440 194 913 | 1 320 585 \$ |
| Lac-Mégantic | 5 972 | 316 498 656 | 949 496 \$ |
| Lacolle | 2 465 | 119 226 331 | 214 607 \$ |
| Lac-Poulin | 95 | 19 743 350 | 35 538 \$ |
| Lac-Saguay | 400 | 24 503 004 | 44 105 \$ |
| Lac-Sainte-Marie | 517 | 97 386 017 | 175 295 \$ |
| Lac-Saint-Jean-Est | - | 3 105 478 | 5 590 \$ |
| Lac-Saint-Paul | 457 | 23 718 960 | 42 694 \$ |
| Lac-Sergent | 273 | 27 601 455 | 49 683 \$ |
| Lac-Simon | 711 | 112 216 131 | 201 989 \$ |
| Lac-Supérieur | 1 462 | 159 457 211 | 287 023 \$ |
| Laforce | 465 | 3 320 568 | 5 977 \$ |
| Lamarche | 539 | 10 935 698 | 19 684 \$ |
| Lambton | 1 548 | 104 673 816 | 188 413 \$ |
| Landrienne | 1 047 | 26 626 778 | 47 928 \$ |
| L'Ange-Gardien | 2 923 | 112 564 387 | 202 616 \$ |
| Lanoraie | 4 024 | 165 342 276 | 302 576 \$ |
| L'Anse-Saint-Jean | 1 176 | 37 183 378 | 66 930 \$ |
| Lantier | 665 | 73 748 920 | 132 748 \$ |
| L'Ascension | 804 | 42 771 615 | 76 989 \$ |
| L'Ascension-de-Notre-Seigneur | 1 936 | 56 999 998 | 102 600 \$ |
| L'Ascension-de-Patapédia | 226 | 5 026 307 | 9 047 \$ |
| Latulipe-et-Gaboury | 343 | 10 551 269 | 18 992 \$ |
| Launay | 268 | 8 512 684 | 15 323 \$ |
| Laurier-Station | 2 428 | 104 122 474 | 187 420 \$ |
| Laurierville | 1 536 | 66 881 617 | 120 387 \$ |
| Lavaltrie | 11 838 | 396 602 128 | 1 138 248 \$ |
| L'Avenir | 1 330 | 52 811 607 | 95 061 \$ |
| Laverlochère | 756 | 24 991 768 | 44 985 \$ |
| Lawrenceville | 637 | 21 589 123 | 38 860 \$ |
| Le Bic | 2 889 | 103 222 086 | 185 800 \$ |
| Le Domaine-du-Roy | 3 | 31 438 992 | 56 590 \$ |
| Le Fjord-du-Saguenay | 21 | 188 919 782 | 340 056 \$ |
| Le Rocher-Percé | - | 283 836 | 511 \$ |
| Lebel-sur-Quévillon | 3 195 | 171 573 523 | 327 705 \$ |
| Leclercville | 581 | 24 356 183 | 43 841 \$ |
| Lefebvre | 852 | 26 341 632 | 47 415 \$ |
| Lejeune | 372 | 10 367 852 | 18 662 \$ |
| Lemieux | 336 | 12 660 780 | 22 789 \$ |
| L'Épiphanie | 4 316 | 114 307 452 | 290 341 \$ |
| L'Épiphanie | 3 001 | 115 959 789 | 213 366 \$ |
| Les Basques | - | 259 092 | 466 \$ |
| Les Bergeronnes | 684 | 25 731 157 | 46 316 \$ |
| Les Cédres | 5 530 | 262 530 006 | 787 590 \$ |
| Les Coteaux | 3 384 | 115 082 342 | 235 919 \$ |
| Les Éboulements | 1 242 | 80 229 371 | 144 413 \$ |
| Les Escoumins | 2 089 | 67 890 714 | 122 203 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

141

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2005 |
|-------------------------------|------------|-------------------|--------------|
| | 2005 | uniformisée 2003 | |
| Les Hauteurs | 570 | 14 160 772 | 25 489 \$ |
| Les Îles-de-la-Madeleine | 13 059 | 404 658 157 | 732 431 \$ |
| Les Méchins | 1 173 | 37 614 870 | 67 707 \$ |
| L'Île-Cadieux | 133 | 26 778 146 | 48 201 \$ |
| L'Île-d'Anticosti | 264 | 18 486 377 | 33 275 \$ |
| L'Île-Perrot- | 9 797 | 363 691 204 | 1 091 074 \$ |
| Lingwick | 424 | 33 766 737 | 60 780 \$ |
| L'Isle-aux-Allumettes | 1 373 | 89 022 407 | 160 240 \$ |
| L'Isle-aux-Coudres | 1 344 | 67 750 283 | 121 951 \$ |
| L'Islet | 3 904 | 146 518 295 | 263 733 \$ |
| L'Isle-Verte | 1 507 | 54 837 371 | 98 707 \$ |
| Litchfield | 522 | 67 726 300 | 121 907 \$ |
| Lochaber | 469 | 20 804 146 | 37 447 \$ |
| Lochaber-Partie-Ouest | 465 | 28 395 974 | 51 113 \$ |
| Longue-Pointe-de-Mingan | 508 | 12 039 622 | 21 671 \$ |
| Longue-Rive | 1 364 | 26 446 773 | 47 604 \$ |
| Lorrainville | 1 416 | 46 519 036 | 83 734 \$ |
| Lotbinière | 912 | 48 283 618 | 86 911 \$ |
| Louiseville | 7 744 | 290 145 405 | 870 436 \$ |
| Low | 851 | 64 687 120 | 116 437 \$ |
| Lyster | 1 658 | 70 443 766 | 126 799 \$ |
| Macamic | 2 861 | 73 123 320 | 131 622 \$ |
| Maddington | 455 | 11 090 520 | 19 963 \$ |
| Malartic | 3 653 | 87 700 232 | 195 572 \$ |
| Mandeville | 2 012 | 100 757 960 | 181 364 \$ |
| Manicouagan | 52 | 50 144 006 | 90 259 \$ |
| Maniwaki | 3 974 | 145 523 036 | 346 345 \$ |
| Manseau | 896 | 32 801 913 | 59 043 \$ |
| Mansfield-et-Pontefract | 2 099 | 84 324 832 | 151 785 \$ |
| Maria | 2 437 | 94 244 825 | 169 641 \$ |
| Maria-Chapdelaine | 175 | 47 526 885 | 85 548 \$ |
| Maricourt | 518 | 22 838 310 | 41 109 \$ |
| Marieville | 7 254 | 331 881 230 | 746 733 \$ |
| Marsoui | 366 | 6 157 511 | 11 084 \$ |
| Marston | 631 | 32 787 000 | 59 017 \$ |
| Martinville | 474 | 20 776 830 | 37 398 \$ |
| Maskinongé | 2 233 | 83 480 915 | 150 266 \$ |
| Massueville | 554 | 14 315 518 | 25 768 \$ |
| Matagami | 1 935 | 53 978 727 | 97 162 \$ |
| Matane | 14 862 | 562 974 607 | 1 542 550 \$ |
| Matane | - | 1 744 200 | 3 140 \$ |
| Matapédia | 737 | 28 858 419 | 51 945 \$ |
| Matawinie | 81 | 23 312 858 | 41 963 \$ |
| Mayo | 442 | 29 525 265 | 53 145 \$ |
| Mékinac | 10 | 22 563 200 | 40 614 \$ |
| Melbourne | 976 | 56 947 155 | 102 505 \$ |
| Messines | 1 555 | 81 066 459 | 145 920 \$ |
| Métabetchouan--Lac-à-la-Croix | 4 288 | 153 569 621 | 305 604 \$ |
| Métis-sur-Mer | 614 | 35 982 083 | 64 768 \$ |
| Milan | 327 | 17 315 206 | 31 167 \$ |
| Mille-Îles | 1 223 | 69 852 456 | 125 734 \$ |
| Moffet | 217 | 6 468 763 | 11 644 \$ |
| Montcalm | 554 | 47 185 500 | 84 934 \$ |
| Mont-Carmel | 1 251 | 37 390 640 | 67 303 \$ |
| Montcerf-Lytton | 719 | 25 213 815 | 45 385 \$ |
| Montebello | 1 050 | 57 600 736 | 103 681 \$ |
| Mont-Joli | 6 576 | 225 933 658 | 652 948 \$ |
| Mont-Laurier | 13 981 | 536 751 053 | 1 567 313 \$ |
| Montmagny | 11 814 | 463 295 560 | 1 389 887 \$ |
| Montpellier | 766 | 44 188 650 | 79 540 \$ |
| Mont-Saint-Grégoire | 3 080 | 171 390 010 | 311 930 \$ |
| Mont-Saint-Michel | 628 | 22 538 262 | 40 569 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|-------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2005 | | |
| Mont-Saint-Pierre | 232 | 5 049 590 | 9 089 \$ |
| Morin-Heights | 2 894 | 259 438 346 | 466 989 \$ |
| Mulgrave-et-Derry | 252 | 39 694 300 | 71 450 \$ |
| Murdochville | 836 | 32 158 809 | 57 886 \$ |
| N.-D.-de-Bon-Secours-Pte-Nord | 288 | 32 614 406 | 58 706 \$ |
| N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun | 798 | 32 125 830 | 57 826 \$ |
| Namur | 561 | 18 302 629 | 32 945 \$ |
| Nantes | 1 458 | 51 373 815 | 92 473 \$ |
| Napierville | 3 204 | 118 958 277 | 235 537 \$ |
| Natashquan | 375 | 9 507 093 | 17 113 \$ |
| N-Dame-Auxiliatrice-Buckland | 814 | 33 205 508 | 59 770 \$ |
| Nédélec | 430 | 10 978 468 | 19 761 \$ |
| Neuville | 3 516 | 149 611 441 | 276 781 \$ |
| New Carlisle | 1 430 | 45 103 408 | 81 186 \$ |
| New Richmond | 3 750 | 159 338 114 | 363 291 \$ |
| Nicolet | 7 848 | 318 728 343 | 729 888 \$ |
| Norminque | 2 196 | 145 621 206 | 262 118 \$ |
| Norbertville | 275 | 8 747 767 | 15 746 \$ |
| Normandin | 3 454 | 124 608 736 | 262 924 \$ |
| Normétal | 997 | 14 211 965 | 25 582 \$ |
| North Hatley | 780 | 71 779 426 | 129 203 \$ |
| Notre-Dame-de-Ham | 409 | 11 693 448 | 21 048 \$ |
| Notre-Dame-de-la-Merci | 805 | 77 412 537 | 139 343 \$ |
| Notre-Dame-de-la-Paix | 682 | 26 805 063 | 48 249 \$ |
| Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | 9 236 | 488 633 106 | 1 465 899 \$ |
| Notre-Dame-de-Lorette | 212 | 5 095 865 | 9 173 \$ |
| Notre-Dame-de-Lourdes | 729 | 25 627 192 | 46 129 \$ |
| Notre-Dame-de-Montauban | 794 | 38 826 027 | 69 887 \$ |
| Notre-Dame-de-Portmain | 648 | 38 379 421 | 69 083 \$ |
| Notre-Dame-des-Bois | 817 | 34 207 870 | 61 574 \$ |
| Notre-Dame-des-Monts | 860 | 19 300 858 | 34 742 \$ |
| Notre-Dame-des-Neiges | 1 255 | 56 047 300 | 100 885 \$ |
| Notre-Dame-des-Pins | 1 067 | 40 201 354 | 72 362 \$ |
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs | 45 | 8 574 388 | 15 434 \$ |
| Notre-Dame-de-Stanbridge | 756 | 51 525 435 | 92 746 \$ |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | 1 444 | 47 101 799 | 84 783 \$ |
| Notre-Dame-du-Bon-Conseil | 979 | 49 896 392 | 89 814 \$ |
| Notre-Dame-du-Lac | 2 124 | 71 402 282 | 128 524 \$ |
| Notre-Dame-du-Laus | 1 453 | 105 019 383 | 189 035 \$ |
| Notre-Dame-du-Mont-Carmel | 5 194 | 150 909 239 | 430 091 \$ |
| Notre-Dame-du-Nord | 1 112 | 36 409 508 | 65 537 \$ |
| Notre-Dame-du-Portage | 1 206 | 78 536 927 | 141 366 \$ |
| Notre-Dame-du-Rosaire | 397 | 16 273 928 | 29 293 \$ |
| Nouvelle | 1 949 | 56 741 598 | 102 135 \$ |
| Noyan | 1 139 | 67 665 472 | 121 798 \$ |
| Ogden | 767 | 81 073 782 | 145 933 \$ |
| Oka | 4 681 | 168 124 772 | 319 437 \$ |
| Ormstown | 3 708 | 176 192 149 | 317 146 \$ |
| Otter Lake | 876 | 58 635 420 | 105 544 \$ |
| Packington | 616 | 19 297 099 | 34 735 \$ |
| Padoue | 283 | 5 871 354 | 10 568 \$ |
| Palmarolle | 1 472 | 39 726 061 | 71 507 \$ |
| Papineauville | 2 256 | 95 853 047 | 172 535 \$ |
| Parisville | 540 | 23 997 537 | 43 196 \$ |
| Paspébiac | 3 341 | 98 128 325 | 176 631 \$ |
| Percé | 3 550 | 104 919 006 | 227 674 \$ |
| Pérbonka | 579 | 43 266 646 | 77 880 \$ |
| Petite-Rivière-Saint-François | 733 | 44 074 879 | 79 335 \$ |
| Petite-Vallee | 200 | 4 309 872 | 7 758 \$ |
| Peit-Saguenay | 835 | 17 798 701 | 32 038 \$ |
| Pierreville | 2 386 | 93 039 935 | 167 472 \$ |
| Pincourt | 10 497 | 401 253 333 | 1 203 760 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

143

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population 2005 | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|----------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------|
| Piopolis | 333 | 32 415 344 | 58 348 \$ |
| Plaisance | 1 128 | 29 651 991 | 53 374 \$ |
| Plessisville | 6 725 | 217 786 857 | 653 361 \$ |
| Plessisville | 2 712 | 105 917 836 | 190 652 \$ |
| Pohénégamook | 3 038 | 90 117 511 | 165 816 \$ |
| Pointe-à-la-Croix | 1 559 | 39 036 069 | 70 265 \$ |
| Pointe-aux-Outardes | 1 422 | 72 041 136 | 129 674 \$ |
| Pointe-des-Cascades | 968 | 35 242 400 | 63 436 \$ |
| Pointe-Fortune | 498 | 19 310 247 | 34 758 \$ |
| Pointe-Lebel | 1 898 | 66 417 578 | 119 552 \$ |
| Pontiac | 10 | 7 092 566 | 12 767 \$ |
| Pont-Rouge | 7 635 | 232 687 670 | 544 489 \$ |
| Portage-du-Fort | 243 | 7 160 297 | 12 889 \$ |
| Port-Cartier | 6 849 | 363 106 725 | 1 074 796 \$ |
| Port-Daniel-Gascons | 2 656 | 54 728 605 | 98 511 \$ |
| Portneuf | 3 213 | 110 567 897 | 214 502 \$ |
| Portneuf | 1 | 11 958 786 | 21 526 \$ |
| Portneuf-sur-Mer | 889 | 17 732 197 | 31 918 \$ |
| Potton | 1 834 | 238 377 818 | 429 080 \$ |
| Pouliaries | 717 | 13 827 739 | 24 890 \$ |
| Preissac | 706 | 67 277 223 | 121 099 \$ |
| Prévost | 9 031 | 387 554 838 | 818 704 \$ |
| Price | 1 791 | 34 039 213 | 61 271 \$ |
| Princeville | 5 753 | 205 758 908 | 469 130 \$ |
| Racine | 1 206 | 74 443 234 | 133 998 \$ |
| Ragueneau | 1 568 | 40 920 221 | 73 656 \$ |
| Rapide-Danseur | 295 | 6 882 400 | 12 388 \$ |
| Rapides-des-Joachims | 201 | 7 154 880 | 12 879 \$ |
| Rawdon | 9 301 | 351 385 261 | 857 380 \$ |
| Rémigny | 373 | 8 649 744 | 15 570 \$ |
| Richelleu | 5 446 | 218 583 441 | 465 583 \$ |
| Richmond | 3 471 | 103 312 787 | 185 963 \$ |
| Rigaud | 6 542 | 357 303 090 | 800 359 \$ |
| Rimouski | 42 460 | 1 674 846 503 | 4 739 816 \$ |
| Ripon | 1 343 | 62 410 182 | 112 338 \$ |
| Ristigouche-Partie-Sud-Est | 173 | 5 211 480 | 9 381 \$ |
| Rivière-à-Claude | 159 | 3 168 670 | 5 704 \$ |
| Rivière-à-Pierre | 669 | 36 103 763 | 64 987 \$ |
| Rivière-au-Tonnerre | 383 | 10 442 840 | 18 797 \$ |
| Rivière-Beaudette | 1 599 | 83 121 367 | 149 618 \$ |
| Rivière-Bleue | 1 460 | 37 471 814 | 67 449 \$ |
| Rivière-Éternité | 560 | 13 108 724 | 23 596 \$ |
| Rivière-Héva | 1 171 | 34 307 393 | 61 753 \$ |
| Rivière-Quelle | 1 180 | 49 979 096 | 89 962 \$ |
| Rivière-Rouge | 5 654 | 280 554 167 | 504 998 \$ |
| Rivière-Saint-Jean | 287 | 5 358 962 | 9 646 \$ |
| Roberval | 10 866 | 387 067 791 | 1 161 203 \$ |
| Rochebaucourt | 206 | 2 835 693 | 5 104 \$ |
| Roquemare | 447 | 9 595 545 | 17 272 \$ |
| Rougemont | 2 619 | 155 736 613 | 280 326 \$ |
| Rouyn-Noranda | 39 512 | 1 591 585 712 | 4 424 608 \$ |
| Roxton | 1 050 | 60 025 000 | 108 045 \$ |
| Roxton Falls | 1 312 | 43 099 994 | 77 580 \$ |
| Roxton Pond | 3 590 | 175 465 148 | 345 666 \$ |
| Sacré-Coeur | 2 106 | 60 737 680 | 109 328 \$ |
| Sacré-Coeur-de-Jésus | 553 | 28 147 824 | 50 666 \$ |
| Saint-Adalbert | 711 | 21 069 733 | 37 926 \$ |
| Saint-Adelme | 527 | 12 692 036 | 22 846 \$ |
| Saint-Adelphe | 961 | 39 524 087 | 71 143 \$ |
| Saint-Adolphe-d'Howard | 2 746 | 318 041 404 | 572 475 \$ |
| Saint-Adrien | 521 | 21 193 883 | 38 149 \$ |
| Saint-Adrien-d'Irlande | 428 | 17 886 308 | 32 195 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|-------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2005 | | |
| Saint-Agapit | 2 937 | 102 656 059 | 184 781 \$ |
| Saint-Aimé | 528 | 55 550 081 | 99 990 \$ |
| Saint-Aimé-des-Lacs | 976 | 40 840 213 | 73 512 \$ |
| Saint-Alban | 1 160 | 43 716 812 | 78 690 \$ |
| Saint-Albert | 1 530 | 58 280 058 | 104 904 \$ |
| Saint-Alexandre | 2 494 | 123 330 903 | 221 996 \$ |
| Saint-Alexandre-de-Kamouraska | 1 810 | 64 213 414 | 115 584 \$ |
| Saint-Alexandre-des-Lacs | 307 | 6 819 844 | 12 276 \$ |
| Saint-Alexis | 583 | 19 058 721 | 34 306 \$ |
| Saint-Alexis-de-Matapédia | 832 | 45 671 796 | 82 209 \$ |
| Saint-Alexis-des-Monts | 665 | 15 037 955 | 27 068 \$ |
| Saint-Alfred | 3 055 | 128 607 092 | 236 637 \$ |
| Saint-Alphonse | 435 | 19 658 400 | 35 385 \$ |
| Saint-Alphonse | 776 | 20 832 850 | 37 499 \$ |
| Saint-Alphonse-Rodriguez | 2 882 | 141 971 337 | 255 548 \$ |
| Saint-Ambroise | 2 929 | 136 692 726 | 246 047 \$ |
| Saint-Ambroise | 3 519 | 90 381 728 | 196 128 \$ |
| Saint-Anaclet-de-Lessard | 2 642 | 84 550 418 | 152 191 \$ |
| Saint-André | 670 | 22 922 301 | 41 260 \$ |
| Saint-André-Avellin | 3 515 | 126 664 408 | 249 529 \$ |
| Saint-André-d'Argenteuil | 3 069 | 134 334 898 | 247 176 \$ |
| Saint-André-de-Restigouche | 214 | 5 551 040 | 9 992 \$ |
| Saint-André-du-Lac-Saint-Jean | 540 | 13 547 499 | 24 385 \$ |
| Saint-Anicet | 2 695 | 176 732 688 | 318 119 \$ |
| Saint-Anselme | 3 330 | 155 581 865 | 289 382 \$ |
| Saint-Antoine/Isle-aux-Grues | 150 | 14 632 752 | 26 339 \$ |
| Saint-Antoine-de-Tilly | 1 427 | 85 574 319 | 154 034 \$ |
| Saint-Antoine-sur-Richelieu | 1 559 | 112 951 380 | 203 312 \$ |
| Saint-Antonin | 3 576 | 113 573 985 | 246 456 \$ |
| Saint-Apollinaire | 4 154 | 160 039 586 | 395 298 \$ |
| Saint-Armand | 1 297 | 95 290 048 | 171 522 \$ |
| Saint-Arsène | 1 161 | 39 943 905 | 71 899 \$ |
| Saint-Athanase | 316 | 7 900 423 | 14 221 \$ |
| Saint-Aubert | 1 372 | 68 266 951 | 122 881 \$ |
| Saint-Augustin | 414 | 13 509 674 | 24 317 \$ |
| Saint-Augustin | 850 | 16 153 392 | 29 076 \$ |
| Saint-Augustin-de-Woburn | 700 | 37 183 855 | 66 931 \$ |
| Saint-Barnabé | 1 245 | 52 547 807 | 94 586 \$ |
| Saint-Barnabé-Sud | 860 | 73 207 118 | 131 773 \$ |
| Saint-Barthélemy | 1 999 | 77 763 359 | 139 974 \$ |
| Saint-Basile | 2 582 | 101 478 282 | 182 661 \$ |
| Saint-Benjamin | 867 | 30 943 857 | 55 699 \$ |
| Saint-Benoît-Labre | 1 630 | 78 690 372 | 141 643 \$ |
| Saint-Bernard | 2 029 | 116 377 584 | 209 480 \$ |
| Saint-Bernard-de-Lacolle | 1 525 | 113 786 210 | 204 815 \$ |
| Saint-Bernard-de-Michaudville | 590 | 43 912 229 | 79 042 \$ |
| Saint-Blaise-sur-Richelieu | 2 016 | 111 997 125 | 201 595 \$ |
| Saint-Bonaventure | 1 017 | 51 039 419 | 91 871 \$ |
| Saint-Boniface-de-Shawinigan | 4 075 | 135 989 614 | 329 095 \$ |
| Saint-Bruno | 2 351 | 72 158 138 | 129 885 \$ |
| Saint-Bruno-de-Guigues | 1 121 | 41 392 732 | 74 507 \$ |
| Saint-Bruno-de-Kamouraska | 559 | 19 504 760 | 35 109 \$ |
| Saint-Calixte | 5 273 | 162 728 696 | 473 541 \$ |
| Saint-Camille | 451 | 22 076 753 | 39 738 \$ |
| Saint-Camille-de-Lellis | 908 | 27 966 300 | 50 339 \$ |
| Saint-Casimir | 1 548 | 50 353 493 | 90 636 \$ |
| Saint-Célestin | 745 | 22 430 249 | 40 374 \$ |
| Saint-Célestin | 656 | 41 641 376 | 74 954 \$ |
| Saint-Césaire | 4 984 | 229 864 595 | 418 354 \$ |
| Saint-Charles-de-Bellechasse | 2 277 | 108 072 647 | 194 531 \$ |
| Saint-Charles-de-Bourget | 690 | 19 191 913 | 34 545 \$ |
| Saint-Charles-Garnier | 332 | 5 959 323 | 10 727 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

145

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2005 |
|--|------------|-------------------|--------------|
| | 2005 | uniformisée 2003 | |
| Saint-Charles-sur-Richelieu | 1 782 | 122 343 730 | 220 219 \$ |
| Saint-Christophe-d'Arthabaska | 2 643 | 98 148 950 | 176 668 \$ |
| Saint-Chrysostome | 2 665 | 108 330 581 | 194 995 \$ |
| Saint-Claude | 1 070 | 43 779 275 | 78 803 \$ |
| Saint-Clément | 546 | 11 298 454 | 20 337 \$ |
| Saint-Cléophas | 418 | 8 107 600 | 14 594 \$ |
| Saint-Cléophas-de-Brandon | 302 | 9 198 575 | 16 557 \$ |
| Saint-Clet | 1 656 | 87 202 019 | 156 964 \$ |
| Saint-Côme | 1 989 | 101 886 745 | 183 396 \$ |
| Saint-Côme-Linière | 3 278 | 108 159 913 | 208 749 \$ |
| Saint-Cuthbert | 1 985 | 88 203 919 | 158 767 \$ |
| Saint-Cyprien | 1 223 | 39 443 066 | 70 998 \$ |
| Saint-Cyprien | 588 | 20 833 954 | 37 501 \$ |
| Saint-Cyrille-de-Lessard | 785 | 32 135 165 | 57 843 \$ |
| Saint-Cyrille-de-Wendover | 4 003 | 127 394 328 | 308 294 \$ |
| Saint-Damase | 443 | 13 127 845 | 23 630 \$ |
| Saint-Damase | 2 516 | 162 357 242 | 292 243 \$ |
| Saint-Damase-de-L'Islet | 604 | 21 958 061 | 39 525 \$ |
| Saint-Damien | 2 036 | 90 660 768 | 163 189 \$ |
| Saint-Damien-de-Buckland | 2 227 | 85 772 135 | 154 390 \$ |
| Saint-David | 857 | 88 349 178 | 159 029 \$ |
| Saint-David-de-Falardeau | 2 387 | 214 740 314 | 386 533 \$ |
| Saint-Denis | 476 | 28 380 271 | 51 084 \$ |
| Saint-Denis-de-Brompton | 2 828 | 163 053 153 | 293 496 \$ |
| Saint-Denis-sur-Richelieu | 2 264 | 134 006 314 | 241 211 \$ |
| Saint-Didace | 608 | 41 384 876 | 74 493 \$ |
| Saint-Dominique | 2 270 | 111 381 942 | 200 487 \$ |
| Saint-Dominique-du-Rosaire | 480 | 10 446 231 | 18 803 \$ |
| Saint-Donat | 815 | 28 258 800 | 50 866 \$ |
| Saint-Donat | 3 622 | 417 012 343 | 929 938 \$ |
| Sainte-Agathe-de-Lotbinière | 1 233 | 52 768 776 | 94 984 \$ |
| Sainte-Agathe-des-Monts | 9 396 | 686 962 772 | 1 628 102 \$ |
| Sainte-Angèle-de-Méridi | 1 107 | 24 957 100 | 44 923 \$ |
| Sainte-Angèle-de-Monnoir | 1 464 | 71 001 042 | 127 802 \$ |
| Sainte-Angèle-de-Prémont | 627 | 20 603 484 | 37 086 \$ |
| Sainte-Anne-de-Beaupré | 2 772 | 109 248 415 | 196 647 \$ |
| Sainte-Anne-de-la-Pérade | 2 170 | 80 642 224 | 145 156 \$ |
| Sainte-Anne-de-la-Pocatière | 1 867 | 63 758 136 | 114 765 \$ |
| Sainte-Anne-de-la-Rochelle | 693 | 28 091 654 | 50 565 \$ |
| Sainte-Anne-de-Sabrevois | 1 991 | 94 018 468 | 169 233 \$ |
| Sainte-Anne-de-Sorel | 2 768 | 97 053 616 | 174 697 \$ |
| Sainte-Anne-du-Lac | 585 | 26 892 765 | 48 407 \$ |
| Sainte-Anne-du-Sault | 1 343 | 43 802 370 | 78 844 \$ |
| Sainte-Apolline-de-Patton | 649 | 23 890 528 | 43 003 \$ |
| Sainte-Aurélie | 940 | 38 844 709 | 69 920 \$ |
| Sainte-Barbe | 1 405 | 92 730 500 | 166 915 \$ |
| Sainte-Béatrix | 1 665 | 75 592 232 | 136 066 \$ |
| Sainte-Brigide-d'Iberville | 1 263 | 99 674 103 | 179 413 \$ |
| Sainte-Brigitte-de-Laval | 3 576 | 114 427 328 | 248 307 \$ |
| Sainte-Brigitte-des-Saults | 764 | 33 951 259 | 61 112 \$ |
| Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier | 4 939 | 179 977 088 | 494 937 \$ |
| Sainte-Cécile-de-Lévrard | 427 | 17 028 963 | 30 652 \$ |
| Sainte-Cécile-de-Milton | 1 974 | 85 560 392 | 154 009 \$ |
| Sainte-Cécile-de-Whitton | 858 | 42 430 102 | 76 374 \$ |
| Sainte-Christine | 740 | 41 067 317 | 73 921 \$ |
| Sainte-Christine-d'Auvergne | 344 | 27 035 781 | 48 664 \$ |
| Sainte-Claire | 3 229 | 148 156 025 | 293 349 \$ |
| Sainte-Clotilde-de-Beauce | 569 | 30 364 345 | 54 656 \$ |
| Sainte-Clotilde-de-Châteauguay | 1 580 | 92 836 441 | 167 106 \$ |
| Sainte-Clotilde-de-Horton | 1 584 | 54 845 101 | 98 721 \$ |
| Sainte-Croix | 2 444 | 121 709 674 | 219 077 \$ |
| Saint-Edmond | 502 | 12 466 997 | 22 441 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

| Nom de la municipalité | Population | | Richesse foncière | | Facture 2005 |
|--------------------------------|------------|--|-------------------|--|--------------|
| | 2005 | | uniformisée 2003 | | |
| Saint-Edmond-de-Grantham | 633 | | 33 353 900 | | 60 037 \$ |
| Saint-Édouard | 1 196 | | 75 335 198 | | 135 603 \$ |
| Saint-Édouard-de-Fabre | 715 | | 24 373 264 | | 43 872 \$ |
| Saint-Édouard-de-Lotbinière | 1 290 | | 51 932 646 | | 93 479 \$ |
| Saint-Édouard-de-Maskinongé | 763 | | 22 778 417 | | 41 001 \$ |
| Sainte-Edwidge-de-Clifton | 527 | | 38 915 974 | | 70 049 \$ |
| Sainte-Élisabeth | 1 531 | | 70 091 253 | | 126 164 \$ |
| Sainte-Élisabeth-de-Warwick | 397 | | 19 674 480 | | 35 414 \$ |
| Sainte-Émélie-de-l'Énergie | 1 557 | | 64 070 282 | | 115 327 \$ |
| Sainte-Eulalie | 879 | | 45 277 343 | | 81 499 \$ |
| Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud | 351 | | 9 816 695 | | 17 670 \$ |
| Sainte-Famille | 887 | | 57 773 232 | | 103 992 \$ |
| Sainte-Félicité | 1 260 | | 28 755 401 | | 51 760 \$ |
| Sainte-Félicité | 445 | | 10 248 922 | | 18 448 \$ |
| Sainte-Flavie | 922 | | 32 944 692 | | 59 300 \$ |
| Sainte-Florence | 476 | | 10 867 757 | | 19 562 \$ |
| Sainte-Françoise | 449 | | 13 069 308 | | 23 525 \$ |
| Sainte-Françoise | 492 | | 23 236 876 | | 41 826 \$ |
| Sainte-Geneviève-de-Batiscan | 1 136 | | 48 276 446 | | 86 898 \$ |
| Sainte-Geneviève-de-Berthier | 2 412 | | 104 360 286 | | 187 849 \$ |
| Sainte-Germaine-Boulé | 976 | | 20 896 870 | | 37 614 \$ |
| Sainte-Gertrude-Manneville | 776 | | 15 323 441 | | 27 582 \$ |
| Sainte-Hedwidge | 814 | | 22 506 669 | | 40 512 \$ |
| Sainte-Hélène | 956 | | 25 153 592 | | 45 276 \$ |
| Sainte-Hélène-de-Bagot | 1 539 | | 93 903 085 | | 169 026 \$ |
| Sainte-Hélène-de-Mancebourg | 371 | | 7 976 509 | | 14 358 \$ |
| Sainte-Hénédine | 1 135 | | 60 239 877 | | 108 432 \$ |
| Sainte-Irène | 321 | | 12 585 070 | | 22 653 \$ |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | 340 | | 9 994 397 | | 17 990 \$ |
| Sainte-Jeanne-d'Arc | 1 099 | | 28 607 513 | | 51 494 \$ |
| Sainte-Julienne | 7 358 | | 232 982 100 | | 698 946 \$ |
| Sainte-Justine | 1 846 | | 65 523 514 | | 117 942 \$ |
| Sainte-Justine-de-Newton | 961 | | 76 047 662 | | 136 886 \$ |
| Saint-Élie | 1 558 | | 73 971 028 | | 133 148 \$ |
| Saint-Éloi | 338 | | 11 205 005 | | 20 169 \$ |
| Sainte-Louise | 742 | | 23 379 700 | | 42 083 \$ |
| Saint-Elphège | 307 | | 24 374 700 | | 43 874 \$ |
| Sainte-Lucie-de-Beuregard | 340 | | 9 073 653 | | 16 333 \$ |
| Sainte-Lucie-des-Laurentides | 959 | | 63 451 037 | | 114 212 \$ |
| Saint-Elzéar | 504 | | 13 256 830 | | 23 862 \$ |
| Saint-Elzéar | 1 860 | | 93 517 684 | | 168 332 \$ |
| Saint-Elzéar-de-Témiscouata | 322 | | 9 695 564 | | 17 452 \$ |
| Sainte-Madeleine | 2 104 | | 70 971 994 | | 127 750 \$ |
| Sainte-Marcelline-de-Kildare | 1 370 | | 60 692 704 | | 109 247 \$ |
| Sainte-Marguerite | 237 | | 4 141 352 | | 7 454 \$ |
| Sainte-Marguerite | 1 047 | | 59 921 483 | | 107 859 \$ |
| Sainte-Marguerite--Estérel | 2 466 | | 290 810 501 | | 523 459 \$ |
| Sainte-Marie-de-Blandford | 491 | | 19 848 417 | | 35 727 \$ |
| Sainte-Marie-Madeleine | 2 578 | | 136 477 226 | | 245 659 \$ |
| Sainte-Marie-Salomé | 1 177 | | 43 494 724 | | 78 291 \$ |
| Sainte-Marthe | 1 084 | | 90 719 701 | | 163 295 \$ |
| Sainte-Martine | 3 832 | | 188 764 980 | | 347 328 \$ |
| Saint-Émile-de-Suffolk | 551 | | 22 726 500 | | 40 908 \$ |
| Sainte-Monique | 588 | | 33 347 793 | | 60 026 \$ |
| Sainte-Monique | 902 | | 39 486 084 | | 71 075 \$ |
| Sainte-Paule | 214 | | 10 529 469 | | 18 953 \$ |
| Sainte-Perpétue | 1 958 | | 52 765 626 | | 94 978 \$ |
| Sainte-Perpétue | 1 012 | | 63 400 842 | | 114 122 \$ |
| Sainte-Pétronille | 1 069 | | 77 808 651 | | 140 056 \$ |
| Saint-Éphrem-de-Beauce | 2 666 | | 100 572 823 | | 181 031 \$ |
| Saint-Épiphanie | 887 | | 22 567 728 | | 40 622 \$ |
| Sainte-Praxède | 341 | | 31 912 427 | | 57 442 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

147

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|--------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2005 | | |
| Sainte-Rita | 373 | 10 934 280 | 19 682 \$ |
| Sainte-Rose-de-Watford | 788 | 31 107 181 | 55 993 \$ |
| Sainte-Rose-du-Nord | 400 | 16 999 481 | 30 599 \$ |
| Sainte-Sabine | 407 | 12 768 630 | 22 984 \$ |
| Sainte-Sabine | 1 070 | 61 686 467 | 111 036 \$ |
| Sainte-Séraphine | 436 | 21 163 600 | 38 094 \$ |
| Sainte-Sophie-de-Lévrard | 794 | 32 661 073 | 58 790 \$ |
| Sainte-Sophie-d'Halifax | 617 | 35 347 653 | 63 626 \$ |
| Saint-Esprit | 1 886 | 113 137 593 | 203 648 \$ |
| Sainte-Thècle | 2 481 | 86 953 682 | 156 517 \$ |
| Sainte-Thérèse-de-Gaspé | 1 178 | 24 972 481 | 44 950 \$ |
| Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau | 363 | 34 459 013 | 62 026 \$ |
| Saint-Étienne-de-Beauharnois | 741 | 58 057 089 | 104 503 \$ |
| Saint-Étienne-de-Bolton | 513 | 48 106 600 | 86 592 \$ |
| Saint-Étienne-des-Grès | 3 927 | 115 234 160 | 274 257 \$ |
| Saint-Eugène | 1 146 | 53 214 288 | 95 786 \$ |
| Saint-Eugène-d'Argentenay | 599 | 13 623 618 | 24 523 \$ |
| Saint-Eugène-de-Guigues | 451 | 16 718 199 | 30 093 \$ |
| Saint-Eugène-de-Ladrière | 487 | 19 917 462 | 35 851 \$ |
| Sainte-Ursule | 1 485 | 54 900 303 | 98 821 \$ |
| Saint-Eusèbe | 613 | 17 672 541 | 31 811 \$ |
| Saint-Évariste-de-Forsyth | 599 | 30 327 759 | 54 590 \$ |
| Sainte-Victoire-de-Sorel | 2 332 | 102 009 254 | 183 617 \$ |
| Saint-Fabien | 1 854 | 62 139 431 | 111 851 \$ |
| Saint-Fabien-de-Panet | 1 041 | 31 007 447 | 55 813 \$ |
| Saint-Faustin-Lac-Carré | 2 945 | 199 493 000 | 359 087 \$ |
| Saint-Félicien | 10 535 | 479 179 692 | 1 437 539 \$ |
| Saint-Félix-de-Dalquier | 943 | 22 830 863 | 41 096 \$ |
| Saint-Félix-de-Kingsey | 1 568 | 73 172 458 | 131 710 \$ |
| Saint-Félix-de-Valois | 5 662 | 215 164 310 | 462 603 \$ |
| Saint-Félix-d'Otis | 830 | 37 625 076 | 67 725 \$ |
| Saint-Ferdinand | 2 487 | 112 284 994 | 202 113 \$ |
| Saint-Ferréol-Les-Neiges | 2 142 | 173 806 259 | 312 851 \$ |
| Saint-Flavien | 1 527 | 62 681 132 | 112 826 \$ |
| Saint-Fortunat | 324 | 15 292 512 | 27 527 \$ |
| Saint-François | 525 | 47 651 312 | 85 772 \$ |
| Saint-François/Rivière-du-Sud | 1 595 | 76 693 789 | 138 049 \$ |
| Saint-François-d'Assise | 792 | 15 997 452 | 28 795 \$ |
| Saint-François-de-Sales | 730 | 19 046 651 | 34 284 \$ |
| Saint-François-du-Lac | 1 948 | 77 577 143 | 139 639 \$ |
| Saint-François-Xavier-Brompton | 1 997 | 69 157 730 | 124 484 \$ |
| Saint-François-Xavier-de-Viger | 275 | 8 233 727 | 14 821 \$ |
| Saint-Frédéric | 1 117 | 41 914 219 | 75 446 \$ |
| Saint-Fulgence | 2 019 | 57 797 208 | 104 035 \$ |
| Saint-Gabriel | 2 772 | 83 686 489 | 150 636 \$ |
| Saint-Gabriel-de-Brandon | 2 586 | 119 577 710 | 215 240 \$ |
| Saint-Gabriel-de-Rimouski | 1 262 | 30 634 062 | 55 141 \$ |
| Saint-Gabriel-de-Valcartier | 2 384 | 95 855 190 | 172 539 \$ |
| Saint-Gabriel-Lalemant | 851 | 18 029 140 | 32 452 \$ |
| Saint-Gédéon | 1 984 | 90 652 805 | 163 175 \$ |
| Saint-Gédéon-de-Beauce | 2 458 | 86 274 290 | 155 294 \$ |
| Saint-Georges-de-Cacouna | 1 138 | 44 284 973 | 79 713 \$ |
| Saint-Georges-de-Cacouna | 699 | 42 856 320 | 77 141 \$ |
| Saint-Georges-de-Clarenceville | 1 118 | 80 622 223 | 145 120 \$ |
| Saint-Georges-de-Windsor | 914 | 40 883 401 | 73 590 \$ |
| Saint-Gérard-Majella | 260 | 28 325 549 | 50 986 \$ |
| Saint-Germain | 293 | 10 285 496 | 18 514 \$ |
| Saint-Germain-de-Grantham | 3 751 | 152 904 018 | 307 337 \$ |
| Saint-Gervais | 1 949 | 93 323 550 | 167 982 \$ |
| Saint-Gilbert | 298 | 9 794 610 | 17 630 \$ |
| Saint-Gilles | 1 857 | 68 162 299 | 122 692 \$ |
| Saint-Godefroi | 346 | 11 356 004 | 20 441 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population 2005 | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|----------------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------|
| Saint-Guillaume | 1 572 | 103 769 037 | 186 784 \$ |
| Saint-Guy | 105 | 4 581 100 | 8 246 \$ |
| Saint-Henri | 3 926 | 201 423 618 | 479 388 \$ |
| Saint-Henri-de-Taillon | 756 | 37 549 425 | 67 589 \$ |
| Saint-Herménégilde | 660 | 55 970 498 | 100 747 \$ |
| Saint-Hilaire-de-Dorset | 110 | 21 241 734 | 38 235 \$ |
| Saint-Hilarion | 1 118 | 39 978 845 | 71 962 \$ |
| Saint-Honoré | 4 781 | 136 593 177 | 307 335 \$ |
| Saint-Honoré-de-Shenley | 1 644 | 64 632 517 | 116 339 \$ |
| Saint-Honoré-de-Témiscouata | 818 | 20 032 448 | 36 058 \$ |
| Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup | 1 342 | 55 195 357 | 99 352 \$ |
| Saint-Hugues | 1 370 | 94 635 220 | 170 343 \$ |
| Saint-Hyacinthe | 51 359 | 2 465 694 320 | 6 928 601 \$ |
| Saint-Ignace-de-Loyola | 1 938 | 65 744 246 | 118 340 \$ |
| Saint-Ignace-de-Stanbridge | 716 | 53 464 395 | 96 236 \$ |
| Saint-Irénée | 697 | 45 455 173 | 81 819 \$ |
| Saint-Isidore | 2 778 | 122 887 949 | 221 198 \$ |
| Saint-Isidore-de-Clifton | 829 | 44 841 018 | 80 714 \$ |
| Saint-Jacques | 3 789 | 155 858 029 | 280 544 \$ |
| Saint-Jacques/Wolfestown | 182 | 11 878 853 | 21 382 \$ |
| Saint-Jacques-de-Leeds | 769 | 33 362 826 | 60 053 \$ |
| Saint-Jacques-le-Mineur | 1 609 | 90 511 472 | 162 921 \$ |
| Saint-Janvier-de-Joly | 892 | 29 039 291 | 52 271 \$ |
| Saint-Jean | 899 | 95 540 209 | 171 972 \$ |
| Saint-Jean-de-Brébeuf | 369 | 20 177 100 | 36 319 \$ |
| Saint-Jean-de-Cherbourg | 199 | 4 036 775 | 7 266 \$ |
| Saint-Jean-de-Dieu | 1 735 | 40 269 210 | 72 485 \$ |
| Saint-Jean-de-la-Lande | 281 | 10 722 792 | 19 301 \$ |
| Saint-Jean-de-Matha | 3 755 | 179 725 784 | 409 775 \$ |
| Saint-Jean-Port-Joli | 3 395 | 148 021 684 | 303 444 \$ |
| Saint-Joachim | 1 493 | 51 838 640 | 93 310 \$ |
| Saint-Joachim-de-Shefford | 1 168 | 64 283 462 | 115 710 \$ |
| Saint-Joseph-de-Beauce | 4 528 | 183 168 359 | 359 010 \$ |
| Saint-Joseph-de-Coleraine | 1 628 | 89 868 871 | 161 764 \$ |
| Saint-Joseph-de-Ham-Sud | 240 | 17 743 390 | 31 938 \$ |
| Saint-Joseph-de-Kamouraska | 421 | 13 233 943 | 23 821 \$ |
| Saint-Joseph-de-LePAGE | 565 | 16 937 740 | 30 488 \$ |
| Saint-Joseph-des-Érables | 463 | 22 682 682 | 40 829 \$ |
| Saint-Joseph-de-Sorel | 1 800 | 99 502 918 | 179 105 \$ |
| Saint-Jude | 1 106 | 70 349 965 | 126 630 \$ |
| Saint-Jules | 541 | 26 407 200 | 47 533 \$ |
| Saint-Julien | 409 | 17 067 252 | 30 721 \$ |
| Saint-Just-de-Bretenières | 830 | 26 178 946 | 47 122 \$ |
| Saint-Juste-du-Lac | 660 | 17 717 946 | 31 892 \$ |
| Saint-Justin | 1 069 | 44 587 145 | 80 257 \$ |
| Saint-Lambert | 238 | 2 912 300 | 5 242 \$ |
| Saint-Lambert-de-Lauzon | 5 157 | 190 246 202 | 542 202 \$ |
| Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans | 1 661 | 127 950 704 | 230 311 \$ |
| Saint-Lazare | 14 468 | 851 804 746 | 2 555 414 \$ |
| Saint-Lazare-de-Bellechasse | 1 166 | 48 493 048 | 87 287 \$ |
| Saint-Léandre | 401 | 11 333 627 | 20 401 \$ |
| Saint-Léonard-d'Aston | 2 209 | 93 643 961 | 168 559 \$ |
| Saint-Léonard-de-Portneuf | 986 | 43 685 830 | 78 634 \$ |
| Saint-Léon-de-Standon | 1 297 | 44 700 291 | 80 461 \$ |
| Saint-Léon-le-Grand | 1 114 | 23 187 348 | 41 737 \$ |
| Saint-Léon-le-Grand | 970 | 43 448 552 | 78 207 \$ |
| Saint-Liboire | 2 871 | 132 327 495 | 238 189 \$ |
| Saint-Liguori | 1 832 | 85 018 615 | 153 034 \$ |
| Saint-Lin-Laurentides | 12 787 | 409 303 120 | 1 101 025 \$ |
| Saint-Louis | 751 | 37 460 296 | 67 429 \$ |
| Saint-Louis-de-Blandford | 890 | 35 664 912 | 64 197 \$ |
| Saint-Louis-de-Gonzague | 453 | 17 805 889 | 32 051 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ETUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière | Facture 2005 |
|------------------------------|------------|-------------------|--------------|
| | 2005 | uniformisée 2003 | |
| Saint-Louis-de-Gonzague | 1 381 | 94 371 680 | 169 869 \$ |
| Saint-Louis-du-Hal Hal | 1 435 | 38 341 750 | 69 015 \$ |
| Saint-Luc-de-Bellechasse | 471 | 18 825 444 | 33 886 \$ |
| Saint-Luc-de-Vincennes | 610 | 20 816 235 | 37 469 \$ |
| Saint-Luce | 2 895 | 105 103 553 | 189 186 \$ |
| Saint-Lucien | 1 353 | 58 576 667 | 105 438 \$ |
| Saint-Ludger | 1 179 | 49 680 313 | 89 425 \$ |
| Saint-Ludger-de-Milot | 780 | 24 400 667 | 43 921 \$ |
| Saint-Magloire | 690 | 28 167 349 | 50 701 \$ |
| Saint-Majorique-de-Grantham | 1 002 | 39 014 971 | 70 227 \$ |
| Saint-Malachie | 1 372 | 56 217 549 | 101 192 \$ |
| Saint-Malo | 520 | 33 612 829 | 60 503 \$ |
| Saint-Marc-de-Figuery | 638 | 19 766 699 | 35 580 \$ |
| Saint-Marc-des-Carières | 2 842 | 106 951 402 | 192 513 \$ |
| Saint-Marc-du-Lac-Long | 482 | 13 699 805 | 24 660 \$ |
| Saint-Marcel | 529 | 15 645 302 | 28 162 \$ |
| Saint-Marcel-de-Richelieu | 604 | 45 651 766 | 82 173 \$ |
| Saint-Marcellin | 349 | 15 037 704 | 27 068 \$ |
| Saint-Marc-sur-Richelieu | 2 019 | 116 399 597 | 209 519 \$ |
| Saint-Martin | 2 608 | 89 021 429 | 160 239 \$ |
| Saint-Mathieu-de-Rioux | 616 | 25 309 652 | 45 557 \$ |
| Saint-Mathieu-d'Harricana | 719 | 33 387 906 | 60 098 \$ |
| Saint-Mathieu-du-Parc | 1 278 | 82 366 354 | 148 259 \$ |
| Saint-Maurice | 2 305 | 78 269 508 | 140 885 \$ |
| Saint-Maxime-du-Mont-Louis | 1 274 | 22 247 740 | 40 046 \$ |
| Saint-Médard | 283 | 5 205 650 | 9 370 \$ |
| Saint-Michel | 2 589 | 130 171 717 | 234 309 \$ |
| Saint-Michel-de-Bellechasse | 1 661 | 91 454 386 | 164 618 \$ |
| Saint-Michel-des-Saints | 2 456 | 170 228 570 | 306 411 \$ |
| Saint-Michel-du-Squatec | 1 292 | 37 879 255 | 68 183 \$ |
| Saint-Modeste | 881 | 36 063 617 | 64 915 \$ |
| Saint-Moïse | 652 | 17 351 445 | 31 233 \$ |
| Saint-Narcisse | 1 854 | 64 459 844 | 116 028 \$ |
| Saint-Narcisse-de-Beaurivage | 996 | 68 070 267 | 122 526 \$ |
| Saint-Narcisse-de-Rimouski | 1 006 | 30 789 706 | 55 421 \$ |
| Saint-Nazaire | 2 046 | 50 944 098 | 91 699 \$ |
| Saint-Nazaire-d'Acton | 902 | 48 271 969 | 86 890 \$ |
| Saint-Nazaire-de-Dorchester | 406 | 14 616 012 | 26 309 \$ |
| Saint-Nérée | 822 | 29 795 986 | 53 633 \$ |
| Saint-Noël | 509 | 9 281 735 | 16 707 \$ |
| Saint-Norbert | 1 038 | 48 027 646 | 86 450 \$ |
| Saint-Norbert-d'Arthabaska | 881 | 42 096 087 | 75 773 \$ |
| Saint-Octave-de-Métis | 518 | 14 053 410 | 25 296 \$ |
| Saint-Odilon-de-Cranbourne | 1 448 | 55 055 327 | 99 100 \$ |
| Saint-Omer | 378 | 10 659 726 | 19 188 \$ |
| Saint-Onésime-d'Ixworth | 643 | 17 162 409 | 30 892 \$ |
| Saint-Ours | 1 650 | 87 268 965 | 157 084 \$ |
| Saint-Pacôme | 1 701 | 48 714 589 | 87 686 \$ |
| Saint-Pamphile | 2 804 | 88 497 682 | 159 296 \$ |
| Saint-Pascal | 3 669 | 130 419 309 | 234 755 \$ |
| Saint-Patrice-de-Beaurivage | 1 124 | 59 198 608 | 106 557 \$ |
| Saint-Patrice-de-Sherrington | 1 958 | 119 268 481 | 214 683 \$ |
| Saint-Paul-d'Abbotsford | 2 922 | 169 040 528 | 304 273 \$ |
| Saint-Paul-de-la-Croix | 373 | 8 915 230 | 16 047 \$ |
| Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix | 1 988 | 107 506 920 | 193 512 \$ |
| Saint-Paul-de-Montminy | 858 | 33 938 249 | 61 089 \$ |
| Saint-Paulin | 1 600 | 58 097 870 | 104 576 \$ |
| Saint-Philémon | 877 | 34 206 497 | 61 572 \$ |
| Saint-Philibert | 377 | 14 567 896 | 26 222 \$ |
| Saint-Philippe-de-Néri | 945 | 28 364 624 | 51 056 \$ |
| Saint-Pie | 5 131 | 253 956 051 | 457 121 \$ |
| Saint-Pie-de-Guire | 437 | 25 908 444 | 46 635 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 56 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|---------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2005 | | |
| Saint-Pierre/Rivière-du-Sud | 911 | 41 350 058 | 74 430 \$ |
| Saint-Pierre-Baptiste | 504 | 30 989 571 | 55 781 \$ |
| Saint-Pierre-de-Broughton | 838 | 43 026 303 | 77 447 \$ |
| Saint-Pierre-de-Lamy | 123 | 5 389 065 | 9 700 \$ |
| Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans | 1 917 | 95 912 397 | 172 642 \$ |
| Saint-Pierre-les-Becquets | 1 246 | 55 767 191 | 100 381 \$ |
| Saint-Placide | 1 514 | 81 386 589 | 146 496 \$ |
| Saint-Polycarpe | 1 649 | 113 187 118 | 203 737 \$ |
| Saint-Prime | 2 740 | 96 855 413 | 174 340 \$ |
| Saint-Prosper | 3 817 | 111 557 316 | 259 929 \$ |
| Saint-Prosper | 540 | 29 893 802 | 53 809 \$ |
| Saint-Raphaël | 2 272 | 80 233 351 | 144 420 \$ |
| Saint-Raymond | 9 142 | 349 210 461 | 824 137 \$ |
| Saint-Rémi | 5 956 | 271 918 468 | 815 755 \$ |
| Saint-Rémi-de-Tingwick | 479 | 22 084 888 | 39 753 \$ |
| Saint-René | 611 | 18 094 428 | 32 570 \$ |
| Saint-René-de-Matane | 1 093 | 21 612 834 | 38 903 \$ |
| Saint-Robert | 1 797 | 67 148 800 | 120 868 \$ |
| Saint-Robert-Bellarmin | 712 | 25 413 241 | 45 744 \$ |
| Saint-Roch-de-l'Achigan | 4 293 | 197 142 257 | 494 827 \$ |
| Saint-Roch-de-Mékinac | 311 | 20 177 012 | 36 319 \$ |
| Saint-Roch-de-Richelieu | 1 853 | 60 252 006 | 108 454 \$ |
| Saint-Roch-des-Aulnaies | 1 023 | 41 227 514 | 74 210 \$ |
| Saint-Roch-Ouest | 320 | 31 188 465 | 56 139 \$ |
| Saint-Romain | 695 | 38 289 116 | 68 920 \$ |
| Saint-Rosaire | 777 | 41 505 055 | 74 709 \$ |
| Saint-Samuel | 716 | 20 904 374 | 37 628 \$ |
| Saints-Anges | 1 028 | 48 665 862 | 87 599 \$ |
| Saint-Sauveur | 8 669 | 815 765 152 | 2 014 940 \$ |
| Saint-Sébastien | 824 | 38 201 797 | 68 763 \$ |
| Saint-Sévère | 799 | 76 687 406 | 138 037 \$ |
| Saint-Séverin | 326 | 21 604 869 | 38 889 \$ |
| Saint-Séverin | 270 | 17 212 742 | 30 983 \$ |
| Saint-Siméon | 911 | 28 848 257 | 51 927 \$ |
| Saint-Siméon | 1 260 | 29 719 551 | 53 495 \$ |
| Saint-Simon | 1 452 | 51 512 905 | 92 723 \$ |
| Saint-Simon | 456 | 17 718 939 | 31 894 \$ |
| Saint-Simon | 1 128 | 85 813 728 | 154 465 \$ |
| Saint-Simon-les-Mines | 458 | 16 155 400 | 29 080 \$ |
| Saint-Sixte | 449 | 16 764 091 | 30 175 \$ |
| Saints-Martyrs-Canadiens | 225 | 32 798 430 | 59 037 \$ |
| Saint-Stanislas | 1 088 | 39 497 609 | 71 096 \$ |
| Saint-Stanislas | 317 | 8 929 213 | 16 073 \$ |
| Saint-Stanislas-de-Kostka | 1 676 | 99 125 772 | 178 426 \$ |
| Saint-Syèvre | 831 | 40 518 768 | 72 934 \$ |
| Saint-Sylvestre | 969 | 66 880 410 | 120 385 \$ |
| Saint-Télesphore | 734 | 61 098 165 | 109 977 \$ |
| Saint-Tharcisius | 520 | 10 209 730 | 18 378 \$ |
| Saint-Théodore-d'Acton | 1 565 | 67 326 987 | 121 189 \$ |
| Saint-Théophile | 768 | 43 094 707 | 77 570 \$ |
| Saint-Thomas-Didyme | 785 | 25 558 001 | 46 004 \$ |
| Saint-Thuribe | 308 | 11 426 500 | 20 568 \$ |
| Saint-Tite | 3 839 | 149 526 400 | 269 148 \$ |
| Saint-Tite-des-Caps | 1 447 | 55 127 700 | 99 230 \$ |
| Saint-Ubalde | 1 470 | 70 551 338 | 126 992 \$ |
| Saint-Ulric | 1 617 | 46 858 095 | 84 345 \$ |
| Saint-Urbain | 1 457 | 49 562 147 | 89 212 \$ |
| Saint-Urbain-Premier | 1 197 | 70 617 056 | 127 111 \$ |
| Saint-Valentin | 495 | 38 913 372 | 70 044 \$ |
| Saint-Valère | 1 352 | 58 178 655 | 104 722 \$ |
| Saint-Valérien | 876 | 25 865 311 | 46 558 \$ |
| Saint-Valérien-de-Milton | 1 826 | 107 071 041 | 192 728 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

151

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|--------------------------------|------------|---------------------------------------|--------------|
| | 2005 | | |
| Saint-Vallier | 1 064 | 53 622 797 | 96 521 \$ |
| Saint-Venant-de-Paquette | 137 | 11 016 301 | 19 829 \$ |
| Saint-Vianney | 509 | 11 460 830 | 20 629 \$ |
| Saint-Victor | 2 493 | 108 831 962 | 195 898 \$ |
| Saint-Wenceslas | 1 106 | 56 996 735 | 102 594 \$ |
| Saint-Zacharie | 2 091 | 69 852 725 | 125 735 \$ |
| Saint-Zénon | 1 242 | 72 584 481 | 130 652 \$ |
| Saint-Zénon-du-Lac-Humqui | 428 | 10 821 538 | 19 479 \$ |
| Saint-Zéphirin-de-Courval | 794 | 62 051 897 | 111 693 \$ |
| Saint-Zotique | 4 470 | 199 802 135 | 515 490 \$ |
| Salaberry-de-Valleyfield | 39 948 | 1 560 994 551 | 4 636 154 \$ |
| Sayabec | 1 932 | 89 225 288 | 160 606 \$ |
| Schefferville | 248 | 3 040 721 | 5 473 \$ |
| Scotstown | 657 | 14 550 228 | 26 190 \$ |
| Scott | 1 729 | 66 063 973 | 118 915 \$ |
| Senneterre | 3 254 | 104 076 342 | 206 071 \$ |
| Senneterre | 1 182 | 34 577 400 | 62 239 \$ |
| Sept-Îles | 25 227 | 1 270 768 278 | 3 748 766 \$ |
| Sept-Rivières | 95 | 5 803 968 | 10 447 \$ |
| Shannon | 4 065 | 77 898 545 | 188 514 \$ |
| Shawinigan | 52 057 | 1 826 008 805 | 5 149 345 \$ |
| Shawville | 1 590 | 73 453 531 | 132 216 \$ |
| Sheenboro | 134 | 22 185 792 | 39 934 \$ |
| Shefford | 5 325 | 259 490 674 | 768 092 \$ |
| Shigawake | 379 | 7 866 942 | 14 160 \$ |
| Sorel-Tracy | 34 660 | 1 213 138 808 | 3 639 416 \$ |
| Stanbridge East | 917 | 39 902 445 | 71 824 \$ |
| Stanbridge Station | 361 | 26 268 090 | 47 283 \$ |
| Stanstead | 3 098 | 92 524 580 | 157 292 \$ |
| Stanstead | 1 086 | 182 062 848 | 327 713 \$ |
| Stanstead-Est | 652 | 56 500 308 | 101 701 \$ |
| St-Cyprien-de-Napierville | 1 369 | 111 561 978 | 200 812 \$ |
| Ste-Anne-des-Monts-Tourelle | 6 986 | 184 918 919 | 525 170 \$ |
| Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine | 389 | 9 993 240 | 17 988 \$ |
| St-Jean-Baptiste | 2 766 | 164 609 369 | 296 297 \$ |
| St-Mathias-sur-le-Richelieu | 4 195 | 194 228 732 | 479 745 \$ |
| St-Mathieu-de-Beloell | 2 343 | 167 561 472 | 301 611 \$ |
| Stoke | 2 638 | 105 804 891 | 190 449 \$ |
| Stoneham-et-Tewkesbury | 5 630 | 279 790 267 | 839 371 \$ |
| Stornoway | 599 | 28 569 161 | 51 424 \$ |
| St-Pierre-Véronne-à-Pike-River | 588 | 50 365 970 | 90 659 \$ |
| Stratford | 899 | 78 940 742 | 142 093 \$ |
| Stukely-Sud | 1 048 | 42 424 366 | 76 364 \$ |
| Sutton | 3 694 | 368 995 046 | 664 191 \$ |
| Tadoussac | 857 | 56 871 943 | 102 369 \$ |
| Taschereau | 1 031 | 18 169 303 | 32 705 \$ |
| Témiscaming | 2 883 | 170 966 952 | 307 741 \$ |
| Témiscamingue | 80 | 29 829 176 | 53 693 \$ |
| Terrasse-Vaudreuil | 2 127 | 83 127 466 | 149 629 \$ |
| Thorne | 424 | 45 910 377 | 82 639 \$ |
| Thurso | 2 502 | 112 900 619 | 203 221 \$ |
| Tingwick | 1 420 | 66 743 435 | 120 138 \$ |
| Tourville | 701 | 15 737 860 | 28 328 \$ |
| Trécesson | 1 183 | 39 955 524 | 71 920 \$ |
| Très-Saint-Rédempteur | 627 | 30 024 960 | 54 045 \$ |
| Très-Saint-Sacrement | 1 254 | 74 579 901 | 134 244 \$ |
| Tring-Jonction | 1 347 | 44 575 643 | 80 236 \$ |
| Trois-Pistoles | 3 601 | 100 733 623 | 224 636 \$ |
| Trois-Rives | 487 | 38 472 885 | 69 251 \$ |
| Ulverton | 383 | 18 344 000 | 33 019 \$ |
| Upton | 2 022 | 85 411 141 | 153 740 \$ |
| Val-Alain | 980 | 28 326 763 | 50 988 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 55 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2004 et les prévisions pour 2005

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2005

| Nom de la municipalité | Population 2005 | Richesse foncière uniformisée 2003 | Facture 2005 |
|------------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------|
| Val-Brillant | 999 | 28 400 353 | 51 121 \$ |
| Valcourt | 2 432 | 99 991 127 | 179 984 \$ |
| Valcourt | 983 | 51 054 000 | 91 897 \$ |
| Val-David | 4 128 | 202 512 154 | 500 205 \$ |
| Val-des-Bois | 765 | 50 832 164 | 91 498 \$ |
| Val-des-Lacs | 724 | 61 730 160 | 111 114 \$ |
| Val-d'Or | 31 798 | 1 163 103 604 | 3 210 166 \$ |
| Val-Joli | 1 626 | 67 918 257 | 122 253 \$ |
| Vallée-de-l'Or | 392 | 8 254 558 | 14 858 \$ |
| Vallée-Jonction | 1 925 | 69 300 547 | 124 741 \$ |
| Val-Morin | 2 346 | 170 111 786 | 306 201 \$ |
| Val-Racine | 118 | 10 291 597 | 18 525 \$ |
| Val-Saint-Gilles | 160 | 2 691 576 | 4 845 \$ |
| Vaudreuil-Dorion | 22 087 | 1 128 016 765 | 3 384 050 \$ |
| Vaudreuil-sur-le-Lac | 947 | 64 860 920 | 116 750 \$ |
| Venise-en-Québec | 1 354 | 83 403 400 | 150 126 \$ |
| Victoriaville | 40 105 | 1 489 931 774 | 4 469 795 \$ |
| Ville-Marie | 2 762 | 115 520 498 | 207 937 \$ |
| Villeroi | 513 | 17 796 583 | 32 034 \$ |
| Waltham | 430 | 18 629 585 | 33 533 \$ |
| Warden | 340 | 10 088 298 | 18 159 \$ |
| Warwick | 4 851 | 216 599 140 | 389 878 \$ |
| Waterloo | 4 265 | 140 026 408 | 351 466 \$ |
| Waterville | 1 932 | 82 215 118 | 147 987 \$ |
| Weedon | 2 696 | 108 978 411 | 196 161 \$ |
| Wentworth | 452 | 79 171 600 | 142 509 \$ |
| Wentworth-Nord | 1 200 | 152 013 362 | 273 624 \$ |
| Westbury | 961 | 40 509 018 | 72 916 \$ |
| Wickham | 2 526 | 99 524 611 | 179 144 \$ |
| Windsor | 5 397 | 267 530 148 | 711 630 \$ |
| Wotton | 1 561 | 56 443 714 | 101 599 \$ |
| Wright-Gracefield-Northfield | 2 366 | 168 465 883 | 303 239 \$ |
| Yamachiche | 2 674 | 123 345 020 | 222 021 \$ |
| Yamaska | 1 713 | 73 632 071 | 132 538 \$ |

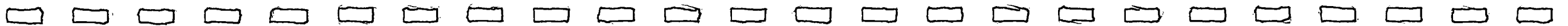
2 260 527 100 131 029 645 228 185 766 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

56. Moyens et effectifs utilisés pour contrer la fuite de renseignements confidentiels et/ou soumis à l'interdiction de publication en vertu de l'article 33 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q. c. A-2.1) par le ministère de la Sécurité publique pour l'ensemble du gouvernement du Québec.

Préciser si des enquêtes ont été mises en œuvre en 2004-2005 à propos de prétendues divulgations de documents confidentiels.

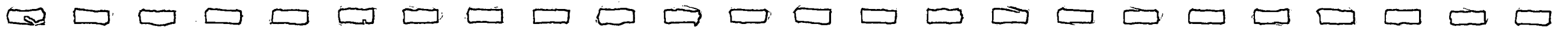


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 56 : Moyens et effectifs utilisés pour contrer la fuite de renseignements confidentiels et/ou soumis à l'interdiction de publication en vertu de l'article 33 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q. c. A-2.1) par le ministère de la Sécurité publique pour l'ensemble du gouvernement du Québec. Préciser si des enquêtes ont été mises en œuvre en 2004-2005 à propos de prétendues divulgations de documents confidentiels.

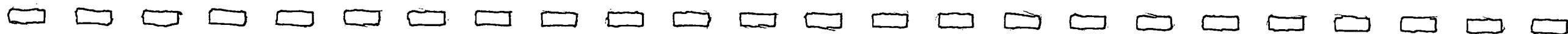
Le MSP assure des services conseils auprès des ministères et des organismes gouvernementaux. Il revient à chacun d'entre eux d'assurer la mise en place des mesures de sécurité et de contrôle d'accès de leurs locaux.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

57. Coûts pour assurer la sécurité lors d'évènements tenus au Québec à l'initiative du gouvernement fédéral pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005, ventilés par événement et par organisme gouvernemental.

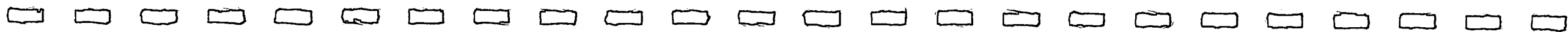


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 57 : Coûts pour assurer la sécurité lors d'événements tenus au Québec à l'initiative du gouvernement fédéral pour les périodes 2003-2004 et 2004-2005, ventilés par événement et par organisme gouvernemental.

La SQ a assumé des dépenses totalisant 271 915,35 \$ relativement à la sécurité lors de la visite du président des États-Unis au Canada.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

58. Effectifs additionnels embauchés pour la période 2004-2005 par le Service de protection des personnalités pour la protection des ministres et coûts engendrés par ceux-ci.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

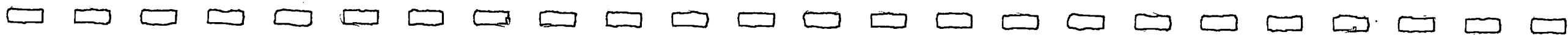
TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 58 : Effectifs additionnels embauchés pour la période 2004-2005 par le Service de protection des personnalités pour la protection des ministres et coûts engendrés par ceux-ci.

Il y a sept effectifs additionnels pour la période 2004-2005 pour le service de protection des personnalités.

Les dépenses de traitement sont de 54 700,00 \$ pour la période du 18 février au 31 mars 2005.

Les dépenses de fonctionnement sont de 20 400,00 \$ pour la période du 18 février au 31 mars 2005. Ces dépenses sont pour l'essence, les hôtels et les frais de voyage.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

59. Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant la crise survenue à Kanesatake le 12 janvier 2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 59 : Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant la crise survenue à Kanesatake depuis le 12 janvier 2004.

La copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur, concernant la crise survenue à Kanesatake le 12 janvier 2004, n'est pas accessible actuellement puisqu'elle contient des renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de la négociation en cours.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

60. Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant le renouvellement d'entente tripartite sur les corps policiers autochtones.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 60 : Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant le renouvellement d'entente tripartite sur les corps policiers autochtones.

La copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur, concernant le renouvellement d'entente tripartite sur les corps policiers autochtones, n'est pas accessible actuellement puisqu'elle contient des renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de la négociation en cours.

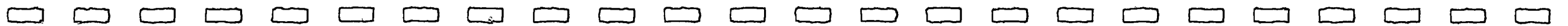


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

61. Copie de toute correspondance concernant les Escouades régionales mixtes pour la période 2004-2005.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

62. Copie des dossiers des policiers autochtones et liste des documents manquants à ces dossiers.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 62 : Copie des dossiers des policiers autochtones et liste des documents manquants à ces dossiers.

Le MSP ne possède aucune copie des dossiers des policiers autochtones. Seul l'employeur possède ces informations.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

63. La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs.



Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 63 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs. | | | |
|---|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Programmes | NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES | MONTANTS VERSÉS (\$) | |
| | | DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004 | DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME |
| PROGRAMME DES INONDATIONS ET DES PLUIES DILUVIENNES | | | |
| Inondations et embâcle décembre 2004 (1383-2003) | 98 | 80 229 | 80 229 |
| Inondations du 11 décembre 2004 (1383-2003) | 13 | 1 838 | 1 838 |
| Inondation 6 novembre 2004 – Saint-Faustin-Lac-Carré (1383-2003) | 3 | 8 335 | 8 335 |
| Grandes marées 16 octobre 2004 – Ville de Rimouski (1383-2003) | 0 | 0 | 0 |
| Pluies abondantes des 9 et 10 septembre 2004 (1383-2003) | 186 | 581 582 | 581 582 |
| Pluies abondantes des 29 et 30 août 2004 (1383-2003) | 32 | 113 406 | 113 406 |
| Pluies abondantes des 12 et 13 août 2004 (1383-2003) | 29 | 52 684 | 52 684 |
| Pluies abondantes du 3 août 2004 – Kingsey Falls (1383-2003) | 1 | 14 659 | 14 659 |
| Pluies abondantes tornade du 31 juillet 2004 (1383-2003) | 15 | 38 287 | 38 287 |
| Pluies abondantes du 23 juillet 2004 (1383-2003) | 5 | 11 576 | 11 576 |
| Pluies abondantes du 17 juillet 2004 (1383-2003) | 3 | 4 970 | 4 970 |
| Pluies abondantes des 14 et 15 juillet 2004 (1383-2003) | 42 | 207 223 | 207 223 |
| Pluies abondantes du 12 juillet 2004 (1383-2003) | 26 | 11 964 | 11 964 |
| Pluies abondantes du 11 juillet 2004 (1383-2003) | 52 | 138 323 | 138 323 |
| Inondations du mois de mai 2004 (1383-2003) | 185 | 496 291 | 496 291 |
| Inondations décembre 2003 (1383-2003) | 582 | 2 633 667 | 3 352 068 |
| Pluies abondantes novembre 2003 (1239-2003 et 1285-2003) | 21 | 77 900 | 78 869 |
| Pluies abondantes ville de Port-Cartier (1383-2003) | 1 | 0 | 0 |
| Grandes Marées Carleton/Saint-Omer (1383-2003) | 1 | 10 993 | 10 993 |
| Inondations hiver et printemps 2003 (820-2003) | 41 | 91 618 | 232 301 |
| Pluies abondantes 4 au 11 août 2003 (819-2003) | 486 | 2 645 981 | 7 695 055 |
| Pluies abondantes été 2002 (1149-2002) | 78 | 47 884 | 581 157 |
| Pluies abondantes 1er et 2 juillet 2002 (865-2002) | 483 | 101 129 | 4 034 202 |
| Inondations printemps 2002 (842-2002) | 394 | 187 040 | 2 290 910 |
| Pluies abondantes mai et été 2001 (782-2002) | 35 | 10 176 | 124 769 |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 63 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs. | | | |
|---|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Programmes | NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES | MONTANTS VERSÉS (\$) | |
| | | DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004 | DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME |
| Pluies 17 et 18 décembre 2000 et dégel hiver print. 2001 (1192-2001) | 121 | 105 784 | 723 964 |
| Grandes marées et pluies abondantes oct. déc. 2000 (557-2001) | 38 | 610 | 340 813 |
| Pluies abondantes août 2000 (1339-2000) | 33 | 213 431 | 906 026 |
| Inondations décembre 1997, hiver et printemps 1998 (452-1998) | 2057 | 121 707 | 19 264 954 |
| Inondations décembre 1996, hiver et printemps 1997 (1356-1997) | 155 | 46 015 | 852 375 |
| Pluies diluviennes des 8 et 9 novembre 1996 (1446-96) | 1971 | 4 046 | 9 181 522 |
| AUTRE PROGRAMME MAJEUR | | | |
| Incendie BPC Saint-Basile-le-Grand (1444-1988) | 3 843 | 9 399 | 14 527 977 |
| PROGRAMMES DE SAUVETAGE | | | |
| Évacuation d'une résidence Ville de Saguenay (1383-2003) | 1 | 2 750 | 2 750 |
| Mouvement de sol Canton de Stanstead (1383-2003) | 1 | 4 365 | 4 365 |
| Mouvement de sol municipalité de Saint-Calixte (1383-2003) | 2 | 40 499 | 40 499 |
| Mouvement de sol paroisse Saint-Barnabé (1383-2003) | 1 | 29 027 | 29 027 |
| Évacuation et mouvement de sol 20 résidences Saguenay (1383-2003) | 53 | 1 499 420 | 1 499 420 |
| Évacuation Saint-Étienne-des-Grès (1383-2003) | 1 | 1 200 | 1 200 |
| Mouvement de sol Saint-Placide (1328-2003) | 3 | 29 344 | 81 739 |
| Glissement de terrain Rigaud (1383-2003) | 1 | 91 500 | 91 500 |
| Décrochement rocheux Val-des-Lacs | 1 | 15 627 | 37 685 |
| Mouvement de sol Baie-Sainte-Catherine (1090-2003) | 1 | 5 748 | 102 700 |
| Mouvement de sol Chesterville (1089-2003) | 1 | 852 | 35 500 |
| Mouvement de sol Port-Daniel-Gascons (497-2003) | 1 | 10 490 | 61 947 |
| Sauvetage Nunavik et Basse-Côte-Nord (1206-2000 et 832-2001) | 11 | 5 389 024 | 17 695 493 |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 63 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs. | | | |
|---|---------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Programmes | NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES | MONTANTS VERSÉS (\$) | |
| | | DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004 | DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME |
| <u>PROGRAMMES DIVERS</u> | | | |
| Contamination de 6 résidences principales (477-2004) | 6 | 188 237 | 188 237 |
| Décrochement amoncellement neige Gros-Mécatina (1383-2003) | 1 | 13 269 | 13 269 |
| Gel conduite d'eau municipalité Petit-Saguenay (1383-2003) | 1 | 8 625 | 8 625 |
| Contamination eau potable St-Henri (1382-2003) | 1 | 76 662 | 76 662 |
| <u>PLUIES DILUVIENNES DU SAGUENAY</u> | | | |
| Pluies diluviennes du Saguenay (658-1998) | 7 779 | 250 000 | 138 858 399 |
| <u>TEMPÊTE DE VERGLAS 1998</u> | | | |
| Tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (27-98) | 1 013 | 0 | 255 595 002 |
| <u>TOTAUX</u> | 19 909 | 15 725 408 | 480 383 363 |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 63 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2004 le budget et les effectifs. | | | |
|---|------------------------|---------------------|--|
| Effectifs et budget | | (\$) | |
| PROGRAMMES | EFFECTIFS ¹ | BUDGET ² | |
| Verglas | 0,0 | 0,00 | |
| Saguenay | 0,1 | 256 500,00 | |
| Autres programmes | 41,0 | 18 440 300,00 | |
| <div><div>¹: Inclus les effectifs permanents (6) et occasionnels affectés à la gestion des programmes.</div><div>²: Inclus la rémunération, le fonctionnement et l'aide financière versée aux victimes de sinistres</div></div> | | | |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

64. Dans le cadre de la *Loi sur la sécurité civile*, liste des MRC avec, pour chacune d'entre elle :
- a) la date de l'avis du ministre pour le schéma de couverture de risques;
 - b) la date prévue pour le dépôt de schéma de couverture de risques;
 - c) toute demande de prolongation;
 - d) la date du dépôt du schéma de couverture de risques;
 - e) la décision du Ministère pour celles qui ont déposé leur schéma de couvertures de risques.



Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 64 : Dans le cadre de la *Loi sur la sécurité civile*, liste des MRC avec, pour chacune d'entre elle :

- A. la date de l'avis du ministre pour le schéma de couverture de risques;
- B. la date prévue pour le dépôt de schéma de couverture de risques;
- C. toute demande de prolongation;
- D. la date du dépôt du schéma de couverture de risques;
- E. la décision du Ministère pour celles qui ont déposé leur schéma de couvertures de risques.

Aucune MRC n'a produit son schéma en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*, la priorité étant accordée à la finalisation de leur schéma de couverture de risque en incendie.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

65. Dans le cadre de *la Loi sur la sécurité civile*, subventions accordées aux MRC en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.



Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 65 : Dans le cadre de la *Loi sur la sécurité civile*, subventions accordées aux MRC en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

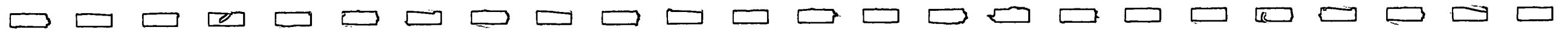
Aucune subvention n'a été accordée en 2004-2005 et n'est prévue pour l'année 2005-2006, car les MRC n'ont pas encore commencé l'élaboration de leur schéma, tel que précisé dans la réponse de la question numéro 64.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

66. La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

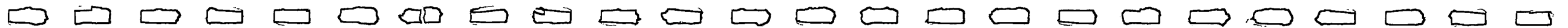


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 66 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué

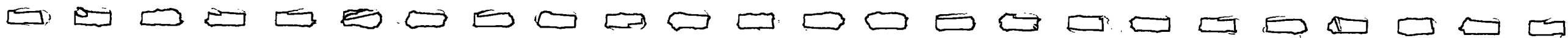
| Identification | Effectifs réguliers 2004-2005 | Personnel occasionnel 2004-2005 | Budget (\$) 2004-2005 |
|--|----------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine | | | |
| -70, rue Saint-Germain Est, bureau 110, Rimouski (Québec) G5L 7J9 | 6 | 0 | 497 173 |
| -96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4 | 2 | 0 | |
| Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik | | | |
| -1122, chemin St-Louis, bureau 200, Sillery (Québec) G1S 1E5 | 11 | 0 | 736 487 |
| -4, rue Place de l'Église, C.P. 3007, Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 3B6 | 1 | 0 | |
| Direction régionale du Saguenay- Lac Saint-Jean-et de la Côte-Nord | | | |
| -3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquièrre (Québec) G7X 8L6 | 5 | 0 | 470 086 |
| -625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5 | 3 | 0 | |
| Direction régionale de la Mauricie et du Centre du Québec | | | |
| -4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9 | 10 | 0 | 550 250 |
| Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie | | | |
| -200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 | 4 | 0 | 774 423 |
| -165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9 | 7 | 0 | |
| Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides | | | |
| - 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9 | 14 | 0 | 902 034 |
| -85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8 | 2 | 0 | |
| -150, rue Saint-Paul, Rez-de-chaussée, Joliette (Québec) J6E 5G3 | 2 | 0 | |
| Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec | | | |
| -170, rue de l'Hôtel de Ville, bureau 3.240, Gatineau (Hull) (Québec) J8X 4C2 | 5 | 0 | 545 769 |
| -170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7 | 4 | 0 | |
| | 76 | 0 | 4 476 222 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

67. La liste de tous les services incendie du Québec avec, pour chacun : territoire desservi, superficie du territoire desservi, effectifs (temps plein/temps partiel).



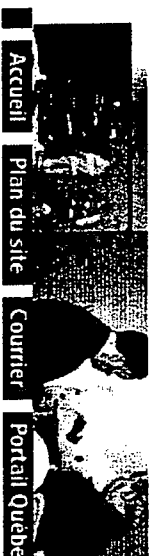
Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 67 : La liste de tous les services incendie du Québec avec, pour chacun : territoire desservi, superficie du territoire desservi, effectifs (temps plein/temps partiel).

La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du MSP. Cette liste de 170 pages regroupe 807 territoires. La superficie du territoire desservi n'est pas disponible dans la banque de données. Vous trouverez ci-joint la première page de cette liste ainsi que son adresse Internet.





Incendie

- Bottin des services d'incendie du Québec
- Commissaire aux incendies
- Congrès ACSIQ
- Déclaration des incendies
- Formation
- Intervention
- Législation
- Prévention
- Publications
- Retraits de produits
- Schéma de couverture de risques
- Statistiques

Boîte à outils

Recherche

- ☐ Chercher
- Aide à la navigation
- Vous n'avez pas trouvé?
- Envoyez à un ami
- Cyberbulletin

Bottin des services de sécurité incendie du Québec

Liste de publipostage
 Aide pour le publipostage
 Nouvelle recherche

Résultats de votre recherche

Critère de recherche :

1. Municipalité : ACTON VALE, V Région administrative : 16 (48028)

Directeur : Réjean Messier (Temps partiel)
 1025, rue Boulay, C.P. 640
 MRC : ACTON
 Population (municipalité) : 7495
 habitants

Acton Vale (Québec)
 J0H 1A0
 Effectifs

Téléphone : (450) 546-2703
 Télécopieur : (450) 546-4865
 Aucun temps plein
 26 temps partiel
 Aucun policier-pompier

Municipalité(s) protégée(s) : SAINT-THEODORE-D'ACTON, ACTON VALE

2. Municipalité : ADSTOCK, M (31056) Région administrative : 12

Directeur : Daniel Couture (Temps partiel)
 24, Principale Ouest, C.P. 10
 MRC : L'AMIANTE
 Population (municipalité) : 2474
 habitants

Adstock (Québec)
 G0N 1S0
 Effectifs

Téléphone : (418) 422-2135
 Télécopieur : (418) 422-2134
 Aucun temps plein
 15 temps partiel
 Aucun policier-pompier

Municipalité(s) protégée(s) : ADSTOCK

3. Municipalité : AKULIVIK, VN Région administrative : 10 (99125)

Directeur : Sivuak Cruikshank (Temps partiel)
 P.O. Box 61
 MRC : ADMINISTRATION REGION, KATIVIK
 Population (municipalité) : 482
 habitants

Akulivik (Québec)
 J0M 1V0
 Effectifs

Téléphone : (819) 496-2222
 Télécopieur : (819) 496-2200
 Aucun temps plein
 8 temps partiel
 Aucun policier-pompier

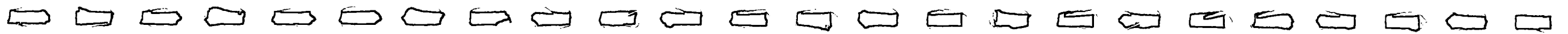
Municipalité(s) protégée(s) : AKULIVIK

4. Municipalité : ALLEYN-ET-CAWOOD, Région administrative : 07 M (84050)

Directeur : Jason Emery (Temps partiel)
 10, chemin Jondee
 Danford Lake
 MRC : PONTIAC
 Population (municipalité) : 165
 habitants

Allevn-et-Cawood (Québec)
 J0X 1P0
 Effectifs

Téléphone : (819) 467-2941
 Aucun temps plein
 24 temps partiel





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

68. La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 68 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

| TITRE | DÉBUT DU PROCESSUS | ÉTAT D'AVANCEMENT |
|--|--------------------|---|
| <u>Projet de loi</u> Loi sur la sécurité privée. | Décembre 2004 | Le projet a été présenté à l'Assemblée nationale le 16 décembre 2004. Il fait l'objet de consultations devant la Commission des institutions. |

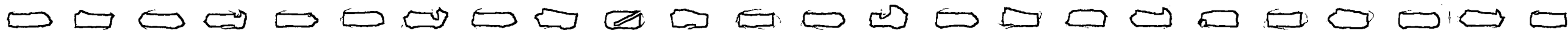




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

69. La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité protection - 01.04

Question 69 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2004-2005.

La Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité gère l'ensemble de tous les programmes de financement ayant comme objectif commun de subventionner des projets ponctuels en prévention de la criminalité.

Trois programmes de financement sont gérés par la Direction : le Programme sur le partage des produits de la criminalité (montant accordé pour l'année 2004-2005 : 1 250 M\$), le Programme de prévention de la criminalité (montant accordé pour l'année 2004-2005 : 160 300 \$) et un Programme de financement cogéré par le Bureau des assurances du Canada (BAC) (montant accordé pour l'année 2004-2005 : 25 000 \$).

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

| | |
|---|------------|
| Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc. (Maison de jeunes Kekpart) | 45 000 \$ |
| Centre de prévention de la violence familiale Générations | 25 000 \$ |
| Centre Éclosion inc. | 45 000 \$ |
| Comité Jeunesse La Presqu'île | 20 000 \$ |
| Défi-jeunesse du Haut St-Maurice inc. | 18 000 \$ |
| Équipe R.D.P. | 50 000 \$ |
| Jeunesse en Santé | 37 000 \$ |
| Justice Alternative Côte-Nord inc. | 42 735 \$ |
| L'Aiguillage | 43 270 \$ |
| La fondation québécoise pour les jeunes contrevenants | 75 000 \$ |
| La Société de criminologie du Québec | 30 000 \$ |
| L'Autre Avenue, organisme de justice alternative | 29 000 \$ |
| L'Avenue, justice alternative | 45 000 \$ |
| Le Bon Dieu dans la rue | 110 000 \$ |
| Le Journal de la Rue | 60 000 \$ |
| Le Refuge la Piaule du Centre du Québec inc. | 34 000 \$ |
| Le Relais des Jeunes Gatinois | 43 000 \$ |
| Le St-Claude | 42 500 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

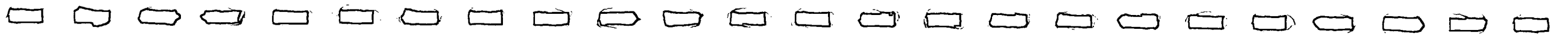
TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité protection - 01.04

| Question 69 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2004-2005. | |
|---|---------------------|
| Leave Out ViolencE "L.O.V.E." - L'Omission de la ViolencE "L.O.V.E." | 28 995 \$ |
| Maison de jeunes de St-Prime | 20 000 \$ |
| Maison des jeunes de Mascouche | 65 000 \$ |
| Maison des jeunes de Varennes inc. | 17 500 \$ |
| Maison des jeunes L'Escapade de Val-Bélair | 30 000 \$ |
| MotivAction Jeunesse | 49 000 \$ |
| Mouvement Jeunesse Montréal-Nord | 40 000 \$ |
| Patro Laval inc. | 45 000 \$ |
| Plein milieu | 40 000 \$ |
| Projet Ado-Communautaire en Travail de rue | 40 000 \$ |
| Rue action prévention jeunesse (RAP jeunesse) | 40 000 \$ |
| Travail de Rue / Action Communautaire | 40 000 \$ |
| TOTAL | 1 250 000 \$ |
| <u>PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ</u> | |
| Association des directeurs de police du Québec | 25 000 \$ |
| Centre de recherche informatique de Montréal | 25 000 \$ |
| Centre international pour la prévention de la criminalité | 75 000 \$ |
| Colloque international francophone « La police et les citoyens » | 13 300 \$ |
| Groupe Intersection | 5 000 \$ |
| Secrétariat à l'action communautaire autonome | 12 000 \$ |
| Service de police de la Ville de Montréal | 5 000 \$ |
| Sous-total | 160 300 \$ |
| <u>PROGRAMME BAC/MSP</u> | 25 000 \$ |
| Ce programme consiste à subventionner, à parts égales, des projets spécifiques en prévention de la criminalité en fonction de certaines problématiques. | |
| TOTAL | 185 300 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

70. La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision.



Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 70 : La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision. | | | |
|--|---------------------------------|--|----------------------------|
| Municipalité ou MRC ayant soumis un plan d'organisation | DATE DE RÉCEPTION AU MSP | DÉCISION RENDUE | DATE DE LA DÉCISION |
| MRC Les Moulins | 04-06-17 | Un schéma modifié a été déposé le 05-02-10 et l'analyse de ce dernier est en cours. | À venir |
| MRC Les Pays-d'en-Haut | 04-03-11 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 04-10-12. | À venir |
| MRC Maria-Chapdelaine | 05-03-31 | Analyse en cours. | À venir |
| MRC Maskinongé | 05-02-04 | Analyse en cours. | À venir |
| MRC Memphrémagog | 04-10-15 | Le MSP a rencontré les représentants de la MRC. Des précisions seront apportées au projet de schéma. | À venir |
| Mirabel | 03-06-18 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 03-10-29. | À venir |
| MRC Montcalm | 04-03-23 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 04-08-09. | À venir |
| MRC Montmagny | 04-09-01 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 05-03-15. | À venir |
| MRC Papineau | 04-03-03 | Un schéma modifié a été déposé le 05-01-17 et l'analyse de ce dernier est en cours. | À venir |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 70: La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision. | | | |
|---|---------------------------------|--|----------------------------|
| Municipalité ou MRC ayant soumis un plan d'organisation | DATE DE RÉCEPTION AU MSP | DÉCISION RENDUE | DATE DE LA DÉCISION |
| MRC La Rivière-du-Nord | 03-09-10 | L'attestation de conformité du schéma a été délivrée par le ministre. Le protocole relatif à la mise en œuvre a été signé par la MRC. | 04-05-15 04-11-01 |
| MRC La Vallée-de-la-Gatineau | 04-05-06 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 05-01-25. | À venir |
| MRC La Vallée-de-l'Or | 04-03-11 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 04-11-03. | À venir |
| MRC La Vallée-du-Richelieu | 05-01-24 | Analyse en cours. | À venir |
| MRC Le Domaine-du-Roy | 04-07-08 | À la demande de la MRC, le projet déposé a été retiré. Un projet modifié sera déposé ultérieurement. | À venir |
| MRC Le Haut-Richelieu | 04-11-29 | Le MSP a rencontré les représentants de la MRC. Des précisions seront apportées au projet de schéma. | À venir |
| MRC Les Jardins-de-Napierville | 04-12-13 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 05-04-11. | À venir |
| MRC Les Laurentides | 04-02-16 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 04-06-18. | À venir |

**Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

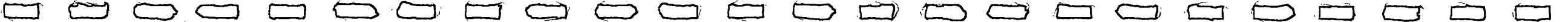
TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 70 : La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision. | | | |
|--|---------------------------------|--|----------------------------|
| Municipalité ou MRC ayant soumis un plan d'organisation | DATE DE RÉCEPTION AU MSP | DÉCISION RENDUE | DATE DE LA DÉCISION |
| MRC L'Érable | 04-06-25 | À la demande de la MRC, le projet déposé a été retiré. Un projet modifié sera déposé ultérieurement. | À venir |
| MRC L'Île-d'Orléans | 04-08-10 | Un schéma modifié a été déposé le 05-03-21 et l'analyse de ce dernier est en cours. | À venir |
| MRC L'Islet | 04-05-14 | L'attestation de conformité du schéma a été délivrée par le ministre. | 05-02-28 |
| MRC La Côte-de-Beaupré | 04-04-30 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 04-11-25. | À venir |
| MRC La Haute-Côte-Nord | 04-05-06 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 04-09-20. | À venir |
| MRC La Haute-Gaspésie | 05-01-17 | Analyse en cours. | À venir |
| MRC La Jacques-Cartier | 04-07-05 | Un projet de schéma modifié a été déposé le 04-12-21 et l'analyse de ce dernier est en cours. | À venir |
| MRC La Nouvelle-Beauce | 04-08-31 | Un schéma modifié a été déposé le 05-03-02 et l'analyse de ce dernier est en cours. | À venir |

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 70 : La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision. | | | |
|---|--------------------------|--|---------------------|
| Municipalité ou MRC ayant soumis un plan d'organisation | DATE DE RÉCEPTION AU MSP | DÉCISION RENDUE | DATE DE LA DÉCISION |
| | | | |
| MRC Abitibi-Ouest | 05-03-10 | Analyse en cours. | À venir |
| MRC Acton | 04-10-29 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 05-03-04. | À venir |
| MRC Antoine-Labelle | 04-03-01 | L'attestation de conformité du schéma a été délivrée par le ministre. | 05-04-11 |
| MRC Argenteuil | 04-09-08 | Le MSP est en attente d'un projet de schéma modifié. | À venir |
| MRC Beauce-Sartigan | 03-07-20 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 05-04-12. | À venir |
| MRC Bellechasse | 04-12-01 | Des précisions additionnelles ont été demandées. | À venir |
| MRC Brome-Missisquoi | 04-07-08 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 05-01-12. | À venir |
| MRC Charlevoix | 04-02-16 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 04-04-21. | À venir |
| MRC D'Autray | 03-11-04 | À la demande de la MRC, le projet déposé a été retiré. Un projet modifié sera déposé ultérieurement. | À venir |



Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| QUESTION 70 : La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision. | | | |
|--|---------------------------------|--|----------------------------|
| Municipalité ou MRC ayant soumis un plan d'organisation | DATE DE RÉCEPTION AU MSP | DÉCISION RENDUE | DATE DE LA DÉCISION |
| MRC Rouville | 04-05-03 | A la demande de la MRC, le projet déposé a été retiré. Un projet modifié sera déposé ultérieurement. | À venir |
| MRC Témiscamingue | 04-07-09 | Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 04-11-03. | À venir |
| Ville de Québec | 05-02-09 | Analyse en cours. | À venir |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité- protection - 01.04

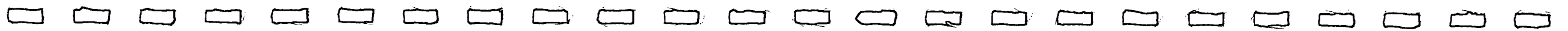
Question 70 Liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision.

| Corps de police qui ont soumis un plan d'organisation | Date de réception | Approbation du plan |
|---|---------------------------------------|---------------------|
| Bromont | 09-05-2002 | 26-02-2003 |
| Granby | 04-06-2002 | 18-09-2002 |
| Mont-Tremblant | 26-04-2002 | 30-09-2002 |
| Régie intermunicipale de police de la région de Joliette | 25-03-2002 | 19-12-2002 |
| Régie intermunicipale de police de la Rivière-du-Nord | 18-07-2003 | 29-10-2004 |
| Régie intermunicipale de police de Memphrémagog | 16-05-2002 | 26-02-2003 |
| Rivière-du-Loup | 24-04-2002 | 21-11-2002 |
| Sainte-Adèle | 04-03-2002 | 26-06-2002 |
| Saint-Georges | 05-02-2002 | 21-05-2002 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 25-03-2002 (refusé le 9 juillet 2002) | |
| Saint-Jérôme | 29-10-2002 | 26-02-2003 |
| Sainte-Marie | 16-05-2002 | 26-02-2003 |
| Theford Milnes | 26-02-2002 | 21-05-2002 |
| Blainville | 23-01-2003 | 12-08-2003 |
| Boisbriand | | |
| Lorraine | 10-01-2003 | 27-10-2003 |
| Rosemère | | |
| Sainte-Thérèse | | |
| Carignan | | |
| Chambly | | |
| Régie intermunicipale de police de la Vallée-du-Richelieu | 19-12-2002 (préliminaire) | |
| Saint-Basile-le-Grand | | |
| Sainte-Julie | | |
| Varenes | | |
| Châteauguay | 15-02-2002 | 20-03-2003 |
| Deux-Montagnes | 19-11-2001 | 27-08-2002 |
| L'Assomption | 15-11-2002 | 28-03-2003 |
| Lévis | 18-12-2002 | 26-02-2003 |
| Mascouche | 09-04-2002 | 22-09-2003 |
| Mirabel | 21-12-2001 | 15-03-2002 |
| MRC Les Collines-de-l'Outaouais | 01-02-2002 | 21-05-2002 |
| Régie intermunicipale de police Roussillon | 29-01-2002 | 05-07-2002 |
| Repentigny | 16-12-2002 | 13-08-2003 |
| Saguenay | 18-10-2002 | 14-03-2004 |
| Saint-Eustache | 17-10-2002 | 26-02-2003 |
| Sherbrooke | 11-12-2002 | 08-04-2003 |
| Terrebonne | 11-02-2002 | 26-02-2003 |
| Trois-Rivières | 18-12-2002 | 14-05-2003 |
| Gatineau | 01-11-2002 | |
| Laval | 14-12-2001 | 30-05-2002 |
| Longueuil | 24-02-2003 | |
| Québec | 04-11-2003 | 11-03-2004 |
| Montréal | 25-11-2002 | 11-11-2004 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

71. Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 71 : Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2004-2005.

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

| ORGANISME | MONTANT DEMANDE | MOTIFS DE REFUS |
|---|--------------------|--|
| À deux mains inc. | 30 000 \$ | Projet non admissible |
| Accès-cible Jeunesse Rosemont | 51 000 \$ | Projet non admissible |
| Association pour les Jeunes de la Rue de Joliette | 48 125 \$ | Projet non admissible |
| Assocation jamaïcaine de Montréal inc. | 50 000 \$ | Projet non admissible |
| Centre communautaire Dawson | 80 000 \$ | Projet non admissible |
| Centre de la famille Valcartier | 66 354 \$ | Projet non admissible |
| Centre des femmes du Plateau Mont-Royal | 42 131 \$ | Projet faible, aucune mobilisation |
| Centre d'initiatives pour le développement communautaire, l'Unité | 34 668 \$ | Projet non admissible |
| Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais | 51 065 \$ | Trop faible, mobilisation insuffisante |
| Centre d'orientation paralégale et sociale pour immigrants (COPSI) inc. | 21 593 \$ | Projet faible, aucune mobilisation |
| Centre Mgr Marcoux inc. | 72 460 \$ | Trop faible, nécessite trop de développement |
| Centre régional de prévention de la criminalité Mauricie / Centre-du-Québec | 59 205 \$ | Trop faible |
| Comité de justice pour la jeunesse de l'ouest de l'Île | 15 000 \$ | Projet trop faible |
| Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri (CEDA) | 46 634 \$ | Activités récurrentes depuis trois ans |
| Corporation Jeunesse Memphrémagog inc. | 16 279 \$ | Projet non admissible |
| Dopamine | 62 704 \$ | Projet non admissible |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

| ORGANISME | MONTANT DEMANDE | MOTIFS DE REFUS |
|--|--------------------|---|
| En Marge 12-17 | 50 074 \$ | Projet non admissible |
| Fédération des associations canado-philippines du Québec | 31 844 \$ | Non analysé (retard) |
| G.R.I.S. - Québec (Groupe régional d'intervention sociale) | 92 546 \$ | Problématique non appuyée, pas de lien avec la prévention |
| Gîte du Nomade | 218 139 \$ | Projet non admissible |
| Jeunes en mouvement de Pointe-aux-Trembles | 164 604 \$ | Projet non admissible |
| La Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc. | 127 166 \$ | Trop faible, nécessite trop de développement |
| La Maison des jeunes de Rivière-des-Prairies | 229 060 \$ | Activités récurrentes depuis plusieurs années |
| La Maison Familiale de Valleyfield | 13 820 \$ | Projet non admissible |
| Le centre de ressources de la communauté noire | 40 609 \$ | Non analysé (retard) |
| Le Centre Option-Prévention T.V.D.S. | 68 650 \$ | Projet faible, aucun lien entre les activités et la thématique |
| Le Havre du Fjord inc. | 50 000 \$ | Projet non admissible |
| Le Repère des Jeunes Îles-des-Sœurs | 16 000 \$ | Projet non admissible |
| Le St-Claude | 57 000 \$ | Déjà un projet taxage financé, faible capacité à mener deux projets |
| Local Jeunes centre-ville de Chicoutimi | 45 000 \$ | Activités récurrentes, aucune mobilisation |
| Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc. - Auberge du cœur Le Transit | 31 243 \$ | Projet faible, aucune mobilisation |
| Maison d'Haïti | 117 500 \$ | Activités récurrentes depuis plusieurs années |
| Maison des jeunes "Pirana" | 29 720 \$ | Projet non admissible |
| Maison des jeunes : L'Ouverture | 33 200 \$ | Trop faible, nécessite trop de développement |
| Maison des Jeunes de Bordeaux-Cartierville | 51 306 \$ | Même projet présentement soumis au PMC |
| Maison des Jeunes de Pierrefonds | 7 300 \$ | Activités récurrentes depuis cinq ans |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

| ORGANISME | MONTANT DEMANDE | MOTIFS DE REFUS |
|--|--------------------|--|
| Maison des jeunes de Rawdon | 115 834 \$ | Projet irréaliste |
| Maison des Jeunes de St-Ferréol-Les-Neiges | 11 640 \$ | Trop faible, nécessite trop de développement |
| Maison des jeunes des Basses-Laurentides inc. | 34 100 \$ | Projet non admissible |
| Maison des jeunes, Magi de Mercier-Ouest inc. | 50 000 \$ | Projet faible, mobilisation insuffisante |
| Mener autrement inc. | 55 041 \$ | Projet non adminssible |
| Parent Jeunesse | 133 000 \$ | Projet non admissible |
| Patro de Charlesbourg inc. | 48 317 \$ | Même projet présentement soumis au PMC |
| Refaire surface | 30 000 \$ | Projet non admissible |
| Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec | 20 000 \$ | Projet non admissible |
| Ressource alternative des jeunes de Bellechasse | 62 446 \$ | Projet faible, activités récurrentes |
| Service d'information et intervention en toxicomanie, (Unité Domrémy d'Alma) | 19 520 \$ | Projet non admissible |
| Société Ressources-Loisirs Pointe-aux-Trembles | 76 739 \$ | Projet non admissible |
| Table de concertation "jeunesse" de l'Ouest de l'île | 150 000 \$ | Projet prématuré, étape de diagnostic soumis au PMC |
| Trame d'actions et d'iniatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse | 54 630 \$ | Mobilisation insuffisante, activités courantes |
| YMCA de Montréal (succursale Saint-Laurent) | 60 000 \$ | Projet identique déjà financé au PMC en février 2004 |
| Zen-Hits Café de Baie-Comeau | 3 413 \$ | Non analysé (retard) |
| La croisée de Longueuil inc. | 151 178 \$ | Projet non admissible |
| La Maison des Jeunes de Granby inc. | 10 812 \$ | Projet faible, aucune mobilisation |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

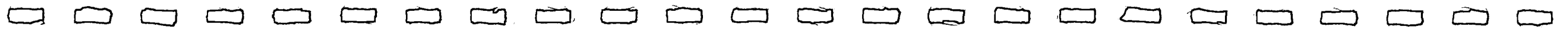
| ORGANISME | MONTANT DEMANDE | MOTIFS DE REFUS |
|---|--------------------|--------------------------------------|
| Maison des jeunes de St-Marc sur le Richelieu | 17 470 \$ | Projet faible, activités récurrentes |
| École secondaire Gérard-Filion | 11 011 \$ | Projet non admissible |
| Théâtre Parminou | 50 803 \$ | Projet non admissible |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

72. Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 72 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2004-2005.

Lors du discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

Gestion des licences

2004-2005

- analyser l'environnement social et physique du site;
- visiter systématiquement les lieux à la suite d'une demande de changement de lieu d'exploitation d'une licence;
- mettre en place et exploiter un système de gestion rigoureux des licences qui facilite les échanges d'information avec la Société des loteries vidéo du Québec et les partenaires (autorités policières).

1 700 000

Contrôle et impacts

- contrôler les licences par une inspection de tous les sites sur une période de deux ans (priorité aux multisites et aux endroits susceptibles d'être fréquentés par les jeunes);
- réaliser des études comparatives sur les impacts des actions de la Régie.

1 300 000

Total :

3 000 000



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

73. Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2001, et prévisions pour 2005-2006.

(VOIR ÉGALEMENT LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 73: Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2001, et prévisions pour 2005-2006.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

| | | |
|---------------------------------------|----------------------|------------|
| Sécurité des édifices gouvernementaux | Année 2001-2002 | 216 300 \$ |
| | Année 2002-2003 | 700 000 \$ |
| | Année 2003-2004 | 700 000 \$ |
| | Année 2004-2005 | 700 000 \$ |
| | Prévisions 2005-2006 | 700 000 \$ |

TITRE ET PROGRAMME : 01.05 SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ-INCENDIE

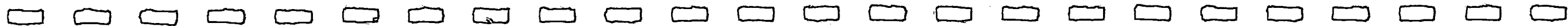
| | | |
|---|----------------------|------------|
| Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN). | Année 2001-2002 | 145 800 \$ |
| | Année 2002-2003 | 350 000 \$ |
| | Année 2003-2004 | 350 000 \$ |
| | Année 2004-2005 | 350 000 \$ |
| | Prévisions 2005-2006 | 350 000 \$ |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

74. Montants alloués à l'organisation des Jeux mondiaux policiers pompiers, avec pour chaque montant :
- a) le destinataire de la subvention;
 - b) la date à laquelle la subvention est accordée;
 - c) le montant pour chaque subvention;
 - d) l'utilisation prévue.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

| Question 74 : Montants alloués à l'organisation des Jeux mondiaux policiers pompiers, avec pour chaque montant : A. le destinataire de la subvention; B. la date à laquelle la subvention est accordée; C. le montant pour chaque subvention; D. l'utilisation prévue. | | | |
|--|--|------------|--|
| Réципиентаire | Date à laquelle la subvention est accordée | Montant | Utilisation prévue |
| Commission de la Capitale nationale pour les Jeux mondiaux policiers pompiers. Québec 2005 | Mars 2005 | 200 000 \$ | Financement à l'organisation des Jeux mondiaux policiers pompiers. |

TITRE ET PROGRAMME : Sûreté du Québec - 02

| Réципиентаire | Date à laquelle la subvention est accordée | Montant | Utilisation prévue |
|---|--|------------|--|
| Commission de la Capitale nationale pour les Jeux mondiaux policiers pompiers Québec 2005. | Février 2005 | 200 000 \$ | Financement à l'organisation des Jeux mondiaux policiers pompiers. |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

75. Copie des résolutions envoyées par des conseils municipaux concernant les services de la SQ pour la période 2004-2005.

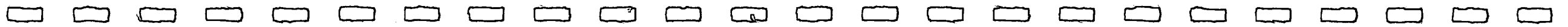
(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

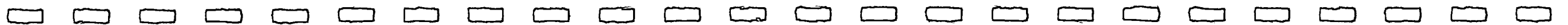
76. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.
Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 76 : La liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le Ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

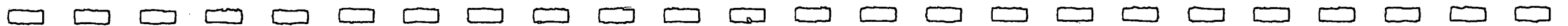
La réponse à cette question est la même que celle de la question 3 de ce cahier.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

77. Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

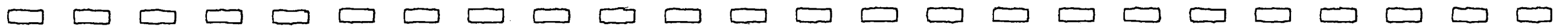


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 77 : Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

Aucune étude et analyse n'a été produite concernant le profilage racial dans les services policiers.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

78. Liste et copie des études et analyses faites concernant les mesures à mettre en œuvre à propos des jeunes en fugue.
Sommes accordées depuis 2001 afin de dresser un portrait de la situation des jeunes fugueurs québécois sur le territoire du Québec
et ailleurs dans le monde.

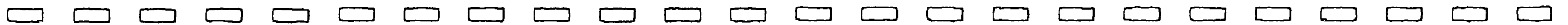


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 78 : Liste et copie des études et analyses faites concernant les mesures à mettre en œuvre à propos des jeunes en fugue. Sommes accordées depuis 2001 afin de dresser un portrait de la situation des jeunes fugueurs québécois sur le territoire du Québec et ailleurs dans le monde

Aucune étude ou analyse n'a été faite concernant les mesures à mettre en œuvre à propos des jeunes en fugue.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

79. Liste et copie des études et analyses faites concernant les mesures à mettre en œuvre afin de retracer les criminels évadés ou en liberté illégale.



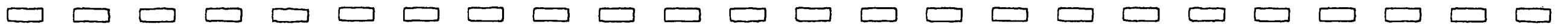
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02

QUESTION 79 : Liste et copie des études et analyses faites concernant les mesures à mettre en œuvre afin de retracer les criminels évadés ou en liberté illégale.

Lorsqu'une évasion se produit, la DGSC transmet rapidement l'information aux autorités policières qui prennent les mesures pour appréhender l'individu recherché ou obtiennent l'émission d'un mandat d'arrestation et l'inscription du cas au Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ).

De plus, le corps de police alerté par la DGSC prend les mesures appropriées afin que les victimes apparaissant au dossier soient avisées si leur sécurité est compromise.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

80. État de situation et copie des études et analyses faites concernant le projet Souverains anonymes, de la prison de Bordeaux.
Ventilation de l'aide financière gouvernementale fournie à ce projet depuis 2001.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02

QUESTION 80 : État de situation et copie des études et analyses faites concernant le projet Souverains anonymes, de la prison de Bordeaux. Ventilation de l'aide financière gouvernementale fournie à ce projet depuis 2001.

Le conseil d'administration du Fonds au bénéfice des personnes incarcérées (FBPI) de l'Établissement de détention de Montréal – Prison de Bordeaux a décidé de mettre fin au financement du programme Souverains anonymes à compter du 13 mai 2004, faute de revenus suffisants pour financer ce programme.

Le ministère de la Sécurité publique assume déjà 22 000 \$ en coût d'encadrement de cette activité et 5 000 \$ versé en achat de programme¹ à Communications accessibles Montréal pour le site internet de Souverains anonymes.

¹ Voir la réponse à la question numéro 39.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

81. Statistiques à l'égard des nouvelles mesures mises en place par la *Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes*, notamment en ce qui a trait aux modifications apportées à la section III du *Code de procédure pénale*.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 81 : Statistiques à l'égard des nouvelles mesures mises en place par la Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes, notamment en ce qui a trait aux modifications apportées à la section III du Code de procédure pénale.

| Indicateurs | Année 2003-2004 | Année 2004-2005 | Variations | |
|--|--------------------|--------------------|------------|--------|
| | | | Nombre | % |
| Nombre d'infractions | 14 511 | 7 036 | -7 475 | -51,5% |
| Nombre d'incarcérations | 5 772 | 3 063 | -2 709 | -46,9% |
| Nombre de jours/séjour | 55 187 | 31 732 | -23 455 | -42,5% |
| Nombre d'incarcérations / nouvelle loi | n/a | 0 | n/a | n/a |
| Nombre de places occupées par jour | 150,8 | 86,9 | -63,8 | -42,3% |
| Taux d'occupation | 4,0% | 2,3% | n/a | -1,7% |

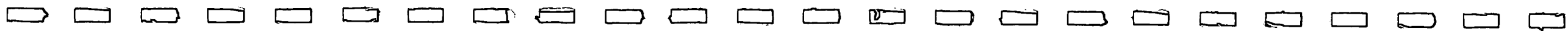




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

82. Sommes accordées depuis 2003 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins,
par année et par district judiciaire.



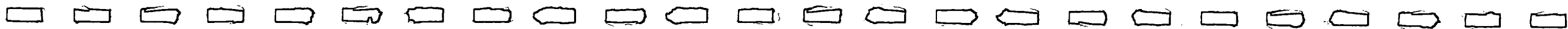
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 82: Sommes accordées depuis 2003 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du Ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

Les sommes accordées pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (5) pour l'année 2004-2005 :

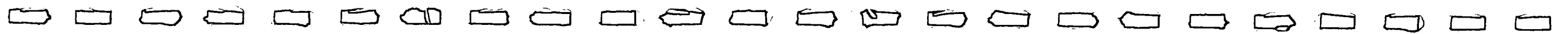
| | |
|-------------------------------|--------------|
| Secteur est | 1 441 000 \$ |
| Secteur ouest | 1 726 300 \$ |
| Secteur sud | 1 299 500 \$ |
| Secteur Île de Montréal | 3 588 900 \$ |
| Secteur Palais justice Québec | 1 025 500 \$ |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

83. Sommes accordées pour la préparation du *Rapport Boisvert* sur la protection des collaborateurs de justice.
Liste des personnes et des groupes rencontrés par ce comité, fournir les dates.
Échéancier prévu pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 83 : Sommes accordées pour la préparation du *Rapport Boisvert* sur la protection des collaborateurs de justice. Liste des personnes et des groupes rencontrés par ce comité, fournir les dates. Échéancier prévu pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport.

| Coût | Personnes ou organismes rencontrés/consultés | Dates des rencontres |
|--------------|---|--|
| 98 958,00 \$ | <ul style="list-style-type: none"> • Commission québécoise des libérations conditionnelles • Direction générale des services correctionnels du Québec • Ministère de la Sécurité publique du Québec • Police nationale des Pays-Bas, Unité de protection des témoins • Service de police de la Ville de Montréal • Her Majesty Customs and Excise – Delta Project • Gendarmerie royale du Canada • Sûreté du Québec, Service de la protection des témoins • Commission nationale des libérations conditionnelles • Ministère de la Justice de l'Ontario, Witness Protection Program • Service correctionnel du Canada • Ministère du Revenu du Québec, Direction des enquêtes • Régie de l'assurance maladie du Québec, Service de support aux opérations • Régie des rentes du Québec, Direction des affaires juridiques • Société de l'assurance automobile du Québec • Directeur de l'état civil alors en fonction et son prédécesseur • Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille du Québec | <p>12 mars 2004</p> <p>12 mars 2004</p> <p>12 mars 2004</p> <p>1^{er} avril 2004</p> <p>2 avril 2004</p> <p>14 avril 2004</p> <p>1^{er} et 16 avril 2004</p> <p>7 et 16 avril 2004</p> <p>16 et 26 avril 2004</p> <p>26 avril 2004</p> <p>26 avril 2004</p> <p>10 mai 2004</p> <p>10 mai 2004</p> <p>10 mai 2004</p> <p>10 mai 2004</p> <p>7 avril et 11 mai 2004</p> <p>11 mai 2004</p> |

1. L'échéancier prévu pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport est à déterminer.

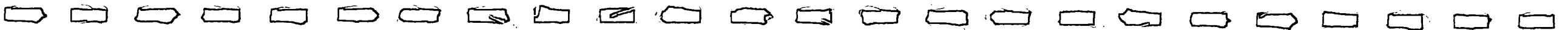
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 83 : Sommes accordées pour la préparation du *Rapport Boisvert* sur la protection des collaborateurs de justice. Liste des personnes et des groupes rencontrés par ce comité, fournir les dates. Échéancier prévu pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport.

| Coût | Personnes ou organismes rencontrés/consultés | Dates des rencontres |
|------|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Ministère de la Justice du Québec, Bureau de lutte au crime organisé (B.L.A.C.O.) • British Home Office, Witness Protection and Intimidation Team • Garda Siochana (Police nationale d'Irlande) • London Metropolitan Police (Criminal justice protection Unit) • Scottish Crown Office and Procurator Fiscal Service • Scottish Drug Enforcement Agency, responsable du Scottish Witness Liaison Unit • Bundeskriminalamt (Office fédéral pour la police criminelle d'Allemagne), responsables du programme de protection des témoins • Police fédérale belge et Parquet • Direction générale de la police judiciaire belge • Servizio Centrale Di Protezione (Service central de protection des témoins) et Direzione Nazionale Antimafia (Direction nationale antimafia du ministère de la Justice) • Unité de la protection des témoins de la police nationale suédoise • US Marshalls Service | <p>21 mai 2004</p> <p>14 juin 2004</p> <p>15 juin 2004</p> <p>15 juin 2004</p> <p>17 juin 2004</p> <p>17 et 18 juin 2004</p> <p>21 juin 2004</p> <p>13 et 22 juin 2004</p> <p>22 et 23 juin 2004</p> <p>24 juin 2004</p> <p>24 septembre 2004</p> <p>25 octobre 2004</p> |

1. L'échéancier prévu pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport est à déterminer.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

84. Copie des recommandations émises par les coroners, en 2004-2005, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.

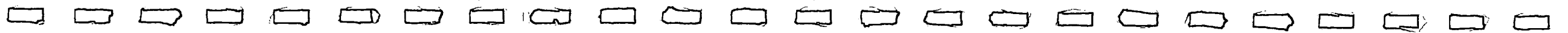
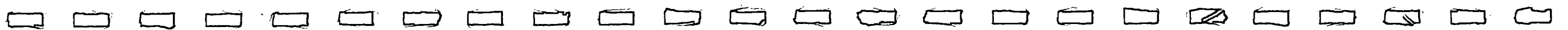


TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| 1. ACCIDENTS DE TRANSPORT | 3 |
| 1.1 Automobiles et camionnettes | 5 |
| 1.2 Camions et véhicules lourds | 26 |
| 1.3 Motocyclettes | 27 |
| 1.4 Motoneiges | 29 |
| 1.5 Véhicules tout-terrain | 29 |
| 1.6 Bicyclettes | 30 |
| 1.7 Piétons | 32 |
| 1.8 Bateaux, embarcations nautiques | 35 |
| 2. AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS | 41 |
| 2.1 Accidents avec machine | 43 |
| 2.2 Asphyxies | 44 |
| 2.3 Chaleur ou froid excessif | 46 |
| 2.4 Chutes | 47 |
| 2.5 Électrocutions | 50 |
| 2.6 Incendies | 51 |
| 2.7 Intoxications | 52 |
| 2.8 Noyades | 57 |
| 2.9 Autres décès accidentels | 64 |
| 3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES | 69 |
| 3.1 Suicides | 71 |
| 3.2 Décès de nature indéterminée | 83 |
| 3.3 Causes naturelles - Décès naturels | 86 |



1. ACCIDENTS DE TRANSPORT



1.1 AUTOMOBILES ET CAMIONNETTES

Avis / Dossier : A-140920 114520

Événement :

Le conducteur d'un véhicule automobile décède par asphyxie lors de l'incendie de son véhicule automobile, après avoir percuté des barils libérés de leur arrimage d'un camion circulant en sens inverse. Cet accident est survenu au kilomètre 300, sur la route 117, dans le parc faunique de La Vérendrye.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- accélère le processus de mise en vigueur obligeant tous les véhicules routiers nécessitant l'arrimage d'être munis d'un détecteur de tension, soit un dispositif qui renseignerait le camionneur sur l'état de ses appareils d'arrimage en tout temps; [1]
- étudie le dispositif de détection qui lui a été soumis par M. Maurice Tardif et apporte tout commentaire ou correctif qui pourrait satisfaire le Ministère, le cas échéant; [2]
- rende obligatoire l'installation d'un dispositif de détection de tension dans les plus brefs délais. [3]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-02-04, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-02-04, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2004-02-04, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-129269 108648

Événement :

Une conductrice de 49 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision frontale avec un véhicule ambulancier, sur la route 138, à Très-Saint-Sacrement.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- rende obligatoire la remise de la déclaration de santé et de déficit fonctionnel (partie 3) dûment signée, lors du renouvellement du permis de conduire; [1]

1. Accidents de transport

- oblige tout conducteur qui refuse de remettre la déclaration de santé et de déficit fonctionnel dans le délai prescrit à se soumettre à un examen médical. [2]
- inscrive clairement sur la déclaration de santé et de déficit fonctionnel que le fait de fournir des renseignements faux ou inexacts peut entraîner la suspension du permis et le paiement d'une amende; [3]
- rende obligatoire la déclaration de certaines maladies susceptibles d'altérer la conduite automobile. [4]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il formera un comité d'étude portant sur la pertinence de la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il formera un comité d'étude portant sur la pertinence de la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2004-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il formera un comité d'étude portant sur la pertinence de la recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2004-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il formera un comité d'étude portant sur la pertinence de la recommandation.

Avis / Dossier : A-148688 118676

Événement :

Un jeune conducteur de 18 ans décède d'un traumatisme craniocérébral majeur, trois jours après avoir été victime d'un face à face survenu dans une courbe accentuée sur la route 117, à Beaux-Rivages.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- réfléchisse à la possibilité d'installer un panneau de diminution de vitesse (75 km/h) sur la route 117, secteur Beaux-Rivages, avant l'amorce de la courbe. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-11-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis / Dossier : A-149420 121380

Événement :

Un accident de la route fait une victime au kilomètre 362 de la route 117, dans le Parc de La Vérendrye. Un homme de 34 ans y est décédé, au moment où un véhicule utilitaire sport est venu le heurter de plein fouet lors d'une manœuvre de dépassement d'un transporteur routier.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- s'assure, pour cette portion de route en direction sud, de faire apporter des correctifs aux panneaux de signalisation pour qu'ils soient plus visibles, afin d'éviter toute confusion, annonçant plus clairement qu'il s'agit d'une intersection pour virage à droite et non d'une voie permettant le dépassement de véhicules lents; [1]
- s'assure, pour cette portion de route en direction nord, de la conformité des normes ordinairement requises pour un dépassement sur lignes continues, lorsque cette voie de dépassement précède une intersection de virage à droite et en pente ascendante courbe. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-10-12, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-10-12, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

| | | |
|-------------------------|----------|--------|
| Avis / Dossier : | A-145054 | 119574 |
| | A-145055 | 119575 |

Événement :

Un homme de 70 ans, circulant en sens inverse sur l'autoroute 20 à la hauteur de Saint-Hyacinthe, est mortellement blessé lorsqu'il entre en collision frontale avec un autre véhicule automobile, dont le conducteur est également tué.

Recommandations :

Que les autorités médicales de l'Hôpital Saint-Sacrement, du Centre hospitalier universitaire de Québec – Pavillon Hôtel-Dieu et l'Hôpital Charles LeMoine :

- renvoient leur approche respective quant au traitement des troubles du sommeil chez les personnes âgées, afin de choisir des interventions dont les incidences d'effets secondaires sont moindres; [1]
- renvoient leur politique respective quant à la durée de prescription des benzodiazépines et à l'usage de celles de longue durée; [2]

1. Accidents de transport

- s'assurent que le gériatre intervient lorsque les analgésiques et les psychotropes sont prescrits aux personnes âgées pendant une longue période, afin de vérifier s'il n'existe pas d'autres traitements ayant des effets secondaires moins dommageables. [3]
- renvoient leur politique de conseil d'abstinence de conduire aux personnes traitées avec des benzodiazépines de longue durée, surtout lorsque des effets secondaires affectent leur système nerveux central. [4]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- étudie la pertinence d'élaborer une politique de conseil d'abstinence de conduire et de retrait de permis pour les personnes traitées avec des benzodiazépines sur une longue durée, surtout lorsque des effets secondaires affectent leur le système nerveux central. [5]

Que le ministère des Transports :

- étudie la pertinence de changer la géométrie de la sortie 130 de l'autoroute 20, lorsqu'elle rejoint le boulevard Laframboise à Saint-Hyacinthe, afin d'éliminer l'angle droit et d'y créer un angle aigu. [6]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Saint-Sacrement
Centre hospitalier universitaire de Québec – Pavillon Hôtel-Dieu
Hôpital Charles-Lemoyne
Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports du Québec
Collège des médecins du Québec
Santé Canada

Suivi des recommandations :

Hôpital Saint-Sacrement

Centre hospitalier universitaire de Québec – Pavillon Hôtel-Dieu

Hôpital Charles-Lemoyne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-14, l'intervenant informe le coronar en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-03-14, l'intervenant informe le coronar en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-03-14, l'intervenant informe le coronar en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-03-14, l'intervenant informe le coronar en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2004-10-13, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2004-08-03, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis / Dossier : A-151205 122224

Événement :

Un jeune conducteur de 18 ans décède d'un polytraumatisme, à la suite d'un accident survenu sur la route 223 à Saint-Marc-de-Richelieu, après une perte de maîtrise avec dérapage sur une chaussée enneigée et glissante.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- examine la pertinence de modifier les glissières de sécurité. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-146936 121438

Événement :

Un homme de 73 ans, conducteur d'une fourgonnette, décède des blessures subies lorsque son véhicule est embouti par un tracteur semi-remorque, sur l'autoroute 40 à Berthierville.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- fasse une campagne d'information pour rappeler aux conducteurs les règles à suivre lors d'un problème sur une autoroute et qu'elle mette l'accent sur les manœuvres à exécuter lors de la présence de bandes vibrantes devant protéger des dérapages. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il formera un comité d'étude portant sur la pertinence de la recommandation.

1. Accidents de transport

Avis / Dossier : A-153351 121296

Événement :

Une jeune femme de 20 ans décède des blessures subies lors d'un accident survenu sur la route 138 à Kahnawake. Dans une courbe prononcée, elle a continué tout droit, sans freiner, a traversé le terre-plein gazonné séparant les voies et a frappé de front un véhicule circulant en sens inverse.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- revoie la géométrie de la courbe, afin d'assurer une meilleure sécurité pour les usagers qui ont à l'emprunter. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-13, l'intervenant informe le coronar en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

Avis / Dossier : A-151640 120095

Événement :

Le conducteur d'une camionnette circulant sur l'autoroute 15, en direction sud, à Mirabel, percuté une balise de signalisation, perd la maîtrise de son véhicule, franchit le terre-plein central et heurte un véhicule dans la voie opposée. Il décède des suites de ses blessures au Centre hospitalier Saint-Eustache.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- installe des arbres ou des glissières afin d'empêcher qu'un véhicule puisse traverser le terre-plein de l'autoroute 15 aux endroits où celui-ci permet à un véhicule de le traverser. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-01, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis / Dossier : A-151763 122301

Événement :

Une femme de 35 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision fronto-latérale sur la route 148 (boulevard Arthur-Sauvé), à Saint-Eustache.

Recommandations :

Que la Régie des alcools, des courses et des jeux :

- envisage très sérieusement l'obligation, pour les titulaires de permis d'alcool, de se conformer à un code de déontologie les amenant à participer au contrôle des consommations de leurs clients, en particulier lorsqu'ils savent que le client conduit un véhicule. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- reçoive une copie de ce rapport pour la convaincre davantage du danger de mort que représente le téléphone cellulaire. [2]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec de concert avec la Régie des alcools, des courses et des jeux :

- fassent de la prévention au sujet de l'alcool au volant auprès de employés d'établissements titulaires de permis d'alcool. [3]

Organisations/personnes visées :

Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-03-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-151739 122365

Événement :

Une collision entre une automobile et un camion lourd fait une victime à l'intersection de la route 317 et de la montée Varin à Saint-Sixte.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- procède à l'élagage des arbres et arbustes situés du côté est de la chaussée entre les deux courbes sur la route 317, juste avant la montée Varin. [1]

1. Accidents de transport

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-151681 122325

Événement :

Un homme de 24 ans décède d'un polytraumatisme après avoir perdu la maîtrise de son véhicule et heurté une dépanneuse sur le terre-plein central de l'autoroute 40, km 35, à Vaudreuil-Dorion.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- installe des clôtures à neige en bordure de l'autoroute 40 ouest près du km 35 à Vaudreuil-Dorion; [1]
- installe un panneau indicateur de poudrière à l'approche du km 35 de l'autoroute 40 ouest à Vaudreuil-Dorion; [2]
- facilite l'utilisation d'un panneau indicateur mobile à message variable lors des journées hivernales de tempête poudrière. [3]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-07-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2004-07-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis / Dossier : A-143268 122019

Événement :

Une femme de 26 ans, circulant sur la route 263 à Saint-Samuel-Station, perd la maîtrise de sa fourgonnette en tentant d'éviter un véhicule immobilisé en bas d'une pente pour tourner dans une entrée privée, et heurte de plein fouet un tracteur semi-remorque arrivant en sens inverse.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- fasse disparaître, au moins en partie, ce changement dans l'élévation de la route. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-155817 123075

Événement :

Un jeune homme de 18 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision frontale avec une camionnette sur la route 158 à Joliette.

Recommandations :

Que la Société d'assurance automobile du Québec :

- continue à responsabiliser le plus possible les jeunes conducteurs; [1]
- explore la possibilité que, dans certains cas, l'obtention d'un permis de conduire soit aussi assortie d'un test psychologique. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-140888 121481

Événement :

Une collision frontale entre deux automobiles fait une victime sur la route 158, à Saint-Lin-Laurentides.

1. Accidents de transport

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- vérifie le lieu de l'accident et corrige la longueur de la ligne double. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-09, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-147060 115917

 A-147059 115918

 A-147061 116514

Événement :

Un accident de la route fait trois victimes lorsque le conducteur perd la maîtrise de son véhicule dans une courbe et heurte un poteau, à l'intersection du boulevard Sainte-Rose et de la montée Mont-Rougeau, à Laval.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- évalue la pertinence de soumettre les conducteurs détenant un permis probatoire qui sont l'objet d'une suspension de permis à une période plus longue de suspension et à des conditions plus sévères d'utilisation lors de la levée de la suspension. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-13, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-148784 119965

Événement :

Un conducteur de 26 ans est éjecté de son véhicule après avoir raté une courbe et heurté un poteau de signalisation, à l'intersection des rangs Sainte-Julie et du Ruisseau, à Saint-Guilhaume.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- envisage des mesures pour contrer la conduite automobile avec facultés affaiblies par l'usage de drogues. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-147895 122381

Événement :

Une collision entre une automobile et un camion lourd à l'intersection de la route 204 et de la 2^e Avenue à Saint-Gédéon-de-Beauce fait une victime.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- étudie la possibilité d'aménager la topographie de cette route afin de remplacer l'intersection en « Y », en obstruant l'accès à la route 204 par un remblai ou en aménageant l'intersection de façon différente. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-04-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-151653 119536

Événement :

Une conductrice de 44 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'un accident de la route survenu sur le boulevard Mgr-Langlois, à Salaberry-de-Valleyfield, au moment où elle a percuté un lampadaire sur le terre-plein central, avant de faire plusieurs tonneaux.

1. Accidents de transport

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- oblige la remise de la déclaration de santé et de déficit fonctionnel (partie 3) dûment signée, lors du renouvellement du permis de conduire; [1]
- soumette à un examen médical tout conducteur qui refuse de remettre la déclaration de santé et de déficit fonctionnel dans le délai prescrit; [2]
- inscrive clairement sur la déclaration de santé et de déficit fonctionnel la mention suivante : « Fournir des renseignements faux ou inexacts peut entraîner la suspension du permis et le paiement d'une amende de 300 \$ à 600 \$ (articles 95 et 138 du Code de la sécurité routière). De plus, le conducteur qui omet de remettre la déclaration de santé dans le délai prescrit se verra imposer un examen médical à ses frais et risque la suspension de son permis ». [3]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-03-08, l'intervenant informe le coronar en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-03-08, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il formera un comité d'étude portant sur la pertinence de la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2004-03-08, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis / Dossier : A-149318 120736

Événement :

Un homme de 43 ans décède d'un infarctus du myocarde récent (moins de 24 heures), le lendemain de son congé des soins intensifs du Centre hospitalier de Gaspé où il s'était présenté pour des douleurs thoraciques à l'effort.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels du Centre hospitalier de Gaspé :

- soumette ce dossier au comité d'évaluation de l'acte médical; [1]
- voie à l'organisation d'une formation professionnelle médicale continue portant sur le syndrome coronarien aigu avec ou sans évaluation du segment ST. [2]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de Gaspé

Suivi des recommandations :Centre hospitalier de Gaspé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-136037 111272

Événement :

Le conducteur d'un véhicule automobile décède d'un traumatisme crânien sévère à la suite d'un accident survenu dans la bretelle de l'autoroute 55, en direction de l'autoroute 40, à Trois-Rivières. Son véhicule a été heurté par une fourgonnette dont le conducteur avait perdu la maîtrise en raison d'une vitesse excessive.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- apporte les correctifs nécessaires pour éviter que d'autres décès surviennent sur cette bretelle d'autoroute. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-03-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-152702 121293

Événement :

Une femme de 84 ans décède d'un hématome sous-dural lors d'une collision latérale avec un véhicule lourd, alors qu'elle voulait traverser les deux voies du boulevard Gaboury, à l'intersection des Galeries Mont-Joli, à Mont-Joli. Un feu de signalisation est présent à cet endroit et une flèche permet aux véhicules se dirigeant aux Galeries Mont-Joli de tourner à gauche de façon sécuritaire.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- évalue l'ensemble des feux de signalisation sur le boulevard Gaboury afin qu'ils fonctionnent tous de façon semblable; [1]
- modifie la programmation du feu de signalisation permettant l'accès au centre commercial Les Galeries Mont-Joli, sur le boulevard Gaboury. [2]

1. Accidents de transport

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-143613 118213
 A-143614 118214

Événement :

Une collision entre une automobile et un camion six roues fait deux victimes sur le pont de l'Île-aux-Tourtes, à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- mette en place un programme d'inspection obligatoire pour les véhicules de 7 ans et plus. Cette inspection pourrait être demandée lors du renouvellement des immatriculations ou à la suite de réparations obligatoires, si nécessaire, ou d'un remisage si les réparations ne sont pas effectuées. [1]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Urgences-Santé

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-150770 121942

Événement :

Un homme de 56 ans, circulant sur le chemin Saint-Joseph à Trois-Rives, décède par noyade lorsque son véhicule dérape sur une chaussée glacée et tombe dans la rivière Mékinac.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- fasse ériger des rampes de sécurité dans la courbe située à proximité du 143, chemin Saint-Joseph à Trois-Rives, secteur Saint-Joseph-de-Mékinac, là où la rivière Mékinac se trouve à proximité de la route, ainsi qu'à tout autre endroit où la situation le justifie. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-02-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

| | | |
|-------------------------|----------|--------|
| Avis / Dossier : | A-145748 | 119704 |
| | A-145749 | 119705 |

Événement :

Un accident de la route, impliquant deux automobiles et un tracteur routier, fait deux victimes sur la route 138 à Sacré-Cœur.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- améliore le dégagement visuel latéral en modifiant en conséquence les abords de la route 138, le long du lac Gobeil. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-01-27, l'intervenant informe le coroner en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

Avis / Dossier : A-140698 116081

Événement :

Une collision entre un tracteur semi-remorque et une camionnette fait un mort sur l'autoroute 35 nord, à Saint-Luc.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- inclue dans son *Code de la sécurité routière* l'interdiction de l'usage du téléphone cellulaire par le conducteur d'un véhicule en mouvement, sous peine d'amende. [1]

1. Accidents de transport

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-03-03, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-152126 122867

Événement :

Une collision frontale entre deux véhicules sur la route 108 à Saint-Évariste fait une victime.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- étudie la possibilité de faire installer sur cette portion de route un genre de coupe-vent ou une autre forme de signalisation afin de prévenir d'autres accidents mortels. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-10-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-139423 112965

Événement :

Un homme de 25 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision frontale avec une autocaravane, sur la route du Phare Ouest (132) à Matane. L'accident est survenu au cours d'une poursuite policière.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec précisent leurs directives afin :

- d'établir qu'une poursuite ne devrait être envisagée que si une infraction grave, portant atteinte à la vie humaine, a été perpétrée; [1]
- d'interdire le recours à une poursuite si les policiers impliqués ne sont pas formés ou s'ils ne le sont insuffisamment; [2]
- de prévoir une séance de retour sur l'événement (debriefing) obligatoire chaque fois qu'une poursuite policière a été engagée; [3]

- de prévoir des sanctions possibles s'il y a manquement aux directives; [4]
- de mieux définir le rôle du superviseur (en indiquant qu'il doit poser des questions concernant notamment les motifs justifiant la poursuite et le déroulement de cette dernière). [5]

Que les corps de police du Québec autres que la Sûreté du Québec :

- se dotent, s'il y a lieu, de directives en matière de poursuites policières automobiles, s'inspirant de celles du ministère de la Sécurité publique; [6]
- apportent, s'il y a lieu, les précisions suggérées au présent rapport, à celles en vigueur. [7]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- uniformise les directives relatives aux poursuites policières automobiles; [8]
- rende la formation particulière en matière de poursuites policières obligatoire, y compris une mise à jour périodique des connaissances, pour tous les policiers; [9]
- prenne les moyens nécessaires afin d'encourager l'utilisation du matériel didactique conçu par l'École nationale de police du Québec en matière de poursuites par tous les corps de police du Québec. [10]

Que l'École nationale de police du Québec à l'intérieur du programme de formation pour les futurs policiers :

- donne des exemples pour définir l'infraction grave, illustrer les situations où le recours à la poursuite automobile est contre-indiqué, illustrer des situations où la poursuite automobile doit être interrompue; [11]
- informe les futurs policiers sur les solutions de rechange à la poursuite automobile; [12]
- informe les futurs policiers sur les conséquences des poursuites automobiles (décès et dommages) et sur l'« effet tunnel » qui peut les affecter; [13]
- amène les futurs policiers à assimiler les principes suivants : la vie est plus importante que la propriété et la sécurité du public est plus importante que l'arrestation immédiate du suspect. [14]

Que la Sûreté du Québec et les corps de police du Québec :

- forment tous leurs policiers en poste n'ayant pas suivi la formation particulière en matière de poursuite automobile. Pour ce faire, ils pourront utiliser le matériel technique de l'École nationale de police du Québec ou à défaut bonifier leur formation existante avec la collaboration de cet établissement d'enseignement; [15]
- prévoient une façon d'évaluer la compréhension des policiers à la suite de la formation reçue; [16]
- prévoient une mise à jour périodique des connaissances en matière de poursuites policières. [17]

Que la policière impliquée dans la poursuite:

- suive la formation continue accessible à l'École nationale de police du Québec sur les poursuites. [18]

Que la Sûreté du Québec :

- permette à la policière de suivre la formation de l'École nationale de police du Québec. [19]

1. Accidents de transport

Que le ministère de la Sécurité publique et l'École nationale de police du Québec, afin de mieux documenter les poursuites policières :

- colligent et traitent systématiquement annuellement tous les renseignements concernant les poursuites policières survenues au Québec; [20]
- bonifient le formulaire servant à recueillir tous les renseignements utiles sur chaque poursuite; [21]
- étudient et évaluent toutes les solutions de rechange aux poursuites. [22]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Sûreté du Québec
École nationale de police du Québec
Association des directeurs de police du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 20, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 21, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 22, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 15, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 16, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 17, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 19, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

École nationale de police du Québec

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 13, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 14, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 20, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 21, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 22, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des directeurs de police du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 15, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 16, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 17, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

1. Accidents de transport

Avis / Dossier : A-149747 121536

Événement :

Un bébé de deux mois est mortellement blessé lors d'une collision survenue à l'angle de la route 112 et du rang Double à Rougemont, alors qu'il est éjecté de son siège d'enfant et projeté sur la chaussée.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- procède à installation un feu clignotant jaune et modifie l'intersection du rang Double et de la route 112, à Rougemont. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-10-14, l'intervenant informe le coroner en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

Avis / Dossier : A-144916 122637

Événement :

Le passager d'un véhicule automobile décède des blessures subies à la suite d'une collision avec une camionnette sur la route 222, dans le canton Valcourt.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- apporte les correctifs à l'accotement afin de rendre la route 222 sécuritaire pour ses usagers. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-10-15, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Avis / Dossier : A-154509 123976

Événement :

Une jeune femme de 18 ans décède d'une fracture cervicale à la suite d'une collision frontale survenue sur la route 148 à Pontiac.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- prenne connaissance du rapport d'investigation en vue de concevoir une publicité ayant pour objectif de sensibiliser la population, particulièrement les jeunes conducteurs, aux dangers de la conduite automobile alors que plusieurs distractions affectent le niveau d'attention du conducteur. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-12-06, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-141967 120555

Événement :

Un homme de 39 ans décède d'un polytraumatisme après avoir frappé le parapet du pont de la rivière Hazen, à Saint-Jean-sur-Richelieu. Le véhicule a pivoté sur lui-même avant de terminer sa course dans le fond de la rivière, une dizaine de pieds plus bas.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- installe une glissière de sécurité aux extrémités du pont, du côté est, pour empêcher qu'un véhicule qui quitte la chaussée tombe dans la rivière. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

1. Accidents de transport

Avis / Dossier : A-152220 123944

Événement :

Une femme de 75 ans décède de traumatismes multiples lors d'un accident survenu à l'intersection de la route 153 et du 2^e Rang, à Saint-Barnabé.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- installe un panneau indicateur jaune pour ralentir la circulation sur la route 153 ou, encore, apporte toute autre correction que les ingénieurs pourraient imaginer, afin d'améliorer la circulation à cet endroit. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-12-03, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

1.2 CAMIONS ET VÉHICULES LOURDS

Avis / Dossier : A-141959 120356
A-141957 121106

Événement :

Une collision frontale entre deux camions lourds, sur la route 133, à Henryville fait deux victimes. C'est en voulant éviter un véhicule automobile qui sortait d'un stationnement qu'un des chauffeurs a dévié dans la voie inverse où un autre camion circulait.

Recommandation :

Que le ministère des Transport :

- parachève l'autoroute 35 sur 34 kilomètres, entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-04-26, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il formera un comité d'étude portant sur la pertinence de la recommandation.

1.3 MOTOCYCLETES

Avis / Dossier : A-145448 120528

Événement :

Un motocycliste de 52 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'un accident survenu à l'intersection de la route 329 et du chemin des Cassandres, à Lanthier. Le véhicule automobile circulant en sens inverse a empiété sur l'autre voie dans une courbe, avant d'entrer en collision avec la victime.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- procède aux correctifs nécessaires à cet endroit. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-03-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-156926 124790

Événement :

Un motocycliste de 32 ans décède d'un traumatisme craniocérébral sévère et de fractures multiples des membres et du bassin, à la suite d'un accident survenu sur la route 275 à Lévis.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- procède aux correctifs nécessaires à cet endroit. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-10-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

1. Accidents de transport

Avis / Dossier : A-149790 120766
 A-149791 120767

Événement :

Un motocycliste de 45 ans et sa passagère perdent la vie lors d'un accident survenu sur la route 202 à Dunham, à la suite d'une perte de maîtrise dans une courbe. La motocyclette a percuté une fourgonnette qui circulait en sens inverse.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- devant l'accroissement du parc de motocyclettes et le risque particulièrement élevé lié à la conduite d'une motocyclette sous l'influence de l'alcool, sensibilise les propriétaires de motocyclettes à ce risque, au moment de l'immatriculation et du renouvellement de l'immatriculation de leur véhicule. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-156907 124246

Événement :

Un motocycliste de 55 ans décède d'un traumatisme craniocérébral à la suite d'un accident survenu sur la route 381, dans le Parc des Grands-Jardins reliant le secteur de La Baie à Baie-Saint-Paul.

Recommandation :

Que le ministère des Transports :

- évalue la pertinence de modifier cette courbe afin de la rendre plus sécuritaire ou, à tout le moins, modifie la signalisation et la limite de vitesse dans ce secteur permettant, notamment aux motocyclistes, d'aborder la courbe à une vitesse réduite et d'être avertis de sa dangerosité. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

1.4 MOTONEIGES

Avis / Dossier : A-151219 122548

Événement :

Un homme de 35 ans, circulant dans un sentier de motoneige non fédéré à Saint-Zénon, décède d'un polytraumatisme après que la motoneige qu'il conduisait est entrée en collision avec la surfaceuse qui obstruait 80 % du sentier.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- prenne connaissance du rapport d'investigation, afin d'être sensibilisé au problème des surfaceuses dans les sentiers de motoneige. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-11-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

1.5 VÉHICULES TOUT-TERRAIN

Avis / Dossier : A-144186 120371

Événement :

Un homme de 55 ans décède par noyade alors qu'il est emporté par le courant avec son véhicule tout terrain (VTT), dans le ruisseau des Échouements dans le canton Faribault.

Recommandations :

Que le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs:

- fasse un inventaire des chemins forestiers situés sur son territoire au Bas-Saint-Laurent qui sont susceptibles d'être inondés lors de crues avec risque de décès pour les usagers; [1]
- inspecte ces chemins lorsqu'ils représentent un danger pour les usagers lors de la crue printanière ou estivale; [2]
- ferme ces chemins lorsqu'il y a un risque de danger pour la vie des utilisateurs de ces chemins forestiers. [3]

Organisation/personne visée :

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

1. Accidents de transport

Suivi des recommandations :

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

1.6 BICYCLETTES

Avis / Dossier : A-151626 120045

Événement :

Un cycliste de 35 ans est écrasé mortellement par une bétonnière à l'intersection des rues Papineau et Ontario à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- inclue, dans ses campagnes de publicité sur la sécurité routière, un volet pour sensibiliser les cyclistes sur les dangers de circuler à bicyclette avec les facultés affaiblies par l'alcool ou la drogue; [1]
- profite de la venue de l'été pour lancer une campagne de sensibilisation s'adressant à la fois aux cyclistes et aux autres conducteurs sur les dangers du cyclisme en milieu urbain. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-03-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-151240 123166

Événement :

Un cycliste de 74 ans, circulant sur la rue James-Morrice à Montréal, fait une chute de son vélo après avoir percuté une portière d'une voiture stationnée qui a été ouverte par son conducteur et qui ignorait la présence du cycliste.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de l'Hôpital Sacré-Cœur de Montréal :

- s'assure de la formation de son personnel, médecins et infirmières, quant aux circonstances où il faut transmettre un avis de décès au coroner. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-150239 119157

Événement :

Un cycliste de 73 ans est écrasé mortellement par un camion à ordures à l'angle des rues Saint-Amable et Philippe-Boucher à Lévis.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- examine le problème entourant la vision des camions à ordures avec conduite à droite. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-143911 116545

Événement :

Une cycliste de 43 ans est écrasée mortellement par une fourgonnette alors qu'elle circulait sur la route 202, à Saint-Pierre-de-Véronne.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

1. Accidents de transport

- répare avec diligence, surtout en début de saison, mais aussi tout au long de l'été, les sections de chaussée endommagées, surtout dans les endroits où la pratique du vélo est répandue ; [1]
- procède à l'asphaltage des accotements, lors de la réfection d'un tronçon de route, dans le but de les rendre utilisables par les cyclistes, surtout dans les régions à vocation touristique où la pratique du vélo est répandue. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

1.7 PIÉTONS

Avis / Dossier : A-151510 119596

Événement :

Une femme de 57 ans est mortellement heurtée par un camion lourd qui faisait marche arrière sur un stationnement d'un centre commercial de Trois-Rivières.

Recommandation :

Que les autorités gouvernementales compétentes :

- rendent obligatoire l'installation d'avertisseurs de recul sur tous les camions commerciaux, dont la boîte de chargement ou dont le chargement autorisé est susceptible d'entraver la vue du conducteur à l'arrière de son véhicule. Ces dispositifs devraient également faire partie intégrante des listes de vérification de tous les véhicules lourds inspectés sur les routes. [1]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-140876 118355

Événement :

Une jeune fille de 16 ans est mortellement blessée par un autobus scolaire qui reculait sur la rue du Cerf, à Saint-Colomban. L'accident s'est produit alors que l'étudiante, son baladeur sur les oreilles, venait de descendre de l'autobus.

Recommandation :

Que la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord, service du transport scolaire :

- révise le trajet 117, sur la rue du Cerf à Saint-Colomban. [1]

Organisation/personne visée :

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

Suivi de la recommandation :

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-139382 122193

Événement :

Une femme de 76 ans est écrasée mortellement par un camion-citerne venu livrer de l'huile à chauffage, à l'usine la Framboisière des Trois, à Saint-Pacôme.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- afin de favoriser ce choix de véhicule ou l'installation de miroirs, accorde un crédit lors de l'enregistrement du véhicule et sur les primes d'assurance responsabilité. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-11-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

1. Accidents de transport

Avis / Dossier : A-155807 122837

Événement :

Un homme de 82 ans est heurté mortellement par un véhicule alors qu'il s'engage dans une traverse de piétons à l'intersection du boulevard Ange-Gardien et de la rue Meilleur, à L'Assomption.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive et intensifie la publicité quant à l'utilisation du passage à piétons; [1]
- continue de sensibiliser la population au port de vêtements clairs, voire à l'utilisation d'une bande réfléchissante pour les piétons qui circulent sur les routes publiques à la noirceur. [2]

Que l'Association des directeurs de police du Québec :

- rappelle à ses membres les articles du *Code de la sécurité routière* qui concernent l'usage de la voie publique par les piétons. [3]

Que le ministère des Transports :

- priorise la réfection de l'éclairage à cette intersection, améliorant ainsi la sécurité routière tant pour les piétons que les l'automobilistes. [4]

Que l'Institut national de santé publique du Québec :

- cette situation et en Que l'Institut national de santé publique du Québec fasse une priorité dans sa politique de prévention des traumatismes au Québec. [5]

Que la Fédération de l'âge d'or du Québec :

- sensibilise davantage les aînés aux mesures de sécurité touchant l'utilisation d'un passage pour piétons et s'attarde avec ses groupes régionaux à la sensibilisation. [6]

Que l'Association des centres d'accueil et d'hébergement:

- demande à ses membres d'aviser les résidents qui ont la liberté d'utiliser le chemin public à la noirceur de l'importance d'être vêtu de clair et de porter des bandes réfléchissantes. [7]

Que la Sûreté municipale de L'Assomption :

- s'assure que les automobilistes connaissent le règlement et voient à ne pas établir une fausse confiance chez les piétons qui présumant que les automobilistes s'appêtent à arrêter et à lui céder le passage. [8]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Association des directeurs de police du Québec
Ministère des Transports du Québec
Institut national de santé publique du Québec
Fédération de l'Âge d'Or du Québec
Association des centres d'accueil et d'hébergement
Sûreté municipale de L'Assomption

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-02-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-02-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Association des directeurs de police du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-03-07, l'intervenant informe le coroner en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-03-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération de l'Âge d'Or du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des centres d'accueil et d'hébergement

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté municipale de L'Assomption

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2005-03-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

1.8 BATEAUX, EMBARCATIIONS NAUTIQUES

Avis / Dossier : A-148002 116281

Événement :

Un enfant de 5 ans meurt noyé, alors qu'il participait, accompagné de ses parents et d'autres membres de sa famille, à une randonnée en canot sur la rivière Nouvelle, à Nouvelle en Gaspésie. L'activité se déroulait en présence de trois guides de la Société de restauration et de gestion de la Nouvelle inc. (SRGN).

Recommandations :**1. Pour rendre sécuritaire toute randonnée ou excursion guidée en canot sur la rivière Nouvelle et partout au Québec :**

Que la Société de restauration et de gestion de la Nouvelle inc. (SRGN) :

- offre cette activité seulement si ses employés ont obtenu les brevets requis de la Fédération québécoise du canot et du kayak (FQCK), qu'elle adhère à la norme NQ 9700-065/2003 du

1. Accidents de transport

Bureau de normalisation du Québec (BNQ) et qu'elle obtienne la certification prévue à cette fin; [1]

- devienne membre de la FQCK; [2]

- installe, en collaboration avec la FQCK, une signalisation sur la rivière Nouvelle, annonçant les endroits dangereux et indiquant les manœuvres à effectuer (portage ou autres). [3]

Que toutes les entreprises qui offrent des forfaits guidés en canot :

- s'assurent que leurs employés obtiennent les brevets requis de la Fédération québécoise du canot et du kayak (FQCK), qu'elle adhère à la norme NQ 9700-065/2003 du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) et qu'elle obtienne la certification prévue à cette fin. [4]

Que la FQCK, qui possède l'expertise requise :

- devienne membre de Aventure Écotourisme Québec (AEQ); [5]
- fasse parvenir ses commentaires concernant la norme NQ 9700-065/2003 du BNQ et le Guide en gestion des risques de l'AEQ aux organismes concernés; [6]
- s'implique davantage auprès des maisons d'enseignement et auprès du Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRHT). [7]

Que l'AEQ :

- devienne membre de la FQCK; [8]
- reconnaisse l'expertise de la FQCK; [9]
- modifie le contrat d'adhésion destiné aux futurs membres afin de rendre obligatoire une formation technique pour les guides; [10]
- prévoit un mécanisme d'inspections des entreprises membres; [11]
- travaille, de concert avec la FQCK, à apporter les modifications nécessaires à son Guide en gestion des risques et en particulier à la section 10; [12]
- diffuse son Guide en gestion des risques le plus rapidement possible. [13]

Que la Société de la faune et des parcs du Québec :

- étudie la possibilité d'assujettir les services de canot et de guide au respect des normes existantes, soit la Norme BNQ, le Règlement de sécurité de la FQCK et le Guide en gestion des risques de l'AEQ. Cette obligation devrait apparaître explicitement aux protocoles, aux plans ou aux directives qui la lient à ses différents partenaires. Ainsi, toutes activités connexes, récréatives ou récréotouristiques deviendraient conditionnelles à l'obtention d'une certification ou au respect de certaines normes en vigueur. [14]

Que le Secrétariat au loisir et au sport, de concert avec l'AEQ et la FQCK :

- travaille à l'harmonisation des normes (Règlement de sécurité de la FQCK, la Norme BNQ et le Guide en gestion des risques de l'AEQ); [15]
- travaille, de concert avec la Société de sauvetage et la Société canadienne de la Croix-Rouge, afin de documenter ou de faire les recherches sur les risques d'accidents liés à la présence d'enfant à bord d'un canot. [16]

Que Tourisme Québec :

- multiplie ses incitatifs, afin que le plus grand nombre d'entreprises de tourisme de nature et d'aventure s'inscrivent dans le processus de certification pour la mise en application de la Norme BNQ; [17]
- inscrive uniquement les entreprises certifiées à ses outils publicitaires; [18]

- demande au BNQ de vérifier la possibilité de créer une norme pour les guides de nature et d'aventure (exigences techniques). [19]

Que le BNQ :

- reçoive le chapitre 8 et l'annexe H de sa norme, à la lumière des commentaires de la FQCK; [20]
- priorise le mécanisme de certification pour le tourisme de nature et d'aventure et s'assure que ce processus s'effectue par une tierce personne. [21]

Que le Conseil québécois des ressources humaines en tourisme :

- revoie son programme de reconnaissance professionnelle afin d'y intégrer des mentions sur la formation technique. [22]

2. Pour mieux informer le public sur les dangers de l'eau vive :

Que la Société de sauvetage :

- élabore une campagne publicitaire sur le sujet. [23]

Que la Société canadienne de la Croix-Rouge :

- ajoute à ses documents didactiques, à ses plans de cours et à ses documents sur la sécurité, de l'information spécifique concernant les dangers de l'eau vive, le message devra également inciter les futurs usagers à suivre les cours appropriés indiqués par les d'organismes spécialisés, ou à s'assurer d'avoir l'encadrement suffisant. [24]

3. Pour accroître la flottaison d'une embarcation (canot) :

Que la FQCK :

- prévoit un chapitre particulier à son *règlement de sécurité* pour l'ajout de matériel de flottaison dans certaines circonstances. [25]

Que SRGN :

- demande aux entreprises, qui offrent des services en canot et à la SEPAQ, d'ajouter, s'il y a lieu, du matériel de flottaison dans leurs canots utilisés en rivière. [26]

4. Pour accroître l'efficacité d'un sauvetage en rivière :

Que la municipalité de Nouvelle :

- désigne des premiers répondants (par exemple, les pompiers); [27]
- élabore un plan d'urgence pour le sauvetage en rivière; [28]
- permette à ses employés (principalement ses pompiers) de suivre des cours de sauvetage reconnus (FQCK ou Société de sauvetage). [29]

Que la Société de sauvetage :

- aide la SRGN et la municipalité de Nouvelle à réaliser leur plan d'urgence (plan de sauvetage en rivière). [30]

Que la SRGN :

- prépare un plan d'urgence (plan de sauvetage en rivière). [31]

Que la FQCK, en collaboration avec la Société de sauvetage :

- travaille à la refonte de ses cours en sauvetage de rivière; [32]

1. Accidents de transport

- revoie le contenu de son volume *Sauvetage en eau vive* en relation avec les circonstances de la présente enquête. [33]

Organisations/personnes visées :

Société de restauration et de gestion de la Nouvelle inc.
Fédération québécoise du canot et du kayak
Bureau de normalisation du Québec
Aventure Écotourisme du Québec
Société de la Faune et des parcs du Québec
Secrétariat au loisir et au sport
Tourisme Québec
Conseil québécois des ressources humaines en tourisme
Société de sauvetage
Société canadienne de la Croix-Rouge
Municipalité de Nouvelle

Suivi des recommandations :Société de restauration et de gestion de la Nouvelle inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 26, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 31, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération québécoise du canot et du kayak

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 15, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 16, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 25, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 32, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 33, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Bureau de normalisation du Québec

Sur la recommandation numéro 20, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 21, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Aventure Écotourisme du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 13, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 15, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 16, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société de la Faune et des parcs du Québec

Sur la recommandation numéro 14, en date du 2005-03-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Secrétariat au loisir et au sport

Sur la recommandation numéro 15, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 16, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Tourisme Québec

Sur la recommandation numéro 17, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 18, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 19, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Conseil québécois des ressources humaines en tourisme

Sur la recommandation numéro 22, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coroner en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications.

1. Accidents de transport

Société de sauvetage

Sur la recommandation numéro 23, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 30, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société canadienne de la Croix-Rouge

Sur la recommandation numéro 24, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 25, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Municipalité de Nouvelle

Sur la recommandation numéro 27, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 28, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 29, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2. AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS



2.1 ACCIDENTS AVEC MACHINE

Avis / Dossier : A-150711 120924

Événement :

Un débosseleur de 30 ans, qui travaillait à l'Atelier N.C. Lamoureux, un atelier de réparation de carrosserie et de peinture de véhicules automobiles et de véhicules lourds de Repentigny, décède d'un traumatisme crânien lorsque le véhicule automobile sous lequel il travaillait a basculé. Le glissement du véhicule sur les sellettes des chandelles a causé le bris d'une chandelle, provoquant ainsi l'affaissement du véhicule.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- mandate un inspecteur afin qu'il enquête sur les mesures de sécurité prises au sein de Atelier N.C. Lamoureux pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs; [1]
- vérifie la pertinence d'exiger la formation d'un comité de santé et de sécurité chez Atelier N.C. Lamoureux. [2]

Organisation/personne visée :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Suivi des recommandations :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-03-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-03-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis / Dossier : A-153501 121366

Événement :

Un travailleur de 24 ans, journalier à la carrière Champlain à Lacolle, décède des blessures subies alors qu'il a été frappé par le godet d'une chargeuse qui est tombé subitement, à la suite d'une fuite majeure d'huile hydraulique d'un bras de lavage du godet.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- renforce l'information et la formation concernant les aires de sécurité, auprès des employeurs et des employés. [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

2. Autres décès accidentels

Suivi de la recommandation :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-141267 111990

Événement :

Un travailleur de 35 ans, engagé depuis deux mois comme mécanicien à l'entreprise Excavation Jean Proulx d'Eastman, est écrasé mortellement lorsque la pelle hydraulique qu'il manoeuvrait s'est renversée sur le côté alors qu'il tentait de monter sur la remorque servant à son transport. Lors de la chute de l'excavatrice, le travailleur a été éjecté par la porte laissée ouverte. La victime ne possédait aucune formation et peu d'expérience dans cette manoeuvre d'embarquement dangereuse.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- fasse connaître aux propriétaires de machinerie lourde, au moment de l'immatriculation initiale et du renouvellement de l'immatriculation de la machinerie, les normes et les exigences en vigueur concernant le transport de la machinerie lourde en ce qui a trait aux remorques et aux véhicules-tracteurs; [1]
- rappelle aux propriétaires de machinerie lourde, au moment de l'immatriculation initiale et du renouvellement de l'immatriculation de la machinerie, les dangers de laisser une personne ne possédant pas la formation reconnue pour manoeuvrer la machinerie. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-03-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-03-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

2.2 ASPHYXIES

Avis / Dossier : A-148858 1117329

Événement :

Un homme de 78 ans, hospitalisé à l'Hôpital Notre-Dame à Montréal pour un carcinome prostatique, décède d'une asphyxie positionnelle alors qu'il a été trouvé la tête coincée entre les ridelles de son lit, les jambes pendantes vers le sol.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- rappelle aux différentes instances institutionnelles relevant de sa responsabilité, le potentiel dangereux que présente l'espacement des ridelles de lit demi-longueur et l'alerte 107 donnée par Santé Canada le 10 août 1995. [1]

Que le Bureau de normalisation du Québec :

- revoie les normes applicables pour lit d'hôpital avec ridelles de lit demi-longueur de sorte que l'espacement entre elles empêche une chute ou une asphyxie. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Bureau de normalisation du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Bureau de normalisation du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-143115 116199

Événement :

Un homme de 23 ans, demeurant dans une ressource de type familial pour déficient intellectuel, décède d'asphyxie positionnelle causée par une contention, au Centre hospitalier de la Vallée-des-Outaouais, à Gatineau (CHVO).

Recommandations :

Que le conseil d'administration du Centre hospitalier de la Vallée-des-Outaouais :

- revoie les directives du règlement 96-13 afin d'y inclure l'obligation pour un membre du personnel hospitalier d'être présent lors de la mise sous contention d'un usager; [1]
- que son utilisation soit bien expliquée et comprise par l'utilisateur ou par une personne significative ou responsable ou le tuteur représentant les intérêts de la personne à être mise sous contention ; [2]
- utilise la contention *Argentino* seulement lorsque le patient est sur un lit et non sur une civière beaucoup trop étroite. [3]

Que le conseil d'administration du Pavillon du Parc :

- revoie ou introduise un protocole concernant le rôle que les intervenants ont à jouer lors d'une hospitalisation et dans des situations semblables, ces derniers étant mieux informés des agissements de leurs bénéficiaires et les plus aptes à reconnaître les signes précurseurs d'une désorganisation. Ce protocole permettrait d'éliminer toutes formes de spéculations quant à leur rôle. [4]

2. Autres décès accidentels

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- revoie le processus de transfert vers les centres psychiatriques. Dans les autres cas médicaux ou chirurgicaux, les intervenants des centres primaires ou secondaires n'ont qu'à communiquer avec le centre spécialisé et envoyer les cas graves à un spécialiste qui les accepte d'emblée. Lorsqu'il s'agit d'affections psychiatriques, le transfert est ardu et souvent impossible au moment où il est souhaité, ce qui place les hôpitaux en position difficile, n'ayant pas l'expertise, le temps ou les moyens de s'occuper adéquatement de ce genre de cas. [5]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier la Vallée-des-Outaouais
 Pavillon du Parc
 Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier la Vallée-des-Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Pavillon du Parc

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2.3 CHALEUR OU FROID EXCESSIF

Avis / Dossier : A-142806 113598

Événement :

Une femme de 45 ans décède d'hypothermie attribuée à un séjour dans l'eau glacée et à l'extérieur, à Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, alors qu'elle n'était pas vêtue adéquatement.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique, le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir ainsi que l'Union des municipalités du Québec :

- encouragent les municipalités régionales de comté à prévoir dans leur schéma de couverture de risques des objectifs de protection eu égard aux risques d'accidents liés à leurs plans d'eau et pouvant donc comporter un sauvetage nautique; [1]

- encouragent les municipalités à donner à leurs premiers intervenants une formation adéquate en sauvetage nautique et à s'équiper du matériel nécessaire aux opérations sur l'eau et sur la glace. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

Suivi des recommandations :Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2.4 CHUTES

Avis / Dossier : A-148767 119604

Événement :

Une femme de 88 ans, admise en hébergement temporaire à l'Hôpital Notre-Dame de la Merci à Montréal, décède d'un traumatisme crânien le lendemain d'une chute alors qu'elle s'est levée sans demander de l'aide.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- familiarise ses médecins à la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*, afin que ceux-ci avisent le coroner des décès accidentels, homicidaires, suicidaires, de causes indéterminées ou dont l'identité est indéterminée. [1]

Que la Direction des services professionnels de l'Hôpital Notre-Dame de la Merci :

- s'assure que l'information nécessaire est transmise en temps opportun au médecin traitant. [2]

Organisations/personnes visées :

Direction des services professionnels de l'Hôpital Sacré-Cœur de Montréal
Direction des services professionnels de l'Hôpital Notre-Dame de la Merci

2. Autres décès accidentels

Suivi des recommandations :

Direction des services professionnels de l'Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Direction des services professionnels de l'Hôpital Notre-Dame de la Merci

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-143973 114151

Événement :

Un homme de 51 ans décède d'une insuffisance respiratoire multifactorielle à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont de Montréal.

Recommandation :

Que le directeur des Services professionnels de l'Hôpital Jean-Talon :

- prenne connaissance de ce rapport d'investigation et le soumette au comité d'évaluation de l'acte médical. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Jean-Talon

Suivi de la recommandation :

Hôpital Jean-Talon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-152638 122870

Événement :

Un homme de 69 ans, demeurant au CHSLD Résidence Saint-Charles-Borromée à Montréal, décède d'une hypertension intracrânienne avec hématome sous-dural, cinq jours après avoir fait une chute sur le sol, se heurtant la tête contre le plancher.

Recommandation :

Que la Direction des soins infirmiers de la Résidence Saint-Charles-Borromée :

- révise les directives d'intervention en cas de traumatismes crâniens, tenant compte du présent décès. [1]

Organisation/personne visée :

Résidence Saint-Charles-Borromée

Suivi de la recommandation :Résidence Saint-Charles-Borromée

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-150978 122742

Événement :

Un enfant de huit ans décède d'une encéphalopathie anoxique secondaire à un traumatisme crânien survenu lors d'une chute, au cours d'un entraînement de compétition en ski alpin. Cet accident est survenu 19 jours auparavant, au Centre de ski Vallée Bleue de Val-David.

Recommandation :

Que la Fédération québécoise de ski alpin et la Direction de la promotion de la sécurité du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir :

- se rencontrent dans les plus brefs délais et s'assurent que le règlement de sécurité de cette fédération est clair et bien compris de tous. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

Suivi de la recommandation :Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-151232 125546

Événement :

Une femme de 94 ans, demeurant au CHSLD La Résidence Berthiaume-Du Tremblay à Montréal, décède d'une pneumonie et d'une insuffisance multisystémique, onze jours après avoir fait une chute en voulant se lever de son lit.

Recommandations :

Que le directeur médical de la Résidence Berthiaume-Du Tremblay :

- prenne connaissance de ce rapport d'investigation et de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès afin que l'établissement avise le Bureau du coroner des décès violents (accident, homicide, etc.) ou de cause indéterminée; [1]
- discute de ce rapport d'investigation avec l'équipe multidisciplinaire traitante (service infirmier, ergothérapeute, physiothérapeute) afin de poursuivre leurs réflexions sur les chutes dans leur établissement. [2]

2. Autres décès accidentels

Que la direction des services professionnels du Centre hospitalier Fleury :

- prenne connaissance de ce rapport d'investigation et de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès afin que l'établissement avise le Bureau du coroner des décès violents (accident, homicide, etc.) ou de cause indéterminée. [3]

Organisations/personnes visées :

Résidence Berthiaume-Du Tremblay
Hôpital Fleury de Montréal

Suivi des recommandations :

Résidence Berthiaume-Du Tremblay

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital Fleury de Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2.5 ÉLECTROCUTIONS

Avis / Dossier : A-152407 120141

Événement :

Un travailleur de 36 ans décède d'un traumatisme thoracique secondaire à une chute d'un immeuble précédée d'une électrisation, à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction de l'inspection de la Commission de la santé et de la sécurité au travail :

- procède dans les mois à venir à une inspection à l'improviste sur un chantier où des travaux sont effectués par la compagnie Toitures Alto inc. près des lignes électriques afin de s'assurer que cette compagnie se conforme à la réglementation touchant les mesures de sécurité. [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Suivi de la recommandation :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-149731 120909

Événement :

Un monteur de lignes de 44 ans décède des suites d'une électrocution, à Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Recommandations :

Que Hydro-Québec :

- sensibilise les compagnies engagées par contrat pour effectuer des travaux sur les lignes de transport d'électricité au fait qu'une ligne réputée hors tension doit être considérée comme une ligne sous tension jusqu'à l'installation de la mise à terre (MALT); [1]
- porte une attention particulière à la rédaction et au respect des contrats d'entretien ou de réparation qui portent sur la méthode de travail pour la pose de la mise à terre, particulièrement en ce qui concerne la norme AP-LA-N040, intitulée Travaux sur les lignes à 735 kV hors tension; [2]
- complète la formation des monteurs de lignes et des responsables des travaux sur les sujets mentionnés dans ce rapport, à savoir l'induction de courant dans une ligne hors tension créée notamment par une ligne sous tension voisine ainsi que la méthode de travail devant être employée pour la pose de la mise à terre. [3]

Organisation/personne visée :

Hydro-Québec

Suivi des recommandations :

Hydro-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-11-03, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-11-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2004-11-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

2.6 INCENDIES

Avis / Dossier : A-154329 122731

Événement :

Un enfant de 4 ans décède par asphyxie au monoxyde de carbone à la suite d'un incendie survenu à son domicile, dans le secteur Beauport à Québec. Les flammes auraient pris naissance dans le corridor situé à l'arrière de la maison et auraient été allumées par la victime alors qu'elle s'amusait avec un briquet.

Recommandation :

Que la Régie du bâtiment :

2. Autres décès accidentels

- adopte une réglementation provinciale exigeant le raccord des avertisseurs de fumée au système électrique de la maison, sans égard au genre de bâtiment. [1]

Organisations/personnes visées :

Régie du bâtiment du Québec

Suivi des recommandations :**Régie du bâtiment du Québec**

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

2.7 INTOXICATIONS

Avis / Dossier : A-150331 118979

Événement :

Un homme de 28 ans, détenu à l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies à Montréal, décède d'une intoxication à la morphine et à l'héroïne.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- analyse le problème que constitue l'entrée de drogues dans les établissements de détention sous sa compétence et apporte des solutions concrètes et efficaces. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :**Ministère de la Sécurité publique**

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-04-22, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-139743 123084

Événement :

Un homme de 52 ans décède d'une intoxication médicamenteuse trois jours après avoir subi une chirurgie consistant en une réduction ouverte de son épaule gauche. Des complications d'une fracture complexe justifiaient cette chirurgie en orthopédie spécialisée.

Recommandations :

Que les comités des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de la Mauricie de La Tuque, du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières, Pavillon Saint-Joseph et de l'Hôpital Fleury de Montréal :

- adoptent des mesures permettant un meilleur encadrement de l'usage des narcotiques; [1]
- étudient la recommandation déjà formulée par la coroner Line Duchesne à l'effet d'insérer dans le dossier médical une feuille présentant le sommaire des analgésiques et des coanalgésiques prescrits. Cette mesure permettrait de repérer rapidement tous les médicaments ayant un effet dépressur sur le système nerveux central et les centres respiratoires qu'a reçus le patient. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de la Mauricie de La Tuque
Centre hospitalier régional de Trois-Rivières, Pavillon Saint-Joseph
Hôpital Fleury de Montréal

Suivi des recommandations :Centre de santé et de services sociaux de la Mauricie de La Tuque

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières, Pavillon Saint-Joseph

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital Fleury de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-148729 121777

Événement :

Un homme de 42 ans décède d'une intoxication aiguë à un mélange de métamphétamine et d'éphédrine, avec delirium agité, survenu au cours d'une altercation physique.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- poursuive sa réflexion sur « La sécurité privée », livre blanc, déposé en décembre 2003, afin d'élaborer une formation de base en sécurité, laquelle devrait inclure les interventions physiques en cas de délire agité (publication du gouvernement du Québec, 15 janvier 1998, ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, Guide de pratiques policières section 2.2.15). [1]

2. Autres décès accidentels**Organisation/personne visée :**

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-22, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-145043 119399

Événement :

Une femme de 38 ans décède d'une arythmie cardiaque secondaire à la prise de thioridazine à Longueuil.

Recommandation :

Que la Régie de l'assurance maladie du Québec :

- étudie la pertinence de rayer ce produit du catalogue des médicaments assurés ou en limite l'accès. [1]

Organisation/personne visée :

Régie de l'assurance maladie du Québec

Suivi de la recommandation :Régie de l'assurance maladie du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis / Dossier : A-142709 112918

Événement :

Une femme de 49 ans, amenée au Centre hospitalier de Saint-Jérôme deux jours auparavant pour une évaluation d'aptitude à comparaître, décède d'une intoxication médicamenteuse avec arrêt respiratoire après avoir reçu de l'Haldol 5 mg et de l'Ativan 2 mg intramusculaire, afin de contrer son comportement violent.

Recommandation :

Que les directions des services professionnels et infirmiers du Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme :

- renvoient ce dossier et s'assurent que les mesures correctives qui ont été mises en place dans les jours suivant ce décès sont bien efficaces aux attentes de traitement. [2]

Organisation/personne visée :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Suivi de la recommandation :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-149710 118629

Événement :

Une jeune fille de 16 ans décède d'un arrêt respiratoire secondaire à une dépression respiratoire sévère à la suite de l'administration d'une quantité élevée de morphine, à l'Hôpital du Haut-Richelieu.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels et le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital du Haut-Richelieu :

- s'assurent que des mesures préventives adéquates sont prises lorsque des médicaments potentiellement dangereux pouvant déprimer le système nerveux central sont administrés à des patients; [1]
- s'assurent de la vigilance des médecins quant au choix, à la posologie et au mode d'administration de la médication ainsi qu'à la surveillance devant être prescrite. [2]

Que la Direction des soins infirmiers de l'Hôpital du Haut-Richelieu :

- sensibilise le personnel infirmier quant à l'effet dépressif du système nerveux central que certains médicaments peuvent produire. [3]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Haut-Richelieu

Suivi des recommandations :

Hôpital du Haut-Richelieu

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2. Autres décès accidentels

Avis / Dossier : A-151546 122245

Événement :

Un homme de 84 ans, demeurant à la Résidence des Marguerites à Trois-Rivières, décède d'une intoxication au monoxyde de carbone. Les résultats des expertises toxicologiques effectuées lors de l'autopsie révèlent un taux de 25 % de monoxyde de carbone.

Recommandations :

Que l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (ADRLSSSS) de la Mauricie et du Centre-du-Québec :

- mène une campagne de sensibilisation à l'approche de l'hiver, chaque année, auprès des propriétaires de maison d'hébergement et de la population en général sur les dangers inhérents à une dysfonction des systèmes de chauffage installés dans des salles de fournaises trop exigües ou en l'absence de ventilation adéquate; [1]
- encourage la tenue d'inspections régulières des systèmes de chauffage aux combustibles organiques avant les périodes de grand froid; [2]
- encourage l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans les maisons chauffées par combustion, surtout dans les résidences pour personnes âgées; [3]
- renseigne la population sur l'émergence de symptômes compatibles avec une intoxication au monoxyde de carbone durant les périodes de grand froid où les systèmes de chauffage sont le plus sollicités et où la tentation d'isolation étanche des maisons, y compris la salle des fournaises, est souvent favorisée pour des raisons économiques. [4]

Que la Régie du bâtiment du Québec et les directions de la santé publique :

- publisent à l'approche de l'automne les éléments importants de sécurité concernant les systèmes de chauffage et leur entretien périodique sécuritaire. [5]

Que la Régie du bâtiment du Québec :

- mette en garde la population contre le mythe que les fournaises à combustion au gaz naturel ne nécessitent ni inspection ni entretien périodiques; [6]
- veille à la compétence et à la mise à jour régulière de compétences des installateurs de système de chauffage et de chauffe-eau au gaz dans les édifices ou résidences; [7]
- incite les installateurs à renseigner adéquatement les propriétaires sur la nécessité d'inspections visuelles périodiques et de maintenir une ventilation adéquate des chambres à fournaises surtout en période d'utilisation intensive; [8]
- étudie la possibilité de faire intégrer dans la réglementation existante la pose et l'entretien de détecteurs de monoxyde de carbone dans toutes les résidences pour personnes âgées ou handicapées. [9]

Organisations/personnes visées :

ADRLSSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Régie du bâtiment du Québec

Suivi des recommandations :

ADRLSSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Régie du bâtiment du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2.8 NOYADES

Avis / Dossier : A-139463 116000

Événement :

Un homme de 33 ans décède en plongeant sur le site de l'Empress of Ireland qui repose à 44 m au fond du fleuve Saint-Laurent, au large de Sainte-Luce-sur-Mer. Il est décédé à l'intérieur de l'épave après avoir épuisé ses réserves d'air.

Recommandations :

Que la Fédération québécoise des activités subaquatiques (FQAS), en collaboration avec la Société des récifs artificiels de l'Estuaire du Québec (RAEQ) :

- élabore une campagne de sensibilisation destinée à l'ensemble des plongeurs du Québec concernant les plongées vers le site de L'Empress of Ireland. [1]

Que la Fédération québécoise des activités subaquatiques :

- publie tous les ans dans sa revue, tout particulièrement à l'approche de l'été, un article concernant les dangers du site de l'Empress of Ireland; [2]
- revoie son site Internet et ajoute de l'information particulière sur les plongées vers le site de l'Empress of Ireland; [3]
- ajoute au chapitre des matières d'examens prévus au *Règlement sur la qualification des plongeurs* des mentions concernant les phénomènes liés à la mortalité en plongée, y compris les décès survenus sur l'Empress of Ireland; [4]
- reçoive, consigne et fasse cheminer toute information concernant les plongeurs qui ont plongé sur le site de l'Empress of Ireland sans respecter les critères établis par la RAEQ. [5]

2. Autres décès accidentels

Que les principales agences telles la National Association or Underwater Instructors (NAUI), la Professional Association of Diving Instructors (PADI) et l'American and Canadian Underwater Certifications (ACUC) :

- traduisent en français les documents diffusés au Québec et renvoient le matériel didactique concernant le sauvetage à la lumière du présent rapport; [6]
- renvoient le matériel didactique concernant la plongée en duo à la lumière du présent rapport. [7]

Que la Société des récifs artificiels de l'Estuaire du Québec :

- voie à rendre obligatoire l'inscription de toute embarcation et de tout plongeur venant s'amarrer à ses bouées; [8]
- revoie, avec le ministère de la Culture et des Communications, la FQAS et le Secrétariat au loisir et au sport, le dépliant « Guide du plongeur » ainsi que tout autre dépliant concernant le site de l'Empress of Ireland; [9]
- revoie, avec le ministère de la Culture et des Communications, la FQAS et le Secrétariat au loisir et au sport, les formulaires d'inscription, notamment pour hausser le niveau d'expérience et de certification requis pour effectuer une plongée sécuritaire sur l'Empress of Ireland; [10]
- mette à jour son site Internet; [11]
- envisage de se munir d'un caisson portatif; [12]
- élabore des cours particuliers, avec l'aide d'experts, concernant les plongées vers l'Empress of Ireland (avec et sans pénétration); [13]
- conçoive une vidéo illustrant les particularités et les dangers inhérents à une telle plongée; [14]
- porte à la connaissance de la FQAS la présence de plongeurs insuffisamment qualifiés ou qui ne se sont pas conformés à l'obligation de s'inscrire auprès de la RAEQ; [15]
- tiennent un registre du nombre de plongeurs qui fréquentent annuellement le site. [16]

Que la Sécurité du Québec :

- participe à des activités organisées par les clubs de plongée ou autres associations (conférences ou autres). [17]

Que les stations d'air et boutiquiers de la région de Rimouski:

- communiquent aux plongeurs toute l'information pertinente concernant le site de l'Empress of Ireland. [18]

Organisations/personnes visées :

Fédération québécoise des activités subaquatiques
Société des récifs de l'Estuaire du Québec
National Association of Underwater Instructors
Professional Association of Diving Instructors
American and Canadian Underwater Certifications
Sûreté du Québec

Suivi des recommandations :

Fédération québécoise des activités subaquatiques

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société des récifs de l'Estuaire du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 13, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 14, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 15, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 16, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

National Association of Underwater Instructors

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Professional Association of Diving Instructors

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

American and Canadian Underwater Certifications

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2. Autres décès accidentels

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 17, en date du 2005-03-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-153656 124039

Événement :

Un homme de 49 ans se noie dans le Bassin des pêcheurs du parc de la Visitation alors qu'il tentait de sauver son fils qui venait de tomber à l'eau. Ce plan d'eau est très fréquenté par les pêcheurs. Selon les plongeurs qui ont effectué les recherches pour trouver le corps, ce bassin est très dangereux en raison des forts courants qui peuvent entraîner facilement une personne vers le fond.

Recommandations :

Qu'Hydro-Québec :

- installe des affiches avertissant les utilisateurs du site des dangers des courants marins à cet endroit; [1]
- prene les moyens jugés utiles pour éviter que de telles tragédies se reproduisent au bassin des pêcheurs. [2]

Organisation/personne visée :

Hydro-Québec

Suivi des recommandations :

Hydro-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Avis / Dossier : A-147064 115942

Événement :

Un enfant de 6 ans, inscrit au camp de jour Centre Saint-Justin, annexe Armand-Lavergne, se noie à la plage Le Sablon lors d'une sortie de groupe.

Recommandations :

Que le Secrétariat au loisir et au sport, en collaboration avec la Société de sauvetage, la Croix-Rouge canadienne, l'Association des camps du Québec et les auteurs du programme Zone Aquatique :

- regroupe ces intervenant pour mettre en commun leurs connaissances et leurs expériences, afin d'élaborer le contenu d'une formation en sécurité aquatique spécialement adaptée pour les gestionnaires et les accompagnateurs de groupes d'enfants; [1]
- mette en place des moyens pour promouvoir cette formation et ajoute le contenu de cette formation à ses programmes de perfectionnement existants; [2]
- forme des personnes qualifiées pour donner cette nouvelle formation et la rende disponible, pour tous les intéressés, par son réseau de centres de formation. [3]

Que la Société de sauvetage, la Croix-Rouge canadienne, le Secrétariat au loisir et au sport, l'Association des camps du Québec, l'Association québécoise du loisir municipal, l'Association des responsables aquatiques du Québec et le ministère de l'Éducation :

- promeuvent cette formation auprès de tous ceux qui organisent des sorties de groupes ou accompagnent les enfants dans les milieux aquatiques. [4]

Que la Société de Sauvetage, division Québec :

- approfondisse le contenu du programme sauveteur national; [5]
- revoie les notions essentielles quant à l'accueil et à la gestion de l'encadrement des enfants de divers milieux, tels les camps de jour ou de vacances, les services de garde, les écoles, les programmes de fêtes d'enfants et de journées d'activités dans les centres sportifs; [6]
- s'assure que les signes ou les situations qui représentent un certain danger et qui nécessitent une surveillance accrue sont bien compris des surveillants sauveteurs, tant lors de la certification que de la requalification. [7]

Que l'Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux de la Montérégie :

- équipe ses véhicules ambulanciers de combiutbes Small Adult et offre la formation aux techniciens ambulanciers. [8]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- modifie les normes des équipements obligatoires à bord des véhicules ambulanciers, afin d'y inclure les combiutbes Small Adult. Les techniciens ambulanciers devraient alors être formés pour les utiliser. [9]

Que l'Association québécoise du loisir municipal et la Fédération des commissions scolaires du Québec :

- prennent connaissance de ce rapport et des recommandations qui l'accompagnent et en diffusent le contenu à tous ses membres et à tous ceux qui peuvent être concernés, par l'intermédiaire de ses divers journaux, publications, colloques, rencontres, conférences, etc. [10]

Organisations/personnes visées :

Société de sauvetage
Secrétariat au loisir et au sport
Fédération des commissions scolaires du Québec
Ministère de la Santé et des Service sociaux
ADRLSSSS de la Montérégie
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

2. Autres décès accidentels

Suivi des recommandations :

Société de sauvetage

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Secrétariat au loisir et au sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération des commissions scolaires du Québec

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

ADRLSSSS de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-151953 121859

Événement :

Une femme de 86 ans est découverte submergée dans son bain, dans sa chambre, au Manoir Rose-Alyne de Saint-Jérôme.

Recommandation :

Que l'Agence de développement des réseaux locaux de santé et de service sociaux des Laurentides (ADRLSSSS) :

- révise les critères d'hébergement et des normes de surveillance au Manoir Rose-Alyne. [1]

Organisation/personne visée :

ADRLSSSS des Laurentides

Suivi de la recommandation :

ADRLSSSS des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-155008 125191

Événement :

Une jeune femme de 22 ans est trouvée sans vie dans le fleuve Saint-Laurent, à la hauteur du boulevard Lasalle à Verdun.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec, la direction des services professionnels et le chef du service de psychiatrie de l'Hôpital Douglas :

- révisent le dossier médical de la victime afin de s'assurer que le suivi psychiatrique y a été effectué selon les règles de l'art. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Douglas

Suivi de la recommandation :

Hôpital Douglas

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2. Autres décès accidentels**2.9 AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS**

Avis / Dossier : A-149730 118506

Événement :

Un skieur alpin de 41 ans décède d'un traumatisme crânien majeur d'une chute survenue la veille lors d'une descente de la piste Magnum au Mont-Orford, alors qu'il a frappé des arbres.

Recommandation :

Que le Secrétariat au loisir et au sport :

- sensibilise les skieurs de tous âges au bénéfice du port du casque protecteur et en recommande son utilisation. [2]

Organisation/personne visée :

Secrétariat au loisir et au sport

Suivi de la recommandation :

Secrétariat au loisir et au sport

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-03-24, l'intervenant informe le coronar en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Avis / Dossier : A-148437 119818

Événement :

Un adolescent de 15 ans qui s'amusait avec des amis à s'agripper à un panier de basket-ball, dans le gymnase l'école Saint-Bernard à Montréal, décède des blessures subies lorsque le panier s'est détaché, entraînant dans sa chute une partie du mur de blocs de béton auquel il était fixé.

Recommandations :

Que le ministère de l'Éducation :

- voie à ce que les commissions scolaires s'assurent que les installations déjà existantes de paniers de basket-ball sont sécuritaires : si des éléments ne sont pas connus, qu'on procède à la mise en place de haubans (câbles d'acier) fixés aux panneaux d'acier du panier reliés à la structure portante du toit du gymnase; [1]
- voie à la mise en place d'une régie des sports pour régler et superviser l'achat, l'installation et l'entretien des équipements sportifs potentiellement dangereux, dans les commissions scolaires du Québec. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-147163 116759

Événement :

Une femme de 71 ans décède le lendemain des suites d'une injection de colorant iodé lors d'une myélographie à l'Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins, à Cowansville.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- se penche sur l'utilité de la présence du Conray dans les services de radiologie au Québec. [1]
- Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins:
- s'assure de la formation des technologues radiologistes et des radiologistes et amorce une réflexion sur la pertinence du Conray dans son service de radiologie. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins

Suivi des recommandations :Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-142480 112252

Événement :

Un bébé décède huit heures après sa naissance, d'une asphyxie néonatale occasionnée par un choc hypovolémique.

2. Autres décès accidentels

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec, les directeurs des services professionnels de l'Hôpital de Montréal pour enfants et l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal ainsi que leur comité de mortalité périnatal respectif, les associations des anesthésiologistes, obstétriciens et gynécologues, omnipraticiens en périnatalité et pédiatres du Québec :

- renvoient ce dossier. [1]

Organisations/personnes visées :

Hôpital de Montréal pour enfants
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins

Suivi des recommandations :

Hôpital de Montréal pour enfants

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-143420 114177

Événement :

Une femme de 26 ans décède d'une septicémie à streptocoque B avec péritonite, quelques jours après avoir subi une interruption volontaire de grossesse et un curetage, à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont de Montréal.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont :

- présente ce dossier au Conseil des médecins, chirurgiens et dentistes afin de déterminer des mesures susceptibles de prévenir ce genre de décès. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Suivi de la recommandation :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-153416 121621

Événement :

Une femme de 69 ans décède d'une asphyxie par compression thoracique lorsqu'elle est écrasée sous une plate-forme élévatrice pour personnes handicapées.

Recommandation :

Que la Régie du bâtiment du Québec :

- s'assure par une inspection sur les lieux que l'installation des plates-formes pour personnes handicapées dans les résidences privées est conforme à la norme CAN/CSA-B613-M87 qu'elle recommande fortement au fabricant de ces plates-formes. [1]

Organisation/personne visée :

Régie du bâtiment du Québec

Suivi de la recommandation :

Régie du bâtiment du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-07, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-151222 122576

Événement :

Un homme de 59 ans décède d'une septicémie à *streptococcus agalactiae*, 15 jours après avoir subi une cure d'hernie inguinale droite ainsi qu'une cure d'hernie inguinale gauche incarcérée, avec une résection de masse testiculaire gauche. Cette chirurgie a eu lieu au Centre hospitalier de St. Mary de Montréal le 20 janvier 2004.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et la direction des services professionnels du Centre hospitalier de St. Mary :

- prennent connaissance du dossier médical et s'assurent que ce patient a reçu des soins conformes aux règles de l'art. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de St. Mary

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier de St. Mary

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

2. Autres décès accidentels

Avis / Dossier : A-149602 119212

Événement :

Un homme de 48 ans, prospecteur pour la compagnie Norbord Nexfor de Senneterre, est mortellement attaqué par un ours noir alors qu'il effectuait des travaux de délimitation de coupe par pose de rubans en forêt, près de Waswanipi.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et sécurité du travail :

- informe toutes les personnes concernées des conclusions de l'enquête de ses inspecteurs et des moyens de prévention à mettre en place pour éviter qu'un travailleur soit attaqué par un animal sauvage. [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Suivi de la recommandation :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES



3.1 Suicides

Avis / Dossier : A-157284 124662

Événement :

Un homme de 57 ans, vivant au CHSLD Jeanne-LeBer à Montréal, décède des suites d'un polytraumatisme après s'être jeté par une fenêtre du cinquième étage de l'établissement.

Recommandation :

Que le CHSLD Jeanne-LeBer :

- reconsidère les mesures de sécurité sur les étages. [1]

Organisation/personne visée :

CHSLD Jeanne-LeBer

Suivi de la recommandation :

CHSLD Jeanne-LeBer

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-155833 123256

Événement :

Un homme de 58 ans, reconnu comme étant alcoolique et ayant une dépendance aux médicaments, se suicide par pendaison dans sa résidence de Montréal.

Recommandation :

Que le Centre Dollard-Cormier :

- s'assure que les recommandations qu'il a déjà formulées sont connues des intervenants, surtout l'utilité de la *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui*, dans de tels cas. [1]

Organisation/personne visée :

Centre Dollard-Cormier

Suivi de la recommandation :

Centre Dollard-Cormier

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Avis / Dossier : A-152776 123147

Événement :

Un homme de 45 ans se suicide par arme à feu dans un boisé, à Sainte-Lucie dans les Laurentides.

Recommandation :

Que ce dossier :

- soit révisé par le comité d'évaluation médicale du Centre hospitalier Fleury. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Fleury

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Fleury

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-151187 123808

Événement :

Une femme dépressive de 50 ans se suicide par pendaison dans le cabanon de la résidence familiale à Fleurimont.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec et le comité des médecins, dentistes et pharmaciens du CUSE Bowen :

- renvoient ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

CUSE Bowen

Suivi de la recommandation :

CUSE Bowen

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-155849 123899

Événement :

Une jeune fille de 16 ans se suicide par pendaison dans la résidence de la famille d'accueil avec qui elle habitait depuis cinq ans.

Recommandations :

Que la Direction de la protection de la jeunesse de Lanaudière :

- revoie ce cas dans une perspective de contrôle de la qualité; [1]
- s'interroge sur les démarches effectuées auprès de la victime. [2]

Organisation/personne visée :

Direction de la protection de la jeunesse de Lanaudière

Suivi des recommandations :Direction de la protection de la jeunesse de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-10-22, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2004-10-22, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-136875 122636

Événement :

Un homme de 57 ans de Saint-Michel-de-Bellechasse décède d'une intoxication au méthanol le lendemain de son admission au Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Montmagny.

Recommandation :

Que ce dossier.

- soit remis au comité de l'évaluation de l'acte médical pour révision. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Montmagny

Suivi de la recommandation :Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Montmagny

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Avis / Dossier : A-151769 122718

Événement :

Un homme de 57 ans, en situation de rupture de couple, se suicide par pendaison dans sa résidence de Rosemère.

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES**Recommandations :**

Que le dossier :

- soit soumis au comité de l'évaluation médicale, dentaire et pharmaceutique de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme pour évaluation de la conduite du médecin de l'urgence la veille du décès. [1]

Organisation/personne visée :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Suivi de la recommandation :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-152703 121294

Événement :

Un homme de 57 ans, présentant des signes de dépression majeure, se suicide par arme à feu dans le garage de sa résidence, à Rimouski.

Recommandation :

Que l'Agence de développement des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- fasse un rappel auprès des compagnies ambulancières sur les définitions de mort évidente et de mort apparente et des conduites différentes qui doivent être prises par eux devant ces situations. [1]

Organisation/personne visée :

ADRLSSSS du Bas-Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

ADRLSSSS du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-152655 123019

Événement :

Un homme de 40 ans se suicide par pendaison à Laval.

Recommandation :

Que l'Hôpital Sacré-Coeur (Pavillon Albert-Prévost) :

- soumette le dossier à son conseil des médecins, dentistes, pharmaciens pour évaluation des actes médicaux accomplis et qu'il prenne les mesures nécessaires ou apporte des correctifs, s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-07-20, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-150964 122137

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'une intoxication médicamenteuse associée à une importante perte de sang causée par des lacerations aux poignets et aux mollets, à son domicile de Montréal.

Recommandation :

Que le Service de psychiatrie de l'Hôpital Notre-Dame :

- revoie ce dossier médical et apporte des changements dans sa procédure, s'il le juge à propos. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Notre-Dame

Suivi de la recommandation :

Hôpital Notre-Dame

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-140886 121339

Événement :

Une jeune fille de 18 ans, étudiante au Cégep de Saint-Jérôme, se suicide par pendaison dans sa chambre, à la résidence pour étudiants où elle demeurait.

Recommandations :

Que la direction du Cégep de Saint-Jérôme, le CLSC Arthur-Buies, le Centre d'intervention sur le suicide Le Faubourg et la Régie de police de Saint-Jérôme métro :

- définissent le rôle de chacun en situation de crise suicidaire. [1]

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Que le Cégep de Saint-Jérôme :

- désigne un intervenant en relation d'aide pour les étudiants des résidences. [2]

Que le Service d'accueil du CLSC Arthur-Buies :

- documente toute demande d'aide en ouvrant un dossier et en effectuant un suivi approprié. [3]

Que l'intervenant de quelque établissement d'enseignement que ce soit :

- communique avec les parents d'un étudiant en résidence quand on juge que ce dernier est suicidaire et refuse de l'aide. [4]

Organisations/personnes visées :

Cégep de Saint-Jérôme
CLSC Arthur-Buies
Centre d'intervention sur le suicide Le Faubourg
Régie de police de Saint-Jérôme métro
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :

Cégep de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

CLSC Arthur-Buies

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Centre d'intervention sur le suicide Le Faubourg

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Régie de police de Saint-Jérôme métro

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Avis / Dossier : A-151960 122719

Événement :

Une femme de 40 ans est découverte pendue à son domicile, par son conjoint, à Blainville.

Recommandation :

Que le directeur du Service de police de la Ville de Blainville et l'Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux des Laurentides :

- prennent connaissance des circonstances de cette intervention d'urgence et apportent le correctif qui s'impose. [1]

Organisation/personne visée :

ADRLSSSS des Laurentides

Suivi de la recommandation :

ADRLSSSS des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-140497 111301

Événement :

Un prévenu de 41 ans se suicide par pendaison, à l'Établissement de détention de Montréal (Bordeaux).

Recommandation :

Que la Direction générale des services correctionnels :

- revoie ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-148857 117328

Événement :

Une femme de 33 ans se suicide par pendaison, dans le parc Montcalm à Laval, après avoir fugué de l'urgence du pavillon Albert-Prévost où elle avait été amenée alors qu'elle avait des idées suicidaires.

Recommandation :

Que les responsables de l'urgence et du centre de jour du pavillon Albert-Prévost :

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

- sensibilisent le personnel au triage et du centre de jour du danger que représentent certains patients à « passer à l'acte ». [1]

Organisation/personne visée :

Pavillon Albert-Prévost

Suivi de la recommandation :

Pavillon Albert-Prévost

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-147722 118276

Événement :

Un homme de 34 ans décède d'une encéphalopathie terminale associée à une intoxication sévère au méthanol qu'il avait ingurgité cinq jours auparavant.

Recommandation :

Que la Cité de santé de Laval :

- s'assure que tout décès à signalement obligatoire en vertu de l'article 34 de la *Loi sur la recherche des causes et circonstances des décès* est signalé au coroner ou à un agent de la paix immédiatement. [1]

Organisation/personne visée :

Cité de la Santé de Laval

Suivi de la recommandation :

Cité de la Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-147719 118060

Événement :

Un homme de 44 ans se suicide par pendaison dans sa résidence de Laval, trois jours après avoir été libéré du service de psychiatrie de la Cité de la santé où il avait séjourné une semaine pour idéations suicidaires.

Recommandation :

Que la Cité de la santé de Laval :

- fasse en sorte que son service de psychiatrie assure la continuité des services dans le suivi thérapeutique, en collaboration avec le service social de son établissement et s'assure

également de la disponibilité de la ressource proposée ou envisagée, avant de donner un congé à un patient admis dans son service pour des idéations suicidaires. [1]

Organisation/personne visée :

Cité de la Santé de Laval

Suivi de la recommandation :

Cité de la Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-04-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-150952 121763

Événement :

Un homme de 75 ans se suicide par arme à feu à sa résidence, à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de l'Hôpital Santa Cabrini :

- revoie ce dossier en portant une attention particulière au suivi psychologique de ce patient. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Santa Cabrini

Suivi de la recommandation :

Hôpital Santa Cabrini

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-150965 122138

Événement :

Une femme de 41 ans se suicide par pendaison dans sa résidence de Montréal, 24 heures après avoir quitté l'Hôpital Royal Victoria où l'on croyait sa schizophrénie bien contrôlée. Elle y avait été hospitalisée six semaines sur ordre de la cour pour schizophrénie paranoïde chronique.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de l'Hôpital Royal Victoria :

- revoie ce dossier et apporte les commentaires nécessaires dans la gestion du cas avec l'équipe traitante. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Royal Victoria

Suivi de la recommandation :

Hôpital Royal Victoria

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-148213 122024

Événement :

Un homme de 34 ans de Val-d'Or se suicide par arme à feu, dans un contexte de rupture amoureuse.

Recommandations :

Que le directeur des services professionnels du Centre hospitalier de Val-d'Or et le Collège des médecins du Québec :

- examinent le dossier médical du patient et définissent les critères d'évaluation et les conduites à adopter pour les patients dépressifs, avec ou sans idées suicidaires. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de Val-d'Or

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier de Val-d'Or

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-148318 119789

Événement :

Une jeune fille de 17 ans se suicide par pendaison au Centre jeunesse Saint-Georges, de Chicoutimi.

Recommandations :

Que l'Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean (ADRLSSSS) :

- mette sur pied des mécanismes de communication entre les différents intervenants des institutions psychiatriques, des centres jeunesse et des personnes concernées dans le traitement des adolescents en détresse; [1]
- mette sur pied des services de traitement adéquat en réadaptation, en alcoolisme et en toxicomanie pour les adolescents aux prises avec des problèmes de dépendance, et cible

particulièrement ceux qui souffrent de personnalité limite, antisociale, les rendant plus à risque de délinquance et de suicide; [2]

- rende disponible et d'utilisation courante les lingerie antisuicide afin de rendre plus sécuritaire le séjour des adolescents en détresse psychologique et à risque suicidaire; [3]
- revoie l'ensemble de la procédure de garde sécuritaire des adolescents à risque de suicide afin d'améliorer par exemple le contact visuel ou verbal. [4]

Que le Centre Saint-Georges :

- adopte le protocole d'intervention à situation de problématique suicidaire dans les centres jeunesse, publié par l'Association des centres jeunesse du Québec, en collaboration avec l'Association de hôpitaux du Québec, le Collège des médecins du Québec et l'Association des CLSC-CHSLD du Québec en juin 2000, et devienne d'utilisation courante et très bien connue par l'ensemble des intervenants du Centre Saint-Georges. [5]

Organisations/personnes visées :

ADRLSSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Centre Saint-Georges

Suivi des recommandations :

ADRLSSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Centre Saint-Georges

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-143698 119510

Événement :

Un homme de 26 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision entre un wagon du Canadien National alors qu'il circulait à bicyclette sur la voie ferrée.

Recommandations :

Que les infirmiers et les infirmières de liaison de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine et le médecin de l'Hôpital Santa Cabrini :

- vérifient les secteurs d'appartenance avant d'accepter et de transférer un patient. [1]

Que le directeur de l'Hôpital Louis-H.-Lafontaine :

- examine et fasse acheminer ce dossier au comité d'étude des décès. [2]

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Organisations/personnes visées :

Hôpital Santa Cabrini
Hôpital Louis-H. Lafontaine

Suivi des recommandations :

Hôpital Santa Cabrini

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-152576 123071

Événement :

Une femme de 26 ans est trouvée dans le fleuve à la hauteur de Saint-Simon, dans la région du Bas-Saint-Laurent. La cause du décès serait attribuable à une noyade et/ou intoxication médicamenteuse.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical et la direction des soins infirmiers de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- étudient ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-152305 122868

Événement :

Un homme de 41 ans, reconnu comme étant alcoolique et toxicomane, se suicide par pendaison à l'urgence de l'Hôtel-Dieu de Roberval.

Recommandations :

Que l'Hôtel-Dieu de Roberval :

- revoie la disponibilité des travailleurs sociaux la fin de semaine, soit au moyen d'une entente, d'un système de garde ou autrement permettant la prise en charge et l'orientation

des cas de désintoxication modérés à sévères, vers le centre de désintoxication le plus près et dans les meilleurs délais; [1]

- revoie et modifie son protocole de surveillance à l'urgence afin d'y inclure, outre les patients à risques importants, tous les toxicomanes, alcooliques ou ceux éprouvant des troubles psychiatriques; [2]
- porte une attention spéciale à tout le personnel travaillant à l'urgence, en ce qui touche la formation, la sensibilisation et l'information concernant les risques potentiels que présente ce genre de patient, sur les mesures prises et sur la façon de les appliquer. [3]

Organisation/personne visée :

Hôtel-Dieu de Roberval

Suivi des recommandations :

Hôtel-Dieu de Roberval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

3.2 DÉCÈS DE NATURE INDÉTERMINÉE

Avis / Dossier : A-148681 118461

Événement :

Une femme de 58 ans décède d'une intoxication médicamenteuse à sa résidence de Montréal.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine :

- s'assure que les médecins inscrivent des notes d'évolution lors de chaque visite de patients. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Suivi de la recommandation :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Avis / Dossier : A-152583 123517

Événement :

Une femme de 45 ans décède d'anoxie cérébrale secondaire à une intoxication médicamenteuse probable.

Recommandation :

Que ce dossier :

- soit porté à l'attention du comité d'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier Notre-Dame-du-Lac pour étude, et que soit élaboré un protocole pour l'évaluation et la prise en charge des patients intoxiqués, si un tel protocole n'existe pas, et enfin, que le centre hospitalier s'assure de sa diffusion auprès du personnel soignant et de sa mise en application. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Notre-Dame-du-Lac

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Notre-Dame-du-Lac

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-150149 118503

Événement :

Un bébé de cinq semaines décède au Centre hospitalier de la Vallée de l'Outaouais à Gatineau (CHVO). La cause de décès demeure indéterminée après autopsie et expertises toxicologiques. On note toutefois la présence de cocaïne dans l'urine du nouveau-né.

Recommandations :

Que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Justice :

- prennent les mesures nécessaires afin que l'information contenue dans un dossier de la DPJ soit accessible à l'ensemble des DPJ du Québec et aux établissements de santé qui peuvent en avoir besoin; [1]
- proposent une solution permettant de mieux outiller la DPJ dans le suivi des parents alcooliques et/ou toxicomanes au regard de la consommation de drogues. Les mécanismes proposés devront être plus objectifs et plus fiables que la simple inspection des lieux ou l'entrevue. [2]

Que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- donnent des lignes directrices sur la façon de gérer le départ de l'hôpital et le suivi des enfants nés de mères ou de parents toxicomanes. [3]

Organisations/personnes visées :

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère de la Justice

Suivi des recommandations :Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Justice

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-149896 122219

Événement :

Un détenu de 38 ans, porteur de virus HIV, décède à l'Hôpital Sacré-Cœur de Montréal. À la suite de son investigation, le coroner conclut à un décès de nature indéterminée.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- négocie des ententes précises de services auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les établissements de détention; [1]
- prenne connaissance des conclusions et des recommandations du rapport d'enquête administrative concernant ce décès et apporte les correctifs nécessaires. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

3.3 CAUSES NATURELLES - DÉCÈS NATURELS

Avis / Dossier : A-146100 116855

Événement :

Un homme de 59 ans, demeurant dans la réserve de Kanesatake, décède d'un choc cardiogénique au Centre hospitalier de Saint-Eustache.

Recommandations :

Que le comité de l'évaluation de l'acte médical, pharmaceutique et dentaire du Centre hospitalier de Lachine :

- procède à l'étude du dossier médical de l'homme. [1]

Que l'Agence de développement de réseaux locaux des services de santé et des services sociaux des Laurentides (ADRLSSSS) :

- remette en question le fonctionnement ambulancier dans la région d'Oka-Kanesatake et envisage fortement d'engager les deux services ambulanciers de façon plus uniforme dans la couverture de l'ensemble du territoire, sans égard à la portion autochtone ou non autochtone du territoire, et en mettant en place un service unique de répartition des appels en rappelant aux deux services que leur mandat premier est d'effectuer des transports ambulanciers de qualité qui tiennent compte des standards contemporains. [2]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- soit sensibilisé à cette situation pour apporter le soutien nécessaire à un changement dans l'organisation du transport ambulancier dans la région d'Oka-Kanesatake. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de Lachine
ADRLSSSS des Laurentides
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier de Lachine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

ADRLSSSS des Laurentides

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-03-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis / Dossier : A-147738 118790

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'une arythmie cardiaque maligne avec ischémie myocardique chronique secondaire à une maladie cardiaque artériosclérotique sténosante.

Recommandation :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier Saint-Eustache :

- analyse les actes médicaux accomplis lors de la visite de la victime à l'urgence, afin de s'assurer qu'ils respectaient les règles de l'art. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Saint-Eustache

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Saint-Eustache

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-146915 121238

Événement :

Un bébé de 9 semaines décède d'une arythmie maligne secondaire à une malformation cardiaque majeure sous forme d'une coarctation aortique sévère, d'un canal artériel en voie de fermeture et d'une valve aortique bicuspidé. Pourtant, à 20 semaines de gestation, une échocardiographie fœtale avait été réalisée et s'avérait normale.

Recommandation :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Sainte-Justine :

- revoie l'échocardiographie fœtale effectuée en cours de gestation. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Sainte-Justine

Suivi de la recommandation :

Hôpital Sainte-Justine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Avis / Dossier : A-151639 120094

Événement :

Un homme de 54 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë associée à une thrombose coronarienne et à un infarctus du myocarde.

Recommandations :

Que la Cité de la Santé de Laval :

- révise sa procédure de transmission des prélèvements en provenance de son service d'urgence, afin que ceux-ci soient transmis plus rapidement pour permettre au médecin d'obtenir rapidement les premiers résultats; [1]
- surveille un patient jusqu'à l'arrivée des résultats d'analyses ou d'examens, si on ne peut pas établir un diagnostic à l'évaluation initiale et qu'un problème d'origine cardiaque est à éliminer. [2]

Organisation/personne visée :

Cité de la Santé de Laval

Suivi des recommandations :

Cité de la Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-149775 119093

Événement :

Une femme de 34 ans décède d'une embolie pulmonaire massive à l'Hôpital du Haut-Richelieu.

Recommandation :

Que la direction générale de l'hôpital du Haut-Richelieu :

- prenne les mesures pour accélérer la prise en charge médicale de patients à l'urgence, peu importe le code au triage, dans le but de respecter les délais suggérés par l'échelle de triage et de gravité. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Haut-Richelieu

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Haut-Richelieu

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-09, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Avis / Dossier : A-153626 124431

Événement :

Un homme de 33 ans décède d'une défaillance cardiaque avec œdème pulmonaire ou arythmie cardiaque à Longueuil.

Recommandation :

Que ce dossier :

- soit soumis au comité de l'acte médical de l'hôpital Charles Lemoyne. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Charles-Lemoyne

Suivi de la recommandation :

Hôpital Charles-Lemoyne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-152837 122663

Événement :

Une femme de 88 ans est trouvée sans vie dans son logement où elle vivait seule.

Recommandations :

Que les infirmières affectées aux soins à domicile du CLSC de Drummondville :

- recommandent aux personnes âgées de se présenter chez leur médecin de famille ou à l'urgence du centre hospitalier le plus proche si leur état ne s'améliore pas ou empire. [1]

Organisation/personne visée :

CLSC Drummondville

Suivi de la recommandation :

CLSC Drummondville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-152689 124468

Événement :

Un homme de 63 ans décède d'un accident cérébrovasculaire, associé à une thrombose de la carotide droite et à une sténose sévère de la carotide gauche.

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Recommandation :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens de la Cité de la Santé de Laval :

- procède à une évaluation des actes médicaux accomplis et s'interroge sur l'absence d'un médecin au chevet du patient l'heure précédant son décès et apporte les correctifs, s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Cité de la Santé de Laval

Suivi de la recommandation :

Cité de la Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-137192 124334

Événement :

Une femme de 75 ans décède d'un infarctus du myocarde sous-endocardique étendu, le lendemain de son congé du Centre Gertrude-Lafrance, où elle était en convalescence d'une chirurgie pour hernie inguinale effectuée à l'Hôpital Saint-Jean-sur-Richelieu.

Recommandation :

Que le comité des médecins et dentistes de l'Hôpital du Haut-Richelieu :

- révisé le protocole d'intervention par le personnel infirmier et la formation concernant la prescription permanente (A-1-18) dans les cas de symptômes compatibles avec un syndrome coronarien. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Haut-Richelieu

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Haut-Richelieu

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-153760 123697

Événement :

Un homme de 61 ans, usager du CHLSD Lucille-Teasdale, pavillon Charbonneau, décède des suites d'une insuffisance rénale aiguë et d'une bronchopneumonie.

Recommandations :

Que le CHSLD Lucille-Teasdale, pavillon Charbonneau :

- organise une séance de formation continue pour le personnel sur la conduite à adopter lors d'anomalies des signes vitaux; [1]
- informe les infirmiers et infirmières qu'ils doivent aviser le médecin traitant ou de garde dès que les signes vitaux deviennent anormaux, à moins que le niveau d'intervention médicale de l'utilisateur les en exempte. [2]

Organisation/personne visée :

CHSLD Lucille-Teasdale

Suivi des recommandations :

CHSLD Lucille-Teasdale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-151608 119555

Événement :

Un homme de 52 ans, usager d'une résidence supervisée par l'Hôpital Douglas, décède d'un œdème pulmonaire consécutif à des pneumonies lobaires bilatérales.

Recommandation :

Que l'Hôpital Douglas :

- s'assure que le personnel des ressources qui hébergent ses usagers est formé pour les manœuvres de réanimation et qu'il entreprenne des manœuvres sur l'utilisateur en arrêt cardiorespiratoire jusqu'à l'arrivée des services préhospitaliers. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Douglas

Suivi de la recommandation :

Hôpital Douglas

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-148721 121687

Événement :

Un homme de 64 ans, demeurant dans une résidence de type intermédiaire affiliée au CLSC-CHSLD Meilleur de Repentigny, décède d'une maladie cardiovasculaire artériosclérotique.

Recommandations :

Que le CLSC-CHSLD Meilleur :

- poursuive sa démarche pour clarifier le statut de réanimation ou non des usagers de ses ressources intermédiaires et pour établir une procédure à suivre dans les deux cas. [1]
- Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :
 - prenne connaissance de ce rapport d'investigation afin de poursuivre l'implantation des ressources intermédiaires tout en assurant la sécurité des usagers. [2]

Organisations/personnes visées :

CLSC-CHSLD Meilleur
Ministère de la Santé et des Service sociaux

Suivi des recommandations :

CLSC-CHSLD Meilleur

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Service sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-148745 122081

Événement :

Une femme de 79 ans décède d'un infarctus du myocarde au Pavillon Notre-Dame du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM).

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels du CHUM - Pavillon Notre-Dame :

- s'assure que le triage effectué à l'urgence se fait selon les règles de l'art; [1]
- voie à ce que les examens diagnostiques demandés par l'infirmière au triage soient effectués dans un délai raisonnable. [2]

Organisation/personne visée :

CHUM – Pavillon Notre-Dame

Suivi des recommandations :CHUM – Pavillon Notre-Dame

Sur la recommandation numéro 1 en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-151808 119499

Événement :

Une femme de 89 ans, patiente du Centre hospitalier de Portneuf depuis cinq ans, décède d'athérosclérose coronarienne.

Recommandation :

Que les infirmiers et infirmières du Centre hospitalier de Portneuf :

- n'acceptent jamais d'effectuer seuls le calcul des doses médicamenteuses sans qu'il y ait de vérification par un autre infirmier ou infirmière autorisé. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de Portneuf

Suivi de la recommandation :Centre hospitalier de Portneuf

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-147720 118157

Événement :

Un homme de 69 ans, usager du CLSC-CHSLD du Marigot, pavillon Idola-Saint-Jean, décède d'une ischémie myocardique aiguë à la Cité de la santé de Laval.

Recommandation :

Que le CLSC-CHSLD du Marigot (pavillon Idola-Saint-Jean) :

- envisage la prise régulière des signes vitaux d'un usager présentant des malaises nécessitant une surveillance étroite et qu'ils soient inscrits aux notes d'observation des infirmières, particulièrement pour les usagers ayant demandé un niveau 1 d'intervention médicale, et pour tous les usagers recevant un traitement médical. [1]

Organisation/personne visée :

CLSC-CHSLD du Marigot

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Suivi de la recommandation :

CLSC-CHSLD du Marigot

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-148399 118654

Événement :

Une femme de 76 ans décède d'une embolie pulmonaire quatre jours après avoir subi une craniotomie, à la suite d'une chute survenue chez elle.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- s'assure que les recommandations formulées par le comité d'évaluation médicale, dentaire et pharmaceutique sont appliquées. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-149698 121193

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'atélectasie complète du poumon gauche avec pneumothorax et hémithorax gauches, secondaire à une rupture d'une bulle d'emphysème, au Centre hospitalier Anna-Laberge de Châteauguay.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital Charles LeMoine :

- révise ce dossier vu que ce patient a été renvoyé chez lui dans un état très précaire. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Charles-Lemoyne

Suivi de la recommandation :

Hôpital Charles-Lemoyne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-140687 114331

Événement :

Un détenu de 36 ans de l'Établissement de détention de Saint-Jérôme décède d'une septicémie consécutive à une néoplasie pulmonaire et à des métastases généralisées, à l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique et plus particulièrement l'Établissement de détention de Saint-Jérôme :

- s'assurent que des directives claires ainsi qu'une formation adéquate sur la façon de menotter et d'entraver un détenu hospitalisé sont données aux agences de sécurité engagées pour sa surveillance; [1]
 - que des directives claires sur les privilèges qui sont accordés ou refusés à un détenu hospitalisé sont données aux agences de sécurité engagées pour sa surveillance; [2]
 - s'assurent que la demande d'un médecin relative aux menottes ou aux entraves d'un détenu est exécutée rapidement par les agents de sécurité après s'être adressés à la direction de l'établissement de détention qui devrait y acquiescer sans attendre; [3]
 - s'assurent d'un processus de traitement efficace de toutes les demandes provenant du centre hospitalier où séjourne un détenu; [4]
 - tiennent compte, dans la décision d'imposer des contraintes à un détenu, de son âge et de son état de santé; [5]
 - s'assurent qu'un détenu ayant atteint le stade terminal de sa maladie puisse bénéficier de l'information et de l'accompagnement nécessaires à l'étude rapide de son dossier par la Commission québécoise des libérations conditionnelles. [6]
- Que le Centre hospitalier de l'Université de Montréal, le Collège des médecins et l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec :
- informent leur personnel et leurs membres de la possibilité qu'ils ont de demander qu'un détenu bénéficie de conditions de détention compatibles avec son état de santé. [7]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Centre hospitalier universitaire de Montréal – Pavillon Notre-Dame

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier universitaire de Montréal – Pavillon Notre-Dame

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis / Dossier : A-149244 121832

Événement :

Un homme de 86 ans décède d'un infarctus du myocarde. Il avait lui-même fait l'appel de détresse du centre d'hébergement pour personnes âgées de Havre-Saint-Pierre où il habitait.

Recommandation :

Que l'Agence de développement des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- étudie le dossier des services ambulanciers en Minganie, se penche sur la question et envisage la possibilité d'augmenter l'effectif ambulancier dans cette partie de la Côte-Nord. [1]

Organisation/personne visée :

ADRLSSSS de la Côte-Nord

Suivi de la recommandation :

ADRLSSSS de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-148484 120846

Événement :

Un homme 75 ans, demeurant au Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or de Beauharnois, décède d'un cœdème aigu pulmonaire le lendemain de son transfert à l'Hôpital Notre-Dame pour déshydratation et évaluation en chirurgie pour une alimentation parentérale.

Recommandations :

Que le Direction des services professionnels du Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or :

- revoie les soins qui ont été prodigués à ce patient et les communications entre le personnel infirmier et médical. [1]

Que l'Agence de développement des réseaux locaux de services de santé et des services sociaux de la Montérégie :

- évalue ce dossier et apporte les correctifs nécessaires dans les services médicaux et infirmiers du Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or
ADRLSSSS de la Montérégie

Suivi des recommandations :

Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-03-16, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

ADRLSSSS de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Avis / Dossier : A-149216 119615

Événement :

Une femme de 62 ans décède d'un infarctus aigu du myocarde au Centre hospitalier régional de Sept-Îles.

Recommandation :

Que ce dossier :

- soit revu par le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier régional de Sept-Îles afin de déterminer si les règles de l'art ont été respectées par les intervenants médicaux, plus particulièrement en ce qui concerne le congé hospitalier donné à la victime, les traitements médicaux qui lui ont été administrés et la médication qui lui a été prescrite. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Sept-Îles

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional de Sept-Îles

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

3. SUICIDES, HOMICIDES, INDÉTERMINÉES

Avis / Dossier : A-156933 124961

Événement :

Un homme de 60 ans décède d'un infarctus aigu et massif du myocarde avec rupture ventriculaire et tamponnade cardiaque.

Recommandation :

Que le conseil des médecins dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier Chauveau :

- prenne connaissance de ce dossier, en fasse l'analyse et au besoin suggère des mesures appropriées. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Chauveau

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Chauveau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2004-12-03, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a l'intention de le faire.

Avis / Dossier : A-151190 124345

Événement :

Un homme de 62 ans décède d'un infarctus aigu du myocarde à l'Institut de cardiologie de Montréal.

Recommandation :

Que ce dossier :

- soit revu par le Collège des médecins et la direction des services professionnels de l'Hôpital Santa Cabrini. [1]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Santa Cabrini

Suivi de la recommandation :

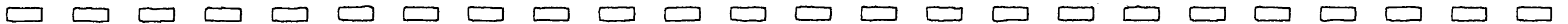
Hôpital Santa Cabrini

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2005-04-05, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

85. Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

| QUESTION 85: Les effectifs du Bureau du coroner par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005. | | |
|---|----------------------------|------------------------|
| Catégories d'emploi | 2004-2005 | |
| | Effectifs autorisés | Masse salariale |
| Coroners | 14 | 1 700 344 |
| Cadres supérieurs | 3 | 261 248 |
| Professionnels | 10 | 787 383 |
| Techniciens et employés de bureau | 17 | 687 557 |
| Ouvriers | 12 | 372 984 |
| | 56 | 3 809 516 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

86. La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 86 : La liste des coroners-investigateurs et des coroners-enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues.

| | Rémunération | Augmentations prévues |
|----------------------------------|------------------|-----------------------|
| Coroners-investigateurs : | | |
| Bellemare, Danielle | 133 603 | |
| Brochu, Jean-E | 120 162 | |
| Couillard, Bernard | 113 221 | |
| David, Anne-Marie | 120 162 | |
| Dionne, Paul | 113 221 | |
| Morin, Pierre | 116 788 | |
| Nolet, Louise | 122 557 | |
| Paquin, Claude | 113 221 | |
| Ramsay, Jacques | 113 221 | |
| Turmel, Serge | 120 162 | |
| Total | 1 186 318 | Aucune |
| Coroners-enquêteurs | | |
| Boulianne, Marc-André | 102 323 | |
| Kronström, Andrée | 89 019 | |
| Malouin, Luc | 109 118 | |
| Rudel-Tessier, Catherine | 109 118 | |
| Total | 409 578 | Aucune |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

87. L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2004 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner-03.03

QUESTION 87 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2004 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports :

Au total 4065 décès ont été signalés aux coroners en 2004. En date du 31 mars 2005, 2664 rapports (65,5 %) sont terminés et déposés au Bureau du coroner et 1401 rapports (34,5 %) sont à venir.

Délai moyen :

Comme une proportion importante des rapports est à venir pour 2004, le calcul des délais pour cette année ne serait pas représentatif de la réalité. Nous présentons donc la moyenne des délais pour 2003.

Le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport est de 9,6 mois, basé sur les rapports déposés en date du 31 mars 2005. À ce stade-ci, seulement 7,5 % des rapports sont à venir pour 2003.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

88. La liste des enquêtes terminées en 2004-2005 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

| QUESTION 88 : La liste des enquêtes terminées en 2004-2005 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport). | | | | | | |
|---|--------------------------------------|---|----------------------------|----------------------|-------------------------------------|----------------------------------|
| Date de l'ordonnance | Enquête | Nature de l'événement | Coroner enquêteur | Date du décès | Endroit de remise du rapport | Date de remise du rapport |
| 2001-04-19 | Gérard, Napoléon | Accident de la route | Me Luc Malouin | 2001-04-07 | Sainte-Foy | 2004-04-24 |
| 2002-06-03 | Adam, Alexandre | Escalade lors de formation | Me Catherine Rudel-Tessier | 2001-06-09 | Sainte-Foy | 2005-02-04 |
| 2002-08-14 | Veillette, Jacques Poirier, Lucie | Chute en escalade | Me Catherine Rudel-Tessier | 2002-08-04 | Sainte-Foy | 2005-02-04 |
| 2002-09-18 | Cournoyer, Serge | Noyade en plongée sous marine – Empress of Ireland | Me Andrée Kronström | 2002-08-04 | Sainte-Foy | 2004-07-09 |
| 2002-10-25 | Therrien, Serge | Prisonnier en milieu hospitalier décédé aux soins palliatifs | Me Catherine Rudel-Tessie | 2001-12-30 | Sainte-Foy | 2004-05-19 |
| 2002-11-21 | Emond, Jean-François | Décès au centre d'hébergement Champlain | Me Andrée Kronström | 2002-02-22 | Sainte-Foy | 2005-02-10 |
| 2002-11-28 | Leduc, Denise | Personne trouvée morte à l'extérieur de l'hôpital du Haut-Richelieu | Me Catherine Rudel-Tessier | 2002-01-10 | Sainte-Foy | 2004-08-19 |
| 2002-12-12 | Tremblay, Sébastien | Décès suite à une poursuite policière sur la route 132 | Me Andrée Kronström | 2001-11-09 | Sainte-Foy | 2004-10-26 |
| 2002-12-23 | Harting, Hassan | Noyade à la base de plein air | Me Louise Nolet | 2002-07-25 | Sainte-Foy | 2004-04-01 |
| 2004-03-25 | Caron, Antoine | Incendie à Beauport | Me Cyrille Delage | 2004-02-25 | Sainte-Foy | 2004-08-06 |

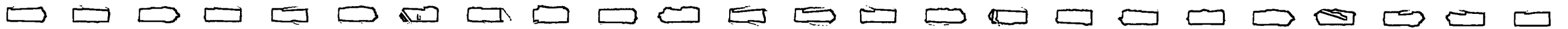




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

89. La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 89 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

| Date de l'ordonnance | Enquête | Nature de l'événement | Coroner enquêteur et Procureur | Date du décès | Endroit | État d'avancement de l'enquête |
|----------------------|--|--|--|---------------|-----------------------|--------------------------------|
| 2001-03-01 | Snow, Francis | <ul style="list-style-type: none"> Suicide par pendaison dans un établissement de détention fédéral | Me Catherine Rudel-Tessier Me Christian Hacquin | 2001-02-08 | Ste-Anne-des-Plaines | Rédaction du rapport en cours |
| 2002-06-29 | Yu, Stephany Yu, Tiffany Wong, Doris Fullum, Marielle | <ul style="list-style-type: none"> Noyade lors du naufrage du Lady Duck Incident avec un véhicule récréatif amphibie sur la rivière Outaouais à Gatineau | Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny | 2002-06-29 | Rivière des Outaouais | Date d'audition à déterminer |
| 2002-10-09 | Murphy, Irène | <ul style="list-style-type: none"> Décès d'une personne âgée en chaise roulante habitant une résidence privée de personnes âgées | Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard | 2002-03-13 | Montréal | Rédaction du rapport en cours |
| 2002-11-05 | Bolduc, Gisèle | <ul style="list-style-type: none"> Chute d'une personne âgée souffrant de la maladie d'Alzheimer habitant une résidence privée de personnes âgées | Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard | 2002-04-14 | Scott | Rédaction du rapport en cours |
| 2002-11-11 | Lefebvre, Lucia | <ul style="list-style-type: none"> Décès d'une personne âgée morte brûlée habitant une résidence privée de personnes âgées | Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard | 2002-05-16 | LaSalle | Rédaction du rapport en cours |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 89 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

| Date de l'ordonnance | Enquête | Nature de l'événement | Coroner enquêteur et Procureur | Date du décès | Endroit | État d'avancement de l'enquête |
|----------------------|--|---|--|--------------------------|----------------------|--|
| 2002-11-28 | Gaudet-Rainville, Christopher | <ul style="list-style-type: none"> Décès par électrocution Électrocuté par une roulotte sur le site du rodéo professionnel de Joliette | Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny | 2002-08-16 | Joliette | Rédaction du rapport en cours |
| 2002-12-16 | Gervais, Annie et Jean-Berthony, Charles | <ul style="list-style-type: none"> Accident sur le boulevard Pie IX à Montréal Piétons heurtés par autobus circulant sur une voie réservée à contresens de la circulation | Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard | 2002-06-12 2001-10-23 | Montréal | Rédaction du rapport en cours |
| 2003-03-10 | Couture, Yannick | <ul style="list-style-type: none"> Chute en planche à neige dans la station de ski « MontJoie » | Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny | 2003-02-15 | North-Hatley | Auditions prévues les 14 et 15 juin 2005 |
| 2003-04-09 | Guay, Pierre-Étienne | <ul style="list-style-type: none"> Skieur en perte de contrôle qui a heurté un arbre à la station de ski « Mont Bélu » | Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny | 2003-03-22 | Saguenay | Auditions prévues du 26 au 28 avril 2005 |
| 2003-04-22 | Gagnon, Shirley | <ul style="list-style-type: none"> Décès au CH St-Georges de Beauce Décédé quelques heures après son admission à l'hôpital | Me Jean Luc Malouin Me Cathie Halpenny | 2002-12-20 | St-Georges de Beauce | Auditions prévues du 31 mai au 2 juin 2005 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 89 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

| Date de l'ordonnance | Enquête | Nature de l'événement | Coroner enquêteur et Procureur | Date du décès | Endroit | État d'avancement de l'enquête |
|----------------------|-------------------------|---|--|---------------|-----------------------|---|
| 2003-05-15 | Petitclerc, Micheline | <ul style="list-style-type: none"> Étranglée par contention dans un centre d'accueil de St-Hyppolite dans les Laurentides | Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard | 2002-09-19 | St-Hippolyte | Rédaction du rapport en cours |
| 2003-05-20 | Bergeron, Jean-François | <ul style="list-style-type: none"> Polytraumatisme crânien | Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard | 2003-04-09 | St-Jean-Baptiste | En suspend (poursuite criminelle) |
| 2003-08-05 | Guimond, Henri | <ul style="list-style-type: none"> Décès dans une résidence privée pour personnes âgées | Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard | 2003-06-25 | St-Gabriel-de-Brandon | Rédaction du rapport en cours |
| 2003-09-29 | Forgeot, Cyril | <ul style="list-style-type: none"> Accident d'auto à St-Jérôme | Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny | 2003-06-14 | St-Jérôme | En suspend (poursuite criminelle) |
| 2003-10-14 | Wells, Cosmo | <ul style="list-style-type: none"> Chute au CH du Haut-Richelieu Patient hospitalisé retrouvé mort sur un toit de l'hôpital après une chute | Me Jean Luc Malouin Me Christian Hacquin | 2003-08-15 | St-Jean-sur-Richelieu | Auditions prévues les 19 et 20 mai 2005 |
| 2004-09-28 | Berniquez, Michel | <ul style="list-style-type: none"> Décès après son arrestation par des policiers | Me Andrée Kronström Me Guy Bernard | 2003-09-28 | Montréal | Dates d'auditions à déterminer |
| 2005-01-14 | Chouinard, Pauline | <ul style="list-style-type: none"> Décès à la suite d'une explosion dans sa résidence Incendie du secteur Pointe- du – Lac à Trois-Rivières | Me Cyrille Delage Me François Daviault | 2005-01-14 | Trois-Rivières | Dates d'auditions à déterminer |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

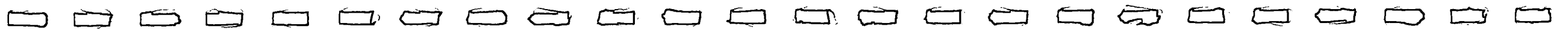
| QUESTION 89 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête. | | | | | | |
|---|--------------------------------------|---|--|----------------------|-------------------------|---|
| Date de l'ordonnance | Enquête | Nature de l'événement | Coroner enquêteur et Procureur | Date du décès | Endroit | État d'avancement de l'enquête |
| 2005-02-16 | Linetsky, Jaclyn Schneider, Vadim | <ul style="list-style-type: none"> • Passagers décédés dans un accident de véhicule • Conducteur du véhicule amnésique à la suite de l'accident | Me Andrée Kronström | 2003-09-08 | Montréal | Dates d'auditions à déterminer |
| 2005-02-16 | Lavoie, Carole-Anne | <ul style="list-style-type: none"> • Décès avant son transfert dans un autre CH | Me Catherine Rudel-Tessier Me Christian Hacquin | 2005-01-18 | St-Joseph de la Malbaie | Auditions prévues du 27 au 30 juin 2005 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

90. Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2004-2005.



**POLITIQUE DE COMMUNICATIONS
PUBLIQUES**

Novembre 2004

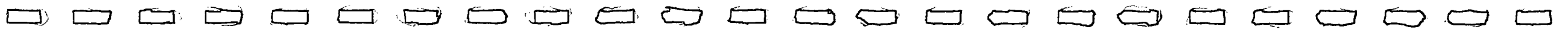


TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction 3

1.1 Les rôles dévolus par la Loi au coroner et à l'organisme... 3

1.2 Les leviers d'intervention 3

1.3 La nécessité des communications publiques..... 4

1.4 Le besoin d'une politique de communications publiques ... 4

2. LES BALISES À RESPECTER POUR LES COMMUNICATIONS
PUBLIQUES..... 5

3. LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA POLITIQUE 6

4. LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE..... 6

5. LES COMMUNICATIONS PUBLIQUES ET LES RELATIONS
AVEC LES MÉDIAS 7

5.1 Les moyens de communication 7

5.2 Le but des activités médiatiques..... 7

5.3 Les activités médiatiques relatives aux rapports des
coroners 7

5.4 Les autres activités médiatiques d'information 8

5.5 Le partage des rôles et responsabilités 9

5.6 Les règles applicables à certaines situations autres que
l'investigation et l'enquête 10

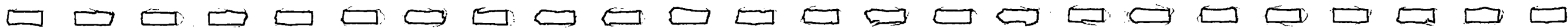
5.7 Les règles applicables au cours d'une investigation ou
d'une enquête..... 11

5,8 Les mécanismes facilitateurs..... 11

5.9 Les règles de conduite applicables aux relations avec
les médias 12

5.10 Le soutien et la formation 12

6. L'ÉVALUATION..... 12



1. INTRODUCTION

1.1 LES RÔLES DÉVOLUS PAR LA LOI AU CORONER ET À L'ORGANISME

En vertu de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* (la Loi), le coroner est un officier public indépendant et impartial qui a pour fonctions, au moyen d'une investigation ou d'une enquête, de rechercher et d'indiquer, dans un rapport qu'il rédige à cet effet, les causes probables et les circonstances d'un décès obscur ou violent. Il doit aussi y établir l'identité de la personne décédée ainsi que la date et le lieu du décès.

Ce rapport permet aux proches de la personne décédée d'obtenir réponse aux questions qu'ils se posent face au décès, ce qui les aide à comprendre et à faire leur deuil et facilite la reconnaissance et l'exercice de leurs droits découlant du décès.

Dans l'exécution de ses fonctions, le coroner remplit aussi une mission d'intérêt public, celle de contribuer à la protection de la vie humaine. Le législateur lui a en effet donné le pouvoir, à l'occasion d'une investigation ou d'une enquête, d'introduire à son rapport, s'il le juge approprié, des recommandations visant à éviter la répétition de décès semblables. Il peut ainsi souligner les situations qui nécessitent des modifications, ce qui permet de mieux assurer le droit des membres de la société à la vie, à la sûreté et à l'intégrité de leur personne.

Par ce pouvoir de recommandation, le coroner joue un rôle de catalyseur de changements et contribue donc directement à la protection de la vie humaine.

Le rapport d'investigation ou d'enquête du coroner est public et l'organisme se charge d'en transmettre copie conforme à toute personne qui en fait la demande. Ce rapport et les documents qui ont contribué à informer le coroner sont versés aux archives des coroners. En outre, le Bureau du coroner collige les informations contenues aux rapports dans une banque de données. Les archives des coroners sont largement utilisées par certains ministères, organismes et groupes à des fins de recherche et de prévention.

Les rôles dévolus par la Loi au coroner et à l'organisme indiquent clairement que la finalité de la Loi est la prévention, tant primaire par la formulation de recommandations, que secondaire par l'utilisation, à des fins de recherche, de l'ensemble des renseignements colligés par les coroners.

1.2 LES LEVIERS D'INTERVENTION

Divers leviers d'intervention ont été prévus dans la Loi pour permettre au coroner et à l'organisme de bien remplir leurs rôles. Ce sont :

- le caractère public des rapports d'investigation et d'enquête et leur accessibilité à toute personne qui en fait la demande (art. 96, 162 et 162.1 de la Loi);
- l'envoi aux intervenants concernés des recommandations des coroners formulées lors des investigations ou des enquêtes (art. 98 et 162 de la Loi);
- la transmission de copies conformes des documents annexés aux rapports d'investigation et d'enquête à des fins de reconnaissance des droits ou de poursuite de l'intérêt public (art 101 et 162 de la Loi);

- l'accessibilité des archives des coroners à des fins d'étude, d'enseignement ou de recherche scientifique (art. 31 de la Loi) ;
- la réalisation d'ententes pour l'application de la Loi (art 33 de la Loi). Ceci comprend des ententes avec des milieux de recherche impliqués dans la prévention des décès.

1.3 LA NÉCESSITÉ DES COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Les diverses formes de communications publiques constituent un levier d'intervention additionnel important pour contribuer à la protection de la vie et pour améliorer le service rendu à la population.

À cet égard, la collaboration avec les médias est particulièrement essentielle pour porter à l'attention du public les constats et recommandations des coroners.

Cette médiatisation contribue à la protection de la vie humaine en permettant de sensibiliser directement la population aux recommandations contenues aux rapports des coroners ainsi qu'aux facteurs de risque que les rapports des coroners permettent de repérer.

La couverture des médias, faisant écho aux recommandations du coroner, constitue aussi un atout important pour encourager à la fois l'application des recommandations faites par le coroner aux intervenants concernés et stimuler l'intérêt des chercheurs en prévention sur les problématiques de mortalité.

Par ailleurs, le Bureau du coroner étant un organisme au service des citoyens, il importe également que le public connaisse sa raison d'être, son rôle, les services qu'il fournit et leurs modes de dispensation.

Les communications publiques à réaliser ont donc pour objet de faire connaître :

- la raison d'être et le rôle du coroner ainsi que ceux du Bureau du coroner;
- leur action en regard de la protection de la vie humaine;
- l'existence de problématiques de mortalité et les moyens envisagés pour en réduire l'impact.

1.4 LE BESOIN D'UNE POLITIQUE DE COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Tout organisme doit chercher constamment à améliorer ses interventions. Pour le Bureau du coroner, il s'agit notamment de celles destinées à informer, sensibiliser et rendre compte auprès du public des démarches visant une meilleure protection de la vie humaine. Des efforts d'adaptation aux nouvelles réalités des communications s'inscrivent dans cet objectif d'amélioration afin de mieux répondre aux attentes à l'égard des coroners et de l'organisme.

Pour ce faire, le Bureau du coroner doit être à l'écoute des besoins, des attentes et des opinions des différents publics externes intéressés et prendre les moyens jugés les plus efficaces pour leur diffuser une information pertinente et utile.

Une politique prônant l'excellence des actions et interventions publiques permet d'atteindre ces objectifs.

Cette politique est l'outil de référence pour les coroners et le personnel du Bureau du coroner.

2. LES BALISES À RESPECTER POUR LES COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Les communications publiques doivent tenir compte du cadre légal et administratif dans lequel évoluent le coroner et le personnel de l'organisme:

Pour le coroner, outre le respect des droits reconnus par les chartes et la protection des renseignements personnels, le respect de la Loi et du Code de déontologie (le Code) est impératif. Dans le cas du Code, il s'agit particulièrement des dispositions suivantes :

- Article 1 : « Dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., c. R-0.2), notamment lors d'une investigation ou d'une enquête, le coroner doit respecter la dignité, l'honneur, la réputation et la vie privée de la personne décédée ainsi que le secret professionnel à l'égard de cette personne. »
- Article 5 : « Le coroner doit éviter tout acte, toute omission, tout comportement ou tout propos relatif à l'exercice de ses fonctions qui serait de nature à porter atteinte à l'institution du coroner ou aux autres personnes qui y exercent également la fonction de coroner. »
- Article 14 : « Le coroner doit faire preuve de réserve et de mesure à l'occasion de tout commentaire public concernant ses recherches ou ses activités et en restreindre l'expression aux seules fins pédagogiques ou scientifiques découlant de l'exercice de ses fonctions. »
- Article 15 : « Le coroner doit, de façon manifeste, faire preuve d'objectivité, de rigueur et d'indépendance. »
- Article 16 : « Le coroner doit éviter toute situation pouvant compromettre sa capacité d'exercer ses fonctions de façon objective, rigoureuse et indépendante. »
- Article 18 : « Le coroner doit s'abstenir de poursuivre une investigation ou de tenir une enquête lorsqu'une atteinte à son objectivité, à la rigueur de son jugement ou à son indépendance pourrait résulter notamment :
 - 1 de relations personnelles, familiales, sociales, professionnelles ou d'affaires avec la personne décédée, avec une personne impliquée dans les circonstances du décès ou avec une personne appelée à participer à l'investigation ou à l'enquête;
 - 2 de toute communication publique d'une idée ou d'une opinion se rapportant au décès;
 - 3 de toute manifestation d'hostilité ou de favoritisme à l'égard de la personne décédée ou à l'égard d'une personne impliquée dans les circonstances du décès. »

- Article 21 : « Le coroner doit s'assurer de l'authenticité de tout fait qu'il divulgue publiquement avant la production de son rapport et apprécier les risques et les inconvénients pouvant résulter de cette divulgation. »

- Article 34 : « Le coroner doit respecter, même au cours des communications privées, la confidentialité de tout document ou renseignement qu'il a obtenu dans l'exercice de ses fonctions à moins que la divulgation n'en soit autorisée par la loi. »

Pour le personnel du Bureau du coroner, l'article 4 du Règlement sur les normes d'éthique, de discrétion et le relevé provisoire des fonctions dans la fonction publique donne des balises importantes relatives à la communication publique. Cet article prévoit que :

- Article 4 : « Le fonctionnaire qui se propose de publier un texte ou de se prêter à une interview sur des questions portant sur des sujets reliés à l'exercice de ses fonctions ou sur les activités du ministère ou de l'organisme où il exerce ses fonctions doit préalablement obtenir l'autorisation du sous-ministre, du dirigeant de l'organisme ou de son représentant. »

3. LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA POLITIQUE

Les principes directeurs autour desquels doit s'articuler la politique de communications publiques sont les suivants :

- les communications publiques doivent refléter les orientations et les valeurs véhiculées par la Loi et le Code;
- les communications publiques doivent se fonder sur une information de qualité, facilement accessible à tous les publics et conforme aux rôles du coroner et de l'organisme.

4. LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE

La politique de communications publiques a pour objectifs de :

- développer, soutenir et maintenir un système efficace de communications publiques sur les plans de la qualité, de l'exactitude et de l'uniformité, permettant d'assurer la meilleure connaissance possible par les différents publics intéressés de l'ensemble des informations pertinentes;
- favoriser la cohérence des communications;
- établir et maintenir un cadre de relations avec les médias afin de bien rendre compte des rôles du coroner et de l'organisme et de leurs actions en matière de protection de la vie humaine.

À cet effet, la politique de communications publiques :

- définit les moyens de communication et d'échange;
- précise les responsabilités et les façons de faire en matière de communications publiques et de relations avec les médias.

Bureau du coroner
Politique de communications publiques

L'application concrète de la politique sera réalisée dans le cadre du Plan de communications du Bureau du coroner.

5. LES COMMUNICATIONS PUBLIQUES ET LES RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

5.1 LES MOYENS DE COMMUNICATION

Il faut distinguer deux grandes catégories de moyens de communication permettant d'assurer l'information du public. Ce sont :

- la diffusion des rapports des coroners, notamment par leur médiatisation;
- les autres moyens de communication visant à rendre compte du travail des coroners et de l'organisme tels que :
 - les autres activités médiatiques d'information;
 - le rapport annuel;
 - des brochures et dépliants d'information;
 - des présentations et publications destinées à divers groupes, tels des articles dans des revues spécialisées;
 - la participation à des congrès, expositions, cours, conférences, etc., permettant de faire connaître le rôle et l'action du coroner et de l'organisme;
 - un site Internet contenant une information générale sur le Bureau du coroner et des informations dénominalisées sur les rapports ayant fait l'objet de recommandations au cours de l'année.

5.2 LE BUT DES ACTIVITÉS MÉDIATIQUES

Les activités médiatiques servent à informer le public et visent une meilleure protection de la vie humaine. Elles peuvent être réalisées par l'organisme ou directement par le coroner.

Même si la Loi prévoit que le rapport du coroner est public, le coroner lui-même n'est pas tenu de s'adresser aux médias. Lorsqu'il le fait, il doit s'assurer que son intervention respecte les dispositions et principes énoncés dans la Loi et le Code.

5.3 LES ACTIVITÉS MÉDIATIQUES RELATIVES AUX RAPPORTS DES CORONERS

- Communiqué de presse lors du dépôt d'un rapport de coroner
Le rapport dont les recommandations doivent bénéficier d'une diffusion médiatique fait l'objet d'un communiqué de presse pour les faire connaître à la population.
- Conférence de presse lors du dépôt d'un rapport de coroner
Une conférence de presse est aussi réalisée toutes les fois où la diffusion la plus large possible des recommandations du coroner est souhaitable.

- Entrevue avec les médias relative à un rapport du coroner

L'action médiatique peut être réalisée par le coroner s'il le souhaite ou par le conseiller en communication de l'organisme et doit viser à informer le public pour assurer une meilleure protection de la vie humaine.

Pour la réalisation de ces activités médiatiques, le coroner :

- signale l'intérêt de diffuser les conclusions et recommandations de son rapport d'investigation ou d'enquête par voie de communiqué ou de conférence de presse et bénéficie de l'aide du conseiller en communication à ce sujet;
- participe, s'il le souhaite, à la rédaction du communiqué, en approuve le texte et collabore, le cas échéant, à la préparation et à la tenue de la conférence de presse, avec le conseiller en communication;
- répond directement aux demandes des médias toutes les fois où il le juge approprié, avant ou après la transmission de son rapport, en s'assurant de respecter les dispositions et principes énoncés dans la Loi et le Code;
- informe le conseiller en communication de toute entrevue substantielle qu'il a accordée afin d'assurer la cohérence des communications réalisées et leur suivi.

5.4 LES AUTRES ACTIVITÉS MÉDIATIQUES D'INFORMATION

- Communiqués thématiques

Les communiqués thématiques intitulés « Les coroners vous informent » visent à faire connaître à la population en général ou à des clientèles ciblées des problématiques de mortalité dont il est primordial de parler.

- Conférences de presse thématiques à portée régionale ou nationale

Ces conférences de presse visent à informer la population sur des phénomènes de mortalité d'importance majeure. Les coroners sont sollicités pour participer à ces activités de presse thématiques, selon leur expertise et leur intérêt.

- Conférence de presse annuelle du coroner en chef

Cette conférence de presse annuelle permet de dresser un bilan de l'action des coroners et de l'organisme. Il est possible également d'y signaler des phénomènes ou tendances de la mortalité, de faire état des constats établis et des recommandations émises par les coroners dans des dossiers majeurs, de souligner le suivi qui a été donné aux recommandations ainsi que les recherches qui ont été faites à partir des archives des coroners et leurs résultats. Les coroners sont sollicités pour participer à cette conférence, selon leur expertise et leur intérêt.

- Entrevues avec les médias

L'action médiatique peut être réalisée par un coroner ou par le conseiller en communication de l'organisme et doit viser à informer le public pour assurer une meilleure protection de la vie humaine.

5.5 LE PARTAGE DES RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Le coroner en chef, les coroners en chef adjoints, les coroners, le conseiller en communication et certains membres du personnel sont impliqués dans la réalisation des activités de communications publiques.

En vertu des articles 23 et 24 de la Loi, le coroner en chef a la responsabilité d'approuver:

- les orientations et les priorités en matière de communications publiques;
- le contenu de tous les documents d'information émanant de l'organisme (communiqués, publications, articles destinés au public ou à des clientèles ciblées) et leur diffusion;
- s'il y a lieu, la présence des médias sur les lieux de travail.

Le coroner en chef adjoint :

- suggère au coroner en chef un mode de diffusion de l'information (communiqué, conférence de presse ou tout autre moyen de diffusion);
- valide le contenu des documents d'information émanant de l'organisme;
- collabore à la préparation et à la tenue des activités médiatiques de l'organisme.

Le coroner :

- assume les rôles et responsabilités qui lui sont attribuées en regard des activités médiatiques relatives à l'un de ses rapports;
- bénéficie de l'aide du conseiller en communication pour toute communication publique pour laquelle il est sollicité ou qu'il désire faire.

Le conseiller en communication :

- agit comme porte-parole officiel de l'organisme auprès des médias;
- rédige les articles, les dépliants ou les brochures destinés au grand public ou à des clientèles ciblées;
- voit à l'organisation, à la coordination et à l'évaluation d'activités de communications externes (ex. séminaires, semaines thématiques, expositions ou colloques) lorsqu'il y a lieu d'assurer la présence de l'organisme à ces événements;
- reçoit, coordonne et donne suite aux demandes des médias adressées à l'organisme et aux demandes d'information pouvant avoir un impact médiatique;
- conseille les autorités sur le mode de diffusion de l'information;
- rédige les communiqués de presse et les documents à transmettre aux médias;
- organise, prépare et assure le bon déroulement des conférences de presse;

Bureau du coroner
Politique de communications publiques

- conseille et accompagne, au besoin, le coroner ou un porte-parole désigné pour une activité particulière dans ses relations avec les médias;
- répond aux demandes des médias en support au coroner lorsque celui-ci le lui demande;
- voit à la collecte, à l'analyse et à la diffusion interne de l'information émise par les médias sur le travail des coroners ou de l'organisme.

Les membres du personnel du Bureau du coroner :

- fournissent au conseiller en communication les données et renseignements nécessaires pour répondre aux demandes d'information;
- collaborent à la réalisation des activités de communications du Bureau du coroner;
- peuvent intervenir, sur demande du coroner en chef, auprès du grand public ou de clientèles ciblées, en s'assurant de respecter les dispositions pertinentes du Règlement sur les normes d'éthique, de discrétion et le relevé provisoire des fonctions dans la fonction publique.

5.6 LES RÉGLES APPLICABLES À CERTAINES SITUATIONS AUTRES QUE L'INVESTIGATION OU L'ENQUÊTE

- Le coroner doit, de façon manifeste, faire preuve d'objectivité, de rigueur et d'indépendance et il doit éviter toute situation pouvant compromettre sa capacité d'exercer ses fonctions de façon objective, rigoureuse et indépendante (art. 15 et 16 du Code). Par conséquent, le coroner doit éviter de s'associer avec un organisme, dans une opération conjointe, qu'elle soit médiatique ou autre, prônant l'utilisation ou le développement d'un moyen, mécanisme ou service offert par cet organisme, lorsque celui-ci peut éventuellement être le destinataire des recommandations des coroners.
- Le coroner ne peut pas collaborer à la préparation d'émissions de télé de fiction basées sur un décès investigué ou enquêté. (art. 14 du Code)
- Le coroner peut transmettre des informations non confidentielles et participer aux émissions d'information ou documentaires ayant un objectif pédagogique ou scientifique. (art. 14 du Code)
- En raison du fait que les installations des morgues du Bureau du coroner doivent être disponibles en tout temps pour le service rendu aux citoyens et compte tenu des obligations de préserver la dignité de la personne décédée et de protéger la vie privée, ces installations ne peuvent être mises à la disposition d'équipes de tournage de films ou d'émissions de télé.

Le Bureau du coroner peut toutefois, sur demande, faciliter la réalisation d'une activité de tournage dans les installations du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale contiguës à celles de la morgue, dans le cas où cette activité a fait l'objet d'une autorisation consentie par ce Laboratoire. Il est nécessaire en ce cas que le travail des employés de la morgue puisse être adéquatement accompli et que

les obligations mentionnées ci-dessus puissent être respectées lors des activités des équipes de tournage.

5.7 LES RÈGLES APPLICABLES AU COURS D'UNE INVESTIGATION OU D'UNE ENQUÊTE

Au cours de l'investigation :

Le coroner peut divulguer de l'information :

- sur l'identité de la personne décédée si la famille a été avisée du décès¹ ;
- sur la nature du décès (mort naturelle, accidentelle, etc.) ou la cause même du décès qui a été déterminée par les expertises, si cette information est certaine et s'il le juge utile. Si l'information dont il dispose lui apparaît insuffisante ou si elle peut porter préjudice, le coroner doit simplement indiquer aux médias qu'il n'est pas en mesure de commenter davantage. Dans le cas de la cause du décès, le consentement de la famille de la personne décédée est en outre nécessaire, à moins que la divulgation soit justifiée par l'intérêt public¹ ;

- non confidentielle portant sur des faits authentiques, vérifiés, et ce, après avoir apprécié les risques et les inconvénients pouvant résulter de cette divulgation (art 21 du Code).

Le coroner ne peut divulguer aucune information :

- sur les recommandations à venir (art. 91 et 92 de la Loi) ;
- concernant un homicide. Ces demandes doivent être référées aux policiers.

Au cours de l'enquête publique

- Le coroner peut faire connaître l'avis de l'audience publique, par voie de communiqué (art. 135 de la Loi).
- Le conseiller en communications, le coroner ou le procureur au dossier peut fournir des informations sur le projet de déroulement des audiences.

5.8 LES MÉCANISMES FACILITANTS

Pour les communiqués :

En plus d'être mis sur le fil de presse, les communiqués, ainsi que des préavis de la publication prochaine d'un communiqué relatif à un rapport de coroner, sont directement expédiés par courriel aux journalistes qui s'inscrivent à cet effet auprès du conseiller en communication. En outre, ces communiqués et préavis sont aussi expédiés à la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, à la Tribune de la presse de l'Assemblée nationale, aux Hebdo du Québec et à l'Association des journalistes indépendants du Québec. Tout autre regroupement de journalistes qui en ferait la demande pourrait aussi recevoir ces communiqués et préavis.

¹ Le coroner peut charger le conseiller en communication ou les policiers de transmettre cette information aux médias.

Les communiqués sont aussi introduits au site Internet de l'organisme et conservés pendant une période définie.

Pour les rapports d'investigation et d'enquête

Tout rapport peut être transmis sur demande. Celle-ci peut être faite au moment du décès et elle est conservée au dossier pour transmission du rapport lorsque celui-ci sera déposé.

Par ailleurs, des résumés dénominalisés des rapports contenant des recommandations sont disponibles sur le site Internet du Bureau du coroner, d'une façon permettant la recherche.

5.9 LES RÈGLES DE CONDUITE APPLICABLES AUX RELATIONS AVEC LES MEDIAS

Le Bureau du coroner respecte les règles de conduite suivantes :

- Les rencontres de presse auront lieu après qu'un préavis suffisant ait été donné pour permettre à tous les représentants des médias d'y assister.
- Il est possible qu'une séance d'information, conférence de presse ou entrevue soit enregistrée.
- Toute information communiquée par le porte-parole autorisé pourra être utilisée.
- Le porte-parole devra s'identifier avant de faire sa déclaration pour que les informations communiquées puissent ensuite être vérifiées et confirmées.
- Toute information publique sera transmise à tous ceux qui en font la demande.

Le conseiller en communication est chargé de rappeler ces règles aux personnes présentes lors d'un événement médiatique afin d'éviter toute ambiguïté.

5.10 LE SOUTIEN ET LA FORMATION

Le Bureau du coroner entend apporter son soutien aux coroners et aux membres du personnel qui voudront participer à des communications publiques. Divers moyens seront mis de l'avant pour les appuyer.

Il entend notamment offrir à ceux qui désirent participer à des relations avec les médias, une formation adaptée, dispensée par une école reconnue et spécialisée dans le domaine des communications.

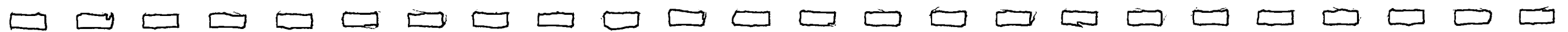
6. L'ÉVALUATION

Le Bureau du coroner procédera à une première évaluation de l'application de la présente politique après deux années d'application et à une évaluation périodique par la suite de celle-ci ainsi que de la réalisation du Plan de communications, dans la poursuite des objectifs visés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

91. Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 91 : Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005.

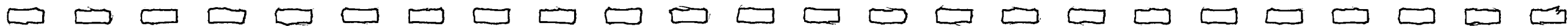
| Catégories d'emploi | Effectifs | Masse salariale | Effectifs | Masse salariale |
|---------------------|-----------|------------------|-----------|------------------|
| | 2003-2004 | | 2004-2005 | |
| Dirigeant et membre | 2 | 228 940 | 2 | 250 786 |
| Cadres supérieurs | 2 | 187 025 | 2 | 203 550 |
| Professionnels | 23 | 1 549 022 | 23 | 1 523 614 |
| Techniciens | 2 | 84 266 | 2 | 84 266 |
| Personnel de bureau | 13 | 439 327 | 13 | 447 843 |
| Total | 42 | 2 488 580 | 42 | 2 510 059 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

92. La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

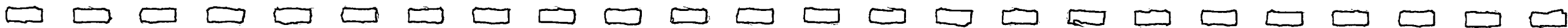


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 92: La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

| | | |
|---|--|--------------------------------------|
| Le Commissaire à la déontologie policière : | Me Claude Simard | Traitement au 31 mars 2005 : 141 668 |
| Le commissaire adjoint : | Me Réjean Gauthier | Traitement au 31 mars 2005 : 109 118 |
| Pour les augmentations et bonis prévus : | nous ne possédons aucune information à ce sujet. | |

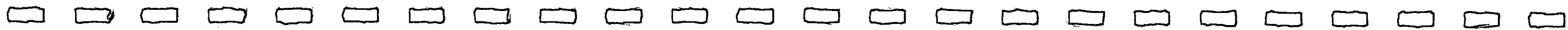




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

93. La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2004-2005
(incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers
portés en appel par corps policier.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

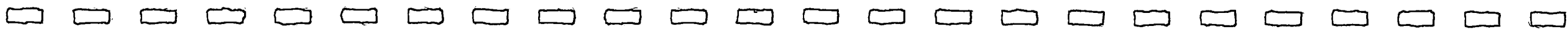
TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.04

QUESTION 93 : La répartition des plaintes adressées au commissaire par corps policier et constable special pour la période 2004-2005 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.

| | <u>Nombre de plaintes</u> | <u>Nombre de policiers</u> |
|--|---------------------------|----------------------------|
| Nombre de plaintes reçues entre le 1^{er} avril 2004 et le 31 mars 2005 | 1 296 * | 1 994 |
| 1. Corps policier: | | |
| - Sûreté du Québec: | 361 | 498 |
| - Service de police de la Ville de Montréal: | 431 | 664 |
| - Corps de police municipaux: | 469 | 725 |
| - Constables spéciaux: | 61 | 103 |
| - Autres: | 4 | 4 |
| TOTAL: | 1 326 * | |
| * Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police | | |

Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers

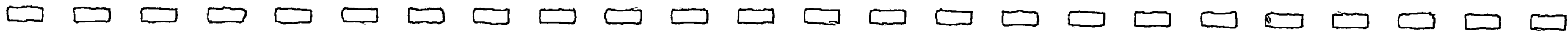
| | |
|---|---------------------------|
| 2. Corps policiers | <u>Nombre de dossiers</u> |
| - Sûreté du Québec | 4 |
| - Service de police de la Ville de Montréal | 5 |
| - Corps policiers municipaux | 3 |
| - Constables spéciaux | — |
| TOTAL : | 12 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

94. La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2004-2005 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04

QUESTION 94 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2004-2005, ou si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Traitement apporté et décisions à la réception:

| | |
|--|-----|
| - Désistements: | 14 |
| - Plaintes refusées: | 633 |
| - Enquêtes: | 114 |
| - Conciliations: | 507 |
| - En attente de renseignements additionnels: | 66 |
| - À l'étude: | 64 |

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

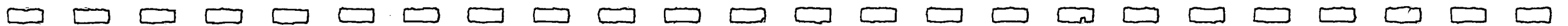
La *Loi sur la police* prévoit un délai de 40 jours à l'analyse préliminaire de la plainte notamment pour permettre au plaignant de faire valoir son droit d'opposition à la conciliation. Les dossiers en attente de renseignements additionnels et à l'étude sont ceux qui sont à l'intérieur de ce délai de 40 jours.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

95. Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04

QUESTION 95 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées par motif

633 plaintes furent refusées à la réception de la plainte et ce, pour les raisons suivantes:

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut:
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec;
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an);
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant);
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte;
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce;
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

Plainte irrecevable : 75

Refus faute de précisions demandées : 59

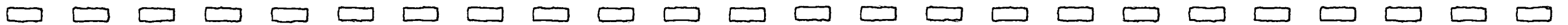
Autres motifs non répertoriés : 499 qui ont donné lieu à des décisions motivées transmises aux plaignants et aux policiers impliqués.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

96. Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005.

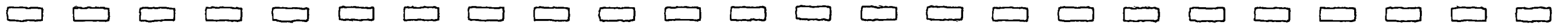


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 96 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005.

| Catégories d'emploi | Effectifs | Masse salariale |
|----------------------|-----------|------------------|
| Président et membres | 8 | 756 500 |
| Professionnels | 3 | 238 900 |
| Techniciens | 2 | 84 900 |
| Employés de bureau | 9 | 244 600 |
| TOTAL | 22 | 1 324 900 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

97. La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 97 : La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues.

Les dirigeants du Comité sont les suivants :

Rémunération
au 31 mars 2005

Augmentation prévue

M^e Mario Bilodeau, président

155 142 \$

L'information n'est pas disponible

M^e Gilles Mignault, vice-président

109 118 \$

L'information n'est pas disponible



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

98. Le nombre de dossiers reçus pour la période 2004-2005, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 98. Le nombre de dossiers reçus pour la période 2004-2005, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux)¹ durant la période 2004-2005.

Dossiers reçus en 2004-2005 au 31 mars 2005

| Origine | Citations | Révisions |
|-----------------------|-----------|-----------|
| Sûreté du Québec | 16 | 11 |
| Corps municipaux | 20 | 7 |
| SPVM | 23 | 7 |
| Polices amérindiennes | 1 | 1 |
| Constables spéciaux | 0 | 1 |
| Contrôleurs routiers | 0 | 0 |
| TOTAL | 60 | 27 |

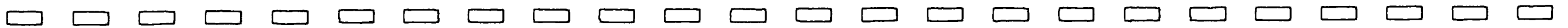
¹ Incluant également les polices amérindiennes, constables spéciaux et contrôleurs routiers.
SRFP/77 (2005-06)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

99. Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2004, par catégorie et par origine.



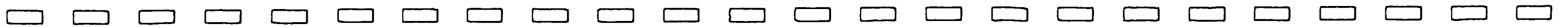
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 99 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2004, par catégorie et par origine:

Les 17 dossiers en suspens au 31 mars 2005 font l'objet de recours devant les tribunaux supérieurs.

| Origine | Citations | Révisions |
|-----------------------|-----------|-----------|
| Sûreté du Québec | 1 | 9 |
| Corps municipaux | 1 | 5 |
| SPVM | 1 | 0 |
| Polices amérindiennes | 0 | 0 |
| Constables spéciaux | 0 | 0 |
| Contrôleurs routiers | 0 | 0 |
| TOTAL | 3 | 14 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

100. Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 100 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen global de traitement d'un dossier de citation pour l'année 2004-2005 est de 16,3 mois.

Il s'agit du délai entre le dépôt au greffe de la citation et la transmission de la décision finale, peu importe l'année du dépôt du dossier au greffe.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

101. Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2004-2005, et prévisions pour 2005-2006.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 101 : Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2004-2005, et prévisions pour 2005-2006.

| Catégorie d'emploi | 2004-2005 | |
|---|-----------|-----------------|
| | Nombre | Masse salariale |
| Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs | 11 | 1 200,0 |
| Professionnels | 9 | 483,7 |
| Personnel de bureau, techniciens et assimilés | 13 | 338,6 |
| TOTAL | 33 | 2 022,3 |

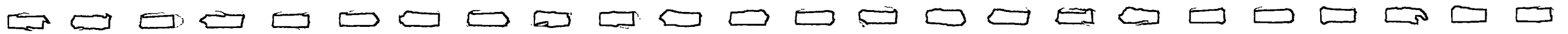




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

102. La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2004-2005, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 102 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2004-2005, incluant leur cv, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat

1. Membres à temps plein (commissaires permanents)

| Nom | Traitement annuel | Date de fin de mandat |
|-----------------------|-------------------|-----------------------|
| Demers, Isabelle | 133 603 \$ | 2005-05-06 |
| Dugré, Jean | 109 118 \$ | 2009-09-06 |
| Durand, Sylvie | 109 118 \$ | 2007-09-15 |
| Foy-Vigneault, Alyson | 109 118 \$ | 2004-05-02 |
| Larrivée, Régis | 130 983 \$ | 2007-11-17 |
| Letendre, Georges | 109 118 \$ | 2008-03-30 |
| Millette, Renée | 109 118 \$ | 2006-11-11 |
| Pierre-Louis, Martine | 109 118 \$ | 2008-03-04 |
| Sauvé, Manon | 81 225 \$ | 2008-03-30 |
| Sultan, David | 120 162 \$ | 2006-10-30 |

Conformément à l'article 7 de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*, les membres demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 102 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2004-2005, incluant leur cv, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

2. Membres à temps partiels (commissaires communautaires)

| | | | |
|--------------------------|------------------------------|---------------------|---------------------|
| Bédard, Paul | Estiverne-Bathalien, Amanthe | Latendresse, Michel | Petosa, Connie |
| Bien-Aimé, Jean Sergo | Falardeau, Mark | Leblanc, Alma | Poirier, Donat |
| Blouin, Luc | Fallu, Patricia Ann | Le Blanc, Claude | Razik, Nourredine |
| Bordeleau, Solange | Frenette, Marie Claude | Leblond, Isabelle | Richard, Hélène |
| Boyer, André | Gingras, Richard | Lessard, Claude | Rocheleau, Raymond |
| Bujold, Fernand | Guay, Normand | Lesyk, Marcel | Rodrigue, Daniel |
| Caivano, Donato | Guillén-Lemus, Ivonne | Marsolais, Diane | St-Pierre, Louise |
| Calderon, José | Hudon, Jean-Marc | Martineau, Guy | Savaria, Claude |
| Chaput, Claude | Jeanvenne, Louise | Milliard, Paul | Shir, Ming Jyh |
| Desgagné, Jean-Guy | Lacombe, Élysabeth | Ouellet, Gaétan | Sioui, Jean |
| Dionne, Alain | Lambert, Claudette | Paris, Brenda Mae | Teitelbaum, Reisa |
| Dupuis Salvas, Claudette | Lapointe, Roger | Pelletier, André | Toussaint, Rosette |
| Duquette, Jacques | Laramée, Pierre | Perras, Colombe | Tremblay, Jean-René |
| | | | Turmel, Paul |

Les commissaires communautaires reçoivent une allocation de présence (décret 412-81) de 200,00 \$ pour une journée de séance à laquelle ils participent ou de 100,00 \$ au terme de chaque demi-journée de séance.

La fin du mandat pour tous les commissaires communautaires est le 21 décembre 2007 (décret 1217-2004).

CQLC/81 (2005-06)

| | | | |
|--|--|-------------------------------|----------------|
| CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ | | | |
| RENSEIGNEMENTS PERSONNELS | | | |
| NOM : Demers | | PRÉNOM : Isabelle | |
| N.A.S. : - | | | |
| LIEU DE NAISSANCE : | | LANGUE MATERNELLE : | |
| DATE DE NAISSANCE : | | ÂGE : | SEXE : |
| ADRESSE | | TÉLÉPHONE BUR : | |
| PERSONNELLE : | | | |
| CODE POSTAL : | | TÉLÉPHONE RÉG : | |
| FORMATION ACADÉMIQUE (EN COMMENÇANT PAR LE DERNIER DIPLÔME OBTENU) | | | |
| ANNÉE | INSTITUTION | OPTION | DIPLOME OBTENU |
| | ÉNAP | Administration internationale | (en cours) |
| 1984 | Université Laval | Droit | Baccalauréat |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| FONCTION ACTUELLE | | | |
| NOM DE L'EMPLOYEUR : Commission québécoise des libérations conditionnelles | | DEPUIS : 1997-02-24 | |
| | | année/mois/jour | |
| POSTE OCCUPÉ : Présidente (depuis le 17 mars 1997) | | | |
| EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE ANTÉRIEURE (EN COMMENÇANT PAR LA PLUS RÉCENTE) | | | |
| Année de/à | Employeur | Fonction | |
| 96-02 - 97-02 | Ministère de la Sécurité publique Cabinet du ministre | Directrice de Cabinet | |
| 94-01 - 96-02 | Ministère de la Sécurité publique Direction des affaires juridiques | Avocate | |
| 92-01 -94-01 | Ministère de la Justice Bureau du sous-ministre associé responsable des affaires juridiques | Adjointe au sous-ministre | |
| 87-12 - 92-01 | Ministère des Affaires municipales Direction des affaires juridiques | Avocate | |
| 87-04 - 87-12 | Directeur général des élections Direction des affaires juridiques | Avocate | |
| 86-04 - 87-04 | Office du crédit agricole du Québec Direction des affaires juridiques | Avocate | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES

(Je consens à leur reproduction en annexe du Communiqué de presse du premier ministre et dans le site internet de ce dernier.)

S. V. P. veuillez valider ces notes et ajouter de nouveaux éléments s'il y a lieu

DUGRÉ, Jean

ÂGE

FORMATION ACADÉMIQUE

École des Hautes Études Commerciales de Montréal
Baccalauréat en administration des affaires

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

| | |
|-------------|---|
| 2003 - 2004 | Cabinet de la présidente du Conseil du trésor Conseiller politique |
| 1993 - 2003 | Commission nationale des libérations conditionnelles |
| 1989 - 1993 | Commissaire permanent Commissaire à temps partiel |
| 1991 - 1992 | Les Nordiques de Québec Directeur du développement des affaires gouvernementales |
| 1990 - 1991 | Léveillé, Vickert et Benson Vice-président au développement |
| 1987 - 1989 | Les Communicateurs Associés Vice-président |
| 1981 - 1983 | Nantel et associés Responsable de projets de communications |
| 1988 | Parti progressiste-conservateur |
| 1984 - 1986 | Directeur des communications – section Québec |
| 1979 - 1982 | Trésorier – section Québec |
| 1979 - 1980 | Adjoint au directeur national |
| 1977 - 1979 | Directeur adjoint – section Québec |

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) à ajouter s'il y a lieu:

Parti libéral
(non poli.)

Année d'admission:

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES*(Je consens à leur reproduction en annexe du Communiqué de presse du premier ministre et dans le site Internet de ce dernier.)*

S.V.P. veuillez valider ces notes et ajouter de nouveaux éléments s'il y a lieu

DURAND, Sylvie

ÂGE

FORMATION ACADÉMIQUE

Depuis 1985 Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal

1984 Baccalauréat en droit

1981 Maîtrise en criminologie

1979 Baccalauréat en criminologie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1985 Centre communautaire juridique de Montréal
Avocate à la Division criminelleDepuis 1984 Université de Montréal
Chargée de cours à l'École de criminologie et à la Faculté
d'éducation permanente1989 - 1992 Collège de Maisonneuve
Chargée de cours en techniques policières1982 - 1984 Université de Montréal
Agente de recherche au Centre International de criminologie
comparée

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) à ajouter s'il y a lieu: | N° de membre : (non publié) | Année d'admission : |
|--|--------------------------------|---------------------|
|--|--------------------------------|---------------------|

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

| | | |
|---------------------------|-----------------|-----------------|
| RENSEIGNEMENTS PERSONNELS | | |
| NOM : FOY-VIGNEAULT | | PRÉNOM : Alison |
| N.A.S. : ... | | |
| LIEU DE NAISSANCE : | LANGUES : | |
| DATE DE NAISSANCE : | ÂGE : | SEXE : |
| ADRESSE | TÉLÉPHONE BUR : | |
| PERSONNELLE : | TÉLÉPHONE RÉs : | |
| CODE POSTAL : | | |

FORMATION ACADÉMIQUE (EN COMMENÇANT PAR LE DERNIER DIPLOME OBTENU)

| ANNÉE | INSTITUTION | OPTION | DIPLOME OBTENU |
|-------|-------------------|----------------|----------------|
| 1996 | Université McGill | Service social | Maitrise |
| 1990 | Université McGill | Service social | Baccalauréat |
| 1968 | Université McGill | Sociologie | Baccalauréat |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

FONCTION ACTUELLE

| | |
|--|-------------------------------------|
| NOM DE L'EMPLOYEUR : Les Consultants Delorme-Lussier | DEPUIS : 1994-06 année/mois/jour |
|--|-------------------------------------|

POSTE OCCUPÉ : Thérapeute

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE ANTÉRIEURE (EN COMMENÇANT PAR LA PLUS RÉCENTE)

| Année de/à | Employeur | Fonction |
|------------|--------------------------------|---|
| 1992-1994 | Hillside Family Therapy Center | Thérapeute individuelle, conjugale et familiale |
| 1989-1992 | McGill Family Therapy Clinic | Stagiaire et superviseuse |
| 1989-1990 | CSSL, DPL, bureau Lachue | Stagiaire |
| 1979-1982 | La Galerie La Murte | Directrice d'une galerie d'art |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (Je consens à leur reproduction en annexe du Communiqué de presse du premier ministre et dans le site Internet de ce dernier.)

S.V.P. veuillez valider ces notes et ajouter de nouveaux éléments s'il y a lieu

L'ARRIVÉE, Régis

ÂGE

FORMATION ACADÉMIQUE

1976 Université Laval
Baccalauréat en éducation (orientation)
1976 Licence en orientation scolaire et professionnelle

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2002 Ministère de la Sécurité publique
Sous-ministre associé à la Direction générale des affaires policières,
de la prévention et des services de sécurité
1998 - 2002 Ministère du Conseil exécutif
Secrétaire adjoint aux affaires autochtones
1988 - 1998 Ministère de la Sécurité publique
Conseiller auprès du sous-ministre et coordonnateur des affaires
autochtones
1986 - 1988 Conseiller au bureau du sous-ministre associé responsable des
services correctionnels
1982 - 1986 Ministère de la Justice
Coordonnateur régional à la Direction de la participation
communautaire
1980 - 1982 Agent de probation à la Direction de la probation
1979 - 1980 Ministère du Solliciteur général du Canada
Agent de gestion de cas à l'institution Leclerc
1976 - 1979 Maison Étienne-Després, Inc.
Directeur clinique du centre de transition pour ex-détenus

| | | |
|--|--------------------------------|---------------------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) à ajouter s'il y a lieu: | N° de membre : (non publié) | Année d'admission : |
|--|--------------------------------|---------------------|

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES

(Je consens à leur reproduction en annexe du Communiqué de presse du premier ministre et dans le site Internet de ce dernier.)

S.V.P. veuillez valider ces notes et ajouter de nouveaux éléments s'il y a lieu

LETENDRE, Georges

ÂGE

FORMATION ACADÉMIQUE

Depuis 1974 Membre du Barreau du Québec

1972 Université Laval
Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Ministère de la Justice
Depuis 2000 Substitut en chef adjoint du procureur général
1979 - 2000 Substitut du procureur général
Cour du Bien-être social du Québec
1973 - 1979 Avocat à la Cour du Québec et à la Chambre de la jeunesse

| | | |
|--|--------------------------------|---------------------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) à ajouter s'il y a lieu: | N° de membre : (non publié) | Année d'admission : |
|--|--------------------------------|---------------------|

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

(conservés au dossier à titre confidentiel et utilisés, s'il y a lieu, à des fins statistiques dans le cadre des programmes d'accès à l'égalité)

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

463

NOTES BIOGRAPHIQUES (établies selon les informations actuellement détenues au Secrétariat aux emplois supérieurs et qui seront reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre).

Veuillez valider ces notes et ajouter de nouveaux éléments s'il y a lieu.

MILLETTE, Renée

ÂGE ~~5~~ ans

FORMATION ACADÉMIQUE

| | |
|-------------|--|
| 1985 - 1987 | Université McGill Scolarité de maîtrise en droits et libertés |
| 1977 - 1978 | Université de Montréal Études de maîtrise en urbanisme |
| 1976 | Université Laval Études de maîtrise en droit administratif |
| Depuis 1975 | Membre du Barreau du Québec |
| 1974 | Université Laval Licence en lettres légales |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

| | |
|-------------|--|
| Depuis 1978 | Avocate en pratique privée – droit administratif, pénal et carcéral |
| 1985 - 1989 | Office des droits des détenues et détenus Conseillère juridique |
| 1987 | Université de Montréal Chargée de cours à la Faculté de criminologie |
| 1981 - 1985 | Ligue des droits et libertés de la personne Conseillère juridique |
| 1977 - 1978 | Université de Montréal Auxiliaire de recherche au Centre de recherche en droit public |
| 1976 - 1977 | Ville de Québec Avocate au Service du greffe |

Initiales R. J.

...2

MILLETTE, Ronde (suite)

2

1976 Université Laval
Auxiliaire de recherche au Centre de recherche
en aménagement de territoire

1975 Amyot, Lesage, DeGranpré, Colas, Bernard et Drolet
Stagiaire en droit

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) A AJOUTER: | N° de membre: (non publié) | Depuis: |
|--|----------------------------|---------|
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

ENSEIGNEMENTS PERSONNELS

NOM : Pierre-Louis

PRÉNOM : Martine

A.S. : ---

LANGUES :

DATE DE NAISSANCE : ---

ÂGE : ---

ADRESSE

SEX :

PERSONNELLE :

TÉLÉPHONE BUR :

CODE POSTAL :

TÉLÉPHONE RÉS :

FORMATION ACADÉMIQUE (EN COMMENÇANT PAR LE DERNIER DIPLÔME OBTENU)

| ANNÉE | INSTITUTION | OPTION | DIPLÔME OBTENU |
|-----------|---------------------------------|----------------|----------------|
| 1982-1984 | Université de Montréal | Service social | Maîtrise |
| 1982 | Université du Québec à Montréal | Service social | Baccalauréat |
| 1980 | Université du Québec à Montréal | Sociologie | Baccalauréat |

EMPLOI ACTUEL

EMPLOI DE L'EMPLOYEUR : Centres Jeunesse Montréal

DEPUIS : 1995
année/mois/jour

POSTE OCCUPÉ : Travailleuse sociale

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE ANTÉRIEURE (EN COMMENÇANT PAR LA PLUS RÉCENTE)

| ANNÉE | EMPLOYEUR | FONCTION |
|-----------|---|---|
| 1985-1995 | Université du Québec à Montréal | Agente de relations humaines |
| 1990-1991 | Ministère de la Santé et des Services sociaux | Coordonnatrice du Bureau de coordination des services aux communautés culturelles |
| 1987 | Université de Montréal | Assistante de recherche aux Centres de recherches Caraïbes |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (Habitées selon les informations actuellement détenues au Secrétariat aux emplois supérieurs et qui seront reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre.)

Veuillez valider ces notes et signaler de nouveaux éléments s'il y a lieu.

SULTAN, David

ÂGE ans

FORMATION ACADÉMIQUE

Depuis 1995 Membre du Barreau du Québec
 1990 Université de Montréal
 Baccalauréat en droit
 1988 Université du Québec à Montréal
 Études en science politique

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1989 Commission québécoise des libérations
 conditionnelles
 Membre
 1989 Fédération des services communautaires Juifs
 de Montréal
 Directeur de la Campagne séparade de
 l'Appel Juif unifié
 1994 - 1999 Congrès Juif canadien - Région du Québec
 Directeur des relations communautaires
 1990 - 1994 Conseiller politique

| | | |
|--|---------------------------|---------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) À AJOUTER: | N° de membre (non publié) | Depuis: |
| BARREAU DU QUÉBEC | | 1995 |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|--------|--------|-----|
| Bedard | Paul | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|---|--------------------------|
| 1984 | UNIVERSITE DE MONTREAL COURS DE DOCTORAT ARIY. | |
| 1977 | MAIRIE EN CAIROLOGIE | M. Sc. |
| 1975 | BACCALAURAT AU CAIR. | Bacc. |

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S): | DEPUIS: |
|------------------------------|---------|
| | |

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|----------------------------|---|
| 1978 à — | LES CENTRES JEUNESSE | AGENT DE RELATIONS HUMAINES CAIROLOGIE |
| 1977 à 1978 | SERVICES CANADIENS DES P&N | AGENT DE CLASSEMENT |
| 1975 à 1977 | " " | COORDILLER SENIOR |
| 1974 à 1975 | SNLC MONTREAL | AGENT DE LIB. COND. |
| 1970 à 1971 | CELEP DE VICTORIAVILLE | ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|-----------|------------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| BIEN AIMÉ | JEAN SERGO | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|---------------------------------|---|
| 1995 | UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL | BACHELIER EN ÉDUCATION |
| 1990 | UQAM | CERTIFICAT EN ÉDUCATION INTERCULTURELLE |
| 1981 | CEGEP DE ROSEMONT, QUÉBEC | DÉC FINANCE |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---|--|
| 1978 À NOS JOURS | SERVICE D'AIDE AUX Néo-Québécois ET IMMIGRANTS (CANADIAN CENTRE D'INFORMATION & DE RECHERCHE POUR IMMIGRANTS) | DIRECTEUR, ADJOINT CONSEILLER MAIN-D'ŒUVRE / ÉMIGRATION |
| 1974 À 1978 | CENTRE D'INFORMATION & DE RECHERCHE POUR IMMIGRANTS | COMMISSAIRE COMPTABLE - RESPONSABLE BANQUE DÉPÔTS - CONSEILLER |
| 1972 À 1973 | EASTERN COATED PAPERS | AIDE-OPÉRATEUR |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | SE |
|-----------|---------|----|
| Bordeleau | Solange | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-----------|--------------------------------------|--|
| 1978 | Cité étudiante Polynb | Modification du comportement chez l'enfant |
| 1957-1961 | Collège Jésus-Marie d'Outremont | cours classique |
| 1951-1957 | Académie de l'Assomption de la Sarre | certificat d'étude prim |

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|
| | |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à compléter seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-----------------------------------|--|
| 1998- | Com.qué.des lib.cond. | Commissaire comm.et suppléante |
| 1993-1997 | Ass.des Gr.Frères d'Amos | évaluation et direction |
| 1989-2004 | Clinique du Dr.Luc Lapointe | Assistante en chiropratie |
| 1988-1993 | Comm.qué. des lib. cond. | Commissaire communautaire |
| 1986-1989 | Clair Foyer la Sarre | Transport des personnes déficientes intellectuelles. |
| 1983- | Ass.des Gr.Frères d'Abitibi-Ouest | directrice |
| | | |
| | | |

prim

CURRICULUM VITAE ABREGE

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|--------|-----|
| Boyle D | André | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|-----------------|--------------------------|
| 1978 | Univ. SHELBORNE | BACC. SÉRIÉE SCIALE |
| | | |
| | | |

| | |
|--|----------------------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : APV, Seciaux / Adv. AGAÉS | DEPUIS : 25 ANS + |
|--|----------------------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---|----------------------|
| 1999 - PRÉ | SCD EMP. | CONSULTANT |
| 1993-1999 | CLSC. GENTE-VILLÉ MONTREAL - 22 ans. CADALÉ. | CHEF DE PROBABILITES |
| 1977-1993 | GENTE STAL. Seciaux Mtl - 16 ans. | CHEF DE SÉRIÉE |
| 1969-1977 | Mem. Ecoles de Mtl. | TRAL. Seciaux. |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|--------|---------|-----|
| Bujold | FERNAND | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|---------------------------|--------------------------|
| 1947 | Université de Montréal | |
| 1941 | École Supérieure La Peste | Philosophie |
| 1944 | École de haute Mueille | Quinze ans de vie |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---------------------|------------------------------|
| | Rothschi | |
| 2000 - 1956 | Travailleur Autopne | Le 5 Hôpital Militaire Can |
| | Ag. de marketing | Directeur régional de la vie |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|--------|-----|
| CAIVANO | DONATO | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|--|--------------------------|
| 1970 | SCUOLA TEORIA SUPERIORE PISCENNA - POTENZA - ITALIE | DIPLOMA TERZA MEDIA |
| | | |
| | | |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--------------------------|-------------------------------|
| 1971 | CHRYSLER ARGENTINA | PARIS & STOCKPORT-RESPONSABLE |
| 1973 | TELECOM AUSTRALIA-SIDNEY | ASSISTANT TECHNICIAN |
| 1980-2003 | AIRCANAADA - MONTREAL | MANAGERIAL SALES-MANAGER |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | | | | |
|----------|--|--------|--|-----|--|
| NOM | | PRÉNOM | | ÂGE | |
| VALDERON | | JOSÉ | | | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|---|-------------------------------|
| 1995 | Université de Montréal | Maîtrise en Théologie, |
| 1994 | Université de Moncton | Maîtrise en Éducation |
| 1961 | diplôme et BACC en Théologie dogmatique | Université Gregorienne (Rome) |

| | |
|---|------------------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : THEOLOGIEN | DEPUIS : 1995 |
|---|------------------|

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-------------------|--|
| 1989-2004 | COPATLA | Directeur |
| 1987-88 | COCLA | Conseiller familial |
| 1985-86 | MATR1 | Coordonnateur projet d'adaptation immigrants à l'horizon de la relation humain |
| 1983-85 | L'Horizonelle | Agent des relations humains |
| 1974-82 | Hôtel Holiday-Inn | Superviseur entretien |
| 1970-74 | EGRISE CATHOLIQUE | Choraleur paroissiale |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|-------|--------|-----|
| CHAUD | CLAUDE | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|------------|-----------|-----|
| DESSAIGLE' | JERAD-GUY | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLÔME OBTENU / DOMAINE |
|-------|--------------------------|--|
| 1975 | U. de Montréal | licence en droit |
| 1978 | U. de Sherbrooke (North) | 1 ^{er} Soc. (1 ^{er} cours) |
| | | |

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|
| | |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--|-----------------------|
| 2003 - | Sumson & ass. (Carignan) | Consultant |
| 1999-2002 | Resources, la Nouvelle (Canada) Club de Rédaction | |
| 2000-2002 | Service des (Canada) (Comité des langues) | Dir. Communication |
| 1998-2000 | Service des (Canada) (Comité des langues) | Dir. Communication |
| 1996-97-98 | Techica Canada | Pratiquer - Le Techos |
| 1995-1996 | Travailleur du Travail (Canada) (Comité des langues) | Secrétaire Général |
| 1993-94 | Travailleur du Travail (Canada) (Comité des langues) | Dir. Secu. N.Y. |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|--------|--------|-----|
| Dionne | Alain | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLÔME OBTENU / DOMAINE |
|-------|------------------------|--------------------------|
| 1988 | Bishop University | Communs Law |
| 1987 | UQAM | Certificat ADM |
| 1966 | Paul H. Beetz Rimouski | Ch. Des Secours |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE PARCEL |
|-------------------|------------------|-------------------------------------|
| 2000 à présent | GARDIA Du Canada | Leads pariel Cepoufcs USA CADADA |
| | | ANLEMANDE |
| 2000 à maintenant | GRC MTL | ENQUÊTES CANDIDAT |
| 1966-2000 | GRC | 12 ANS RESOURC PASTE DE SHERBRO |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------------|-----------|-----|
| DUPUIS SALVAS | CLAUDETTE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|---------|------------------------------|----------------------------|
| 1959-63 | Couvent des Soeurs St-Joseph | Etudes secondaires |
| 1963-64 | Hôtel-Dieu de Sorel | Techniques infirmières |
| 1983-84 | Cégep de Sorel-Tracy | Techniques administratives |

Voir annexes.

| ORDRE(S) PROFESSIONNEL(S) : | DEPUIS : |
|-----------------------------|----------|
|-----------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

(à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---|---|
| 1987... | Centre d'action bénévole du Bas-Richel. | Directrice générale |
| 2000... | Commission québécoise des Libérations conditionnelles | Commissaire communautaire |
| 2004... | Table sécurité alimentaire | Membre du comité |
| 2004... | I.P.A.C. (Fonds Fédéral...) | Responsable de l'infrastructure et de l'implantation des cuisines |
| 2002... | Info-cancer(MRC Bas-Rich) | Resp:misé sur pied et animatrice des ateliers Belle et bien dans le |
| 2001... | Sureté du Québec(Arbre de Joie) | Coordonnatrice du volet technique |
| 1996-98 | Régie régionale de la santé et des services sociaux | Membre du conseil d'administration |
| 1995... | Centraide Richelieu-Yamaska | Conférenciariaire et adjointe au |
| 1994 | Ville de Sorel | Membre du comité "Villes et Villages en santé" |

Voir annexes

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|----------|---------|-----|
| DUQUETTE | JACQUES | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLÔME OBTENU / DOMAINE |
|-------|-------------------------|--------------------------|
| 1961 | COLLEGE STE-MARIE (MTL) | BACHELORÉAT ES-ART |
| 1964 | UNIVERSITE DE MONTRÉAL | LICENCE EN DROIT |
| | | |

| | |
|-----------------------------|-------------|
| ORDRE(S) PROFESSIONNEL(S) : | DEPUIS : |
| AVOCAT | 1966 à 2002 |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|----------------|---------------------|
| 2003 - 2004 | LA RESTRAITE | |
| 2000 à 2002 | AMON COMPTE | PRACTIQUE DU DROIT |
| 1973 à 1993 | AIDE JURIDIQUE | DIRECTEUR DE BUREAU |
| 1966 à 1973 | AMON COMPTE | PRACTIQUE DU DROIT |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|--------------------|---------|-----|
| ESTILVERE-BATHALIE | ANNETTE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|----------------------|--------------------------|
| 1985 | MGAM | Bacc. Travail social |
| 1944 | CEGEP Marie-Victorin | D.E. Assistante sociale |

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|------------------------------------|----------|
| Des travailleurs sociaux du Québec | 1996 |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|----------------------|----------------------|
| 1944 à 84 | CÉMENTÉ JEUNESSEMENT | INTERVENANTE sociale |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|-----------|--------|-----|
| FALARDEAU | MARK | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLÔME OBTENU / DOMAINE |
|-------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| Juin 2002 | UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE | CERTIFICAT ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL |
| Août 1999 | UNIVERSITÉ LAVAL | CERTIFICAT EN ADMINISTRATION |
| Mai 1986 | UNIVERSITÉ D'OTTAWA | BACC. EN CHIMIE |
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | | DEPUIS : |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|
| 1991 à maintenant | COLLEGE F.-X.-GARNEAU | PROFESSEUR |
| 1989 à 1991 | MINISTÈRE SÉCURITÉ PUBLIQUE | AGENT DE PROBATION |
| 1986 à 1989 | CENTRE JEUNESSE TILLY | ÉDUCATEUR |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|-------|----------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| FALLA | PATRICIA | Ann |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|------------|------------------------------------|--------------------------|
| 1985 | Université du Québec à Montréal | Certificat en Andragogie |
| 1953à 1956 | Parent des Filles de Lesau N. Rich | Études secondaires |
| 1951à 1953 | Convent des Sœurs de la Croix | Primaires |

| | |
|-------------------------------|----------|
| JRDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---------------------------|-----------------------------|
| 1998 à 2004 | C. O. L. C. | Commissaire communautaire |
| 1987- 1998 | Organisme parapublic. OGD | Coordonnatrice |
| | attitude de conseil | |
| 1991 - 2004 | Cité du Bouleau | Propriétaire et exploitante |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|---------|-----|
| Cringas | Richard | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLÔME OBTENU / DOMAINE |
|---------|-----------------------|---|
| 1981-81 | Université d'Ottawa | Sciences de santé publique et communautaire |
| 1970 | Université Concordia | Maîtrise Sciences Sociales |
| 1967 | Université de Moncton | Baccalauréat en arts |

| | |
|--|------------------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : Cinéma des nouvelles sciences | DEPUIS : 1970 |
|--|------------------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---|--|
| 1975-2003 | Cégep Trois-Rivières, Trois-Rivières | Coordinateur et professeur de culture pour l'éducation |
| 1975 | Chef programme Relations - C.S.S. Région 04 | Responsable programme - |
| 1969-1975 | SELUF. Fendral | Chf de section / agent interactionnel et du dialogue |
| 1968-1969 | Monsieur Charles Foucault, Ruisseau | Éducateur social |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.F. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|------|---------|-----|
| Gray | Normand | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|------------------------|---------------------------|
| 1963 | UNIVERSITÉ DE MONTREAL | LICENCE EN PEDAGOGIE |
| 1964 | UNIVERSITÉ DE MONTREAL | BACCALAURÉAT EN PEDAGOGIE |
| 1963 | UNIVERSITÉ LAVAL | BACCALAURÉAT ES ARTS |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|---------------------------|------------------------------|------------------------|
| 1 ^{re} oct. 1989 | | DÉPUTÉ DE LA MONTAIGNE |
| 1988-1994 | COM. SCOLAIRE KAMRUL | DIRECTEUR D'ÉCOLE |
| 1971-1988 | COM. SCOL. RÉG. LOUIS-HÉLÈNE | DIRECTEUR D'ÉCOLE |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|-------------------|--------|-----|
| Gervilla - Jermis | Ivonne | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLÔME OBTENU / DOMAINE |
|-------|---------------------------|--------------------------|
| 1982 | École de Travail Social, | Travail Social |
| | San Salvador, El Salvador | |
| | | |

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) :

DEPUIS :

EX PÉRIENCE PROFESSIONNELLE

(à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--|--------------------------------------|
| 1988 - présent | Centros Juveness de Montevideo | Coord. de relations humani- arias |
| 1987 | Marxisme Latinoamericano | Recherchiste |
| 1985 - 1987 | Ensemble Multiculturel St-Jacques | Coordonnatrice |
| 1983 - 1984 | Association des personnes handicapées intellectuelles Ruisseau | Recherchiste |
| 1982 - 1983 | R.A.E. Médical | Traductrice administrative |
| 1979 - 1980 | Bureau d'information de la protection aux mineurs | Travailleuse sociale |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|-----------|-----|
| Hebdorn | Yvan-Marc | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|---------------------------------|-----------------------------------|
| 1987 | Université Mtl. | - études. Relations Industrielles |
| 1980 | Institut Technologie Shawinigan | - Technicien Professionnel |
| - | - | "Service Mécanique" |

| | |
|--|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
| C.R.I.A. - Conseil Relations Industrielles agréé | 1982 |

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| depuis 1990 | Ressources Export mtl | Président, |
| 1987 à 1990 | Les Batavia Dorel Ltd | Vice-Président, |
| 1978 à 1987 | Kearney Inc. | Directeur des Ressources, |
| 1965 à 1977 | Syndicat du Papier | Négociateur - Est Canada-U.S. |
| depuis 1997 | EQLE | Commissaire Comptable et suppléant. |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|-----------|--------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| LEAUVENNE | LOUISE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| | | |
|-------|----------------------------------|----------------------------------|
| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
| 1981 | UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN GUYANAIS | BACCALAURÉAT TRAVAIL SOCIAL |
| 1978 | CÉGEP DE L'OUTAOUAIS | DÉL. EN SECRÉTAIRAT DE DIRECTION |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
| — | — |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| | | |
|-------------------|-------------------|---------------------|
| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
| 1981 à | AVENUE DES JEUNES | DIRECTRICE GÉNÉRALE |
| Aujourd'hui | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOMES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|----------|-------------|-----|
| LA COSTA | ELYSA COSTA | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLÔME OBTENU / DOMAINE |
|-------|---------------------------------|--------------------------|
| 1997 | Université du Québec à Montréal | Sexologie (maîtrise) |
| 1992 | Université de Montréal | Sexualité (baccalauréat) |
| — | — | — |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
| — | — |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--|-------------------------------|
| 2002 — | Direction du service de santé sexuelle de Montréal | Agente de planification |
| 1999 — | UQAM | chargée de cours |
| 2000-2002 | Chambre d'autisme | consulante en intervention |
| 1998-2000 | UQAM | Assistante de recherche |
| 1994-1995 | YVCA | Agente des relations humaines |
| 1991-1993 | Société Éligabeth Fry du DC | intervenante |
| 1988-1991 | Parc du Souvenir | intervenante |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|--------|-----------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| LABERT | CLAUDETTE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|-------------------------|--------------------------|
| 75-78 | Université de Montréal | BAC CHIMIE LOGIC |
| 73-75 | Collège de THIERO-HUDES | DEC SC. HUMAINES |
| 69-73 | Polymacrite Black-Plate | D.E.S. |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
| | |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| 1995 à 2004 | Au Heulin de la Source de | RÉSPONSABLE CRATIER |
| | | pour personnes handicapées physiques |
| 1984-1994 | HEI-HÉME | ÉDUCATRICE DE GARDIENNE FAMILIAL |
| 1980-1982 | ST-DAMIEN DE BELLECHAISSE | ÉDUCATRICE |
| | | |
| 1978-1980 | CITE DES PARADES | ÉDUCATRICE |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ
NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOI | PRÉNO | AGE |
|----------|-------|-----|
| Lapointe | Roger | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|--------------------------|-----------------------------------|
| | Institut Naron, Montréal | 12 ^e année commerciale |

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--|--|
| 1989- | Travailleur autonome | Consultant et formateur en lancement d'entreprise |
| 1989-05/1989-09 | Construction C.R.P. inc. | Gérant de chantier |
| 1982-1989 | Club coopératif de consommation de R.N. | Gérant d'une coopérative alimentaire |
| 1977-1982 | Ministère des Transports du Québec | Homme d'instrument en arpentage (travail saisonnier) |
| 1964-1976 | Ministère de l'Énergie et des Ressources | Technicien en ressources minérales |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|--------|-----|
| LARAMEE | PIERRE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|------------------------|---|
| 1956 | Université de Montréal | Maîtrise en art (Relations industrielles) |
| | | |
| | | |

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|--|------------------------------|
| Conseillers en Relations Industrielles | 1975 membre des associations |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-------------------------------------|--|
| 1956 à 1984 | Hydro-Québec | Directeur des ressources humaines |
| | | humaines jusqu'en 1975 Relations d'urgence et de gestion de crises |
| 1975 | ' ' | |
| | | |
| 1985 à 1989 | Programme SEMO | Directeur - Intégration - Travail |
| 1990 à | Excellence | |
| 1996 | Ministère des Droits de la personne | Coordinateur - 3/4 du temps |
| | | |

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|--------------|---------|-----|
| LOTEANONASSA | Michael | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|--------------------------|--|
| 2004 | Université de MTD | Cert. T. d'habilitation au grade de professeur |
| 1994 | Cégep Ste-Anne-Matthew | Tech. Education spécialisée |
| 1976 | Ministère du Québec CMTD | Lettré de la maternelle |

| | |
|--|-----------------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S): Association des enseignants du Nouveau Brunswick | DEPUIS: 1999 |
|--|-----------------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| à la c | Centre jeunesse local | Dir. de services à la jeunesse |
| 99-04 | Association des jeunes du Mat. | Directeur |
| 93-99 | Maison des jeunes de l'Est-Boréal | Co-ordonnateur |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOM TES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V. P écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | | | | |
|---------|--|--------|--|-----|--|
| NOM | | PRÉNOM | | ÂGE | |
| LEBLANC | | ALMA | | | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|---------------------|--------------------------|
| 1918 | U Q A R (Rimouski) | MAÎTRISE EN ETHIQUE |
| 1953 | U Q A R | BACC ADAPTATION SCOLAIRE |
| 1970 | Université Montréal | BACC EN PÉDAGOGIE |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| 2000 à 2003 | Centre Multidimensionnel de Santé | Commissaire principale des services |
| 2002 | NRSSS Relation OI | Agente de planification |
| 1988-2002 | Centre de soins psychiatriques | Directrice générale |
| 1986 | Scolarité Canada | Commissaire des services |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES

(Je consens à leur reproduction en annexe du Communiqué de presse du premier ministre et dans le site internet de ce dernier.)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|----------|--------|-----|
| NOM | PRÉNOM | AGE |
| Le Blanc | Claude | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|-----------------------------|---|
| 1962 | Collège des Soeurs Saurhier | Secondaire 11 Sciences |
| 1970 | C&EP. Ahuntsic | Techniques Cartes Topographiques en Géométrie et Géomorphologie |

| | | |
|-------------------------------|--------------------------------|---------------------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | N° de membre : (non public) | Année d'admission : |
|-------------------------------|--------------------------------|---------------------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (A temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE DE | EMPLOYEUR | POSTE |
|-----------|---|---|
| 69 99 | Ministère du Québec | de agent de Service Client. |
| | Securix Publique | à administrateur des établissements de détention |
| | Paradise des Antiquaires | niveau 10. |
| 1999 | Rotoite | |
| 2001 2012 | Représ. pour l'achat de papier à l'établissement de la Santé. | au Réseau Courne |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V. : écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|---------|----------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| LEBLOND | ISABELLE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-----------|--------------------------------|--|
| 1984-1987 | UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL | BACCALAURÉAT EN CRIMINOLOGIE |
| 1982-1984 | COLLÈGE DE LA RÉGION DE L'AMAL | DIPLOME D'ÉTUDES COLLÉGIALES EN SCIENCES HUMAINES ET MÉTIERS |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|--------------------|--|--------------------------|
| 1997 à aujourd'hui | CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI AUTOIST-LESTON | DIRECTRICE |
| 1998 à aujourd'hui | COMMISSION DES LIAISONS COMMUNICATIVES DU QUÉBEC | COMMISSAIRE |
| 1989 à 1997 | OPÉRATION SURVEILLANCE AUTO | DIRECTRICE |
| 1994 à 1995 | VIDÉOTRON | RECHERCHEUR ET ANIMATEUR |
| 1988 à 1992 | J.L.P.B. BUREAUTIQUE CUR | CO-PROPRIÉTAIRE |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOÏES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.F. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|--------|-----|
| Lessard | Claude | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------------------------------|-------------------|----------------------------------|
| 1961 | École de Police | Police |
| 1960 | École Forestière | Bois - Forestiers |
| 1958 | Collège Montargis | 11 ^e année secondaire |
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | | DEPUIS : |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| 1998 à présent | C. D. H. C. | Conseiller en Communication |
| 1994 à 1998 | Bureau de détectives Mond'Enquête | Enquêteur |
| 1986 à 1994 | Securities Inc / Hec Inc | Directeur Général |
| 1961 à 1984 | Securities de Québec | Chargé en Enquête |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|-------|--------|-----|
| LESYK | Marcel | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|--|--------------------------------|
| 1978 | Université du Québec A.T. | Certificat en Administration |
| 1972 | GEEEP Ab. TÉM. | D.E.C. en Assistance - Sociale |
| 1954 | Séminaire St-Antoine Monseigneur | Cours Classique |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---|---------------|
| 1996 | Retraite | |
| 1990-1995 | Conseil Régional de la Grosse et des Services Sociaux Puis Régie Régionale | Dir. Général |
| 1969-1990 | Bou. Aide Sociale MAYN d'OUVRIS et Sec du Retenu | Dir. Régional |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.F. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|-----------|--------|-----|
| MARSELLIS | DIANE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|-----------------------|---------------------------|
| 1988 | Université de Moncton | Baccalauréat-Criminologie |
| | | |
| | | |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|--------------------|-------------------------|---|
| 1990 à aujourd'hui | Centre Juvaire Montcalm | 1999 à aujourd'hui : Reviser |
| | | 1991 à 1999 : Équipe Relations Humaines |
| | | 1990 à 1991 : Délégue à la Juvaire |
| 1988 à 1990 | Ministère des Aînés | Équipe de Recherche |
| 1987 à 1988 | Université Moncton | Équipe de Recherche CJC |
| | | |
| 1983 à 1984 | CJC | Commissaire à l'emploi |
| | | Parité (Communauté) |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. : écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|--------------|--------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| Partitive Al | Guy | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|--|---|
| 2004 | Faculté de médecine Université de Sherbrooke | diplôme professionnel en toxicologie |
| 2002 | Université du Québec Hull | Certificat de niveau technique en gestion de projet |
| 1998 | Faculté de médecine Université de Sherbrooke | Certificat de toxicomanie |

| | |
|---------------------------------|----------------|
| ORDRE(S) PROFESSIONNEL(S) : AMN | DEPUIS : 2000. |
|---------------------------------|----------------|

~~Attoeoir~~ ~~Mathématique~~ et ~~Mathématique~~

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|-----------|---|
| | | étant à peu près sûr de depuis quelques années, et occupant divers postes et fonctions avec différentes organisations, le tout en annexe mon curriculum vitae. Après de bons résultats de l'évaluation de votre performance. |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|----------|--------|-----|
| Milliard | Paul | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|--------------------------|-----------------------------------|
| 1970 | Université de Sherbrooke | Maîtrise en Sciences Commerciales |
| | | |

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|
| | |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---|--|
| 2002 à ce jour | TRAVAILLEUR AUTONOME | Consultant gestion Ressources Humaines |
| 1998 à 2002 | CHSLD ESTRIANE | Directeur des Ressources Humaines |
| 1990 à 1998 | Régie régionale des services sociaux | chef du service R.H. et hygiène |
| 1981 à 1990 | " " " | Coord-Coordseil, Responsable Service |
| 1978 à 1981 | A. H. HOTEL DIEU | Coordonnateur service formation |
| 1970 à 1978 | Union régionale, Aikise Top, Amalgam de formation | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|--------|-----|
| OUELLET | GAËTAN | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|---------|---|-------------------------------------|
| 1954-62 | Collège St-Alexandre et Séminaire de Riverview | Bacc. en Arts |
| 1962-66 | Département de Psychologie Université de Moncton | Bacc. et maîtrise en psychologie |
| 1966-68 | " | Ph.D. Psychologie (Counseling) |

| ORDRE(S) PROFESSIONNEL(S) : | DEPUIS : |
|-----------------------------|----------|
| | |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--|----------------------|
| 19801-2004 | Université de Québec à Trois-Rivières | professeur associé |
| 1977-2001 | " | professeur-chercheur |
| 1969-1977 | Municipalité de Montclair | professeur |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRENOM | AGE |
|-------|--------|-----|
| Paris | Brenda | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|----------------------|-------------------------------------|
| 1997 | Cowacoria University | B.A. Applied Social Sciences |
| 1984 | Cowacoria University | Certificate - Family Life Education |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---------------------------------|------------------------------------|
| 2001 - 2003 | Black Community Resource Centre | Executive Director |
| 1990 - 1998 | Dawson College | Co-ordinator - Student Development |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.f. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|-----------|--------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| PELLETIER | ANDRÉ | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|------------------------|--------------------------------|
| 1976 | UNIVERSITE LAVAL | CERTIFICAT D'ANIMATION SOCIALE |
| 1968 | ÉCOLE NORMALE RIHOUSKI | BREVET D'ENSEIGNES HÉAUTIQUES |
| 1978 | UNIVERSITÉ SHERBROOKE | CERTIFICAT SUR LES TOXICOMANES |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
| | |

EX PÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---------------------------------------|--|
| 1988-1999 | Regie Regional Socié Services Sociaux | Agut de Identification |
| 1976-1988 | Centre de Services Sociaux | Conseiller aux programmes |
| 1967-1976 | Mission des Officiers Sociaux | Président Général / Directeur régional |
| 1963-1967 | Hospice - Québec | Président de l'Association / Commissaire |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|--------|--------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| Petosa | Carnie | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|-----------------|----------------------------|
| 82 | Univ. Mc Gill | Travail Social |
| 83 | Dawson College | Tech. en Assistance Social |
| 83 | Cégep Champlain | Services Sociaux |

| | |
|------------------------------------|---------------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : _ | DEPUIS : _ |
|------------------------------------|---------------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---------------------------|-----------------------|
| depuis 1991 | Armée du Salut | Directrice de Program |
| 1990 - 1991 | Clsc St. Leonard | TS (contrat d'un an) |
| 1988 - 1990 | CRC Garthoua Nouwau Hande | Assistante Directrice |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|--------|-----|
| Poirier | Donat | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|------------------------|------------------------------|
| 2002 | Université de Montréal | Certificat en toxicomanie |
| 1987 | Université de Montréal | Maîtrise en criminologie |
| 1981 | Université de Montréal | Baccalauréat en criminologie |

| | |
|-----------------------------|----------|
| ORDRE(S) PROFESSIONNEL(S) : | DEPUIS : |
|-----------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---|---|
| 1985 à ce jour | Commission scolaire Marguerite Bourgeoys. | Éducatrice spécialisée |
| 1984-1985 | Services correctionnels du Canada | Agent de correction et Agent de gestion des cas |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|-------|-----------|-----|
| RAZIK | Nouredine | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|------------------------|--|
| 2004 | Université de Montréal | Maîtrise en Criminologie |
| | | Mémoire : « L'intervention face au phénomène des gangs » |
| 1993 | Université de Montréal | Baccalauréat Ès Sciences, Criminologie |
| 1993 | Université de Montréal | Certificat de Criminologie I |
| 1991 | Université de Montréal | Certificat de Criminologie II |
| 1988 | Université de Montréal | Certificat en Santé et Sécurité du Travail |

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : Membre en règle de la Société de Criminologie du Québec.

DEPUIS : 5 ans

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

(à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---|--|
| De 1989- 1996 | Ministère de la Santé et des Services Sociaux Québec | |
| | Centres de la Jeunesse et de la Famille Balshaw | Intervenant -éducateur |
| 1996-2004 | Centres de la Jeunesse et de la Famille Balshaw | Team Leader/ Duty officer/ Chef d'équipe de nuit |
| 1995 | | Gestion des placements d'urgence des jeunes en difficulté |
| | Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse Ville Marie | Agent des Relations Humaines/en évaluation - orientation /Délégué du Directeur de la Protection de la Jeunesse |
| 1994- 1996 | Ministère de la Sécurité Publique | Agent des Services correctionnels |
| 1992- 2004 | Centre Jeunesse de Montréal | Intervenant en intervention rapide et intensive |
| | Ministère de la Santé et des Services Sociaux | Urgences Sociales |
| 1990 | Centres Jeunesse Shawbridge | Chef d'Unité par intérim |
| | Ministère de la Santé et des Services Sociaux | |
| 1985 | Mouvement Pleine Forme | Directeur du projet |
| | Projet du programme Défi du gouvernement fédéral | |
| 1983 | Centre Sportif Polydium Châteauguay | Coordonnateur |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V. f. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|--------|-----|
| RICHARD | HÉLÈNE | . |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|------------------|-----------------------------|
| 2002 | Université Laval | Certificat en droit |
| 1992 | " " | Maîtrise en psychologie |
| 1990 | " " | Baccalauréat en psychologie |

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) :

| | |
|----------------------------------|---------------|
| Ordre des psychologues du Québec | DEPUIS : 1993 |
|----------------------------------|---------------|

EX PÉRIENCE PROFESSIONNELLE

(à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|----------------------------------|---|
| * 1994 - | Pratique privée | Psychologue |
| * 1999 - | Ordre des psychologues du Québec | Enquêteuse à l'inspection professionnelle |
| * 2004 - | " " " | Formatrice en déontologie |
| * 2003 - | Université de Montréal | Chargée de cours |
| 2003 | # SHACQ | Psychologue consultante |
| 1994-2000 | Service correctionnel du Canada | Psychologue contractuelle |
| Étés 90 - 91-92 | Service correctionnel du Canada | Agente de libération conditionnelle - |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| | | |
|-----------|---------|-----|
| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
| ROCHELÉAU | RAYMOND | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-----------|---------------------------|----------------------------------|
| 1965-1970 | Université Laval (Québec) | Bacc. de Licence en Lettres |
| 1957-1961 | Université d'Ottawa | Bacc. de Licence et de. Humaines |
| 1934-1957 | Université d'Ottawa | Bacc. en Phil. (B.A.-B.Ph.) |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| 1998-2004 | C. Q. L. C. | Commissaire adjoint |
| 1985-2004 | Office de protection du Québec | Chargé de la protection du public |
| 1986-1988 | Ministère de la Justice | Chargé de la recherche juridique |
| 1995-1986 | Tribunal de l'orthopédie | Directeur adjoint |
| 1973-1975 | Min. Travail et main-d'œuvre | Directeur du perfectionnement |
| 1970-1973 | Min. Travail et main-d'œuvre | Directeur du Recrutement |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES

(reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|-----------|--------|-----|
| St-Pierre | Louise | |

FORMATION ACADÉMIQUE

(en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-----------|-----------------------------------|---------------------------|
| 1984-1986 | ENAP. Scolarité de maîtrise | ENAP |
| 1974-1975 | Bac. en Sciences de la Santé U.L. | Sciences infirmières U.L. |
| 1963-1968 | CEGEPS Trois Rivières | DEC en Assistance Sociale |

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) :

DEPUIS :

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

(à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|---------------------------------------|--|
| 2000, | Travailleur autonome | Productrice d'événements et spectacles |
| 1998 | " " " | Agence littéraire |
| 1998 | CAIC | commissaire communautaire et suppléant |
| 1988-1997 | Firme conseil Multi-Projets | P. d.-g. |
| 1986-1987 | CLSC de L'Assomption | Coord. soins à la clientèle - Elaboration de Politiques de gestion |
| 1975-1988 | CRSSS - GU | coordonnatrice - services de planification |
| 1967-1971 | Réseau de la Santé Obscure, sociaux - | développeur fonctions |
| 1963-1966 | Bibliothèques Université Laval - | Commiss. Bibliothèque |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|---------|--------|-----|
| SAVARIA | CLAUDE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|--------------------------------|----------------------------------|
| 1961 | COLLEGE DE LONGUEUIL | 11 ^{ème} ANNEE COMPLETE |
| 1959 | ECOLE SACRE-COEUR Boucherville | 9 ^{ème} ANNEE |

| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|
| | |

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--------------------|-----------------------------------|
| 1963-1992 | PETROMONT-VARENNES | EXPLOITATION et SERVICE EXPANSION |
| 1990-1992 | Petromont | CHEF de Secteur Expansion |
| 1983-90 | Petromont | RESPONSABLE SU-PAISOBDEL et PRO |
| 1973-83 | Petromont | CHEF de Secteur OLEFINS 2 |
| 1963-73 | Petromont | SUPANVISOR de 100 EMPLOYES |
| | | CHEF de Secteur Méthodes Lourdes |
| | | OPERATEUR-CHIEF de ligne |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|------|--------|-----|
| SHYR | MING | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|-----------------------------|---------------------------------|
| 1993 | Régie Régionale de la Santé | Interprète d'Immersion Bilingue |
| 1984 | Sinclair - Académie (Japon) | Interprète Simultanée |
| 1979 | Université Simon (Japon) | Bac en anglais |

ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) :

DEPUIS :

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

(à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| 2002 à 2003 | Société du Jardin de Chine | Directrice générale |
| 1994 à 2002 | Ville de Montréal | Agente culturelle (Jardin de Chine) |
| 1999 à 1980 | Consulat de l'Ambassade du Japon | Employée (Section Visa) |
| 1980 à 1991 | Divers | Disette : interprète |
| 2003 - actuelle | " | " : interprète culturel |
| | | Conseillère en traduction |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|--------|--------|-----|
| Sicari | JEAN | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLÔME OBTENU / DOMAINE |
|-------|----------------------------|--------------------------|
| 1968 | École de Notaire, Montréal | Notarial |
| | | |
| | | |

| | |
|--|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : Brevetier - major | DEPUIS : |
|--|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|--------------------------------|--------------------|
| 1983 - à ce jour | Nelson Darkest Inc. | Agent d'immobilier |
| | | |
| 1971 - à 82 | Centrales Canadien Chemistry's | Brevetier - major |
| | | |
| 1968 à 71 | Hopital Hotel-Dieu Montreal | Prepaci |
| | | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|------------|--------|-----|
| TEITELBAUM | REISA | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-----------|--|--|
| 1997-1980 | Université de Montréal | Docteur en droit diplôme: LL.L |
| 1976-1977 | Université de Concordia | |
| 1975-1976 | Canadian Junior College, Lausanne, Suisse | Diplôme: École secondaire (13e année) |

| | |
|---|-----------------|
| ORDRE(S) PROFESSIONNEL(S): Barreau du Québec | DEPUIS: 1981 |
|---|-----------------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|---------------------|---|--------------------|
| Mai 2003 à date | Association nominale PELLACK KAVITZ TEITELBAUM | Avocate (associée) |
| 1986 à mois 2003 | Association nominale PELLACK MACHLOSITZ KAVITZ TEITELBAUM | Avocate (associée) |
| | Association nominale PELLACK TEITELBAUM | Avocate (associée) |
| 1981-1985 | Me Max H TEITELBAUM | Avocate |
| | (présentement juge de la cour fédérale) | |
| | | |
| | | |

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans le Communiqué de presse du premier ministre)

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | PRÉNOM | ÂGE |
|-----------|---------|-----|
| TOUSSAINT | ROSETTE | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-----------|--|--|
| 1995-1997 | UNIVERSITE MCGILL, MTL | Certificat en langue espagnole |
| 1981-1986 | École Nationale d'Administration Etem Publique (E.N.A.P.) | Maîtrise en administration publique |
| 1974-1979 | Université du Québec, MTL | Baccalauréat d'enseignement en langue adaptée |

| | |
|-------------------------------|----------|
| ORDRE (S) PROFESSIONNEL (S) : | DEPUIS : |
|-------------------------------|----------|

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (de...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|-------------------|------------------------------|--|
| Juillet 1997 | Retraite | — |
| 1974-1996 | Hôpital Rivière-des-Prairies | Conseillère aux programmes de payabilité |
| 1986-1994 | Hôpital Rivière-des-Prairies | Chef de service. Intégration avec - pédagogique |
| 1979-1986 | Hôpital Rivière-des-Prairies | Chef de programme. Intégration avec - pédagogique |
| 1975-1979 | Hôpital Rivière-des-Prairies | Pédagogue |
| 1974-1977 | Hôpital Rivière-des-Prairies | Éducatrice spécialisée - responsable de groupe |
| | | |
| | | |

S.V.P. écrire lisiblement, sans utiliser d'abréviation

FORMATION ACADÉMIQUE (en commençant par le dernier diplôme obtenu)

ORDRE(S) PROFESSIONNEL(S) :

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (à temps plein seulement et en débutant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

§ 19.

CURRICULUM VITAE ABRÉGÉ

NOTES BIOGRAPHIQUES (reproduites dans la Communiqué de presse du premier ministre)
S.V.P. écrire librement, sans utiliser d'abréviation

| NOM | | PRÉNOM | | ÂGE |
|--------|--|--------|--|-----|
| Turner | | Paul | | |

FORMATION ACADÉMIQUE (en accompagnant par le dernier diplôme obtenu)

| ANNÉE | INSTITUTION | DIPLOME OBTENU / DOMAINE |
|-------|-------------------------|---|
| 1981 | Université Laval | Baccalauréat en administration des affaires, option finance |
| 1976 | C.E.G.E.P. L'Assoméo | Diplôme d'études collégiales en sciences physiques |
| 1973 | Collège Jean-de-Brébeuf | Diplôme d'études secondaires |

ORDRE (S) PROFESSIONNEL(S) :

DEPUIS :

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

(le temps plein seulement et non déductant par votre emploi actuel, sans aller en deçà de 1970)

| ANNÉE (ou...à...) | EMPLOYEUR | POSTE |
|--------------------|---|---------------------------------------|
| 1984 à aujourd'hui | Les Services Parachutistes Associés Du Québec | Directeur général |
| 1983 à 1984 | Les Services Parachutistes Associés Du Québec | Analyste informatique |
| 1982 à 1983 | Administration Régionale Kéewik | Conseiller financier et administratif |
| | | |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

103. La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2004-2005, (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 103 : La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2004-2005 (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

Libérations conditionnelles avec ou sans audiences – La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2004-2005.

Au cours de l'exercice 2004-2005, soit du 1^{er} avril 2004 au 31 mars 2005, la Commission a pris en audience :

| | |
|---|----------|
| ➤ Décisions en matière de libération conditionnelle : | 3 974 |
| ➤ Décisions en matière d'appel en absence temporaire: | |
| Refus en absence temporaire : | 115 |
| Révocations en absence temporaire : | 3 |
| Report : | <u>3</u> |
| Total : | 121 |

Sous-total (total des décisions prises en audience) : 4 095

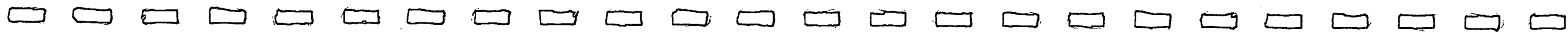
En ce qui concerne les décisions prises hors audience, la répartition s'effectue comme suit :

| | |
|--|-----|
| ➤ Autorisation de déplacements hors Québec et hors Canada : | 27 |
| ➤ Recevabilité des demandes de révision et de nouvel examen en libération conditionnelle : | 352 |
| ➤ Recevabilité des demandes d'appel en absence temporaire : | 121 |
| ➤ Cas particuliers (rapport d'événement, ajournement de décision) | 184 |

Sous-total (total des décisions prises hors audience) 684

GRAND TOTAL DES DÉCISIONS PRISES À LA COMMISSION 4 779

CQLC/82 (2005-06)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

104. La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2004-2005.



Ministère de la Sécurité Publique
Étude des crédits 2005-2006
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

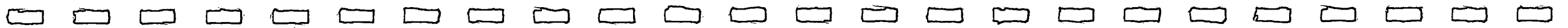
TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 104 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2004-2005

Pour la période du 1^{er} avril 2004 au 31 mars 2005, la répartition du nombre de renoncations et du nombre de décision en matière de libération conditionnelle est la suivante :

| Direction territoriale | Établissement | Renoncations | Décisions |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------|------------------|
| Est du Québec | Baie-Comeau | 33 | 44 |
| | Chicoutimi | 11 | 75 |
| | CQLC-Québec | 0 | 155 |
| | Détention Québec(F) | 15 | 76 |
| | Détention Québec(H) | 122 | 510 |
| | New-Carlisle | 25 | 60 |
| | Rimouski | 38 | 90 |
| | Roberval | 25 | 38 |
| | Sept-Iles | 4 | 19 |
| | Trois-Rivières | 45 | 245 |
| | Sous-Total | 318 | 1 312 |
| Ile de Montréal | CQLC-Montréal | 0 | 219 |
| | Détention Montréal | 198 | 968 |
| | Maison Tanguay | 39 | 97 |
| | Rivière - des - Prairies | 6 | 87 |
| | Sous-Total | 243 | 1 371 |
| Ouest du Québec | Amos | 9 | 82 |
| | Hull | 53 | 177 |
| | Saint-Jérôme | 49 | 588 |
| | Sherbrooke | 66 | 236 |
| | Sorel | 9 | 122 |
| | Valleyfield | 6 | 86 |
| | Sous-Total | 192 | 1 291 |
| TOTAL | | 753 | 3 974 |

CQLC/83 (2005-06)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

105. Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 105 : Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.

ENTENTE CANADA – QUÉBEC CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉLINQUANTS (Voir pièce ci-jointe)



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES CORRECTIONNELS
SERVICE DU SOUTIEN AU RÉSEAU

1 8 JUL. 2003

ENTENTE

N/Réf.: _____

Le GOVERNEMENT DU CANADA

représenté par le solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le «Canada»)

ENTRE

ET

Le GOVERNEMENT DU QUÉBEC

représenté par le ministre de la Sécurité publique du
Québec et le ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes
(ci-après appelé le «Québec»)

ENTENTE CANADA - QUÉBEC CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉLINQUANTS

ATTENDU QUE l'alinéa 4c) de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (L.R.C., c. C-44.6) oblige le Service correctionnel du Canada (ci-après appelé le «SCC») à accroître son efficacité et sa transparence par l'échange, au moment opportun, de renseignements utiles avec les autres éléments du système de justice pénale;

ATTENDU QUE l'article 23 de cette loi oblige le SCC à prendre toutes les mesures possibles pour obtenir des renseignements et documents concernant les personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;

ATTENDU QUE l'article 25 de cette loi oblige le SCC à communiquer à la Commission nationale des libérations conditionnelles, aux gouvernements provinciaux et aux commissions provinciales de libération conditionnelle les renseignements pertinents dont il dispose, soit pour prendre la décision de mettre un délinquant en liberté, soit pour sa surveillance;

ATTENDU QUE l'article 9 de la Loi sur le Ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., c. M-19.3), modifié par l'article 147 du chapitre 76 des lois de 2001, confie au ministre de la Sécurité publique le mandat d'administrer les établissements de détention, d'assurer la disponibilité des services d'agents de probation et de surveillance, et de surveiller l'exécution des ordonnances de probation et de sursis;

ATTENDU QUE l'article 57 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1) confie au ministre de la Sécurité publique la responsabilité de son application;

ATTENDU QUE l'alinéa 8(2)f) de la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C., c. P-21) permet la communication de renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale aux termes d'une entente entre le Canada et une province ou l'un de ses organismes en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites;

ATTENDU QUE l'article 67 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) permet la communication d'un renseignement nominatif par un organisme public à toute personne ou à un organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec;

ATTENDU QUE les parties souhaitent conclure une entente visant l'échange électronique de renseignements nécessaires sur les délinquants en vue d'administrer ou d'appliquer leurs lois respectives en matière de services correctionnels et de mise en liberté sous condition, pour assurer efficacement la garde des délinquants ainsi que leur réinsertion dans la collectivité en toute sécurité et ce, tout en convenant des mesures de protection administratives, techniques et matérielles nécessaires pour la protection du caractère confidentiel des renseignements, surtout en ce qui concerne leur usage et leur communication ;

Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :

DÉFINITION

1. Au sens de la présente entente, le terme «délinquant» désigne selon le cas :
 - a) une personne répondant à la définition de ce terme en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;
 - b) une personne contrevenant ou prévenue en vertu de la *Loi sur les services correctionnels*;
 - c) une personne détenue visée par l'application de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*

OBJET DE L'ENTENTE

2. Afin que le Canada et le Québec puissent collaborer à l'amélioration de la fluidité de la circulation de l'information entre les deux gouvernements, la présente entente a pour objet de permettre l'échange électronique de certains renseignements sur les délinquants.
3. Afin que la partie, qui a la garde ou la surveillance d'un délinquant en particulier ou qui peut prendre la décision de le mettre en liberté, puisse administrer ou appliquer ses lois touchant les services correctionnels et la mise en liberté sous condition en disposant du maximum de renseignements nécessaires sur le délinquant en question, la présente entente donne :
 - a) à des utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A et contenus dans la banque de données du système de gestion des délinquants (ci-après appelé « SCD ») administré par le Service correctionnel du Canada;
 - b) à des utilisateurs autorisés du SCC un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B et contenus dans la banque de données du système de dossiers administratifs correctionnels (ci-après appelé « système DACOR ») administré par la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PARTIE I - SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SCD)

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

4. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A concernant les délinquants et contenus dans le SCD.
5. Avant de fournir des renseignements sur un délinquant, le Canada convient d'établir un processus de vérification électronique pour s'assurer que le délinquant, sur lequel des renseignements sont requis par le Québec, est inscrit dans le système DACOR.

PROCÉDURE

6. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles la formation initiale nécessaire sur l'utilisation du SGD et de fournir au besoin une formation de recyclage, ainsi que le soutien technique et de dépannage nécessaires, de façon à leur donner accès aux renseignements sur les délinquants, qui sont contenus dans le SGD. La formation portera notamment sur les normes de protection du SGD, que chaque utilisateur devra respecter, ainsi que sur l'obligation qu'il a de protéger le caractère confidentiel des renseignements sur les délinquants.

7. Le Québec convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés qui, avec l'accord du Canada, auront accès au SGD.

PARTIE II - SYSTÈME DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS CORRECTIONNELS (DACOR)

PROCÉDURE

8. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC la formation nécessaire pour l'accès aux renseignements personnels sur les délinquants, qui sont contenus dans le système DACOR.

9. Le Canada convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés du SCC qui, avec l'accord du Québec, auront accès au système DACOR.

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

10. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B concernant les délinquants et contenus dans le système DACOR.

PARTIE III - CONFIDENTIALITÉ ET RESTRICTIONS

11. Le Québec convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Canada à partir du SGD sont des renseignements personnels au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C. c. P-21) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.

12. Le Québec s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements personnels obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01) et de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1).

13. Le Canada convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Québec à partir du système DACOR sont des renseignements nominatifs au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.

14. Le Canada s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements nominatifs obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (L.R.C., c. C-44.6).

15. Il est entendu que si un utilisateur autorisé ayant accès à des renseignements du Canada ou du Québec omet de protéger ces renseignements, utilise ses privilèges d'accès ou encore utilise ou communique ces renseignements à des fins non autorisées par la présente entente, le Canada ou le Québec, selon le cas, se réserve le droit de refuser immédiatement l'accès au SOD ou au système DACOR, selon le cas, à tous les utilisateurs autorisés dans le lieu de travail où la violation s'est produite, jusqu'au règlement de la violation d'une manière satisfaisante et jusqu'à l'installation de dispositifs de protection pour empêcher que d'autres incidents de cette nature ne surviennent.

16. Chaque partie s'engage à maintenir, à respecter et à protéger pleinement le caractère confidentiel des renseignements obtenus en vertu de la présente entente et à ne pas communiquer ces renseignements à qui que ce soit, à moins qu'une telle communication ne soit autorisée par la présente entente ou exigée par la loi.

17. Le Québec et le Canada conviennent de respecter les mesures de protection administratives, matérielles et techniques prévues aux annexes C et D.

PARTIE IV - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

18. Le Canada et le Québec assument respectivement les coûts occasionnés par l'application de la présente entente.

RESPONSABILITÉS

19. Le Canada s'engage à exonérer le Québec de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages et frais subis ou engagés par le Québec ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque la réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Québec ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

20. Le Québec s'engage à exonérer le Canada de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages ou frais subis ou engagés par le Canada ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque cette réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Canada ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

21. En cas de différend au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou du respect des dispositions de la présente entente, les parties suivent les procédures de règlement ci-dessous :

- a) le différend est soumis au sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec ainsi qu'au sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC;
- b) si le sous-ministre associé de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et le sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC ne peuvent résoudre le différend dans les 90 jours suivant sa soumission, l'un ou l'autre s'engage, à l'échéance de ce délai, à soumettre la question au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec qui s'efforceront de régler le différend dans un autre délai de 90 jours s'ils conviennent d'une prolongation de délai, à défaut de quoi la présente entente pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties sans préavis;

- c) pour l'application du présent article, le renvoi au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec s'entend exclusivement du renvoi au fonctionnaire ainsi nommé.

PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT

22. Les parties conviennent que le sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et le sous-ministre du ministère de la Sécurité publique peuvent s'entendre sur des procédures de fonctionnement compatibles avec la présente entente au sujet des questions administratives et opérationnelles à régler pendant la durée de l'entente, pourvu qu'elles soient consignées par écrit.

ANNEXES

23. Les annexes font partie intégrante de la présente entente.

MODIFICATIONS

24. Sous réserve des dispositions légales applicables, les parties peuvent apporter en tout temps des modifications à la présente entente ou aux annexes par consentement mutuel donné par écrit.

AVIS ET AUTRES DOCUMENTS

25. Chaque partie s'engage à remettre à l'autre un avis écrit au sujet de toute modification apportée aux dispositions législatives, aux règlements ou aux politiques concernant ses programmes respectifs qui est susceptible d'influer sur la présente entente.

26. Tout avis ou autre document que l'une des parties peut ou doit donner ou remettre à l'autre est réputé avoir été valablement donné ou transmis à son destinataire, s'il lui est remis en mains propres, par télécopieur ou par courriel à la date de livraison ou de transmission ou, s'il est posté, le troisième jour ouvrable suivant sa mise à la poste au Canada par courrier affranchi au tarif de première classe adressé comme suit :

Au gouvernement du Québec :

Direction générale des Services correctionnels du Québec

2525, boulevard Laurier, 5^e étage

Québec (Québec) G1V 2I2

Télécopieur : (418) 643-0275

Courriel : louis.dionne@msp.gouv.qc.ca

À l'attention du sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec

Au gouvernement du Canada :

Service correctionnel du Canada

Administration régionale du Québec

3, Place Laval, 2^e étage

Laval (Québec) H7N 1A2

Télécopieur : (450) 967-3326

Courriel : 301-sc@ccsc-scc-gc.ca

À l'attention du sous-commissaire régional pour la région du Québec.

27. L'une des parties peut, à tout moment, donner à l'autre un avis écrit de changement d'adresse postale, de courriel ou de numéro de télécopieur pour les communications futures.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

28. La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.

29. La présente entente a une durée d'une année à compter de son entrée en vigueur et se renouvelle par tacite reconduction. Chaque partie peut toutefois y mettre fin en avisant l'autre par écrit au moins six mois avant son échéance ou son renouvellement.

RÉSILIAATION

30. À l'exception de ce qui est prévu aux articles 21 et 29, l'une des parties peut résilier la présente entente en tout temps, sans être tenue de motiver sa décision, en remettant à l'autre un préavis écrit d'un mois.

EN FOI DE QUOI, la présente en:ante est signée,

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Le 10 avril 2003.

2003. Le

Le ministre de la Sécurité publique

Le solliciteur général du Canada

Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES
AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU QUÉBEC

Annexe A

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du ministère de la Sécurité publique, incluant la Direction générale des services correctionnels et la Commission québécoise des libérations conditionnelles, prévoit un accès au SGD en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ce document a pour but d'indiquer à l'utilisateur autorisé du Québec le type d'information qu'il trouvera dans les écrans/documents auxquels il aura accès.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous la forme électronique et qui sont nécessaires au Québec pour administrer ou appliquer ses lois et règlements touchant les services correctionnels et la libération conditionnelle.

LISTE DES ÉCRANS/DOCUMENTS

Accès au Système de Gestion des Délinquants :

Lors de l'accès au système, l'utilisateur autorisé du Québec aura d'abord accès à l'écran BANNIÈRE du SGD et à un MENU PRINCIPAL conçu spécialement pour les besoins du Québec.

| Numéro d'écran | Nom de l'écran |
|----------------|------------------------------|
| UTIL023.OKC | SGD |
| UTILxxx.OKC | MENU PRINCIPAL DES PROVINCES |

Accès au dossier des délinquants

La demande d'un dossier SGD se fera par l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Seuls les dossiers ayant été identifiés par le SCC pourront être accessibles à partir de cet écran. Cependant, un utilisateur du Québec pourra vérifier si le SGD a un dossier pour un délinquant en y effectuant une recherche par SED, nom/prénom, date de naissance ou sondeux à cet écran.

| Numéro d'écran | Nom de l'écran |
|----------------|-------------------------------|
| OFF004.OKC | VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE |

Accès aux renseignements de base sur le délinquant

Les renseignements de base demandés par le Québec seront accessibles par les écrans suivants. Le tableau ci-après indique le type d'information qui est disponible dans chacun des écrans et sous-écrans.

Prendre note que l'écran des RELATIONS affichera des informations sur les associés, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, ressources à joindre en cas d'urgence et visiteurs.

| Numéro d'écran | Nom de l'écran |
|----------------|---|
| OFF003.QKC | INFORMATION SUR UN DÉTENU |
| | Incluant : |
| | Numéro SED, Nom de famille, Prénom, Deuxième Prénom, Date de naissance, Sexe, État civil, Langue officielle de service préférée, Langue maternelle, Besoin d'un traducteur, Autre langue parlée, Fumeur O/N, Emplacement actuel du délinquant, Citoyenneté, Autre pays, Citoyenneté vérifiée O/N, Date vérifiée |
| OFF009.QKC | TAILLE, POIDS, YEUX & CHEVEUX |
| | Incluant : |
| | Taille en cm et en pi po, Poids en kg et en lb, Teint, Couleur des yeux, Couleur des cheveux, Densité des cheveux, Cause de calvitie s'il y a lieu |
| OFF012.QKC | LIEU DE NAISSANCE |
| | Incluant : |
| | Ville, Pays, Province/État (si au Canada ou aux États-Unis) |

| | |
|-------------|---|
| OFF014.QKC | RACE Incluant: Race et • si Indien d'Amérique du Nord: Statut/Non-statut O/N, No. Bande, Nation/Langue • si Inuit: Dialecte parlé |
| OFF015.QKC | RELIGION |
| CMGT010.QKC | ALIAS & CHANGEMENTS DE NOM DU DETENU Incluant: Nom de famille de l'alias, Prénom de l'alias, Deuxième prénom de l'alias, alias de SED, alias de date de naissance, Catégorie d'alias (changement de nom légal, nom d'adoption, nom d'emprunt, nom de jeune fille, nom de femme mariée, nom de naissance, vrai nom). Observations sur l'alias |
| OFF007.QKC | CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DISTINCTIVES Incluant: Type de caract. phys. (cicatrices, amputation, barbe, cicatrices chirurgicales, cicatrices de tatouage, lunettes, moustache, perruque, prothèse, tatouage, tache de naissance, toupie et autre), Endroit sur le corps, Description |
| OFF010.QKC | AFFILIATIONS DU DETENU Incluant: Affiliation (groupe et type). Identifiée par. Observations |
| OFF022.QKC | RELATIONS DU/DE LA DELINQUANT(E) Incluant: Nom de famille de la relation, Prénom de la relation, Deuxième prénom de la relation, DDN de la relation, Sexe, SED de la relation s'il y a lieu, Relation (ami, avocat, conjoint de fait, mère, père, sœur, frère, etc.). Observations, Type de relation (associé, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, en cas d'urgence et visiteurs) |
| OFF023.QKC | ADRESSES de la relation Incluant: Type d'adresse (bureau ou résidence), Pays, Rue/casier postal, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., N° de télécopieur, Observations, Statut de l'adresse (actif ou inactif). En vigueur le |
| OFF020.QKC | ADRESSE DU/DE LA DELINQUANT(E) Incluant: Type d'adresse (bureau, centre résidentiel communautaire ou résidence), Pays, Rue/casier postal, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., Statut de l'adresse (actif ou inactif). En vigueur le; Demeure présentement avec |
| CMGT050.QKC | ALERTE Incluant: Code de l'alerte (affectivement instable, antécédents d'isolement préventif, arrangements relatif à l'unité spéciale de détention, connaissance dans le domaine des armes et des explosifs, connaissances dans le domaine de la sécurité, fournisseur/utilisateur de substances inoxidables, conditions spéciales de libération d'office, constat de maladie mentale, conditions non-standard de surveillance, comportement prédateur, considération usage de la force, handicap de communication, handicap physique, intérêt pour la police et la communauté, information à la sécurité préventive, leader / organisateur / instigateur, menaçant, connaissance dans le domaine de l'information, préoccupation dans le domaine de la sécurité, prise d'otage, prise d'otage et agression sexuelle, risque d'évasion, réactif aux gaz, séquestration, programme de surveillance intensive en communauté, séquestration / agression sexuelle, suicidaire, détenu à l'unité spéciale de détention, violent, autre), Date, Identifiée par. Statut (actif, inactif). Date du statut, Description |
| CMGT052.QKC | INDICATEURS Incluant: Code (acte de gangsternisme, cas noirciste, séjour au centre de santé mentale au Québec, expulsion / extradition, initiative du Nouveau-Brunswick, observateurs aux audiences, purge sa peine sous un alias, liste au registre des ordonnances protection, renseignements protégés à la sécurité préventive, initiative de la Saskatchewan, thérapie à la méthadone, violence conjugale), Statut, Date, Description |
| CMGT008.QKC | ANTECEDENTS CRIMINELS Incluant: Condammations antérieures(s), Condammation(s) antérieure(s) la (les) plus grave(s), Évaluation des antécédents criminels |

Les écrans suivants de la gestion des peines qui seront partagés avec le Québec contiennent les informations suivantes :

| Nom de l'écran | Nom de l'écran |
|----------------|--|
| UTIL029.QKC | GESTION DES PEINES Écran menu incluant: Numéro de peine (avec possibilité d'ouvrir la peine désirée), Date du début de la peine choisie, Type de peine (déterminée ou indéterminée), Date d'expiration du mandat, Peine Totale en années/mois/jours |

| | | |
|-------------|--|---|
| SENT019.QKC | PEINE Incluant: | Numéro de peine, Juridiction, Renonciation à l'admission O/N, Type de peine (déterminée, indéterminée), Date de début, Peine totale, Observations spéciales, Sommaire des événements de la peine |
| SENT039.QKC | PÉRIODE D'INCARCÉRATION Incluant: | Type d'admission (cessation de libération avec ou sans infractions, échanges de services avec province, libération inopérante, mandat d'incarcération, mandat du lieutenant gouverneur, révocation avec accusations en instance / avec infractions / sans infraction, transfert d'un pays étranger), Date, Numéro de la période, Établissement d'admission, Type admission modifié (s'il y a lieu), Date de la modification, Début de la période d'incarcération, Période d'incarcération totale en jours, Date de libération d'office, Observations. |
| SENT041.QKC | RÉDUCTION MERITÉE DE PEINE | |
| SENT018.QKC | LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) Incluant: | Date de début de la période de caution, Date d'audition, Date de rappel, Date de fin de la période de caution, Observations sur libération provisoire, Total des jours de libération sous caution |
| SENT004.QKC | EVASION / IEL Incluant: | Date d'évasion, Type d'évasion (évasion d'un établissement, d'une escorte, d'un établissement: minimum, médium ou maximum, évasion d'un autre établissement, non-retour d'une permission de sortie), Période totale en jrs, Évadé de l'établissement, Date reprise, Observations |
| CMGT201.QKC | INFORMATIONS ET CERTIFICATS DE SURVEILLANCE Incluant: | Numéro de la peine, Établissement de libération, Type de surveillance, No de décision, Date du début et de fin, Bureau responsable de la surveillance, Endroit de surveillance, Avis envoyé à la police O/N, Conditions particulières et Directives spéciales, Statut de surveillance, Date du statut, Se rapporte à la Police (Corps Police) |
| CMGT131.QKC | CONDITION(S) SPÉCIALE(S) Incluant: | Conditions et Observations supplémentaires, date de début et de fin, Statut |
| SENT048.QKC | FIN DE LA PEINE Incluant: | Type de fin (décès, expiration de mandat, expiration de sentence, mandat de la cour, mandat du lieutenant-gouverneur, privilège royal de grâce, surveillance antérieure révoqué ou terminée, transfert à l'étranger), Date de fin, Destination, Observations |
| SENT006.QKC | MANDAT DE DÉPÔT Incluant: | Début de peine, Date de condamnation, No registre de la Cour, No référence du mandat, Nom de la Cour, Endroit de la sentence, Nom du Juge |
| SENT007.QKC | INFRACTIONS Incluant: | Date de début de la peine, No de référence du mandat, No du registre de la Cour, Numéro infraction, Statut de l'infraction (en appel, augmenté en appel, condamné, diminué, abandonné / non-coupable), Article (1), Article (2), nombre de Chefs, Type de peine (déterminé, indéterminé, acte de gangstérisme, loi des jeunes contrevenants, délinquant à contrôler et acte de gangstérisme, délinquant à contrôler, fin ordre de sursis, intermittent, peine totale du mandat, remanet), Peine années/mois/jours, Restriction (un tiers, une demie), Direction de peine (concurrent, consécutif ou non spécifié), Observations |
| SENT008.QKC | INFO. SUPPLÉMENTAIRES SUR L'INFRACTION Incluant: | Lieu de l'infraction, Dates d'infraction, Lieu d'arrestation, Date d'arrestation, Corps policier, N° de référence de la police |
| SENT005.QKC | ARMES | |
| SENT029.QKC | AMENDES/FRAIS SUPPL. POUR VICT./DEDOMMAGEMENT Incluant: | Type d'amende (amende, restitution, surcharge pour la victime), Montant de l'amende, Peine si défaut en années/mois/jours, Jours en défaut, Direction (concurrent, consécutif ou non spécifié), Période de défaut en années/mois/jours, Date de défaut, Date exécution mandat, Observations, Balance de l'amende à payer, Jours |
| SENT052.QKC | INFO. SUPPLÉMENTAIRES SUR LA VICTIME Incluant: | Age, Sexe, Lieu de naissance, Récidive avec le délinquant, Sexe, Observations |

| | |
|-------------|---|
| SENT010.QKC | RECOMMANDATION(S) DU JUGE Incluant : Port d'arme à feu interdit, Traitement et programme recommandés, Conditions spéciales relatives à la libération conditionnelle, Autres directives, Observations |
| SENT015.QKC | PROBATION Incluant : Période de probation, Début, Observations |
| SENT035.QKC | INFRACTIONS - sommaire Liste des infractions dont le détenu a été reconnu coupable incluant les informations suivantes : N° De l'infraction, N° De l'Article, Description, Chef, Type, Peine, Direction, Date, si Victime |
| SENT011.QKC | APPELS Incluant : N° d'infraction, Type d'appel (condamnation, condamnation et peine, peine), Appel logé par (Couronne, détenu), Nom de la Cour, Niveau de Cour, Date comparution, Date de rappel, Résultat d'appel (abandonné, annulé, augmenté, diminué, rejeté), Observations |
| SENT021.QKC | ACCUSATIONS EN INSTANCE Incluant : Numero d'accusation instance, Code de l'infraction, Infraction perpétrée du/ds, Date d'accusation, Chefs, Lieu d'infraction, Corps policier, Rayon d'application, Plaide coupable? O/N, Date, Résultat, Date, Observations, Date de renvoi, Date de comparution |
| SENT002.QKC | CONTROLE DES SUSPENSIONS Liste des périodes de liberté illégale incluant : Type de mandat, Date de suspension, Date d'arrestation, Type de cessation, Date de cessation, Nombre de jours |
| SENT003.QKC | PÉRIODE DEES (Enlente d'Echange de Services) Incluant : Statut (caution, détenu incarcéré, détention temporaire, expiration de mandat, évaluation psychiatrique, expiration, illégalement en liberté, libération conditionnelle locale, libération d'office, mandat du lieutenant-gouverneur, placement extérieur, permission de sortir, remand, retourné à juridiction fédérale ou provinciale, semi-liberté, renonciation), Date début et fin, Province/territoire, Établissement, Observations |
| SENT038.QKC | ORDONNANCE D'EXTRADITION/EXPULSION Incluant : Type ordonnance, Destination-pays, Date, Observations |
| SENT049.QKC | LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) SOMMAIRE Liste des périodes de libération provisoire incluant : Numéro de la peine, date de début et de fin, Observations |
| SENT050.QKC | EVASION/IEL SOMMAIRE Liste des périodes d'évasion incluant : Numéro de la peine, date d'évasion, date de reprise, Observations |

Les écrans/rapports (case_docs) suivants seront accessibles via l'écran EXAMEN DE LA DOCUMENTATION ainsi que les écrans / sous-écrans qui les sous-tendent.

| Numéro d'écran / numéro du document | Nom de l'écran |
|--|---|
| CMGT184.QKC | EXAMEN DE LA DOCUMENTATION Listant tous les documents ci-après. |
| CMGT168.QKC / 0012 | ENQUÊTE COMMUNAUTAIRE Rapport décrivant l'information recueillie auprès de ressources communautaires. |
| CMGT198.QKC / 0013 | RAPPORT RÉCAPITULATIF SUR L'ÉVOLUTION DU CAS Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant incarcéré ou en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses déplacements à venir incluant les recommandations. Rapports présentés au SOD avant février 99 puis remplacés par les "Évaluations en vue d'une décision" |
| CMGT164.QKC / 0014 | RAPPORT SUR LE PROFIL CRIMINEL Rapport décrivant les infractions commises par le délinquant incluant la version du délinquant et la version officielle. |
| SEC0011.QKC / 0015, 0053, 0054, 0055, 0056, 0057 | EXAMEN/AUDITION D'UN CAS EN ISOLEMENT Rapport effectué lors d'un séjour du délinquant en isolement préventif incluant les études concernant le recit ou le maintien du délinquant en isolement. |
| SEC0016.QKC / 0016 | AUDIENCE DE DETENTION Information inscrite au système lors de l'étude préliminaire de maintien en incarcération. |

| | |
|--|---|
| CMGT181.QKC / 0018, 0032, 0033, 0044, 0045, 0046, 0047, 0048, 0049, 0050, 0051, 0052 | EVALUATION PSYCHO/PSYCHI. DE GESTION DES CAS Rapports de différents types complétés par les psychologues et psychiatres : 0032 ÉVAL. PSYCHIATRIQUE - AU SGD 0033 ÉVAL. PSYCHOLOGIQUE - AU SGD 0044 PSYCHIATRIQUE/ISOLEMENT 0045 PSYCHOLOGIQUE/ISOLEMENT 0046 PSYCHIATRIQUE/GÉNÉRAL 0047 PSYCHOLOGIQUE/ACTIVITÉS/NOTES 0048 PSYCHOLOGIQUE/ÉVAL. INITIALE 0049 PSYCHOLOGIQUE/AUTRES 0050 PSYCHOLOGIQUE/SPECIALISÉ 0051 PSYCHOLOGIQUE/THÉRAPIE 0052 PSYCHOLOGIQUE/CNLC |
| SECU020.QKC / 0019 | REVUE/DÉCISION PAR UN COMITÉ DU SCC Rapport concernant les décisions prises par le SCC. |
| CMGT187.QKC / 0020 | RAPPORT SPECIAL Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses libérations incluant les recommandations. Rapports présents au SGD avant février 99 puis remplacés par les « Évaluations en vue d'une décision » |
| SECU017.QKC / 0021 | RAPPORT SUR UN ÉVÉNEMENT SPECTACULAIRE Rapport concernant des événements significatifs, médiatisés ou non, tels des libérés illégaux, détès, etc, étant survenus dans la communauté et impliquant un délinquant en surveillance. |
| CMGT149.QKC / 0025 | ÉCHELLE D'ÉVALUATION DES RISQUES ET BESOINS DANS LA COLLECTIVITÉ Étude concernant le rythme de surveillance pendant une libération. |
| CMGT123.QKC / 0027 | NOTE DE SERVICE AU DOSSIER Informations diverses concernant le délinquant ou la gestion de son dossier. |
| CMGT157.QKC / 0028, 0034 | RAPPORT SUIVANT UNE PS OU UN PE Rapport complété après la participation à une permission de sortir ou un placement extérieur. |
| PGM20000.QKC / 0029 | PLAN CORRECTIONNEL PRÉCÉDENT Rapport indiquant les progrès du délinquant face à son plan correctionnel initial. Rapports présents au système avant février 99 puis remplacés par les « Suivis du plan correctionnel ». |
| 1A00.QKC / 0030 | EVALUATION INITIALE Rapport complété à l'admission du détenu, décrivant les détails de son cas et la planification correctionnelle qui sera suivie pendant son mandat. Rapport présent au système avant février 99 puis remplacé par le « Plan correctionnel ». |
| PGM2000.QKC / 0031 | EVALUATION DU RENDEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME Rapport suite à la participation aux programmes en établissement ou en communauté. |
| 1A25.QKC / 0041 | ÉCHELLE DISR Rapport statistique concernant l'évaluation du risque de récidive. |
| 1A92.QKC / 0042 | EVALUATION PRELIMINAIRE Rapport complété suite à la condamnation du délinquant, s'attachant aux besoins immédiats de celui-ci ainsi qu'à la version du délit selon le délinquant. |
| CMGT245.QKC / 0042, 0060 | INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - MÉDICAL Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins médicaux du délinquant. |
| CMGT245.QKC / 0042, 0061 | INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SANTÉ MENTALE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de santé mentale. |
| CMGT245.QKC / 0042, 0062 | INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SÉCURITÉ Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de sécurité. |
| CMGT245.QKC / 0042, 0063 | INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SUICIDE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de prévention du suicide. |
| CMGT236.QKC / 0058 | MAJ DU PROFIL CRIMINEL Rapport complété lors de mise-à-jour de l'information contenue au "Rapport sur le profil criminel" (version officielle). |
| CMGT013.QKC / 0059 | ÉCHELLE DE CLASSEMENT PAR NIVEAU DE SÉCURITÉ Rapport complété pour évaluer les critères servant à déterminer le lieu d'incarcération. |
| CMGT225.QKC / 0064 | EVALUATION EN VUE D'UNE DÉCISION Rapport fournissant une analyse professionnelle et un résumé du cas du délinquant qui servira à la présentation de recommandations aux autorités décisionnelles concernées en vue d'une décision. |

| | |
|-------------|---|
| CMGT241.QKC | SUIVI DU PLAN CORRECTIONNEL |
| | Rapport completé pour enregistrer les progrès du délinquant face à son plan correctionnel et les changements importants survenus depuis le dernier suivi, pour résumer les observations pertinentes aux progrès vers la réinsertion sociale du délinquant ou pour fournir une mise-à-jour sur les progrès du cas en vue de la rédaction d'une « Évaluation en vue d'une décision ». |
| CMGT226.QKC | PLAN CORRECTIONNEL |
| | Rapport permettant d'identifier les composantes de la planification correctionnelle, incluant l'évaluation des facteurs dynamiques et statiques, la planification de la peine, la chronologie du plan correctionnel, l'évaluation du potentiel de réinsertion sociale et les programmes appropriés. |

Les écrans suivants relatifs aux incidents et aux analyses d'urine seront accessibles au Québec :

| Numéro d'écran | Nom de l'écran |
|----------------|--|
| SECU036.QKC | INCIDENTS D'UN DÉTENU Incluant : Type d'incident, Numéro de l'incident, Date, Emplacement, Résumé de l'incident ainsi que le texte descriptif de l'incident. |
| SECU003.QKC | RAPPORT D'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC) Incluant : Type d'incident, Date/Heure, Usage de la force, Emplacement / Lieu, Commentaires et Détails sur l'incident, Résumé, Auteur du rapport, Sommaire narratif. |
| SECU061.QKC | INFO. USAGE DE LA FORCE (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Description de la force utilisée, Rapport completé par, Incident filmé O/N, Intervention de l'EFPU O/N, Type de force utilisé ainsi que sa description et quantité s'il y a lieu (arme à feu, agent chimique, jet incendiaire, autre force). |
| SECU064.QKC | OBJETS INTERDITS (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Type et Description des objets interdits, Quantité et Commentaires. |
| SECU005.QKC | RÔLE DANS L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Identification des individus et leurs rôles dans l'incident, Identification des blessures encourues s'il y a lieu. |
| SECU006.QKC | INFO. PERTINENTES (RÉFÉRENCES) (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Toute autre information pertinente à l'incident. |
| SECU014.QKC | MAJ SUR L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Auteur du rapport et son titre, Date / Heure ainsi que le texte narratif |
| SECU031.QKC | ANALYSE D'URINE Incluant : Date / Heure de la demande, Unité opérationnel, Raison pour le test, Refus du délinquant s'il y a lieu, Date de la collecte, Nom du collecteur, Date du test au laboratoire, Résultats et Commentaire, Action prise, Produits présents dans l'échantillon s'il y a lieu. |

L'écran suivant relatif aux transfèrements sera accessible au Québec :

| Numéro d'écran | Nom de l'écran |
|----------------|--|
| CMGT216.QKC | MANDAT DE TRANSFÈREMENT Incluant : Numéro du mandat, Type de mandat, Numéro de la décision, Date de décision, Autorité décisionnelle, Motif du transfèrement, Établissements de départ et d'arrivée, Destinations intermédiaires, Mandat signé par, Date, Décision en vigueur, Statut du mandat (annulé, émis, exécuté, expiré, retiré), Date et les Observations. |

Pour pouvoir consulter les décisions de la Commission nationale des libérations conditionnelles, les utilisateurs accéderont aux écrans suivants:

| Numéro d'écran | Nom de l'écran |
|----------------|--|
| NPB004.QKC | STATUT DES DÉCISIONS - HISTOIRE Incluant : une liste complète des décisions prises par la CNLC : Numéro de la décision, Statut de la décision, Type de décision, Prise en audience ou sur dossier, Date, Total des décisions prises. |

Pour l'impression des documents, les utilisateurs auront besoin d'utiliser les écrans suivants (en mode d'écriture et de lecture) :

| Numero d'écran | Nom de l'écran |
|----------------|--|
| RPTS040.OKC | GESTION DES FORMULAIRES |
| RPTS020.OKC | LISTE DES RAPPORTS SGD |
| RPTS009.OKC | ÉCRAN IMPRESSION DES RAPPORTS |
| CMGT185.OKC | IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS |
| RPTS010.OKC | PARAMÈTRES POUR IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS |
| UTL037.OKC | GESTION DES TEXTES LIBRES |
| CMGT204.OKC | IMPRIMER LE CERTIFICAT de libération |
| RPTS036.OKC | INTERACTIF/EN LOT |

ATTRIBUTION DU CAS AU QUÉBEC PAR LE SCC

Dans un premier temps, l'utilisateur du Québec pourra vérifier si la base de données du Service Correctionnel du Canada possède de l'information sur le délinquant visé et ce en utilisant l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Cette vérification ne permettra pas l'ouverture du dit dossier électronique. Le Québec pourra accéder au dossier requis lorsqu'une attribution de cas sera faite par un employé du SCC suite à l'envoi d'une demande d'accès au dossier informatisé.

INSTALLATION

Exécuter Exécuter l'installation Exécuter l'installation Exécuter l'installation

Exécuter l'installation Exécuter l'installation Exécuter l'installation

Exécuter l'installation Exécuter l'installation Exécuter l'installation

Exécuter l'installation

Exécuter l'installation

Exécuter l'installation

- 01 MAJ des dossiers sur les détenus...
- 02 Gestion des fiches...
- 03 Examen de la documentation
- 04 Liste des familles SCC
- 05 Indicateurs d'un détenu
- 06 Analyse d'urgence
- 07 Rendu de transfèrement
- 08 Statut des décisions
- 09 Info et certificats de surveillance

Exécuter l'installation

Exécuter l'installation

Exécuter l'installation

- 01 Maintenance d'urgence...
- 02 Gestion des fiches...
- 03 Examen de la documentation
- 04 Liste des familles SCC
- 05 Indicateurs d'un détenu
- 06 Analyse d'urgence
- 07 Rendu de transfèrement
- 08 Statut des décisions
- 09 Info et certificats de surveillance

Exécuter l'installation

Exécuter l'installation

Exécuter l'installation

Annexe B

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU CANADA

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du Canada, prévoit un accès au système DACOR en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ces panoramas ou les panoramas qui les remplacent touchent les aspects de repérage d'un contrevenant, de consultation du dossier d'un contrevenant, de la feuille de route, de repérage des causes ainsi que du repérage et de la consultation des manquements à la discipline en milieu carcéral.

Cette annexe donne le contenu des champs disponibles pour le SCC.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous forme électronique et qui sont nécessaires au SCC pour administrer ou appliquer ses lois et règlements sur les services correctionnels et la mise en liberté sous condition.

| Nom de l'écran | Nom de l'écran |
|------------------------------|---|
| DAAG0093 PROBATION | REPÉRER UN DOSSIER Nom, Prénom, N° de dossier, Date de naissance, Prénom de la mère, (archivé informatiquement) |
| DAAG0082 PROBATION | CONSULTER LE CONTREVENANT N° de dossier, Date de naissance, Sexe, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Adresse, N° téléphone, Nom et prénom de la mère, Décédé (O/N), Nom et prénom du père, Décédé (O/N), Alias (nom, prénom, date de naissance, prénom de la mère) |
| DAAG0103 PROBATION | CONSULTER LE CONTREVENANT N° dossier, Date d'inscription, État civil (célibataire, marié, séparé, divorcé, veuf, union de fait), Groupe ethnique, Nation autochtone, Citoyenneté autre que canadienne : Code de langue (français, anglais, français et anglais, autre) : Scolarité (sait lire (O/N), sait écrire (O/N), Nombre d'années, Niveau : nil, primaire, secondaire, collégial, universitaire, scolarité complétée (O/N) : Emploi (actuel, habituel, au délit, nom de l'employeur, téléphone, adresse), Source de revenu (emploi, SR, assurance-chômage, nil, autre, revenu net mensuel au dernier emploi) |
| DAAG0104 PROBATION | CONSULTER LE CONTREVENANT Dossier (juvénile O/N), judiciaire O/N), Dossiers existants (correctionnels, communautaires) : Personne ressource (nom, prénom, adresse, code postal, n° téléphone, lien : père, mère, frère, sœur, ami, conjoint, autre) : Nombre de personnes à charge, N° téléphone des parents : Complexité du cas (faible, moyen, élevé) : Disponibilité du contrevenant (jour, soir, fin de semaine) : Commentaires |
| DAAG0075 FEUILLE DE ROUTE | SITUATION PRÉSENTE DU CONTREVENANT Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° de dossier, Date de naissance, Bureau en milieu ouvert (intervenant, début, fin prévue, état particulier, EV, IN, PS, centre alco-frein, date de manquement), Établissement de détention (date d'entrée, libération probable, exp. Légale, statut, motif d'inscription, état particulier, absence temporaire : début, fin, lieu de séjour, exécution/ suspension : date, CQLC, localisation, admissibilité, audience). |
| DAAG0076 FEUILLE DE ROUTE | HISTORIQUE CORRECTIONNEL N° dossier, Nom, Prénom, Date Service : détention, probation CQLC : endroit, motif (demande, libération, audience, fermeture, inscription, décision, transfert), raison, numéro, statut. |

| Numéro de l'écran | Nom de l'écran |
|------------------------------|---|
| DAAG0077 FEUILLE DE ROUTE | HISTORIQUE DES SENTENCES N° dossier, Début de la sentence, Libellé loi et article, N° cause et chefs, Nombre de chefs, Amende (\$), Sursis (jr), Prob. (MS), TC (heures), Dét. (jr) |
| DAAG0027 FEUILLE DE ROUTE | INFORMATIONS GÉNÉRALES N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° assurance sociale, N° assurance maladie, Service dactyloscopique (FPS), Sexe, État civil, Profession, Citoyenneté, Langue, Religion, Ethnie, Taille, Yeux, Cheveux, Teint, Codes de repérage connus, Signes distinctifs. |
| DAAG0020 FEUILLE DE ROUTE | INFORMATIONS MÉDICALES N° dossier, Maladie : diabétique, cardiaque, épileptique, autre, médication, Avoir un emploi O/N, Emploi habituel, Dernier classement : catégorie (transit, juvénile, détention, résidence, réclusion, infirmerie, première peine, courte peine, récidiviste pénitencier, récidiviste, prison commune), Motif : psychiatrie : (pyromane, dépressif, narcomane, risque suic. antc. suic., autres, motif), social : (transsexuel, autres), sécuritaire : (assaut, évasion, violence, traitement, particulier, tentative de suicide, tentative d'évasion, autres). |
| DAAD0142 DÉTENTION | LISTE INDIVIDUELLE DES CAUSES ET DES CHEFS D'ACCUSATION N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, États de chef, Causes, N° cause greffe, N° cause municipale, N° chef, État du chef, Date du début de la peine. |
| DAD0143 DÉTENTION | LISTE INDIVIDUELLE DES MANQUEMENTS À LA DISCIPLINE N° de dossier, Date de naissance, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Date/heure manquement, Avis/rapport., Établissement, Nature du manquement (art. 35), Date/heure, Décision, Date/heure révision |
| DAAD0181 DÉTENTION | CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° érou, Date de naissance, Prénom de la mère, Cellule, Libération probable, Statut, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Infractions en vertu de l'art. 35 (usage de violence physique, langue, geste injur, menac., bris de biens, refus de participer, entrave à la bonne marche, objets interdits, don. ou échange d'objets prohibés, commet des actes obscènes, non-conformité aux règlements, détail) : Lieu (établissement, transfert, retour à l'établissement, extérieur, compulsion, sortie sous escorte), Implique qui : (fonctionnaire, personne incarcérée, autre : si autre spécifiez) |
| DAAD0182 DÉTENTION | CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Renseignements sur le manquement (quoi, où, quand, comment, pourquoi, noms des témoins) |
| DAAD0183 DÉTENTION | CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, art. 38 : Mesures temporaires prises par le supérieur immédiat : (perte de bénéfice, confinement, réclusion) : Date et heure du rapport ou de l'avis : Établissement origine, Témoins du manquement : nom, prénom : Auteur du rapport/avis : nom, prénom : Supérieur immédiat : nom, prénom |
| DAAD0184 DÉTENTION | CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° érou, Date de naissance, Mère, Cellule, Statut, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article) : Mesures temporaires prises : Sentence globale (début de la peine, sentence globale, libération conditionnelle, bon temps accumulé, libération probable, sentence complète, date de report de décision, plainte déposée à la cour O/N) |

Annexe C

Mesures de protection administratives, matérielles et techniques

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives, matérielles et techniques que le Québec doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les délinquants contenus dans les systèmes informatiques du Service correctionnel du Canada (SCC).

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujéti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES ADMINISTRATIVES

Responsable technique

Le Québec désigne un responsable technique qui aura pour responsabilités :

- de voir à ce que la configuration soit conforme aux normes de connexion du Québec;
- de maintenir la connexion au réseau virtuel privé tout au long de l'application de la présente entente;
- de participer aux essais de réception de la connexion;
- de coordonner les essais de réception des utilisateurs autorisés du Québec.

Agent de sécurité des systèmes informatiques

Le Québec désigne un agent de sécurité des systèmes informatiques (ASSI) qui aura pour fonctions :

- de recevoir les avis de sécurité pertinents à la connexion au SGD;
- de signaler les incidents de sécurité au directeur de la sécurité des TI du SCC;
- de demander l'ouverture, la suppression et la modification de comptes et de certificats de l'ICP pour les utilisateurs autorisés qui ont besoin de disposer de tels accès;
- de s'assurer que seuls ces utilisateurs utilisent le poste du SGD sur une base individuelle et que les mots de passe ou que les jetons d'accès demeurent confidentiels;
- de renseigner ces utilisateurs sur les mesures de sécurité à respecter prévues dans la trousse de connectivité;
- de s'assurer que les mesures de protection mises en place sont opérationnelles et fonctionnelles;
- de remettre les informations relatives à la vérification de sécurité des employés (si nécessaire);
- de fournir ses coordonnées au SCC.

Gestion des incidents

En cas d'incident de sécurité informatique, le Québec convient de procéder à une vérification et d'en transmettre les résultats à l'administrateur régional, Systèmes de gestion de l'information, SCC.

Interruption de service

Le Québec accepte que le SCC se réserve le droit d'interrompre les services si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

Administration des comptes

Seuls les employés du gouvernement du Québec peuvent être désignés comme utilisateurs autorisés et posséder un compte d'accès au SGD. Les bénévoles et les contractuels n'y ont donc pas droit. Dès qu'un utilisateur autorisé quitte son emploi, le Québec doit immédiatement en aviser le SCC. De plus, le Québec doit s'assurer que les délinquants n'ont accès à aucun poste du SGD.

SÉCURITÉ MATÉRIELLE

- Chaque poste d'accès au SGD doit être situé dans une aire d'accès restreint.
- Seuls les employés autorisés et les visiteurs sous escorte peuvent y pénétrer. De plus, cette aire doit faire l'objet d'une surveillance périodique et être isolée, de préférence, par une aire de réception.
- Cette aire de réception est utilisée pour accueillir les visiteurs, pour offrir des services, pour échanger de l'information et pour contrôler l'accès à certaines zones. En général, ce qui se passe à la réception est surveillé par ceux qui y travaillent, par les personnel de la sécurité ou par d'autres employés. Les heures de visite sont restreintes et seuls les visiteurs autorisés pourront y entrer.
- Dans une zone de travail à aire ouverte, le périmètre de la réception est visuellement délimité, par exemple, par une entrée de porte, par l'arrangement du mobilier ou par des cloisons.

Entretien

Les préposés à l'entretien qui ont accès au poste du SGD doivent être surveillés pour préserver l'intégrité des renseignements qu'il contient et empêcher qu'aucun dommage ne lui soit causé. Si le disque dur du poste de travail devient inaccessible, il devra être effacé au moyen de l'utilitaire DMX de la GRC. Mais, si le contenu ne peut être effacé, on devra l'envoyer à l'administration régionale du SCC où il sera démagnétisé, puis envoyé à l'administration centrale. Le coût du disque dur défectueux ne sera pas remboursé.

SÉCURITÉ TECHNIQUE

Configuration

Le poste de travail est configuré par le Québec en conformité avec ses normes de connexion.

Disponibilité

Tous les efforts sont déployés afin de permettre l'accès au SGD, mais la disponibilité du système n'est pas garantie.

Modalités de reprise des opérations en cas de sinistre

En cas de sinistre et s'il juge que l'accès au SGD est essentiel aux activités de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique, le Québec doit intégrer le lien formé par le poste de travail du SGD à ses procédures de reprise des opérations.

Annexe D

Mesures de protection administratives et de sécurité

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives et de sécurité que le Service correctionnel du Canada (SCC) doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les contrevenants inscrits dans le système DACOR de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujéti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES DE PROTECTION ADMINISTRATIVES

- Le SCC reconnaît le caractère confidentiel des renseignements qui lui sont fournis par la DGSC.
- Le SCC s'engage à appliquer les mesures conventionnelles de protection de la nature confidentielle des renseignements communiqués soit, le rangement après les heures de travail des documents imprimés, la protection contre les indiscretions lors de la circulation des documents et la destruction confidentielle des documents imprimés.
- Chaque poste de travail donnant accès à ces données doit être situé dans un endroit discret non accessible au public.
- L'accès aux renseignements inscrits dans les panoramas mentionnés à l'annexe B est limité par un code d'identification permanent, attribué spécifiquement à l'utilisateur autorisé assigné au poste de travail dédié au système DACOR, et par l'utilisation d'un mot de passe individuel que chacun voit à modifier à chaque 90 jours.

- Les utilisateurs autorisés à consulter le système DACOR sont ceux identifiés par le SCC et dont les noms ont été transmis au pilote, responsable de la sécurité. La DGSC est en charge de la gestion des codes d'identification pour l'accès au système DACOR. Cet accès est limité à la consultation et au repérage des panoramas présentés à l'annexe B.

- Le SCC accepte que le ministère de la Sécurité publique du Québec se réserve le droit d'interrompre les services informatiques si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

MESURES DE SÉCURITÉ

- Les mesures de sécurité en vigueur au sein du ministère de la Sécurité publique du Québec doivent être appliquées afin d'assurer la préservation, l'intégrité et la confidentialité des renseignements communiqués, notamment en limitant l'accès aux employés pour qui ces renseignements sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.
- Le SCC s'engage à ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ces employés.
- Le SCC doit communiquer le plus rapidement possible au pilote du système DACOR le nom de toute personne qui ne doit plus accéder à ce système à la suite d'un changement de responsabilité ou de son départ du SCC.

- En cas d'incident informatique, le SCC s'engage à en informer le pilote du système DACOR et à procéder à une vérification de sécurité pour éventuellement prendre les mesures correctives et les dispositions appropriées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

106. Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 106 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005.

| Catégories d'emploi | Nombre d'effectifs | | Masse salariale 2004-2005 |
|------------------------------|--------------------|-----------|---------------------------|
| | Postes ETC | Personnes | En dollars |
| Cadres | 23 | 23 | 2 267 619 |
| Professionnels | 42 | 44 | 3 046 665 |
| Fonctionnaires | 87 | 121 | 4 250 017 |
| Ouvriers | 22 | 24 | 884 120 |
| Policiers en prêt de service | 19 | 19 | 1 763 186 |
| Personnes-ressources | 17 | 153 | 1 223 857 |
| | 210 | 384 | 13 435 464 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

107. La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 107 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues.

| | | <u>Rémunération</u> | <u>Prochaine augmentation prévue</u> |
|------------------------|---------------------------|---------------------|---|
| Louise Gagnon-Gaudreau | Directrice générale | 149 635 \$ | Aucun taux d'augmentation connu à ce jour |
| Michel Beaudoin | Directeur général adjoint | <u>101 584 \$ *</u> | Aucun taux d'augmentation connu à ce jour |
| | | 251 219 \$ | |

* Rémunération ajustée à la baisse afin de tenir compte d'une rente de retraite.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

108. La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 108 : LISTE DES COURS OFFERTS PAR L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

Formation initiale en patrouille-gendarmerie et perfectionnement professionnel

En tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration, l'École a la mission d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence des activités relatives à la formation policière.

À ce titre, l'École a l'exclusivité de la formation initiale du personnel policier permettant d'accéder aux pratiques de patrouille-gendarmerie, d'enquête et de gestion policière, exception faite de la formation acquise à l'intérieur d'un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales ou à une attestation d'études collégiales en techniques policières. La loi prévoit qu'une personne doit, pour être embauchée par un corps de police, détenir un diplôme de l'École en patrouille-gendarmerie.

L'École offre également des activités de perfectionnement professionnel et des activités de perfectionnement de service destinées à répondre aux besoins des différents corps de police :

- Patrouille-gendarmerie
- Enquête
- Gestion
- Formation des formateurs

L'École peut également homologuer des activités de formation professionnelle conçues à l'extérieur de ses cadres, susceptibles d'être intégrées dans ses programmes ou de bénéficier de son agrément.

Formation policière autochtone

Également, l'École offre cinq programmes à la clientèle policière des Premières Nations du Québec afin de lui assurer un cheminement de carrière professionnel et dynamique : le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, le programme de formation de constable spécial, le programme de formation d'agent intérimaire, le certificat de gestion des organisations et le perfectionnement professionnel et de service.

Formation sur mesure

La mission du service de formation sur mesure est d'offrir des programmes et des activités de formation à d'autres organismes œuvrant dans le domaine de la sécurité publique ou dont les domaines de compétences s'apparentent aux tâches que l'on retrouve en milieu policier, tout en s'appuyant sur l'expertise de l'École en matière de patrouille, de sécurité routière, d'emploi de la force et d'enquête.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 108 : LISTE DES COURS OFFERTS PAR L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

LES PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE

Patrouille-gendarmerie

Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie

Enquête

Programme de formation initiale en enquête policière

- Analyse criminologique en enquête policière
- Droit pénal appliqué à l'enquête policière
- Éléments d'éthique appliquée
- Activité d'intégration sur les méthodes et techniques d'enquête policière

LES PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

Patrouille-gendarmerie

Activités du patrouilleur

- Actualisation des connaissances du patrouilleur
- Code de la sécurité routière
- Inspection systématique du système d'échappement d'une motocyclette
- Maintien de l'ordre par la résolution de problèmes
- Photomètre

Enquête de collision

- Techniques d'enquête de collision
- Reconstitutionniste en scène de collision

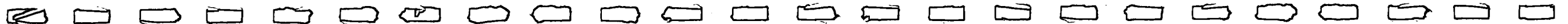
Gestion

Programme de formation initiale en gestion policière

- Développement des habiletés de direction
- Éléments d'éthique appliquée
- Évaluation continue du rendement en milieu policier
- Management des organisations
- Activité d'intégration de la fonction de superviseur de patrouille-gendarmerie

Patrouille spécialisée

- Lois et règlements relatifs à la sécurité nautique
- Loi sur les véhicules hors route
- Patrouille à bicyclette
- Patrouille à motocyclette
- Patrouille à motoneige
- Patrouille à motoquad
- Patrouille en bateau – Niveau 1
- Patrouille en bateau – Niveau 2



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 108 : LISTE DES COURS OFFERTS PAR L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

LES PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL (suite)

Patrouille-gendarmerie (suite)

Appareils de mesure du taux d'alcool

- Alco-Sensor IV - RBT IV – Notions spécifiques
- Intoxilyzer® 5000 C – Notions spécifiques
- Manipulation de l'alcootest – Breathalyzer® 900 et 900A – Requalification
- Manipulation de l'alcootest – Intoxilyzer® 5000 C – Requalification
- Technicien qualifié en alcootest – Alco-Sensor IV – RBT IV
- Technicien qualifié en alcootest – Breathalyzer® 900 et 900A
- Technicien qualifié en alcootest – Intoxilyzer® 5000 C

Cinémomètres

- Cinémomètre Doppler
- Cinémomètre laser
- Cinémomètre laser – Notions spécifiques

Équipe d'endiguement

Armes spécialisées

- Carabine 223
- Fusil Arwen
- Fusil de calibre 12 – Munitions particulières
- Pistolet électrique
- Membre d'une équipe d'endiguement

Mesures d'urgence

- Chef de peloton

Enquête

Programme d'enquête interne

- Déviance, organisations et contrôle en sécurité publique
- Prise de décision en situation difficile
- Procédures d'enquête en affaires internes
- Activité d'intégration en matière d'affaires internes

Enquête (suite)

Autres activités de formation

- Actualisation des connaissances juridiques
- Analyse de déclaration
- Enquête à la suite d'un incendie
- Enquête sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants
- Enquête sur le crime économique
- Enquête sur le vol de véhicules à moteur
- Enquête sur les produits de la criminalité
- Enquête sur des crimes à caractère sexuel
- Entrevue filmée d'un suspect
- Policier judiciaire

Services de soutien

- Agent d'infiltration
- Conception informatique d'un portrait-robot à l'aide du logiciel « Faces »
- Conception informatique d'un portrait-robot à l'aide du logiciel « EFIT »
- Négociateur

Gestion

Certificat en direction des organisations policières

- Analyse politique et prise de décision en sécurité publique
- Gestion des activités budgétaires opérationnelles et mathématiques financières
- Gestion de crises et relations avec les médias
- Gestion de projet et analyse avantages-coûts
- Gestion d'équipe et mobilisation des personnes
- Gestion stratégique d'organisations publiques intégrées clientèle
- Prise de décision en situation difficile
- Activité d'intégration à la fonction de direction d'une organisation policière

Autre activité de formation

- Application stratégique du maintien de l'ordre par la résolution de problèmes

Centre d'appréciation du personnel de la police

- Sélection du personnel policier 1 – Concepts et applications – Appréciation par simulation
- Sélection du personnel policier 2 – Principes et méthodes – Entrevue structurée

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 108 : LISTE DES COURS OFFERTS PAR L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

LES PROGRAMMES DE FORMATION DES FORMATEURS

Formation en pédagogie

- animateur
- Enseignement et didactique
- Instrumentation didactique

Formation technique

Appareils de mesure du taux d'alcool

- Alco-Sensor IV DWF – Le moniteur
- Alco-Sensor IV DWF – Le moniteur – Requalification
- Alcotest® 7410 GLC – Le moniteur
- Alcotest® 7410 GLC – Le moniteur – Requalification

Cinémomètres

- Cinémomètre Doppler – Le moniteur
- Cinémomètre Doppler – Le moniteur – Requalification
- Cinémomètre laser – Le moniteur
- Cinémomètre laser – Le moniteur – Requalification

Emploi de la force – Intervention à haut risque

- Capacité d'endiguement – Le moniteur
- Intervention à haut risque – Le moniteur
- Intervention à haut risque – Le moniteur – Formation complémentaire

Formation technique (suite)

Emploi de la force – Intervention physique

- Communication tactique – Le moniteur
- Intervention physique – Le moniteur
- Intervention physique – Le moniteur – Requalification

Emploi de la force – Tir

- Maniement du fusil de calibre 12 – Le moniteur
- Maniement du fusil de calibre 12 – Le moniteur – Requalification
- Tir au pistolet – Le moniteur
- Tir au pistolet – Le moniteur – Requalification
- Tir au revolver – Le moniteur
- Tir au revolver – Le moniteur – Requalification
- Transition revolver/pistolet – Le moniteur

Photomètre

- Photomètre – Le moniteur



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

109. La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 109 - LA LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC ET POUR Y GRADUER

Réponses :

Partie I – Liste des conditions (conditions d'admission)

Partie II – Liste des tests (exigences médicales et celles relatives à la condition physique)

Partie III – Évaluation et diplôme

PARTIE I – Conditions d'admission

En vertu de la Loi sur la police, la réussite du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École nationale de police du Québec est obligatoire pour accéder à la fonction policière au Québec. Voici les cheminements de formation possibles :

1. obtenir un diplôme d'études collégiales (D.E.C.) en techniques policières délivré par le ministre de l'Éducation;
2. obtenir une attestation d'études collégiales (A.E.C.) en techniques policières délivré par un des onze collèges d'enseignement général et professionnel et, en ce cas, avoir obtenu préalablement une promesse d'embauche dans les fonctions de policier par un corps de police.

Loi sur la police
(L.R.Q., c. P-13, a. 16 et 115)

Extrait de l'article 16 :

« Les conditions d'admission pour la formation en patrouille-gendarmerie établissent, entre autres, les exigences médicales et celles relatives à la condition physique auxquelles les élèves doivent répondre. »

Extrait de l'article 115 :

« Les conditions minimales pour être embauché comme policier sont les suivantes :

- 1° être citoyen canadien;
- 2° être de bonnes mœurs;
- 3° ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce Code, créées par l'une des lois qui y sont énumérées;
- 4° être diplômé de l'École nationale de police du Québec ou satisfaire aux normes d'équivalence établies par règlement de l'École. ... ».

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 109 : LA LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC ET POUR Y GRADUER

PARTIE II – Liste des tests (exigences médicales et celles relatives à la condition physique)

RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC (*Gazette officielle du Québec, 29 octobre 2003, 135^e année, n° 44*)

Article 4 du Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec :

« Pour être admis à ce programme, un candidat doit, au moment de sa demande d'inscription et jusqu'à la fin de sa formation, satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être citoyen canadien;
- 2° avoir obtenu un diplôme d'études collégiales en techniques policières délivré par le ministre de l'Éducation ou une attestation d'études collégiales en techniques policières délivrée par un collège d'enseignement général et professionnel et, en ce cas, avoir obtenu préalablement une promesse d'embauche dans les fonctions de policier par un corps de police;
- 3° être titulaire d'un permis de conduire autorisant la conduite d'un véhicule d'urgence;
- 4° ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce Code, créées par l'une des lois qui y sont énumérées;
- 5° avoir réussi un examen médical dans les 180 jours précédant le début de sa formation à l'École.

L'examen médical vise à s'assurer de la capacité physique et mentale du candidat à suivre le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

- Cet examen, tel que mentionné à l'annexe A du règlement, est effectué par un médecin désigné par l'École.

Le candidat doit fournir au médecin toutes les informations demandées par ce dernier et se soumettre, le cas échéant, à tout examen ou analyse additionnels qu'il juge approprié.

Si le candidat ne réussit pas l'examen médical, le médecin doit indiquer à l'École s'il s'agit d'une incapacité temporaire ou permanente.

- 6° avoir réussi, pour le candidat qui détient un diplôme d'études collégiales en techniques policières, un des tests, épreuves ou cours de langue suivants:

- l'épreuve uniforme de français, langue d'enseignement et de littérature, tel que prescrit par le ministre de l'Éducation en vertu de l'article 26 du Règlement sur le régime des études collégiales, approuvé par le décret n° 1006-93 du 14 juillet 1993;
- l'épreuve de langue française exigée par un établissement d'enseignement de niveau universitaire conformément à la Loi sur les établissements de niveau universitaire (L.R.Q., c. E-14.1);
- les cours d'appoint en langue française suivis dans un établissement d'enseignement de niveau universitaire;
- le test « SEL » administré par Télé-Université au sein du réseau de l'Université du Québec;
- le test « Language Exit Exam » pour le candidat provenant du Collège John Abbott.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 109 : LA LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC ET POUR Y GRADUER.

- 7° payer les frais d'admission exigibles en vertu de l'article 42 de la loi.
- 8° avoir réussi les tests d'aptitudes physiques décrits à l'annexe « C » du présent règlement dans les 90 jours précédant le début de sa formation à l'École;
- 9° être titulaire d'une carte de certification en vigueur pour le cours de « Réanimation cardiorespiratoire de soins immédiats » délivrée par l'un des organismes suivants :
 - Ambulance St-Jean;
 - Croix-Rouge Canadienne;
 - Fondation des maladies du cœur du Québec.
- 10° donner ses empreintes digitales à un représentant autorisé de l'École;
- 11° être de bonnes mœurs. »

PARTIE III – Pour y graduer (Évaluation et diplôme)

Pour obtenir le diplôme de l'École, il faut (1) le maintien des conditions d'admission et (2) réussir les compétences énoncées aux articles 3, 14, 15 et 16 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*.

Extrait de l'article 3 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* :

« Le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie permet à l'étudiant d'acquérir les compétences de base en patrouille-gendarmerie.

Ce programme de formation a pour objectif général de préparer l'étudiant à intervenir adéquatement et efficacement dans le contexte des opérations policières spécifiquement reliées à la fonction de policier. Il permet notamment à l'étudiant d'acquérir les compétences suivantes:

- 1° patrouiller stratégiquement un secteur d'intervention;
- 2° intervenir lors de situations régulières;
- 3° intervenir lors de situations à risques;
- 4° intervenir lors de situations planifiées;
- 5° intégrer dans les interventions policières les dimensions légale, méthodologique, technique (tir, conduite, intervention physique), psycho-socio-communautaire et éthique.

La durée minimale de ce programme est de 434 heures. »

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 109 - LA LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC ET POUR Y GRADUER.

Extrait de l'article 14 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* :

« L'École évalue les apprentissages liés à un programme ou à une activité de formation professionnelle auquel l'étudiant est inscrit.

L'évaluation se fait au moyen d'examens théoriques, de travaux, de mises en situation, de simulations ou de démonstrations. »

Extrait de l'article 15 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* :

« L'École délivre à chaque étudiant inscrit à un programme ou à une activité de formation professionnelle un relevé de notes qui fait état des résultats de l'évaluation de ses apprentissages.

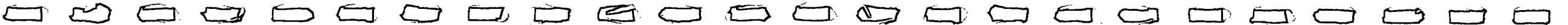
Les résultats d'une évaluation d'un apprentissage sont établis comme suit :

| | | |
|----|---|---------------|
| A+ | = | 90 à 100 % |
| A | = | 87 à 89 % |
| A- | = | 84 à 86 % |
| B+ | = | 81 à 83 % |
| B | = | 78 à 80 % |
| B- | = | 75 à 77 % |
| C+ | = | 72 à 74 % |
| C | = | 69 à 71 % |
| C- | = | 66 à 68 % |
| D+ | = | 63 à 65 % |
| D | = | 60 à 62 % |
| E | = | 59 % et moins |

La note de passage est établie à « D ».

Extrait de l'article 16 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* :

« L'École délivre un diplôme à l'étudiant qui a obtenu au moins la note « D » pour chacune des compétences d'un programme et qui a payé les frais de scolarité prévus au règlement pris en vertu de l'article 42 de la loi. Le diplôme mentionne le nom de l'étudiant et le titre du programme. »



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

110. Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 110 : Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2004-2005.

| | 2004-2005 | |
|--|-----------|----------------------|
| | Nombre | Masse salariale (\$) |
| Dirigeants et membres d'organismes | 17 | 1 859 659 |
| Cadres | 8 | 646 735 |
| Cadres juridiques | 1 | 112 436 |
| Avocats, notaires | 22 | 1 630 851 |
| Professionnels | 25 | 1 465 391 |
| Techniciens | 53 | 2 123 579 |
| Personnel de bureau | 81 | 2 685 642 |
| Sous-total | 207 | 10 524 293 |
| Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie au noir dans le domaine des alcools – Projet ACCES (CT 201004 du 27 avril 2004 et CT 201622 du 26 octobre 2004) | 34 | 1 527 031 |
| Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins) | 70 | 896 979 |
| Total | 311 | 12 948 303 |

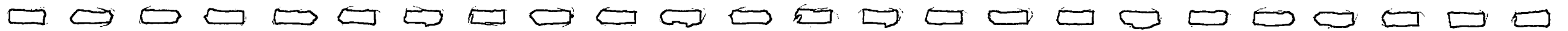




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

111. La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues.
Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

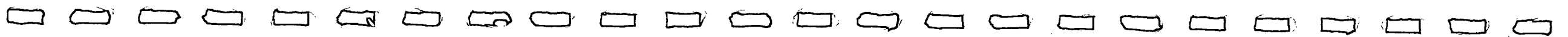


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 111 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2004-2005 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

| <u>NOM</u> | <u>TITRE</u> | <u>RÉMUNÉRATION</u> | <u>DATE D'ENTRÉE EN FONCTION</u> | <u>DATE D'ÉCHÉANCE</u> | <u>AUGMENTATION PRÉVUE</u> |
|-------------------|---|---------------------|--------------------------------------|------------------------|----------------------------|
| DIRIGEANTS | | | | | |
| Charles Côté | Président | 148 517 \$ | 1998-11-23 | 2005-04-29 | Non disponible |
| Alain Lavigne | Vice-président à la fonction juridictionnelle | 120 162 \$ | 2002-05-21 | 2007-05-20 | Non disponible |
| Gisèle Pagé | Vice-présidente aux affaires corporatives | 110 108 \$ | 2004-03-29 | 2009-03-28 | Non disponible |
| RÉGISSEURS | | | | | |
| André J. Chrétien | Régisseur | 105 220 \$ | 2000-01-05 | 2006-09-18 | Non disponible |
| Salomon Cohen | Régisseur | 86 634 \$ | 2002-03-04 | 2007-03-03 | Non disponible |
| Serge Côté | Régisseur | 109 118 \$ | 1995-11-13 | 2005-11-12 | Non disponible |
| Jacques A. Dufour | Régisseur | 109 118 \$ | 1995-03-20 | 2005-06-30 | Non disponible |
| Hélène Gagné | Régisseure | 91 599 \$ | 2002-02-11 | 2007-02-10 | Non disponible |
| André Godin | Régisseur | 106 183 \$ | 2002-11-18 | 2005-11-17 | Non disponible |
| Gaston Gourde | Régisseur | 109 118 \$ | 2001-01-08 | 2006-01-07 | Non disponible |
| Isabelle Lessard | Régisseure | 105 000 \$ | 2004-08-30 | 2009-08-29 | Non disponible |
| Michael McAndrew | Régisseur | 109 118 \$ | 1995-09-11 | 2005-09-10 | Non disponible |
| Jacques Monette | Régisseur | 109 118 \$ | 2002-01-07 | 2007-01-06 | Non disponible |
| Gilles Paquet | Régisseur | 109 118 \$ | 1997-09-08 | 2007-09-07 | Non disponible |
| Jean Provencher | Régisseur | 109 118 \$ | 2001-09-24 | 2007-01-29 | Non disponible |
| Richard Roy | Régisseur | 109 118 \$ | 1993-07-14 | 2009-03-29 | Non disponible |
| Arlindo Vieira | Régisseur | 110 357 \$ | 2002-04-02 | 2007-04-01 | Non disponible |

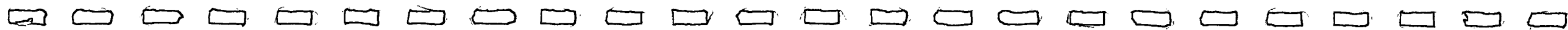




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

112. Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés,
pour chaque secteur d'activité pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 112 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2004-2005.

Par la Régie :

| | |
|-------------------------------|-----|
| Bingos | 51 |
| Tirages | 10 |
| Concours publicitaire | 4 |
| Appareils d'amusement | 220 |
| Alcools | 107 |
| Appareils de loterie vidéo | 232 |
| Casino | 1 |
| Courses | 39 |
| Moûts | 0 |
| Autres (fabricant) | 14 |
| Transmis à un corps policiers | 191 |
| Révocation de plein droit | 55 |

| | |
|------------|-----|
| Sous-total | 924 |
|------------|-----|

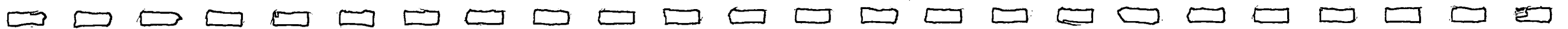
| | |
|--|----|
| Inspections d'appareils d'amusement chez les non-titulaires de licences | 70 |
|--|----|

| | |
|-------|-----|
| Total | 994 |
|-------|-----|

Par les corps de police mandatés
Alcool – ACCES :

| | |
|---------------------|-------|
| SPVM | 1 908 |
| Sûretés Municipales | 4 114 |
| SQ | 4 369 |

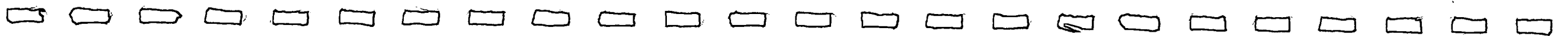
| | |
|-------|--------|
| Total | 10 391 |
|-------|--------|



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

113. Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2004-2005, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

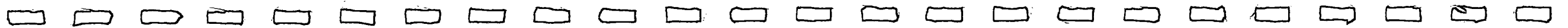


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 113 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2004 – 2005, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

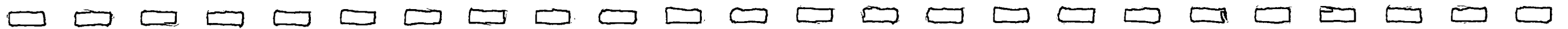
| | | | |
|---------------------------------------|---|--------------|--|
| Nombre de permis d'alcool accordés : | - nouveaux | 851 | |
| | - modifications | <u>3 283</u> | |
| Total : | | 4 134 | |
| | | | |
| Nombre de permis d'alcool suspendus : | | 435 | |
| | | | |
| Nombre de permis d'alcool révoqués : | - volontairement | 306 | ➤ à la demande des détenteurs |
| | - avec saisie des boissons alcooliques | 898 | ➤ pour non paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs |
| | - autres | <u>242</u> | ➤ pour non paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs mais sans saisie des boissons alcooliques |
| | Total : | 1 446 | |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

114. Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2004-2005, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 114 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2004 – 2005, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

| | |
|---|------------|
| Nombre de décisions concernant des modifications de licences d'exploitant de site : | 182 |
| Nombre de décisions concernant les licences d'exploitant de site révoquées : | 104 |
| Nombre de décisions concernant les licences d'exploitant de site suspendues : | 81 |
| Nombre de décisions concernant les licences d'exploitant de site refusées dû au moratoire : | 14 |
| Total : | 381 |

Motifs de suspension :

| | |
|------------------------------|-----------|
| - Suspension volontaire : | 2 |
| - Suspension disciplinaire : | <u>79</u> |
| Total : | 81 |

Motifs de révocation :

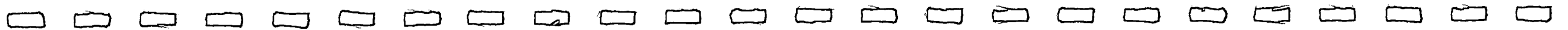
| | |
|----------------------------------|------------|
| - Révocation volontaire : | 62 |
| - Révocation pour non-paiement : | 32 |
| - Révocation disciplinaire : | <u>10</u> |
| Total : | 104 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

115. Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

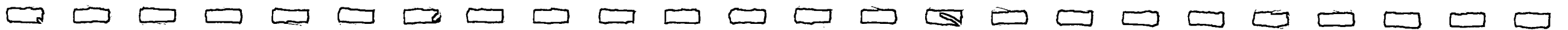
QUESTION 115 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2004 – 2005.

Nombre d'événements de bingo

| <u>Catégorie de licences</u> | <u>Nombre d'événements</u> |
|-------------------------------|----------------------------|
| Bingo en salle | 11 092 |
| Bingo média | 3 177 |
| Bingo billets surprises | 30 218 |
| Total des événements : | 44 487 |

Nombre de licences de bingo

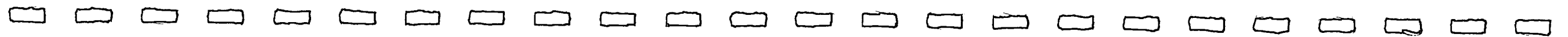
| <u>Catégorie de licences</u> | <u>Nombre de licences</u> |
|------------------------------|---------------------------|
| Bingo en salle | 432 |
| Bingo média | 83 |
| Bingo billets surprises | 833 |
| Bingo annuel | 1 048 |
| Total des licences : | 2 396 |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

116. Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2004-2005.

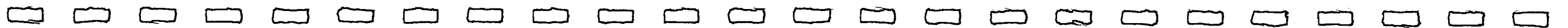


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 116 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2004 – 2005.

| | |
|---|-------|
| Nombre de licences de courses : (accordées aux individus et/ou raisons sociales) | 5 996 |
| Nombre de licences de pistes de courses : | 14 |
| Nombre de licences de salles de paris : | 19 |
| Nombre de demandes selon l'entente de réciprocité : | 1 107 |

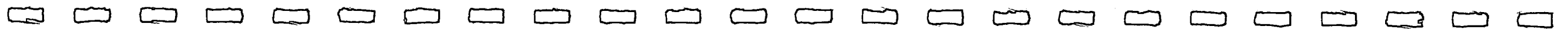




MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

117. Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2004-2005 ainsi que le résultat de la décision.

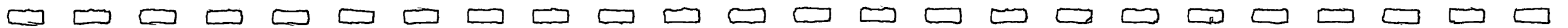


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 117 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2004 – 2005 ainsi que le résultat de la décision.

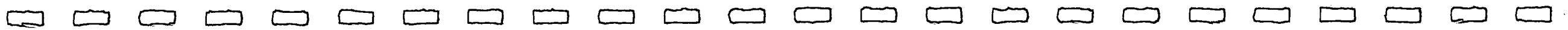
| Permis d'alcools | | Licences de Loterie-vidéo | | Licences de Tirages | | Licences de Bingos | | Licences d'appareils d'amusement | | Concours publicitaires | |
|---|--------|---------------------------|--------|---------------------|--------|--------------------|--------|----------------------------------|--------|------------------------|--------|
| Type de décision | Nombre | Type de décision | Nombre | Type de décision | Nombre | Type de décision | Nombre | Type de décision | Nombre | Type de décision | Nombre |
| Autorisation | 11 435 | Modification | 182 | Autorisation | 1 690 | Autorisation | 2 699 | Autorisation | 1 155 | Autorisation | 56 |
| Refus | 501 | Révocation | 104 | Refus | 40 | Refus | 40 | Refus | 0 | Refus | 5 |
| Conditionnelle | 9 | Suspension | 81 | | | Désistement | 15 | | | | |
| Désistement | 384 | Refus dû au moratoire | 14 | | | | | | | | |
| Nul effet | 31 | | | | | | | | | | |
| Révocation Volontaire | 306 | | | | | | | | | | |
| Révocation avec saisie des boissons alcooliques | 898 | | | | | | | | | | |
| Révocation autres | 242 | | | | | | | | | | |
| Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire | 193 | | | | | | | | | | |
| Suspension | 435 | | | | | | | | | | |
| Jours de suspension | 5 625 | | | | | | | | | | |



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

118. Procès-verbaux des rencontres du comité de direction de la Régie pour 2004-2005. Préciser sujets abordés, compte rendus des discussions, dates et personnes présentes.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 118 : Procès-verbaux des rencontres du comité de direction de la Régie pour 2004-2005. Préciser sujets abordés, comptes rendus des discussions, dates et personnes présentes.

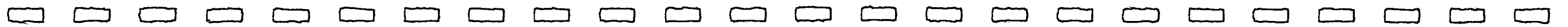
Le mode de fonctionnement de ce comité ne prévoit pas de prise de décisions formelles lors de ces réunions. Il n'existe donc pas de registre de décision particulier. Le but de ce comité étant plutôt d'informer les gestionnaires de la Régie.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

119. La liste des municipalités ou des villes de moins de 5 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

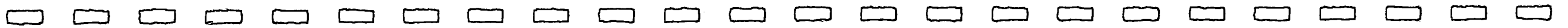
Question 119 : Liste des municipalités ou des villes de moins de 5 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

a) municipalités de moins de 5 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Le seuil de plus ou moins 5 000 habitants n'existe plus dans la loi actuelle (*Loi sur la police*) par conséquent, aucune municipalité ne répond à ce critère. En effet, depuis le 21 juin 2001, la *Loi sur la police* prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, qui étaient desservies par un corps de police municipal, elles avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

b) municipalités de moins de 5 000 habitants qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers.

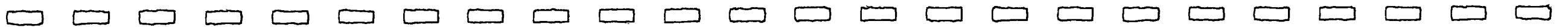
Le seuil de plus ou moins 5 000 habitants n'existe plus dans la loi actuelle (*Loi sur la police*) par conséquent, aucune municipalité ne répond à ce critère. Par ailleurs, en ce qui a trait aux municipalités qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, le Ministère n'est pas en mesure de fournir une telle liste puisque les ententes contiennent, pour la plupart, des clauses de renouvellement automatique et qu'il est de la responsabilité des municipalités de dénoncer les ententes existantes dans les délais prescrits (9 mois avant l'échéance) si elles veulent en revoir les conditions. Ainsi, le cas échéant, elles doivent soumettre à l'approbation du ministre les nouvelles ententes modifiées.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

120. Liste des municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elle pour 2004-2005.

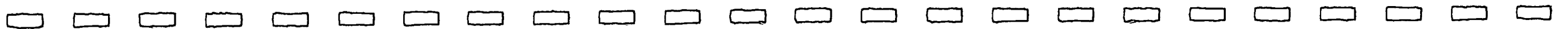


**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Question 120 : Liste des municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montant facture à chacune d'elle pour 2004-2005.

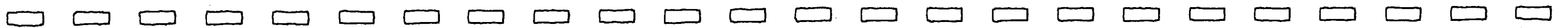
La réponse à cette question se retrouve à la question 55 de ce cahier.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

121. Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Question 121 : Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police

Le seuil de plus ou moins 5 000 habitants n'existe plus dans la loi actuelle (*Loi sur la police*) par conséquent, aucune municipalité ne répond à ce critère puisque depuis 1997, toutes les municipalités sont assujetties à la compétence, soit d'un corps de police municipal ou soit de la Sûreté du Québec.

Rappelons que, depuis le 21 juin 2001, la *Loi concernant l'organisation des services policiers* est venue établir un partage plus précis des responsabilités et une répartition des services mieux adaptés aux besoins de la population de même qu'un accroissement de la capacité des corps de police à lutter contre la criminalité. Ainsi, à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants avaient l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, qui étaient desservies par un corps de police municipal, elles pouvaient le maintenir dans la mesure où celui-ci était apte à fournir le niveau de services requis au 1^{er} juin 2002. Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

122. Liste des municipalités qui ont un corps de police, mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 122 : Liste des municipalités qui ont un corps de police, mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base

Aucune municipalité ne répond à ce critère puisque depuis, le 21 juin 2001, la *Loi concernant l'organisation des services policiers* est venue établir des niveaux de services policiers (annexe G de la loi) en fonction du nombre d'habitants que comporte le territoire à desservir, et ce, bien que le règlement sur les services de base n'ait pas été abrogé. Ces niveaux de services précisent les responsabilités de chacun des corps de police en matière de gendarmerie, d'enquêtes, de services de soutien et de mesures d'urgences. De plus, ils précisent le rôle supplétif et complémentaire de la Sûreté du Québec, de même que sa mission à caractère national.

Par ses dispositions, la loi stipule, sauf exception, que toute municipalité faisant partie d'une communauté métropolitaine (CM) ou d'une région métropolitaine de recensement (RMR) est desservie par un corps de police municipal et, pour toute autre municipalité, que le seuil de population en fonction duquel elle est dans l'obligation d'établir son propre corps de police soit de 50 000 habitants. Toutefois, une municipalité de moins de 50 000 habitants, qui est actuellement desservie par un corps de police municipal, peut continuer de bénéficier des services d'un tel corps, dans la mesure où celle-ci démontre, dans un plan d'organisation soumis à l'approbation du ministre de la Sécurité publique, qu'elle fournit les services du niveau prescrit. À ce jour, 31 plans ont été approuvés sur le 35 soumis.